PARTI SOCIALISTE – SFIO
Congrès national des 20 et 21 juin 1970
Epinay

Sommaire

Le président (Roland Monetty) 3
Denis Cépède 7
Un délégué de l'Isère 19
Denis Cépède 19
Charles Bord 20
Jean Bouget 22
André Labarrère 25
Jean-Jacques Piette 27
Ernest Cazelles 30
Courtevoy 31
Anciant 34
André Chandernagor 36
Le président (André Cellard) 43
Alain Savary 43
Eric Hinterman 45
Dominique Taddéi 51
Henri Serge 56
Max Lejeune 60
Philippe Garel 65
Lucien Peyrassol 69
Alain Savary 74
Robert Pontillon 75
Vevel 78
Wolf 80
Guy Mollet 82
Alain Savary 86
François Mitterrand 87
Jean-Pierre Chevènement 94
Robert Favre 98
Georges Sarre 101
Dupont 104
Menga 106
Louis-Paul Letonturier 108
Denecker 112

Fondation Jean-Jaurès

Gadelle....114
Thiéblot....117
Boissel....119
Henri Desgranges....122
Robert Favre....123
Jean Poperen....126
Denis Cépède....130
Louis-Paul Letonturier....132
Denis Cépède....133
Le président (Albert Gazier)....136
Denis Cépède....137
Philippe Garel....137
Alain Savary....141
André Chandernagor....151
Philippe Garel....153
Michel Fleury....163
Guy Mollet....165
Jean Poperen....166
Alain Savary....168
Georges Sarre....169
Michel Pezet....171
Louis-Paul Letonturier....172
Le délégué de la Moselle....177
Délégué du Nord....179
André Chandernagor....182
Alain Savary....183
Paul-Louis Letonturier....184
Le délégué de l'Aisne....185
Lucien Peyrassol....188
Dominique Taddéi....189
Le délégué....193
Dominique Taddéi....193
Le délégué de l'Hérault....199
Dominique Taddéi....200
Guy Mollet....203
Dominique Taddéi....204
Christiane Mora....207
Pontillon....210
Guillard....212
Robert Verdier....215

Fondation Jean-Jaurès

Guy Mollet.....216
Georges Sarre 219
Alain Savary 220

Séance du samedi 20 juin 1970 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Roland Monetty, assisté de Silvette Piquemal (Ariège), Predieri, (Aube), Schwint (Doubs), Layrolles (Epinay) et Hinderwald (Jeunesses Socialistes)

Le président (Roland Monetty)

Chers camarades, la Section d'Epinay du Parti Socialiste, ainsi que le groupe Socialiste des Jeunesses d'Epinay-sur-Seine, adressent leur salut fraternel au Congrès et vous souhaitent la bienvenue.

C'est pour elle un grand honneur, et nous en remercions le Parti, d'avoir été chargée d'organiser, en notre ville, le Congrès national et le Congrès national extraordinaire des 19, 20 et 21 juin 1970.

Conscients de participer à un événement de portée nationale et internationale, c'est avec joie que tous nos militants se sont mobilisés pour vous offrir les meilleures conditions de travail possibles.

Cependant, cette joie n'est pas complète, car elle est ternie par l'absence de notre camarade Gilbert Bonnemaison, maire de la commune d'Epinay, actuellement cloué sur un lit d'hôpital, après un terrible accident de voiture, qui a failli lui coûter la vie.

Il n'est peut-être pas inutile de dire également que cet accident est survenu au cours d'un voyage effectué au service de la population, puisqu'il s'agissait d'aplanir les derniers obstacles qui s'opposaient à la construction d'un centre de montagne, destiné à la jeunesse d'Epinay.

Nous savons tous quel prix il attachait à la tenue de ce Congrès national, dans la ville dont il a l'honneur d'être le premier magistrat. Il en avait pensé l'organisation dans les moindres détails et son absence a creusé un vide terrible que, depuis le 6 juin, ses camarades de la Section Socialiste ont tâché de combler.

Aussi, nous vous demandons d'être indulgents, si quelques détails vous semblaient mal réglés. Nous ferons l'impossible pour y remédier immédiatement.

Je suis également sûr de me faire l'interprète de tous et de toutes, pour assurer notre camarade Gilbert Bonnemaison de nos sentiments fraternels, et pour formuler le souhait d'un prompt et complet rétablissement lui permettant de venir très vite reprendre son poste dans le combat Socialiste qui est le nôtre.

Puisque le sort a voulu que je remplace Gilles Bonnemaison à l'ouverture de ce Congrès, je me dois maintenant d'esquisser à grands traits le visage politique de la

Fondation Jean Jaurès

commune choisie pour être le théâtre de cet événement de première importance.
Après la première guerre mondiale, jusqu'en 1947, sa population s'est maintenue entre 14 et 17 000 habitants. Depuis cette date, au contraire, elle connaît une fièvre de croissance extraordinaire. Sa population actuelle est de 45 000 habitants et il est raisonnable de penser qu'elle dépassera 65 000 habitants avant 1980, c'est-à-dire qu'elle aura quadruplé en trente ans.
Cité dortoir, quasiment sans industries ni grandes entreprises commerciales, il est bien évident que sa gestion est difficile. Le besoin en équipements de tous ordres est immense et pressante. Les ressources qui permettraient d'y faire face font défaut. Pour les réaliser, les élus communaux sont contraints de constamment augmenter les charges fiscales communales, lesquelles ont d'ores et déjà atteint un niveau difficilement supportable.
Le pouvoir central, par la voix de ses représentants locaux a ensuite beau jeu pour accuser les élus d'incapacité administrative.
Depuis mars 1965, la commune d'Epinay est administrée par une liste d'Union démocratique à direction Socialiste. De 1947 à 1965, elle était administrée par une coalition Socialo-centriste à direction Socialiste. De 1933 à 1947, si l'on excepte la période de l'occupation allemande, elle fut gérée par des élus communistes. Avant 1933 et depuis le début de la troisième République, elle était aux mains de ce qu'il convient d'appeler la droite réactionnaire.
Il faut dire, car c'est la vérité, qu'aucun équipement, quel qu'il soit, ne fut réalisé dans cette commune avant 1933. Jamais, au contraire, on n'aura tant réalisé à Epinay depuis 1965.
Un conseil municipal, composé de 17 Socialistes, de 14 Communistes, un bureau municipal formé de 5 Socialistes dont le maire, et de 3 Communistes, se sont attachés courageusement à tous les problèmes et ont cherché à combler un long retard accumulé. Leurs discussions ont été à la fois sérieuses, ardentes et constructives. Chacun des deux groupes s'est expliqué librement, défendant ses positions respectives lorsque l'accord n'était pas immédiat, et il faut reconnaître que, finalement, jamais personne n'a cherché à imposer ses vues, et que lorsqu'un compromis s'imposait, il a toujours été trouvé et appliqué.
Dans quelques mois, nous allons devoir faire le bilan de cette gestion, devant les électeurs souverains. Nous pouvons nous présenter devant eux, sans honte.
Il serait trop long ici, à moins de disposer de plusieurs heures, d'exposer l'œuvre réalisée dans des domaines aussi divers que l'enfance, l'équipement scolaire, les œuvres post et périscolaires, les maisons de jeunes, l'équipement sportif, les activités culturelles, l'animation de la cité, la voirie, les marchés, etc.
Certes, en six ans, tout n'a pu être fait ; de gros problèmes restent en panne, en particulier l'opération de rénovation du centre d'Epinay où nous sommes, mais à qui la faute, sinon à l'administration supérieure et au gouvernement, qui multiplient

les obstacles à leur réalisation ?
Quelques exemples montreront l'ampleur de l'oeuvre municipale.
Dans le domaine de l'enseignement primaire et maternel, de 1965 à 1971, construction de 4 groupes scolaires, formant au total 134 classes nouvelles, permettant d'accueillir 4 500 élèves supplémentaires.
Dans le domaine du premier cycle de l'enseignement secondaire, installation de 4 collèges d'enseignement secondaire, dont un dans des locaux définitifs, 3 dans des locaux primaires, prêtes par la municipalité à l'Etat défaillant.
Dans le domaine du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, notre combat a permis d'obtenir l'ouverture d'un lycée pour 1972, le premier à construire dans le département de Seine-Saint-Denis.
Dans le domaine de l'enseignement technique, ce même combat a permis l'ouverture d'un collège technique pour 1973, le troisième à construire dans le département.
Un externat médico-pédagogique a été également construit permettant d'accueillir les déficients intellectuels.
Deux colonies de vacances supplémentaires qui ont été réalisées pour 1971, l'une en Corrèze, l'autre dans les Alpes-de-Haute-Provence, doublant la capacité des colonies existantes.
Dans le domaine des classes de neige, des classes de mer, des classes vertes à la campagne, des classes vertes à la montagne, c'est 36 classes que la commune enverra au cours de l'année 1971. En 1964, c'est la classe qui était envoyée à la neige. L'activité communale dans ce domaine aura été la multipliée par 36.
Mais, avons-nous été seulement des administrateurs ? C'est une importante question qui en appelle une seconde. Avons-nous aussi fait œuvre politique ? On refuse souvent aux municipalités le droit de faire de la politique. Pourtant, nous n'avons pas honte de le dire, nous avons aussi fait de la politique. Voici quelques exemples bien précis.
Il n'existait quasiment pas de cours pour adolescents et adultes voulant combler leur instruction. Nous en avons créé de nombreux : cours industriels, cours commerciaux, cours de langues, cours de perfectionnement.
Dans notre cité dortoir, un très grand nombre de mamans sont obligées de travailler pour faire face à la cherté croissante de la vie, aux loyers élevés. Le soir, après l'école, leurs enfants risquaient d'être livrés à eux-mêmes. Nous avons créé des centres maternels, fonctionnant jusqu'à 19h30, et qui accueillent chaque soir plus de 600 enfants, de 2 à 6 ans.
Autre drame des cités dortoirs : les bandes de jeunes désœuvrés. Il ne suffit pas de les pourchasser ou d'emprisonner de jeunes délinquants. Il faut offrir à cette jeunesse des activités ; il faut lui permettre de prendre des responsabilités.
Il n'y avait pas de maison de jeunes en 1965. Trois fonctionnent actuellement. Une

quatrième, de très grande capacité, sera ouverte en janvier prochain.
Il est facile de chanter les vertus du sport désintéressé et de clamer la nécessité de savoir nager. Encore faut-il offrir à la jeunesse des installations fort coûteuses. Il n'existait à Epinay qu'un stade, aménagé depuis de longues années. Nous avons construit un gymnase, où nous sommes, des annexes diverses permettant tous les sports de salles. Une école de sport a été créée, regroupant un millier de jeunes. Un ensemble nautique est en cours de construction, qui ouvrira ses portes en janvier prochain.
Inutile de dire que, pour toutes ces réalisations, l'administration supérieure et le pouvoir ont cherché les moyens de les empêcher de sortir de terre. Projets traînant dans les ministères, dossiers perdus, refus de financement, veto pour emprunter à l'étranger. La municipalité a passé outre. La municipalité a même apporté sa pierre à la construction de l'Europe, à la politique d'entente entre les peuples. Deux jumelages ont été réalisés, l'un avec une ville anglaise, l'autre avec une ville allemande de l'Ouest. Un troisième est en préparation, avec une ville tchécoslovaque.
Tous les ans, des centaines de jeunes des trois pays se rencontrent, apprennent à se connaître et à s'estimer. Tous les ans, nos conseils municipaux se réunissent et nouent des amitiés solides.
Je tiens d'ailleurs à saluer dans l'enceinte de ce Congrès la présence de camarades Socialistes anglais et allemands, en provenance de nos villes jumelles.
(Applaudissements)
Depuis bientôt dix ans, existe un projet de rénovation du centre d'Epinay. Ce projet porte aujourd'hui sur 3 500 logements supplémentaires. Nous avons exigé des modifications au projet de l'Administration, qui ne se souciait que d'équilibrer financièrement l'opération, ce qui sous-entend des logements de grand standing. La municipalité a fait inclure les équipements socioculturels indispensables, la réinstallation possible de petits commerçants et artisans, et surtout, et pour nous c'est capital, je dirai même fondamental, la possibilité pour les gens âgés les économiquement faibles, les ouvriers et employés, de prétendre à un logement dont le loyer soit supportable.
Bien sûr, cette exigence de notre part entraîne un déséquilibre financier, mais nous n'aurions pas la conscience tranquille si nous avions accepté la construction d'un centre d'où auraient été exclues les couches laborieuses de la population.
Vous le voyez, chers camarades, nous ne sommes pas que des administrateurs ; nous n'avons jamais perdu de vue le fait que nous étions aussi des Socialistes, au service des travailleurs et de leurs enfants. C'est en cela que nous avons aussi fait de la politique.
En conclusion, la section Socialiste d'Epinay et le groupe des Jeunesses Socialistes sont convaincus que ce Congrès se déroulera dans les meilleures conditions de

sérieux et de dignité.
Le Plan d'action Socialiste que le Parti se donnera à l'issue de ses travaux, aura été démocratiquement conçu. Tous les militants, depuis la Section jusqu'au Congrès national y auront participé pleinement. Nous souhaitons qu'il soit ainsi démontré au pays que le Parti Socialiste est la principale force de Gauche non-Communiste susceptible de construire une société nouvelle.
(Applaudissements)

Ernest Cazelles - Camarades, dans les dossiers qui vous ont été remis, vous avez pu trouver le programme des travaux pour aujourd'hui et demain. Je n'ai pas besoin de vous en donner lecture, vous n'avez qu'à consulter ces dossiers.
Il y a une simple modification à apporter, demain matin, à l'issue des travaux de Commission. Il sera désigné une commission de coordination assez restreinte émanant des trois Commissions qui auront travaillé cette nuit et demain matin.
Dans les dossiers il y a également un bulletin que vous devez remplir, pour que chaque fédération puisse être représentée dans les trois Commissions qui seront créées ce soir. Ces bulletins devront être remis avant 18 heures ce soir, au Bureau, afin que ces Commissions soient constituées.

Le président - La parole est maintenant à notre camarade Denis Cépède.

Denis Cépède

Camarades, je crois que nous sommes tous convaincus qu'il est absolument impossible de surestimer l'importance de ce Congrès national. Nous devons en effet, au cours de ces deux jours, doter le Parti d'une stratégie politique fondée à la fois sur notre déclaration de principe et sur l'analyse que nous faisons de la société dans laquelle nous vivons.
Si nous menons à bien notre travail, après ce Congrès l'opinion saura quels sont nos buts, les armes que nous voulons employer et celles que nous nous interdisons d'utiliser.
Au soir d'Issy-les-Moulineaux, le pays savait que le nouveau Parti existait ; demain, au soir, il doit connaître sa volonté.
Certes, tout congrès est l'occasion de dire la pensée du Parti, mais il exprime en général sa réaction sur les événements et l'action qu'il entend mener à court terme. Aujourd'hui et demain, nous allons dire non pas ce que nous pensons de la politique du gouvernement et comment nous entendons la combattre, mais comment nous jugeons le devenir de notre société, ce que nous voulons faire de l'histoire des hommes au cours de cette génération.
Le Congrès d'Epinay et le congrès de l'engagement, engagement que nous, militants, nous prenons à l'égard du Socialisme que nous servons, à l'égard de la

Fondation Jean Jaurès

jeunesse que nous voulons mobiliser pour qu'elle bâtisse son avenir, à l'égard du peuple que nous entendons appeler à vouloir à la fois la justice et les responsabilités.
Bien sûr, on peut trouver quelque peu gratuit cet effort de réflexion ; on peut voir un luxe de prétendre tirer les plans sur l'avenir, alors que nous sommes actuellement moins forts qu'il le faudrait, même pour des ambitions plus modestes. Certains voient commune une fuite du réel dans la prospective à laquelle le Parti s'est livré, et il n'est pas impossible que demain nos adversaires insistent sur le contraste entre nos moyens et nos projets.
Mais le plan d'action est lui-même un moyen de dire ce que nous sommes et ce que nous voulons, puisqu'il vise à inscrire dans notre temps les valeurs que nous entendons servir, un moyen de combler le vide entre l'affirmation de principes, par définition quelque peu intemporels, et l'action à court terme où les circonstances jouent un rôle trop déterminant pour qu'on décèle toujours facilement notre volonté dans nos actes.
Entre l'affirmation de notre idéal et le programme d'action immédiat, il est indispensable de tracer l'axe de nos engagements. C'est en le traçant que nous récuserons à la fois le rêve et la résignation, que nous démontrerons que nous n'oublions pas le réel quand nous pensons, ni l'idéal quand nous agissons, que nous donnons à la tactique un sens et à l'idéologie son rôle.
Alors, notre capacité à comprendre la réalité pour la modifier en fonction de nos ambitions Socialistes, nous vaudra peut-être d'attirer dans nos rangs ceux qui ne peuvent pas rêver et ne veulent pas subir.
Plus concrètement, plus immédiatement, ce plan d'action va constituer une pièce maîtresse de nos débats avec les organisations politiques et syndicales qui condamnent le système capitaliste dans ses fondements ou dans ses principaux effets.
Ce Congrès est appelé à dire, en fait, les conditions que nous entendons mettre à la réalisation d'union des forces de gauche au pouvoir. Il est indéniable que le fait de ne pas avoir eu jusqu'à ce jour de décisions de congrès sur lesquelles fonder notre argumentation sur certains points, a parfois réduit l'efficacité des dialogues déjà engagés.
Enfin, le plan d'action Socialiste est immédiatement nécessaire pour que nos commissions de travail disposent des lignes de force du programme qu'elles doivent préparer. Il est évident que le programme du Parti dépend de la stratégie politique choisie et c'est l'objet de ce Congrès que de se prononcer sur cette stratégie.
Il est bien certain, par exemple, que si le Congrès d'Epinay récuse toute tentative de reconstitution d'une troisième force, comme cela vous est proposé, le programme du Parti n'aura pas le même contenu que celui que nous devrions

élaborer si le Congrès acceptait l'éventualité de participer au pouvoir pour se contenter de gérer le système capitaliste.
Si le Congrès conclut que les Socialistes n'ont plus rien à faire dans un gouvernement dont ils constitueraient l'appoint de gauche, le programme qu'il nous faudra établir devra comporter des réformes de caractère révolutionnaire, c'est-à-dire mettant en cause les fondements du système capitaliste, déclenchant un processus de transformation auquel les défenseurs du capitalisme ne sauraient souscrire. Ce programme devra aller aussi loin dans la voie des transformations que l'analyse de la situation nous permettra d'aller, sans respecter les limites dans lesquelles l'adversaire pourrait être consentant.
Au contraire, si nous voulons conclure que nous pouvons encore faire le projet d'introduire dans le système en place, des améliorations réelles, sans avoir à le transformer, nos commissions de travail devraient élaborer un projet de programme qui ne franchirait pas la frontière au-delà de laquelle un conflit serait engagé avec l'adversaire.
Notre débat n'est donc pas académique. Il faut être bien conscient que c'est la loi du Parti que ce Congrès va dire, pas plus, mais pas moins. Ce serait faire un contresens complet que de s'imaginer que le Parti aurait pris le temps de réfléchir sur notre société, sur son avenir, sur le sens de notre action, sur l'actualité de notre idéal, sans autre but que de démontrer notre capacité d'analyse et la qualité de nos sentiments.
C'est d'un plan d'action qu'il s'agit. L'analyse doit y fonder le réalisme de l'ambition et la rationalité des engagements. Certes, c'est d'abord, et en apparence, la description d'un monde, mais c'est aussi et surtout un effort pour en identifier les ressorts, afin d'être en mesure de les faire jouer ou de les changer.
Certes, c'est un appel, mais moins pour séduire que pour éclairer sur le sens de la lutte à laquelle nous convoquons les travailleurs. Un appel, oui, mais non une incantation, un appel à l'action et pas à la rêverie. Nos objectifs sont certes ambitieux, mais nous ne décrivons pas le monde dont nous rêvons, mais le monde que nous voulons construire.
Parce qu'il s'agit d'un plan d'action, c'est en tant que tel qu'il doit être jugé, avec la claire notion que ce qui aura été voulu par le Parti, devra l'être par tous ses militants. À qui serait tenté de ne voir dans le plan d'action qu'une sorte de défoulement précaire aidant à oublier les déconvenues du présent dans l'examen d'éventualités moins décevantes, il est honnête et utile de dire que c'est dans les actes du Parti, dès sa ratification, que seront concrétisées les intentions et respectées les règles qu'il doit comporter.
Si telle est bien la volonté de tous, il va falloir être rigoureux, comme on l'est lorsqu'on prend publiquement un engagement à long terme. Tout camarade qui redouterait les perspectives tracées par le plan d'action doit se battre pour y

substituer celles qui lui paraissent plus justes. Celui qui les approuve, doit savoir à quoi il s'engage. Celui qui croirait qu'il va accomplir un geste sans portée en approuvant ou en désapprouvant ce texte, surprendrait tous les militants qui ont avec ardeur apporté leur contribution à l'élaboration du plan d'action Socialiste. Il avouerait qu'il n'a pas su apprécier les exigences de l'action, puisqu'il penserait que son parti peut agir sans perspective et penser sans volonté.

Camarades, ce dont nous débattons aujourd'hui et demain, c'est du contrat de longue durée que doit passer le Parti avec lui-même. Il est donc juste de dire qu'on ne peut surestimer l'importance de ce Congrès,

Son importance, d'ailleurs, n'a pas échappé aux milliers de militants qui ont participé aux multiples réunions locales, départementales et régionales, qui ont précédé ce Congrès. Les échos qu'on a déjà pu en recueillir, les contributions des militants, des sections et des commissions d'étude constituées dans de nombreux départements, les motions pour ce Congrès ont témoigné de la volonté des militants de participer activement à l'élaboration du plan d'action.

En agissant ainsi, les militants ont fait connaître au plan d'action son premier succès : il a mobilisé le Parti dans une tâche difficile mais indispensable. En agissant ainsi les militants ont répondu à l'appel que lançait, dès sa constitution, la Commission du Plan d'action Socialiste, créée et ratifiée par un Comité directeur unanime. Je ne referai pas la genèse de ces travaux. J'observerai seulement que dans les cinq groupes de travail qu'elle constituait, elle convoquait, outre les membres du comité directeur et du groupe parlementaire, tous les militants qui figuraient sur les listes des commissions d'étude des organisations qui avaient participé au Congrès d'Issy-les-Moulineaux.

Ainsi, c'était le Comité directeur dans son entier qui était représenté dans la Commission du Plan d'action puisque c'était un vote unanime du Congrès d'Issy-les-Moulineaux qui avait adopté le principe de l'élaboration d'un plan d'action. Puis, c'était sans distinction aucune que les militants étaient convoqués par cette commission pour participer aux travaux des groupes qu'elle constituait. L'occasion était donnée à chacun de faire valoir son point de vue. Chaque fois que des thèses divergentes étaient relevées dans les débats, si on ne parvenait pas à les surmonter, elles étaient formulées.

Il est incontestable qu'un effort important a été fait pour assurer un débat parfaitement démocratique puisque les militants étaient successivement appelés à faire connaître leurs sentiments sur les thèmes puis sur les thèses. Compte tenu de leur contribution, à ces premières étapes du travail et des débats de la journée d'information de Bondy, était établi le document de travail pour la préparation du plan d'action Socialiste. Ce document de travail tenait de résumer et d'ordonner les conclusions des travaux antérieurs afin de fournir une base à nos débats dans le Parti et en particulier aux journées régionales et aux congrès fédéraux.

Si la Commission plan d'action avait arrêté là son travail, elle n'aurait pas accompli toute sa tâche de coordination et de proposition. Il fallait que le Congrès soit saisi d'un texte, certes amendable, sauvegardant tous les choix et toutes les initiatives, mais ayant déjà la facture d'un texte publiable, ce qui n'était pas à l'évidence le cas du document de travail conçu seulement pour un débat interne.

C'est pourquoi la Commission plan d'action donnait à notre camarade Roger Quilliot l'occasion de fournir une preuve supplémentaire de son dévouement et de son talent d'écrivain, en lui demandant de rédiger le projet de texte du plan d'action Socialiste qui a été adressé aux délégués du Congrès.

Certes, on peut trouver la démarche compliquée, elle était inévitable : si entre les thèses du plan d'action et le projet de texte, les militants n'avaient pas reçu le document de travail, nous n'aurions pas eu, dans le Parti, le vaste débat qui s'y est déroulé. Les délais eussent été raccourcis du temps nécessaire à la préparation du projet de texte, celui-ci n'aurait pas pu s'inspirer des premières réflexions provoquées par le document de travail lui-même.

En diffusant le document de travail, la commission du plan d'action avait ouvert le débat du Congrès ; en diffusant aux délégués le projet de texte du plan d'action, qui reprenait la quasi-totalité des points du document de travail et était complété par les premières réactions que celui-ci avait provoquées, nous prenions l'assurance qu'à l'issue du Congrès, il resterait tout au plus à se livrer à un ultime travail de peaufinage et que serait garantie l'exacte conformité du texte définitif avec la volonté du Congrès.

Car telle est notre première tâche : il faut organiser notre Congrès de telle sorte que nous puissions nous prononcer sur un texte dont il ne reste plus qu'à s'assurer du style. Pour y parvenir, il faut commencer par se prononcer sur la prise en considération du projet de texte du plan d'action Socialiste.

Le vote sur la prise en considération du projet de texte devrait intervenir à l'issue d'un débat de cette première journée de Congrès.

Si ce vote était négatif, il resterait au Congrès à désigner une nouvelle commission de préparation du Plan d'action Socialiste et à fixer la date d'un nouveau Congrès.

Si ce vote était positif, alors, pourraient se tenir au cours de la soirée trois Commissions de travail, qui prépareraient le débat sur les amendements devant précéder le vote sur l'ensemble du clan d'action.

Cette procédure s'impose.

Le projet de texte sur le plan d'action Socialiste constitue, certes, un tout, mais il propose des choix et ne saurait être présenté comme un ensemble à prendre ou à laisser a une organisation politique majeure, ayant des règles démocratiques.

C'est pourquoi il fallait prévoir une procédure d'amendements compatible avec des délais de délibération raisonnables. En créant trois commissions, nous triplons le temps de délibération.

Collection Jean Jaurès

Au cours de ces débats, les commissions prépareront les délibérations et les votes, s'efforçant en particulier de présenter des amendements groupés, de manière à limiter le nombre des scrutins et à assurer la cohérence des choix.
Sur les thèses différentes déjà explicitées dans le projet de texte, on votera nécessairement en séance plénière…

Le président - Silence, camarades !

Denis Cépède - …mais d'autres choix pourront être formulés, des ajouts, des retranchements, des rédactions nouvelles pourront évidemment être proposés, comportant l'indication du point où ils devraient s'insérer dans le texte principal. Lorsque l'insertion dans le texte même du bilan d'action apparaîtra incompatible avec les dimensions et l'équilibre qu'il faut conserver au texte principal, les Commissions pourront soumettre des annexes achevées, ou indiquer les lignes de force des annexes proposées, du type de celles qui sont déjà transmises et qui concernent l'Europe et l'éducation nationale.
Il est indéniable que c'est au prix d'une discipline volontaire mais rigoureuse qu'il sera possible de démontrer qu'on peut, en Congrès, effectuer un travail collectif sérieux.
Mais, cet effort n'aurait pas de sens si, auparavant, le Congrès ne s'était pas prononcé sur la prise en considération du projet de texte qui lui est soumis. Ce vote, évidemment, ne comporte aucun engagement de ratifier le texte final qui sera celui que le Congrès fera, mais il est indispensable d'avoir une base de travail.
Jusqu'à maintenant, le projet de texte que vous avez, entre les mains n'a qu'un mérite : celui d'exister. Il appartient au seul Congrès d'en faire la base de son travail.
Ce texte mérite d'être, à nos yeux, considéré comme la base de travail du Congrès, et cela pour différentes raisons :
D'abord, il constitue le résumé fidèle des travaux qui se sont déroulés dans le Parti, auxquels chacun a été convié d'apporter contribution.
Ensuite, il traduit en engagements concrets la déclaration de principes.
Enfin, face à ce texte, il y a principalement des motions qui le complètent ou le corrigent, parfois substantiellement, mais sans jamais mettra en cause les lignes de force, et qui me paraissent pouvoir fournir des éléments de travail très utiles aux commissions qui se réuniront ce soir.
On ne petit citer que deux motions qui portent une condamnation absolue :
- celle de la section de Pau, qui déplorait avec vigueur le style du document de travail, mais à qui, je pense, le talent de Quilliot a apporté tous apaisements
- il n'y a, en fait, que la notion intitulée "pour un plan d'action Socialiste-démocratique" qui, condamnant aussi le contenu du document de travail, condamne

Fondation Jean Jaurès

de ce fait le projet de texte oui voue est soumis.
Cette notion d'ailleurs appelle au moins deux remarques :
1°) Il est curieux que parmi les signataires de cette motion figurent des camarades qui ont été convoqués aux séances des groupes de travail et qui, pour la plupart, n'y ont jamais mis les pieds, sinon, une fois, l'un d'eux, pour y prendre un apport... qu'il n'a d'ailleurs jamais fourni ! S'ils avaient mis autant d'ardeur au travail hier que de vigueur dans leurs propos d'aujourd'hui, la commission eût pu présenter plus souvent des thèses opposées et les auteurs de cette motion ne donneraient pas l'impression de retarder d'un Congrès en proposant de reprendre le problème comme si les militants n'avaient pas travaillé depuis neuf mois !
2°) Ensuite, je dirai qu'il est étonnant que des militants qui ont adhéré au Parti Socialiste, après avoir, par cet acte, fait une déclaration de principes où il est dit que les Socialistes "proposent de substituer progressivement à la propriété capitaliste une propriété sociale", dénoncent la rétention de leur Parti de se doter d'un plan d'action collectiviste.
Mais le vrai problème que posent les camarades qui ont signé cette motion, c'est l'un de ceux que nous nous sommes posés dans les groupes de travail. Comme Descartes se demandait s'il existait, avec la même rigueur, nous avons pratiqué le doute hyperbolique, nous nous sommes demandé s'il y avait lieu d'être Socialiste aujourd'hui. Et notre analyse des faits nous a conduits à la conclusion que, certes, ce n'était pas facile, eue c'était accepter une tâche sans doute périlleuse et sans fin, qu'il y avait des apparences à dissiper, des précisions à donner pour dénoncer les mystifications, mais nous avons conclu que, pour que l'homme devienne un homme, il fallait qu'un combat authentiquement Socialiste soit engagé.
Ce qui devait nous frapper, c'est que cette certitude n'était jamais si bien démontrable qu'aujourd'hui. En effet, aujourd'hui, un certain nombre d'illusions sont dissipées : on pouvait croire, jadis, que le Socialisme était l'espoir de ceux qui vivaient dans un monde où les forces productives étaient faibles, le potentiel culturel et technique médiocre, et qu'il suffisait que la science se développe, que les moyens de surmonter les pénuries soient rassemblés, pour que l'homme soit libre et heureux.
Aujourd'hui, nous savons que c'était rêver que de le croire, puisque la science a donné les moyens de maîtriser la nature et que nous voyons que le système capitaliste, là où il a triomphé, prolonge les pénuries par l'inégalité des ressources, la création de faux besoins, le retard dans l'application technique du progrès scientifique, sa méfiance naturelle à l'égard de la promotion intellectuelle des hommes, réussissant à la fois à développer des goûts futiles, même chez ceux dont les besoins immédiats ne sont pas satisfaits, trouvant le moyen à la fois d'exacerber les désirs et de compromettre le potentiel de ressources du globe.
Et cette incapacité du capitalisme, sur le terrain même de sa réussite possible, n'est

pas un défaut provisoire, mais un vice de nature. C'est "la logique de la rentabilité" qui débouche inévitablement sur le déséquilibre entre le tiers-monde et le monde riche, entre régions dans un même pays, sur le déséquilibre entre les villes et les campagnes, sur le déséquilibre entre la consommation individuelle et les moyens collectifs.
C'est aussi dans sa logique d'abandonner sur sa route les vieux et les handicapés et de laisser à la charité publique les inadaptés, et de soumettre à ses caprices un sous prolétariat espéré plus docile.
Il est normal que ses objectifs soient immédiats, qu'il fasse supporter les pertes à la collectivité. Pour se réserver les profits juteux. Bref, il est impossible aujourd'hui de croire que sur son terrain même, en tant que système de production, il ne lui manque qu'un peu plus de moyens pour réussir puisque c'est sa pente qui est mauvaise. Qu'il monte plus haut, il n'aboutira pas à une société prospère et juste et, déjà, il compromet l'avenir du globe. Le temps n'ajoutera à l'injustice de la durée.
Quand on analyse ce qu'il devient, on est bien forcé de souhaiter une rectification de trajectoire,,
Mais cette rectification de trajectoire, on ne voit pas comment il en serait capable. Nous sommes parvenus à ce stade du capitalisme où le choix est entre la complicité avec lui ou la lutte contre lui.
Naguère, on pouvait s'imaginer qu'un Etat qui exprimerait la volonté populaire pourrait compenser la puissance de l'appareil productif privé et lui imposer des contraintes. Dans cette voie, des succès remarquables ont été remportés. Mais ces succès sont derrière nous. Mais, surtout, cette dissociation de l'Etat et de l'économie n'a plus de sens puisque l'économie capitaliste doit occuper l'Etat pour poursuivre sa route. S'il n'y a pas complicité entre l'état et l'économie, la course est gravement perturbée. Il faut donc promouvoir un nouvel Etat et une nouvelle économie, il faut changer les fondements du pouvoir, et se donner de nouveaux buts, se doter de nouveaux moyens. Il faut, au sens plein du terme, une révolution.
Ainsi, l'analyse de l'évolution de notre pays conduit à réduire le choix entre servir le capitalisme et le combattre pour lui substituer un système économique nouveau, où l'homme puisse remplir ses responsabilités, satisfaire ses aspirations et vivre en paix. Il est réaliste de servir le capitalisme, il est réaliste de vouloir une révolution Socialiste, ce qui est se tromper soi-même et tromper les autres, c'est de croire et de faire croire, qu'il n'y a pas besoin de changer les moyens pour viser nos buts.
Changer les moyens est indispensable, ce n'est pas facile, pour autant. Pas facile parce qu'il s'agit non de détruire, mais de transformer, de convoquer les hommes à bâtir la société où ils seront libres et responsables, non imposer un modèle tout fait, mais, mener cette action dans un cadre ouvert à la concurrence, certes, mais aussi aux pressions extérieures. Pas facile parce qu'il faut combattre un adversaire redoutable qui manie l'arme psychologique avec les puissants moyens que lui

donne le contrôle des moyens d'expression qui agitent l'épouvantail que constituent en effet les systèmes qui se sont abusivement baptisés Socialistes, qui chaque jour s'emploie à conditionner le travailleur et le consommateur en lui donnant notre ambition de devenir un bourgeois.

On comprend qu'on puisse être découragé. On ne peut forcer personne à vouloir encore ce qu'il a sans doute espéré jadis. Mais il appartient à tous ceux qui, dans cette salle, ont le courage d'avoir ln volonté de leur idéal, de dire à ceux qui tentent de faire partager leur découragement, sans doute pour en avoir moins fortement le remords, qu'ils ont tort.

Ils ont tort parce qu'ils ne sont pas attentifs aux aspirations des hommes, des femmes, des jeunes, parce qu'ils sous-estiment le besoin de justice et de liberté. Qu'ils mesurent un peu les précautions que prennent les défenseurs du système capitaliste pour le rendre acceptable ! Qu'ils songent à tous les procédés utilisés pour intégrer les hommes au système ! Qu'ils s'interrogent sur les raisons qui conduisent inventer de nouvelles sociétés, à découvrir les "relations humaines", à rabâcher le mot "participation", à nous prendre notre langage ! Ils pourront apprécier que ces aspirations qu'ils croyaient affaiblies ou mortes, les patrons et les technocrates, eux, ne les sous-estiment pas !

Ils ont tort, ceux qui sont découragés ! Ils n'ont pas compris, en effet, la signification de mai-juin 1968, du mouvement qui secoue la jeunesse du monde, des revendications nouvelles que formulent les travailleurs. Ces revendications posent au capitalisme des questions beaucoup plus redoutables que celles auxquelles il a pu répondre jusqu'à maintenant. Bien sûr, une grande partie de la fièvre paraît retombée et ses motifs étaient ambigus, les formes qu'elle a prises, anarchiques ; elle a été provisoire, et souvent maladroite. Mais, en dépit de cette retombée, n'a-t-on pas vu une grande organisation syndicale comme la CFDT, venant d'où elle venait, tirer la leçon des faits et faire son entrée en Socialisme à l'occasion de son dernier Congrès ?

(Vifs applaudissements)

Et plutôt que de dénoncer cette violence qui fait si peur, demandons-nous à quoi elle correspond. N'est-elle pas une réplique à la violence que la société fait à l'homme ? N'est-elle pas l'expression d'aspirations tellement profondes et tellement fortes qu'elles ne peuvent s'accommoder de compromis et de prudence ? N'exprime-t-elle pas surtout le sentiment qu'il n'y a personne qui propose avec conviction et sérieux un point cohérent pour l'émancipation des hommes ?

Non ! Camarades, se décourager, ce serait perdre sur trois tableaux : ce serait oublier le sens de sa vie, souhaiter être des complices dont on n'a pas besoin, ne laisser comme issue que le recours à la violence débouchant, nous le savons bien, sur la dictature.

Il est donc urgent d'offrir notre espérance aux hommes, sans leur proposer autre

chose que de participer à une tâche commune.
De cette tâche, le plan d'action trace les axes, énumère les moyens, précise à grands traits les conditions.
Vous avez lu le projet de texte. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il ne cherche pas à séduire, mais à convaincre qu'il y a dans ce pays un Parti qui fait la supposition que les hommes veulent inventer leur histoire, et qui les y convie. C'était notre devoir. Encore fallait-il préciser dans quel but, et par quels moyens.
Plutôt que de les rappeler, je pense qu'il vaut mieux insister sur un certain nombre de traits fondamentaux des deux dernières parties du projet de texte, en limitant mon propos aux points sur lesquels des propositions communes se sont exprimées.
Je crois que le mot-charnière de tous les développements de la seconde partie du plan d'action, c'est celui d'émulation. Mot-charnière car l'émulation suppose l'égalité et la liberté, car c'est par l'émulation qu'il est possible de dégager les moyens d'une solidarité effective.
L'émulation entre les hommes n'a de sens, en effet, que si les hommes ont les mêmes droits et ont eu les mêmes chances.
Les mêmes droits, égaux devant la loi, ce qui implique le respect des minorités et, par conséquent, le refus de laisser la volonté de la majorité s'exercer contre les droits des individus et des groupes, la volonté de doter chacun, chaque groupe, des moyens d'exercer les droits qui leur sont sauvegardés, que ce soit les moyens matériels, l'accès à l'information et aux moyens d'expression.
Cette émulation suppose aussi les mêmes chances données aux hommes pour remplir leur devoir de citoyen et de travailleur, ce qui suppose une école unique et dotée des moyens d'assurer l'éclosion des esprits, l'élévation de la culture générale, gage de la capacité d'adaptation, la formation permanente, condition d'une promotion continue.
Et cette émulation, elle doit bien sûr se situer à tous les niveaux, elle signifie décentralisation pour que les responsabilités puissent être prises, autonomie pour qu'elles puissent être réellement exercées par les multiples collectivités d'une société libre. Elle signifie pluralisme des Partis, indépendance des syndicats dans une société où chacun remplit son rôle, où personne n'est la courroie de transmission de personne, où l'Etat cesse d'être l'instrument de coordination et d'impulsion de la nation.
Cette émulation signifie aussi compétition entre les hommes ayant eu les mêmes cartes en main, condition pour que la société puisse attendre de chacun, selon ses capacités, la lutte contre tous les népotismes, veiller constamment à ne pas substituer des privilèges nouveaux aux anciens privilèges. Cette émulation passe par la disparition des castes, la concurrence entre les entreprises, le refus de l'autarcie et de la centralisation économique. Il ne s'agit pas de faire masse des poujadismes divers, pour se procurer des clients aujourd'hui, qui seraient des dupes

demain. Il s'agit encore une fois de convoquer à l'effort et de refuser toute démagogie.
C'est grâce à cette émulation fondée sur une justice permanente, que peuvent être rassemblées les conditions du progrès que suppose l'exercice réel de la solidarité collective. Cette émulation n'a rien à voir avec la domination des faibles par les forts, elle est au contraire conçue comme le ressort d'une activité féconde de tous, qui conditionne la prise en charge de ceux que la naissance ou la vie ont blessés ou usés, par ceux qui ont eu la chance de pouvoir travailler et qui devront disposer des moyens d'être les plus efficaces possible.
C'est en effet au prix d'un effort collectif gigantesque qu'il sera possible de couvrir les besoins de ceux qui n'ont jamais pu servir, qui ont droit au repos ou que frappe la maladie, qu'il sera possible d'assurée un cadre de vie valable, la promotion culturelle de tous, les mutations nécessaires, de payer le prix de l'émancipation des hommes, faisant enfin de leur vie une œuvre personnelle et collective.
Mais on conviendra aisément que pour cela, il faut un projet collectif, donc un plan, démocratiquement élaboré, disposant des moyens de ses fins et par conséquent, que cette émulation sera réglée par le contrôle des investissements, par la société, et l'appropriation collective sous des formes diverses, des moyens collectifs de production.
Le projet de texte insiste avec force sur la nécessité de l'appropriation collective, mais aussi sur le fait que ce n'est qu'une condition qui n'est convenablement remplie que si on ne perd pas de vue sa raison d'être : permettre la construction d'une économie nouvelle et la suppression du salariat par la gestion collective.
C'est parce que ce double but n'a pas été oublié que le plan d'action se prononce pour des formes variées d'appropriation collective, afin d'éviter de déboucher sur l'Etatisme, constate la nécessité de respecter des étapes qui devront être précisées dans les programmes du Parti, et affirme l'obligation première de socialiser les entreprises publiques.
Pour résumer l'idée centrale de ce chapitre, disons que le plan sans l'appropriation collective, n'est qu'une belle image, l'appropriation collective, sans la démocratisation de l'entreprise n'est qu'un changement de patron, l'autogestion sans le Plan, une promesse de pagaille !
Ce n'est qu'à la condition d'avoir mené la socialisation de l'économie selon ces trois axes, qu'il est possible de concevoir une véritable démocratie économique.
La concevoir, oui... Mais pour la faire ?
C'est à cette question que tente de répondre la troisième partie du document de travail, non pour jouer les pythonisses en lisant dans les cartes, mais parce qu'au contraire le Parti doit jouer cartes sur table.
Jouer cartes sur table, c'est en particulier refuser de prendre l'initiative de la violence ou d'y prêter son concours tant que le suffrage universel reste la source du

pouvoir. Mais c'est aussi faire savoir que notre Parti mène une action de classe, celle de la classe de ceux que le capitalisme exploite et que si cette action devait déboucher sur la vacance de la légalité, il mettrait tout en œuvre pour, dans les meilleurs délais, présenter au suffrage universel un programme de transformation profonde à la mesure de la crise et des revendications populaires.

Jouer cartes sur table, c'est proposer de jouer la même partie à toutes les organisations politiques qui dénoncent le capitalisme ou ses effets et leur proposer de négocier un contrat de gouvernement à la condition qu'elles acceptent des transformations de la société susceptibles de l'engager dans la voie du Socialisme, et à partir du moment où elles acceptent les principes de démocratie politique qui figurent sur le Plan d'action.

Jouer cartes sur table, c'est inviter les organisations syndicales à étudier avec nous, avant l'accession au pouvoir, comment mobiliser les travailleurs, vaincre et résister aux contre-offensives probables, c'est proposer l'engagement de confrontation permanente entre partenaires indépendants.

Jouer cartes sur table, c'est dire clairement que, sans contrat, il n'y a pas de gouvernement de transformation Socialiste possible. C'est dire qu'on refuse de le passer avec le partenaire qui n'est pas un démocrate, pas plus qu'avec celui qui ne dénonce pas les méfaits du capitalisme et refuse de tirer les conséquences logiques de cette dénonciation.

Jouer cartes sur table, c'eut dire que nous sommes décidés à démontrer partout où le suffrage populaire nous en donne le mandat notre capacité de réalisation, à chaque élection notre capacité de propositions, partout où c'est possible l'aptitude des nôtres à servir la collectivité ; mais que le pouvoir politique, nous ne le revendiquons que pour entamer la transformation Socialiste de la société.

Jouer cartes sur table, c'est annoncer par avance qu'on acceptera toujours le verdict au suffrage universel, c'est annoncer par avance que les étapes de la transformation Socialiste seront franchies en fonction des possibilités du moment, sans compromis avec le capitalisme, mais au contraire par des réformes révolutionnaires qui élèveront le degré des luttes en annonçant par avance et tout aussi clairement que nous ferions subir toutes les rigueurs de la loi nouvelle aux saboteurs éventuels de la volonté populaire, et que pour mener ce combat, il nous faut forger un Parti dort le fonctionnement préfigure la société que nous entendons bâtir, un Parti qui assure la promotion de ses membres, la démocratie de ses débats, la cohérence de ses actes, la discipline de son action.

Je crois, camarades, que même en n'abordant pas les points de la Commission du Plan d'action sur lesquels elle a été conduite à soumettre à vos délibérations des points divergents, j'ai été à la fois trop long et très incomplet, tant est riche déjà la matière rassemblée.

Laissez moi, en terminant, formuler le vœu que ce Congrès national ajoute encore

en rigueur, en richesse, en précision, en force de conviction, au projet de texte du Plan d'action Socialiste, pour que ce Congrès national puisse être alors pleinement celui de l'engagement des Socialistes et de l'espérance des hommes.
(Applaudissements)

Le président.- Je passe la parole, pour une minute au camarade de la fédération de l'Isère, pour une motion d'ordre.

Un délégué de l'Isère

Camarades, je voudrais faire une brève intervention sur les méthodes de travail qui vous sont proposées dans l'ordre du jour vert que vous avez dans le dossier. Il est évident que la complexité de la discussion sur les textes du Plan d'action Socialiste, nécessite le travail en commissions.
Vous avez vu qu'on vous propose la nomination de trois Commissions. Je voudrais proposer au Congrès d'écourter un peu le débat général, qui doit être poursuivi jusqu'à 20 heures ce soir d'après le programme, et d'avancer la nomination et la mise au travail de ces trois commissions, par exemple à 16 heures cet après-midi. Je ne vois pas comment, avec l'horaire qui nous est proposé, nous pourrions sérieusement mettre au travail dès aujourd'hui ces Commissions. Et ceci nous semble très important. C'est un premier point.
Deuxième proposition - et alors là je ne sais pas si je peux la faire juridiquement ou statutairement : compte tenu du caractère public de ce Congrès, il me paraîtrait conforme à la démocratie que ces commissions puissent aussi être publiques, c'est-à-dire ouvertes à tous ceux qui ne sont pas délégués au Congrès, pour qu'ils puissent assister à leurs travaux.

Denis Cépède

Camarades, sur le dernier point de l'intervention de notre camarade de l'Isère, j'apporterai une précision qui lui donne satisfaction : nous avons pensé qu'étant donné l'importance de ces délibérations, il était souhaitable que les commissions travaillent en réunion publique, non seulement d'ailleurs pour les camarades qui n'ont pas de mandat de délégués, mais aussi pour la presse.
Sur le premier point, la proposition qui nous est faite a été examinée au Bureau du Parti. Il nous a semblé cependant qu'il était nécessaire et inévitable d'ailleurs - le camarade ne nous contredira pas - que nous ayons un débat de prise en considération sur le projet de texte qui a été adressé aux délégués, car il serait inconcevable que les Commissions travaillent sans être sûres que le Parti approuve de se donner pour base les documents sur lesquels elles travailleront.
Nous pensons qu'en effet, il serait bon que les Commissions puissent développer leurs débats sur une période relativement longue. C'est pourquoi je m'associe très

Fondation Jean Jaurès

volontiers à la proposition : que le vote sur la prise en considération intervienne plus tôt, dans le milieu de l'après-midi et non en fin d'après-midi.
Mais je crois qu'il est difficile de faire cette proposition sans vous consulter. Et c'est pourquoi je pense que nous pourrions vous consulter sur trois positions :
- l'une qui consiste à demander la prise en considération, à 16 heures ;
- la seconde, qui propose 18 heures, la troisième de poursuivre les délibérations comme prévu jusqu'à, 20 heures.

Le président.- Camarades, je vais mettre ces propositions aux voix :
- les camarades qui seraient d'accord pour écourter le débat et le terminer à 16 heures lèvent la main.
- Ceux qui sont d'avis d'écourter le débat général et de réunir les Commissions à 18 heures lèvent la main.
Quels sont ceux qui veulent s'en tenir à 20 heures ?
Je crois que le vote est concluent. Nous retenons donc 18 heures pour l'heure de fin du débat général.

Un délégué.- Et quel est l'horaire pour le dépôt des inscriptions dans les Commissions ?

Le président.- Pour s'inscrire dans les Commissions, nous dirons : 16 heures.
La parole est maintenant à notre camarade Charles Bord de l'Aisne.

Charles Bord

Camarades, au nom d'un certain nombre de nos amis de la fédération, je tiens à protester contre la manière et les formes dans lesquelles ce conseil national d'hier et le Congrès national d'aujourd'hui ont été préparés.
En effet, pour le Conseil national, c'est seulement samedi dernier, 13 juin, que nous avons reçu le rapport de notre camarade Savary, premier secrétaire, et encore lorsque nous sommes arrivés au Congrès fédéral le lendemain, on a pu nous indiquer que beaucoup de choses avaient déjà changé depuis la rédaction de ce rapport et que notamment sur les rapports avec le Parti Communiste, il y avait eu une évolution très importante et avant même que le Conseil national d'hier se tienne, il y avait un nouvel article, alors, cette fois ci même pas dans notre presse, dans l'Humanité qui venait aussi donner des indications.
Alors, je dis que quand on décide un débat public qui a été décidé il y a maintenant onze mois à Issy-les-Moulineaux, il n'est pas sérieux que 8 jours avant un Conseil national et 24 h, avant que ce même conseil national se tienne, il y ait des précisions d'une telle importance qui soient données aux sections et au congrès.
Quant à la préparation du Congrès, nous avons d'abord reçu 4 motions, on ne nous

Fondation Jean-Jaurès

a pas parlé de nouvelles motions qui seraient ensuite envoyées aux camarades des Sections ; certaines sections se sont alors réunies sur ces motions, et puis un nouveau paquet, un nouvel envoi nous a alors été fait de 14 motions. Certains congrès se sont réunis le 7 juin, ceux-là n'ont même pas eu la nouvelle mouture de ce qui a été envoyé samedi dernier de ce que Denis Cépède avait déjà fait trois mois auparavant, au mois de mai, et nous nous sommes réunis en congrès sans avoir ce texte que nous avons, pour beaucoup d'entre nous, reçu la semaine dernière et peut-être pour beaucoup aujourd'hui.
Je dis qu'on ne peut pas travailler sérieusement de cette manière. Je pense que dans un Parti démocratique comme le nôtre, ce sont les Sections et fédérations qui doivent en temps voulu, et il faut prévoir les dates en conséquence, décider vraiment, démocratiquement. Ce que nous avons reproché aux gaullistes, nous n'allons pas l'accepter chez nous ; nous ne pouvons pas accepter ces glissades qui iraient vers le centralisme bureaucratique.
(Applaudissements)

Le président - Je passe la parole à Denis Cépède.

Denis Cépède - Je dois dire que je ne serais pas intervenu en réponse à ce qui vient d'être dit s'il n'y avait pas eu la dernière phrase… (applaudissements)… où y a-t-il centralisme bureaucratique quand on donne du matériel à un congrès pour qu'il puisse délibérer convenablement ?
Est-ce que vous croyez que demain soir, le texte que vous aurez entre les mains, sur lequel il faudra vous prononcer, sera exactement le texte que vous avez reçu la semaine dernière ?
Il est bien évident qu'un congrès est souverain et que la seule tâche que s'est donnée la Commission de rédaction était d'en faciliter le travail, et ce travail a été facilité, non seulement parce que nous avons donné, comme tu le disais toi-même tout à l'heure, un document de travail bien avant les Congrès fédéraux, mais que nous avons soumis aux délégués un texte sur lequel ils vont délibérer maintenant qui permet entre autre chose de voir comment ont été présentez les thèmes de ce document de travail dans le texte proposé.
Il est donc véritablement exagéré de prétendre que nous avons voulu bloquer le Congrès, puisque, au contraire, nous l'avons largement ouvert en fournissant les moyens de conclure d'une façon satisfaisante.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean Bouget (?) secrétaire fédéral des Pyrénées Atlantiques pour 25 minutes.

Fondation Jean Jaurès

Jean Bouget

Je me félicite d'ouvrir ce débat sur le fond, puisque Denis Cépède m'a déjà lancé la balle en disant qu'une motion avait été rédigée par la Section de Pau, reprise dans le bulletin intérieur, motion qui depuis est devenue, avec quelques modifications de détail une motion de la fédération des Pyrénées Atlantiques votée à l'unanimité lors de notre Congrès départemental du 7 juin, donc, il y a quinze jours, à un moment où nous n'étions en possession d'aucun texte autre que le document de travail diffusé initialement.

Des textes nouveaux ont été diffusés, cela ne remet pas en cause les critiques initiales, car nous pensons qu'au départ un texte meilleur, le document de travail, aurait pu être diffusé.

Je n'insisterai pas, les Commissions de travail se réuniront ce soir ou demain matin et apprécieront ces documents. Je voudrais cependant insister sur le dernier point de la motion des Pyrénées Atlantiques qui demande qu'un texte au-delà de celui qui sera arrêté demain soir par le Congrès soit établi par le groupe, la Commission centrale du Plan d'action Socialiste pour assurer une diffusion très large à travers le pays, en utilisant, en particulier, des publications du type collection de poche, de façon à assurer une information la plus grande possible de l'ensemble des travailleurs et de la population de ce pays.

Le document de travail est maintenant remplacé par un projet de texte. Ce soir et demain, en Commissions, nous utiliserons le tableau de concordance et la fédération qui prononcera pour la prise en considération du projet de texte, mais une de nos préoccupations, reprise dans les documents qui ont été diffusés ce matin, que nous n'avons pas pu envoyer à l'avance, était de faire précéder l'ensemble du texte d'un préambule rappelant où se situait ce plan d'action Socialiste par rapport à l'ensemble des textes qui régissent le Parti.

D'abord, la déclaration de principes, ensuite le plan d'action Socialiste. A notre sens, il doit être la traduction concrète dans une situation historique donnée de la déclaration de principe. Ce Plan d'action a pour but de déterminer, dans un délai progressif, 5 à 10 ans, les objectifs et les moyens d'action Socialiste dans un pays développe et à tradition démocratique comme la France. Ce plan d'action tel qu'il est présenté ne prétend pas être le modèle français du Socialisme, mais concrètement un ensemble de propositions à moyen terme déterminant la stratégie du Parti Socialiste pour les années à venir ; les Socialistes français ne réfèrent explicitement à aucune école. Leur tache est de rassembler les conditions permettant au peuple français d'inventer son Socialisme.

Je ne reviendrai pas sur les nombreuses modifications qui avaient été apportées au document de travail, nous ne connaissions que celui-là à l'époque, je voudrais seulement insister sur trois amendements :

1 - le premier concernant l'Europe qui se situerait à l'article 35 du document de

travail, se substituerait au § 106 du projet de texte.
D'abord : vers la construction d'une Europe Socialiste.
Nous pensons que le problème le plus urgent n'est pas de savoir si la construction d'une Europe capitaliste est un préalable nécessaire au déclenchement d'une expérience Socialiste dans notre pays, le problème est de renforcer l'unité des Socialistes européens et de définir une stratégie commune des Partis Socialistes européens.
En effet, le Socialisme en un seul pays en Europe n'est passible durablement pour aucun des pays européens pris individuellement.
De national, le capitalisme est devenu international. Compte tenu du degré d'avancement de la construction de l'Europe capitaliste, les luttes des forces Socialistes ne peuvent se développer avec des chances de succès que dans le cadre de l'Europe.
Un gouvernement Socialiste, à notre sens, n'aurait de chance en France de se maintenir en appliquant des réformes mettant en cause les fondements du capitalisme que :
- soit en pratiquant une politique d'autarcie économique (blocage des frontières) qui se traduirait par une récession économique et donc par une diminution du niveau de vie des Français, ce qui est inacceptable.
- soit en bénéficiant de la neutralité bienveillante des autres pays de l'Europe, ce qui nécessite la concertation la plus étroite avec les autres partenaires, Partis Socialistes européens.
Il faut donc unir les Socialistes européens et les Partis Socialistes européens devront définir, en effet, une politique commune et se donner les moyens de la mettre en œuvre.
Pour la mise en place d'un exécutif Socialiste européen qui, par étapes, aboutira à la constitution d'un grand Parti Socialiste européen à caractère fédéral.
Il faut unir les forces anti-capitalistes européennes.
Le deuxième point sur lequel notre Congrès a particulièrement insisté concerne le chapitre : socialiser l'économie qui vient à partir du § 40 du document de travail ou § 85 du projet.
Une économie au service du peuple, je n'insiste pas.
Socialiser l'économie : accroître progressivement le secteur socialisé, construire un plan économique et social.
En effet, au plan national, la planification démocratique signifie que les objectifs que la nation se fixe à elle-même doivent être débattus. Son caractère démocratique et décentralisé doit apparaître au triple niveau de l'élaboration, de l'adoption et du contrôle.
Pour l'élaboration du plan, après consultation des assemblées régionales et locales, les commissions du plan soumettent à un Conseil économique qui sera l'image

Fondation Jean-Jaurès

fidèle des groupes socioprofessionnels, des jeux de choix différents entre lesquels il opérera un tri et qu'il transmettra en indiquant ses préférences au parlement.
Nous pensons que le gouvernement est chargé de l'exécution du Plan. Un budget courant sa durée dégagera les moyens de financer les investissements et sera alimenté par l'épargne et une dotation budgétaire.
Le contrôle de l'exécution du Plan doit être l'affaire de l'ensemble des travailleurs eux-mêmes avec de grandes possibilités de décentralisation et de souplesse d'application.
Au niveau de la décentralisation des pouvoirs, conscients de l'efficacité des structures décentralisées, les Socialistes poseront par principe que toute décision doit être prise au niveau de responsabilité le plus bas où elle peut être prise. Ils favoriseront la plus large décentralisation et saisiront toutes les possibilités de donner aux collectivités régionales et locales le maximum d'autonomie.
Le troisième point concerne le chapitre "un combat sans frontières, à partir des paragraphes 71 à 74 du document de travail, 101 à 103 du projet de texte.
La Fédération des Pyrénées-Atlantiques estime qu'il faut favoriser la coexistence pacifique entre les peuples.
Le gouvernement Socialiste ne ménage nul effort pour que soient instaurés :
d'abord un ordre mondial équitable, consacrant le respect des droits de chaque peuple à assurer son développement dans tous les domaines et à décider du régime de son choix, ensuite, un ordre mondial pacifique, fondé sur le désarmement généralisé, la nécessaire coexistence, la fin de la politique des "blocs".
Il faut revaloriser les organismes internationaux.
Nombre de problèmes internationaux aigus actuels, tel que celui du Moyen-Orient, auraient pu être aisément résolus, si l'ONU n'avait pas failli à ses responsabilités.
Il faut accroître les pouvoirs de l'ONU, Il faut réformer ses structures et renforcer ses moyens d'action, en particulier par la création d'une force internationale permanente.
Nous sommes pour une politique de rapprochement entre les peuples.
La France Socialiste donnera l'exemple en ne portant aucune exclusive, contre quelque pays que ce soit et en favorisant et organisant les contacts entre pays belligérants. Elle favorisera également une politique d'échanges culturels et techniques permettant une meilleure compréhension.
Nous sommes pour une politique de désarmement généralisé.
La France Socialiste donnera l'exemple, en reconvertissant à des fins purement pacifiques l'effort nucléaire français.
Les Socialistes s'emploieront à interrompre la course aux armements et toutes les expériences nucléaires, à obtenir un embargo complet sur le commerce international des armes ; le désarmement général simultané et contrôlé.
Enfin, en ce qui concerne la politique des "blocs", la France Socialiste donnera

l'exemple en condamnant toutes les alliances militaires et en quittant le Pacte Atlantique.
(Quelques applaudissements)
Les Socialistes considèrent le maintien de la France dans le Pacte Atlantique comme d'abord contradictoire... (applaudissements)…
Les Socialistes considèrent ce maintien comme contradictoire avec le développement d'une expérience Socialiste dans un pays dont la défense serait subordonnée à une puissance militaire dirigée par la première nation capitaliste du monde.
(Applaudissements)
Ensuite, dangereux pour la gauche française, car si les forces de gauche prenaient le pouvoir en France, la droite minoritaire ne pourrait-elle pas obtenir l'intervention militaire de l'Alliance sous couvert de défense contre le communisme ?
Enfin, la France Socialiste, et mieux encore, l'Europe Socialiste, dans le cadre de sa politique de rapprochement entre les peuples, ne pourra être une force de proposition et de dialogue qu'en n'appartenant à aucun bloc.
De toute façon, nous estimons que la sécurité de l'Europe est garantie par le fait qu'elle représente une puissance économique telle qu'aucun des blocs existants ne puisse se permettre de la voir basculer dans un camp ou dans l'autre.
Je n'insisterai pas davantage. Toutes ces propositions sont reprises par les représentants de la délégation des Pyrénées Atlantique, dans les Commissions auxquelles ils appartiennent.
Je voudrais dire, pour terminer, que le Congrès de notre Département a regretté, en ce qui concerne le point 70 du document de travail initial, qu'on ait renvoyé à une autre instance nationale, à un autre congrès national, le choix du mode de scrutin et le choix sur la nature du régime politique.
Notre Congrès s'est prononcé d'ores et déjà pour la représentation proportionnelle, en ce qui concerne le mode de scrutin.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à notre camarade, Labarrère, pour 4 minutes.

André Labarrère

Camarades, si je n'ai demandé que 4 minutes, c'est parce qu'il m'apparaît plus important de faire le travail en Commissions et que je rejoins totalement la proposition de l'Isère.
Je tiens à souligner également le travail qu'a fait Denis Cépède, et le travail de Roger Quilliot, malgré les imperfections que d'autres ont déjà soulignées.
(Applaudissements)
Je voudrais cependant dire qu'il m'apparaît délicat de souligner que le plan

d'action Socialiste sera, comme l'a dit Denis Cépède, la loi du Parti.
Certes, il doit être fondamental, mais on doit pouvoir et on doit constamment pouvoir faire des amendements, le revoir, analyser la situation selon les conditions nouvelles.
Notre fédération, nous venons de le voir, s'est d'ailleurs prononcée pour la prise en considération de ce texte, prise en considération qui doit être continuelle. Je voudrais donc voir trois points :
1° - Non, et non fermement au Pacte Atlantique… (applaudissements)... Que l'on ne cherche pas des excuses dans l'existence du Pacte de Varsovie.
Qu'avons-nous comme possibilité, nous français, d'agir directement sur le Pacte de Varsovie ? Nous n'en avons aucune.
Par contre, il y a une contradiction fondamentale entre le développement du Socialisme dans notre pays et l'appartenance à un bloc dominé par les Etats-Unis.
2° - L'Europe. Mais quelle Europe ? Quelle dimension européenne ? Nous ne voulons en aucune façon de l'Europe capitaliste et nous préférons, d'une façon très ferme, la priorité au développement du Socialisme sur la construction de l'Europe… (applaudissements)… parce qu'une Europe du capitalisme, c'est la fin et c'est l'impossibilité du Socialisme.
Enfin, dernier point, aux paragraphes 112 et 113 du texte de Quilliot : le problème de la violence.
Dans le paragraphe 112, Quilliot nous dit, enfin le Plan nous dit : "si quelque régime dictatorial devait s'instaurer, l'insurrection serait pareillement le premier des devoirs, comme au moment de la Résistance". Mais il n'y a pas que la possibilité d'instauration d'un régime dictatorial. Il y a la violence quotidienne du capitalisme à laquelle nous devons pouvoir répondre… (applaudissements)… et ce n'est pas dans une position d'angélisme que nous ferons quelque chose.
Le suffrage universel, qui est, certes, la source de toute autorité et de tout droit, le suffrage universel n'est pas la pollution de tout, et il peut y avoir une période hors légalité. C'est pour cela que je propose que, dans le paragraphe 113, on ajoute, au début : "la violence exercée par le capitalisme sur les travailleurs est quotidienne", et qu'on continue : "... la période récente a montré qu'elle pouvait provoquer, etc." Mais il est évident, et là, j'insiste, que, dans une période intermédiaire, les Socialistes peuvent être amenés à répondre par la violence. Il faut quand même avoir le courage de le dire, et ne pas se dissimuler que nous ne resterons absolument pas les bras croisés, sans rien faire, devant la violence quotidienne du capitalisme.
(Applaudissements)
Enfin, notre Secrétaire fédéral des Pyrénées Atlantique a regretté, et je regrette également très fortement, que nous ne nous soyons pas prononcés pour la représentation proportionnelle.

Fondation Jean Jaurès

Nous savons très bien à quels mic-mac se livre le gouvernement actuel, avec le système des circonscriptions.
I] m'apparaît donc essentiel que, dès maintenant, soit mise dans le Plan d'action Socialiste la nécessité du mode de représentation proportionnelle.
En conclusion, je voudrais signaler que les journées Socialistes qui ont lieu sur le plan régional, ont été en Aquitaine, et je crois ailleurs également, un succès.
Cela nous montre, mes camarades - j'attire votre attention sur ce point - l'importance sinon de structures régionales, du moins de contacts permanents au sein de chaque région.
Le problème de la régionalisation est un problème fondamental, que nous étudierons certainement dans un prochain congrès, mais il faut que, dès aujourd'hui, nous nous préparions à cette action régionale.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je vous rappelle que les inscriptions pour le repas sont closes à 12h précises.
Je passe maintenant la parole à notre camarade, Jean-Jacques Piette, pour 15 minutes.

Jean-Jacques Piette

Mes camarades, je voudrais d'abord donner mon opinion et l'opinion de la fédération de Paris, dans sa large majorité, quant au rejet et quant au projet de certains de ne pas considérer le document de travail préparatoire au Plan d'action Socialiste comme une base de travail sérieuse pour l'élaboration de ce Plan, et de considérer tout simplement le travail qui a été fait dans les sections depuis maintenant près de 9 mois, le travail qui a été fait par les Commissions, le travail du Parti donc tout entier, comme ne valant rien, d'où l'obligation de recommencer à zéro et de faire effectuer le travail par une commission restreinte.
Bien sûr, à partir du moment où on prend le document de travail, il s'agit de considérer que ce n'est qu'un document qui peut recevoir un certain nombre d'améliorations, ou d'amendements.
Pour ma part, je voudrais le situer dans l'idée que la force d'un Parti résulte de la clarté de son action, de l'absence d'équivoques dans ses motivations, dans ses principes. Je vous inviterai donc, mes camarades, à réfléchir sur deux ou trois nécessités qui me paraissent un peu absentes de ce Congrès.
Je crois que l'action d'un Parti Socialiste se situe d'abord dans la notion de lutte de classes. C'est l'organisation des actions de la classe ouvrière et il me paraît qu'une définition précise de la classe ouvrière est nécessaire, dans un plan d'action.
Bien sûr, on peut faire des définitions du type : "Il y a des paysans, il y a les travailleurs manuels, il y a les travailleurs intellectuels…", mais je souhaiterais tout

Collection Jean-Jaurès

de même qu'on fasse une définition de caractère peut-être plus marxiste, en disant que chaque homme a une place dans la fonction, dans le rapport de production, et que c'est à partir de cette place, dans cette fonction de production, que se définissent les classes.
Avec un certain nombre de camarades, nous avons proposé une motion tentant de définir la notion de classe ouvrière, à partir de la notion de plus-value, c'est-à-dire reprenant la définition première utilisée au 19è siècle, considérant que si la plus-value était aujourd'hui un phénomène complexe, plus complexe que par le passé, cela n'empêchait pas de constater qu'elle existait, qu'elle définit même la société de classe dans laquelle nous vivons. Par conséquent, ce qui était important, c'était de reconnaître qu'il y avait une classe dominante et une classe d'exploités, la classe ouvrière.
Bien sûr, mes camarades, vous me direz que ce genre de définition, purement qualitative, reste imprécise. Je répondrai que ce qui est important dans ce domaine, ce n'est pas de définir rigoureusement le concept de classe, car aucun d'entre vous, j'espère, ne conteste que si le recrutement et l'extension de la bourgeoisie sont mal connus, le phénomène existe. Est-ce que cela vous gêne ?
Si on reconnaît que tout se passe comme si le profit et la plus-value sont aujourd'hui, plus qu'hier encore, une finalité du système, mais aussi un moyen, au service d'une volonté qui se situe dans des centres de décision économiques et politiques, et bien, cette notion de classe dominante prend alors tout son sens et sa force. Je dirai que tous ceux qui ne s'y trouvent pas sont, avec les autres, avec la classe des exploités.
Alors, mes camarades, il s'agit d'être clair. Il ne s'agit pas de parler de classe tertiaire, de classe paysanne, de classe de je ne sais quoi. Il s'agit de constater qu'il y a un phénomène d'ensemble, et qu'il y a de plus en plus une concentration du capital qui entraîne une concentration prolétarienne, qu'il y a de plus en plus une concentration du capital qui entraîne une concentration urbaine, et que cette concentration urbaine est aussi une forme d'aliénation peut-être mal connue par nos ancêtres ce qui n'empêche pas non plus, mes camarades, que chaque consommateur participant le plus souvent à la marche du crédit, participe, en fait, au mécanisme de la plus-value.
Il est évident qu'il faudra discuter tout cela en commissions de travail, mais je dirai qu'à partir du moment où on constate le fait que chaque homme a une fonction précise dans le système donné, dans le système de production donné, se pose ensuite le problème de la prise de conscience.
Je souhaiterais que l'on reconnaisse que le Parti Socialiste, comme toutes les organisations ouvrières, est une avant-garde, une avant-garde en ce sens qu'il prétend rassembler non pas la classe ouvrière tout entière, mais des militants, c'est-à-dire des gens qui ont pris conscience de l'exploitation de leurs camarades sur les

lieux de travail et dans la vie, et qui tentent, par des moyens qui sont l'objet de ce Plan d'action, des moyens à définir, de lutter contre ces aliénations et cette exploitation. Je dirai que le Parti Socialiste doit être une vision du monde et c'est une sorte de projet, dans une société que nous contestons, de la société que nous voulons ; en adhérant au Parti, en militant pour le Parti, nous savons que nous militons pour une nouvelle société, pour renverser la société actuelle, pour la remettre à l'endroit, diraient certains. Et cette vision du monde, en prendre conscience c'est être, à mon sens, c'est faire partie d'une avant-garde.

Alors, se pose ensuite le problème du contenu même du Plan d'action quant à sa stratégie à court terme, à moyen terme, et peut-être à long terme.

Je dirai, mes camarades, que l'objectif final c'est tout de même le Socialisme et qu'il serait bon que, dans la troisième partie qui est son "livret de passage" nous disions clairement un certain nombre de choses.

Le Socialisme, à mon sens, c'est une technocratie approfondie, c'est le dépérissement de l'Etat, mais c'est aussi la défense de la société que nous voulons construire, de la nouvelle légalité que nous voulons instaurer, et c'est, mes camarades, mais en oubliant le mot, en oubliant le langage si vous voulez, ce que nos ancêtres appelaient "la dictature du Prolétariat".

Il faut être très clairs, ne serait-ce que parce que vous aurez à converser, pendant des années encore, avec des organisations qui ne sont pas d'accord sur l'ensemble des principes que nous défendons. Il faut sur ce thème, sur la notion de dictature du prolétariat, dire que nous n'acceptons pas le langage, l'expression, parce que les expériences qui se sont passées dans certains pays de l'Est, les expériences néo-fascistes, ou fascistes, nous amènent à penser que la notion de dictature est un terme dangereux et d'interprétation malaisée, devant l'opinion publique ; que la notion de prolétariat est aussi une notion peu claire, mais qui n'empêche que nous ne sommes pas des révisionnistes.

Et par conséquent, le jour où nous prendrons l'appareil d'Etat, le jour où nous le tiendrons, dire que nous l'utiliserons comme la bourgeoisie l'a utilisé, c'est reprendre tout simplement ce que Marx disait dans le manifeste de 48 : "A la dictature de la bourgeoisie, nous répondrons par la Dictature du Prolétariat".

Je dirai ensuite, camarades, pour terminer, que la société Socialiste n'est atteinte que le jour où les hommes font eux-mêmes leur liberté.

Il faut penser que, dans une société Socialiste, un Etat restera encore nécessaire pendant un certain nombre d'années tant que tous les pays extérieurs ne seront pas Socialistes. Il est tout de même des domaines où, d'ores et déjà, il faudra envisager ce dépérissement, le domaine culturel, le domaine de l'art, mais un domaine encore plus.

Camarades, je crois qu'il serait bon que le Parti bien qu'il ne l'ait véritablement jamais fait, se pose le problème de la morale Socialiste.

Est-ce une morale révélée ? Est-ce une morale comme celle de l'Eglise catholique qui pose des droits universels, des droits éternels à l'homme ?
Je crois tout simplement que s'il doit y avoir une morale Socialiste, elle ne sera que le résultat des mœurs, des coutumes qui s'exprimeront dans la société en création,, L'objectif, par conséquent, est de créer les institutions favorisant l'éclosion de principes, de règles peut-être, organisant la société, mais n'allant pas au-delà, c'est-à-dire ne touchant pas le problème de l'individualité par rapport à cette société.
En conséquence, mes camarades, je vous demanderai et je demanderai aux Commissions de travail, de dire si oui ou non bous sommes encore un parti de la classe ouvrière, et si oui il faut le dire et dire ce que nous appelons la classe ouvrière, ne pas laisser à d'autres le privilège d'en parler.
Il faudra dire ensuite si nous sommes vraiment des Socialistes. C'est-à-dire si nous sommes conséquents avec nous mêmes, que nous défendrons la nouvelle légalité qui serait créée dans l'hypothèse du passage au Socialisme et si nous donnerons tous les moyens pour défendre cette société.
Enfin, il s'agit de dire si oui ou non le Socialisme c'est la libération de l'homme, c'est-à-dire que c'est la disparition d'un certain nombre de contraintes intellectuelles et physiques, bien sûr, mais aussi morales, et dans ces trois mots mêmes, mes camarades, si nous prenions aujourd'hui des positions claires, nous deviendrions des Socialistes sans équivoque.
(Applaudissements)

Le président - Je passe la parole au camarade Cazelles.

Ernest Cazelles

Mes chers camarades, vous avez pris la décision d'interrompre le débat général à 18 heures. Cela, bien entendu, limite le temps. A l'heure actuelle, il y a 28 orateurs inscrits, il faut donc, dès maintenant, organiser le débat pour cet après-midi.
Je demande donc au Congrès de suspendre quelques minutes ses travaux et je demande aux orateurs de se réunir à la tribune pour que nous organisions le débat dès maintenant.

Le président - Le Congrès suspend ses travaux pour quelques minutes.
(Suspension de séance)
Camarades, je vous demande de rester assis et de faire silence car les camarades du fond de la salle se plaignent de ne pas entendre les débats.
Je passe la parole au camarade Cazelles.

Ernest Cazelles - Mes chers camarades, le Secrétariat national nous a fait des propositions d'organisation de ce débat qui devait se poursuivre jusqu'à 20 heures.

Fondation Jean Jaurès

Par un vote que vous venez de faire, vous avez précisé que ce débat devait être terminé à 18 heures.
Il est incontestable que l'heure limite de 18 heures sera dépassée de quelques minutes ou de plusieurs quarts d'heure. Je fais appel aux orateurs inscrits pour qu'ils réduisent au maximum leurs interventions et qu'ils les condensent au maximum. C'est par ce moyen que tous les camarades représentant les fédérations pourront se faire entendre et cela ne mettra en cause ni l'organisation, ni le Congrès (Applaudissements)

Le président.- La parole est au camarade Courtevoy de la fédération de la Marne.

Courtevoy

Camarades, notre fédération de la Marne, sortant d'une période de léthargie consécutive au drame qu'a connu notre Parti récemment, s'est réorganisée et s'est rajeunie. Je dis qu'elle s'est rajeunie, car plus de la moitié de nos secrétaires de section ont moins de 30 ans, la moitié des membres de la Commission exécutive, fédérale également, ainsi que la majorité du bureau fédéral.
(Applaudissements)
Aussi, à la veille de ce Congrès, nous avons tenu au cours des derniers mois, à apporter un soin tout particulier à l'étude des textes. Toutes nos sections se sont réunies plusieurs fois pour étudier les textes qui nous étaient soumis et en particulier le document de travail pour la préparation du plan d'action Socialiste.
Certes, comme de nombreux camarades, nous avions des critiques à apporter sur sa rédaction, nous avions des critiques à apporter sur l'imprécision d'un certain nombre de thèses qui étaient exprimées, sur certaines lacunes. Nous étions satisfaits d'avoir plusieurs semaines avant le Congrès, pu diffuser dans toutes nos sections ce document, et pour une fois, au moins avoir un document de base auquel nous référer.
Nous l'avons modifié, et nous l'avons modifié sur de nombreux points puisque vous avez dans le bulletin intérieur reçu la motion de la section de Reims de notre fédération, motion qui légèrement remaniée a recueilli l'adhésion de l'unanimité de notre fédération.
Ainsi nous avons modifié un certain nombre de paragraphes : 31, 32, 84, 34, 83,84, 85, 86, 87, 98, 99, 35, 73, 74, 83 bis.
Mais lorsque nous avons tenu notre congrès fédéral et recueilli les motions des sections, et lorsque nous avons débattu de ce document, nous a transmis un nouveau document dont il a été fait état tout à l'heure et qui était destiné aux délégués à ce Congrès. Camarades, nous, nous ne pouvons pas accepter de prendre pour base de discussion ce nouveau document, quels que soient les motifs, louables certainement, qui ont conduit les camarades du Secrétariat du Parti, on aurait dû

nous l'envoyer, nous considérons que c'est un principe fondamental, en particulier pour les jeunes camarades qui se trouvent gérer une fédération pour la première fois. Il faut qu'ils puissent d'abattre au Congrès national exclusivement des textes que les sections ont pris en considération et sur lesquels ils ont voté selon telle thèse ou telle autre thèse.
C'est pourquoi je déposerai tout à l'heure devant le Bureau du Congrès, au nom d'un certain nombre de fédérations - toutes celles de Champagne, celle de Paris, celle du Tarn et Garonne, etc. - une motion en ce sens.
En ce qui concerne notre position sur le plan d'action Socialiste, il est un certain nombre de points que nous avons considérés comme fondamentaux et sur lesquels nous avons décidé de trancher sans aucune hésitation.
Tout d'abord, en ce qui concerne le passage au Socialisme, paragraphe 31, nous proposons la rédaction suivante : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Le passage au Socialisme ne se ferait donc pas par des réformes octroyées, mais à l'occasion de luttes de masses qui nécessiteront toute la combativité, toute l'organisation et toute l'imagination dont les forces populaires sont capables.
Paragraphe 32 : la transformation Socialiste de la société doit être dans son principe comme dans sa réalisation, une exigence de la majorité du peuple. Cette exigence s'exprime en particulier lors des luttes électorales qui permettent de concrétiser le rapport des forces, mais pour passer à un régime nouveau, ouvrant la voie au Socialisme, démocratique, aucune éventualité ne peut être exclue a priori, il pourrait en effet se produire une vacance du pouvoir légal, comme ce fut le cas en mai 1968. Il n'y a pas un Socialiste, si modéré soit-il, qui se soit jamais condamné à n'attendre la conquête du pouvoir que d'un succès électoral.
(Applaudissements)
Dans le même état d'esprit le paragraphe 64 a été modifié par nous ainsi que le paragraphe 83.
Paragraphe 83 : si le capitalisme national refusait de se plier à la volonté du peuple démocratiquement exprimée et portait atteinte aux libertés fondamentales, l'insurrection serait pour les Socialistes le premier des devoirs.
84 : en cas de vacance de la légalité, les Socialistes prendraient les dispositions nécessaires pour assurer la continuité des services publics et donner la parole au suffrage universel dans les plus brefs délais.
La transformation globale de la société devra s'appuyer sur les luttes concrètes des travailleurs, que le Parti aura le devoir d'impulser et d'animer lorsqu'il sera au pouvoir.
Et lorsqu'il sera au pouvoir, cela nous amène à aborder la participation au pouvoir.
Dans le paragraphe 85 nous disons : le Parti Socialiste a vocation à regrouper l'ensemble des travailleurs sous son drapeau. Il garde l'ambition d'être un jour

majoritaire, à lui seul, pour conduire le pays aux transformations nécessaires.
N'étant pas majoritaire actuellement, le Parti doit travailler à réaliser l'unité des forces anti-capitalistes autour d'un programme d'action qui serait appliqué en commun.
Dans toute autre hypothèse que les deux précédentes, la présence au pouvoir est exclue, et même dans les conditions précédentes elle n'est concevable que si elle permet de faire un pas décisif dans la construction du Socialisme.
La démocratie est inséparable du Socialisme, disons-nous au paragraphe 98, les Socialistes ne confondent cependant pas la démocratie Socialiste et la démocratie parlementaire.
En cas de difficultés dans le fonctionnement des institutions, ils n'hésiteraient pas à soumettre le différend à l'arbitrage du suffrage universel, après un ample débat mené en toute objectivité.
Les Socialistes s'engagent à instaurer un contrôle permanent des responsables par la concertation dans l'entreprise, dans la région, dans l'Etat, et d'abord nous le montrons ici, et nous le montrerons, je l'espère, encore plus dans l'avenir, au sein de notre propre Parti.
En ce qui concerne la construction européenne, notre combat pour la transformation Socialiste de la France s'inscrit dans une perspective européenne, c'est-à-dire dans un contexte international, qui malheureusement, aujourd'hui, est caractérisé par la domination du capitalisme.
Nous pensons que seuls les Socialistes, parce qu'internationalistes, sont légitimement fondés à se dire européens.
Mais dans le cadre capitaliste de cette Europe...

Le président - Encore une minute.

Courtevoy - …malheureusement nous constatons que les Etats-Unis d'Europe ne peuvent être, en dernière analyse, que l'Europe des Etats-Unis.
C'est pourquoi, si la participation aux institutions européennes devait faire obstacle au développement d'une expérience Socialiste en France, les Socialistes donneraient la priorité à l'établissement du Socialisme dans notre pays. Cet ordre de priorité est le seul qui ouvre effectivement la voie aux Etats-Unis Socialistes d'Europe.
Enfin, je terminerai sur le Pacte Atlantique.
Paragraphe 73 : à l'époque des armes thermonucléaires la défense d'une France en marche vers le Socialisme démocratique ne peut procéder que de la résolution inébranlable de son peuple.
Cela signifie, pour nous, que nous ne croyons pas à un conflit généralisé possible. Nous ne croyons pas aux réalités militaires du Pacte de Varsovie et du Pacte

Atlantique, car si ce conflit devait se produire, que serions-nous après ? Donc, nous ne misons pas sur les pactes militaires, nous misons, au contraire, sur la paix, et nous souhaitons être ceux qui montreront l'exemple, et que la France, si les Socialistes sont au pouvoir, puisse créer ce bloc de désengagement qui n'existe pas encore en Europe.
Nous disons, dans l'état actuel du rapport des forces à l'échelle mondiale, que le retrait de la France du Pacte Atlantique ne peut assurément revêtir qu'une signification morale et politique mais impliquant un désengagement de la France du bloc capitaliste sur le plan économique et social, car c'est la signification véritable du retrait du Pacte Atlantique, ce n'est pas simplement un aspect militaire, auquel nous ne croyons pas !
(Applaudissements)
Cette signification n'est pourtant pas dépourvue d'importance, et nous considérons que le retrait unilatéral de la France serait un premier pas vers la destruction des blocs militaires.
Enfin, nous disons : si un impérialisme étranger refusait de souscrire au droit du peuple français à s'autodéterminer librement et portait militairement atteinte à l'indépendance de notre pays, ce n'est pas avec une armée conventionnelle que nous réagirions, car nous ne serions pas de taille : les Socialistes appelleraient au soulèvement national, comme d'autres le font, et qui battent en brèche le capitalisme américain là où ils sont opposés à lui sans en avoir les moyens !
(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Anciant, fédération de l'Oise.

Anciant

Mes chers camarades, au préalable, je voudrais rappeler l'article 21 des statuts de notre Parti :
"La liberté de discussion est entière au sein du Parti, mais nulle tendance organisée ne saurait y être tolérée."
Je demande au Comité directeur de veiller à l'application stricte de cet article 21. Je demande que la Commission des conflits procède à une enquête à ce sujet, notamment sur les conditions de transfert de certaines trésoreries fédérales SFIO aux trésoreries du nouveau Parti.
Mes chers camarades, je crois qu'il est temps maintenant de conclure sur le plan d'action Socialiste. Un effort de réflexion idéologique substantiel était nécessaire, ce fut fait démocratiquement, il est maintenant urgent que notre Parti se consacre a des tâches plus concrètes.
Tel qu'il est, le projet n'est pas à l'abri de nos critiques. Je suis d'accord pour que ce document ne soit pas un texte figé, mais en revanche, si mise à jour il devait y

avoir, en aucun cas elle ne devrait être l'occasion pour telle tendance de remettre en cause les options fondamentales du Parti.
Je me contenterai, pour ma part, de formuler deux remarques générales, qui me paraissent importantes, et de dire aussi brièvement que possible pourquoi il est essentiel que le Parti Socialiste adopte ce projet.
Ma première remarque porte sur l'étendue de la socialisation des moyens de production. Depuis Marx, c'est un vaste sujet. Ma conviction, toutefois, en analysant la réalité sociale et économique actuelle, est qu'il faut savoir se libérer de la conception historique largement admise que l'on est d'autant plus "rouge", plus à gauche d'un Socialisme plus pur, que l'on propose une plus vaste socialisation des moyens de production
Il est, certes, absolument nécessaire de mettre fin au pouvoir capitaliste qui s'appuie sur l'entreprise privée, mais je croîs aussi que l'on peut, en 1970, être très révolutionnaire en agissant au plan de la répartition du revenu aussi bien qu'au plan des options immédiates touchant notre genre de vie, notre civilisation, et les problèmes mondiaux.
En 1970, et pour ne retenir que ces deux exemples modestes, on peut être très Socialiste aussi en dénonçant l'exploitation du consommateur, et en dénonçant plus vigoureusement aussi le fait que notre société soit capable de condamner à plusieurs mois de prison ferme tel gauchiste effervescent.
Pour des motifs touchant à l'efficacité économique aussi bien qu'aux mécomptes de la bureaucratisation, je crois donc qu'il faut, sur le problème de la socialisation des moyens de production, faire preuve de prudence, mais par contre être plus révolutionnaire sur d'autres chapitres.
Ma deuxième remarque touche au pouvoir ouvrier et syndical au sein de l'entreprise, de l'entreprise privée aujourd'hui, de l'entreprise publique demain.
Il est probable que, dans l'hypothèse d'un pouvoir Socialiste en France, un certain nombre d'entreprises privées, petites et moyennes, continueraient à vivre. Et bien, le Socialisme, c'est aussi la démocratie au sein de l'entreprise, et sous prétexte que nous ne voulons pas faire des syndicats les gestionnaires de l'économie capitaliste, il me semble que nous avons trop peur des mots d'autogestion ou de pouvoir syndical dans l'entreprise.
Sur beaucoup de points je serai donc partisan d'un certain réalisme, mais j'en arrive à la raison essentielle pour laquelle j'exprime mon accord total avec le projet dans son ensemble, et par conséquent mon opposition à la proposition de Chandernagor de tout recommencer.
Ce plan d'action Socialiste, tel qu'il nous est présenté, situe politiquement le Parti Socialiste de manière indiscutable, et qui, dans un pays comme la France où existe un Parti Communiste fort, est une absolue nécessité stratégique.
Ne pas adopter le plan d'action Socialiste, comme le proposent Chandernagor et

d'autres, c'est croire qu'il est possible d'œuvrer à une première transformation de la société sans l'apport communiste sous toutes ses formes, et même contre les Communistes. Cela, nous ne le croyons pas.
Par contre, adopter le plan d'action Socialiste, c'est affirmer que deux hypothèses seulement sont possibles dans notre pays :
- ou bien une majorité bourgeoise et conservatrice,
- ou bien une majorité de gauche comprenant les Communistes.
(Applaudissements)
Nous retrouvons le dialogue avec les communistes, car tant qu'aucun accord n'est possible il faut savoir et il faut dire que nous sommes condamnés à être une force d'opposition.
Je conclus ces quelques remarques :
Sur le -programme qui doit maintenant être mis en œuvre, le Parti doit faire preuve de beaucoup d'audace sur des questions qui touchent les Français d'aujourd'hui.
Je me permettrai d'ajouter qu'il faut aussi - ce n'est pas une critique, c'est un souhait - que les responsables de notre Parti fassent preuve d'audace dans leur façon de s'adresser à l'opinion publique française, car le rôle du Socialisme français c'est aussi d'exprimer la générosité et de trouver le chemin des cœurs.
(Applaudissements)

Le président.- La parole est au camarade Chandernagor, fédération de la Creuse, pour 30 minutes ; c'est la dernière intervention de la matinée.

André Chandernagor

Mes chers camarades, je voudrais commencer mon propos par quelques observations de procédure.
La lettre de Cépède qui figurait en tête - qui figure toujours en tête - au document de travail pour la préparation du plan d'action Socialiste, s'exprimait de la manière suivante :
Ce document, disait-il, résume et ordonne les thèses, il doit faciliter les délibérations des sections ; celles-ci pourront envoyer des motions et propositions. Les motions devront être déposées avant le 21 mai.
Nous avons déposé, quelques camarades et moi-même, le 21 mai, sous le nom de "motion pour un plan d'action Socialiste-démocratique", un texte qui comportait une quarantaine de noms ; il figure à la page 19 du bulletin intérieur n° 12.
Les Congrès fédéraux ont délibéré le 7 ou le 14 juin, c'étaient les deux dimanches utiles.
Les sections ont donc échelonné leurs délibérations entre le 3 ou le 4 juin, et le 13 juin.
Or, le bulletin intérieur n°11, qui contenait 4 motions, n'est parvenu dans les

sections que vers le 5 juin, ce qui veut dire que toutes les sections qui avaient été différées en vue du Congrès du 7 n'en auront connu aucune ; a fortiori, aucun Congrès fédéral réuni le 7 juin n'aura en connaissance des 13 autres motions qui n'ont été reçues que vers le 10 ou le 11 juin.
J'ajoute qu'à cette date beaucoup de sections, dont le Congrès fédéral était prévu pour le 14, avaient déjà délibéré.
Il est dit, au paragraphe 13 du projet de texte du Plan d'action - le nouveau projet dont je parlerai tout à l'heure - que le Parti entend parfaire la démocratie interne et développer la publicité des thèses en présence.
Je dis que les retards injustifiables qui se sont produits dans l'envoi des motions prouvent qu'il y a, en effet, beaucoup à faire dans ce domaine !
Et le fait que les sections, les congrès départementaux se soient prononcés sans pouvoir connaître les textes en présence, est inadmissible.
Ce n'est pas tout. Les membres du Comité directeur et les parlementaires ont appris le 13 au matin, en recevant le courrier, qu'un projet de texte était substitué au document de travail et que (je cite toujours Cépède), c'est par rapport à ce projet que les délégués sont invités à remplir le mandat que leur ont donné les militants.
Lesquels, je le dis en passant, n'auront jamais eu à connaître de ce projet de texte là ! Décidément, la démocratie coule à pleins bords.
"Ainsi, ajoute Cépède, ils pourront déterminer si la rédaction finale actuellement proposée leur convient, désarme, suscite, réduit, accuse leur opposition ou leur désir de l'amender."
C'est donc bien à une nouvelle appréciation que l'on nous convie, sur un nouveau texte. Comment pourrait-il en être autrement ? Parce que je dis bien qu'il s'agit d'un nouveau texte... et qui diffère largement du précédent, tant par la forme que par le fond.
Que reprochions-nous au précédent ? Sa présentation peu attrayante. Il avait l'allure d'un catéchisme. Nous n'avons pas été le seul à le dire. Son caractère abstrait le rendait malaisément compréhensible de ceux-là mêmes que nous prétendions toucher. Son manque total de nuances, qui en accentuait le caractère manichéen, il y avait le bien absolu, le mal absolu. Tout cela est facile, pour des effets, mais ça ne correspondait pas du tout à la réalité.
Nous lui reprochions ses imprudences, enfin notamment dans la définition des mesures d'urgence à prendre en cas de prise de pouvoir. Je vous y renvoie.
En mesures d'urgence annoncées dans ce document : l'échelle mobile des salaires et des retraites, l'impôt sur le capital, la nationalisation du crédit et des monopoles.. Je ne dis pas qu'il ne faut pas le faire, mais enfin, dans un plan d'urgence, comme ça ?
Ah, pour ceux qui pensent qu'ils vont arriver demain au pouvoir par la vertu de je ne sais quel bouleversement, je comprends.. Mais pour ceux qui pensent qu'on peut

Collection Jean Jaurès

aussi peut-être y arriver par la voie électorale, nous disons qu'entre le moment où l'on proclamera les résultats et celui où vous arriverez à l'Hôtel Matignon, avec un tel Plan d'urgence, vous n'aurez plus un sou dans la Caisse.
Je dis, par conséquent, que ce sont des choses auxquelles il faut faire attention. On n'a pas le droit de faire preuve ici d'irresponsabilité, cette marche au Socialisme en Kasoar et en gants blancs n'est pas souhaitable
(Applaudissements).
Je dois dire que le nouveau projet est incomparablement plus séduisant, plus habile. J'en fais compliment à son auteur. Il recourt constamment au concret, aux exemples précis. Il révèle un très grand souci de corriger les affirmations par des nuances conformes aux données du réel, sur la faculté d'adaptation du capitalisme notamment, et les réf ormes qu'il a dû consentir et qu'il est susceptible chemin faisant de consentir.
Quant au fond, la laborieuse tentative d'établir des correspondances de paragraphe à paragraphe, ne doit pas faire illusion. Les similitudes entre les deux textes se limitent d'ailleurs parfois à un mot.
Il s'agit bien, en réalité, d'un autre texte, plus complet, et articulant parfois des propositions différentes. Certains passages importants sont totalement nouveaux. Toute l'introduction, notamment, qui fait sa juste place à un optimisme lucide, à une foi raisonnée dans les possibilités de la croissance. Le document de travail paraissait la regretter...
Des propositions ont été introduites et précisées, à propos de la fiscalité par exemple, l'exonération de l'épargne investie et la précision que l'impôt sur le capital sera assis sur la valeur vénale, ce qui le ramène en fait à un impôt sur le capital foncier. Il y a là des différences qui ne sont pas seulement de forme, elles sont de fond.
D'autres propositions ont heureusement disparu. Ainsi, le plan d'urgence, dont je parlais tout à l'heure, naguère si naïvement et imprudemment ambitieux, se limite désormais, limite ses objectifs, à la réduction des inégalités les plus criantes, la garantie du pouvoir d'achat des travailleurs et l'amélioration de leurs conditions d'existence. Nous sommes loin de ce que je disais tout à l'heure. Tout le reste est renvoyé dans un programme de législature, qui devra en définir les modalités.
Constatant dans notre motion que le document de travail pourrait servir de base à un plan d'action, nous demandions que l'on confie à une Commission restreinte le soin d'en élaborer un.
Nous pensions, en effet, qu'il était impossible de l'amender en deux jours de Congrès, puisqu'il nécessitait en vérité une refonte complète. L'auteur, ou les auteurs, de cette refonte doivent d'ailleurs savoir ce qu'il leur en a coûté de temps et d'efforts... En produisant, in extremis, un texte nouveau et qui tient compte dans beaucoup de ses parties des critiques que nous avions formulées, vous avez

implicitement reconnu le bien-fondé de notre thèse. Merci.
Il n'en demeure pas moins que le texte, tel qu'il est, appelle un certain nombre d'observations de notre part et que je veux les faire devant vous.
D'abord, sur une orientation générale, on retrouve en de nombreux points un débat qui a été ouvert tellement de fois devant vous, et qui est ancien, ancien comme le Socialisme. Je sais bien qu'entre nous, il y a deux tendances, grosso modo, une qui se veut très révolutionnaire et l'autre qui se veut disons réformiste. Il paraît que le mot n'est plus à la mode, mais ma fois, pour moi le vocabulaire ne s'use pas, je prends les choses telles qu'elles sont.
L'approche que vous faites, au fond, c'est le maximalisme Mauroy, disait hier : parfois le Socialisme de l'impossible.
Et bien, oui. Vous êtes très, très ambitieux au fond. Le pari que vous faites, mais vous n'osez pas le dire, c'est que vous croyez - et c'est ce qui fait sans doute la différence entre nous, un camarade le disait tout à l'heure - vous croyez à une chute rapide, quasi brutale du régime capitaliste. Oui. Alors, vous dites : nous allons pouvoir là, sur les débris, tout de suite, appliquer quelque chose qui ira très loin.
Votre démarche n'est pas la même. Nous croyons que le capitalisme recèle en lui-même des possibilités extraordinaires d'adaptation et que ce sera très long et que la voie des réformes pas à pas est la seule approche possible. C'est bien là une des idées qui nous différencient.
Si je devais aller jusqu'au fond de ma pensée je dirais que nous nous sentons à maints égards beaucoup plus proches de nos camarades socio-démocrates du reste de l'Europe.
Vous, vous voulez en flèche, comme le sel de la terre.
Et pourtant, et pourtant, pour avancer il faudra tenir compte aussi des autres, notamment lorsque nous allons passer tout à l'heure à l'étude de l'Europe. Voilà une différence qu'on retrouve beaucoup, dans la tonalité des textes.
Le pouvoir ouvrier, par exemple : j'entendais un camarade parler tout à l'heure en disant : nous visons l'autogestion. Oui, bien sûr. Mais personne ne parle de la cogestion. Je dois dire que même dans les Syndicats, c'est un mot affreux, banni, et pourtant. Pourtant, il faudra bien passer par là, c'est une phase.
Je sais que dans le texte, il y a quelques précautions disant : "nous l'admettons pour les entreprises nationales et pour le reste, nous disons oui, à condition que ça ne soit pas une intégration, etc."
Je sais bien quelle est la crainte des syndicats et quelle est la vôtre. Et cependant, si nous étudions entre nous des modalités possibles de la cogestion qui ne soient pas une intégration j'entends bien, nous disons que la nature ne fera pas de sauts, et que sans doute il faudra en passer par là. C'est un exemple.
En ce qui concerne également la collectivisation des moyens de production, la socialisation des moyens de production, vous dites : nous ferons des étapes. Mais

dans la présentation, ça va très vite, tout ça : vos étapes.
En réalité, nous pensons nous que ce sera long, et qu'il y aura une importante étape d'économie de mixité.
Nous pensons même que nous devrions parfois nous interroger car l'économie avance avec des tensions, c'est vrai nous le savons, et nous savons qu'on étudie le Socialisme de marché pour maintenir un certain nombre de tensions précisément.
Etes-vous sûrs que vous ne serez pas obligés de maintenir longtemps une économie mixte, à cause aussi de la nécessité de maintenir dès tensions entre un certain nombre d'entreprises privées et un secteur collectif qui, bien sûr, va avancer, mais qui pour avancer doit avoir avec lui ou contre lui, un certain aiguillon ?
Ce sont des joints sur lesquels nous nous interrogeons. J'aurais mauvaise grâce à critiquer le fait que vous prévoyez la socialisation de tous les moyens de production. C'est dans notre déclaration de principes. Bon.
Mais j'ai néanmoins le droit de vous mettre en garde contre les risques dans une économie ouverte, car on ne construit pas le Socialisme in vitro. Vous allez le construire dans une économie ouverte, dans une Europe en formation. Il me paraît extrêmement important d'en tenir compte, car si vous deviez fermer les frontières un certain moment pour faire votre expérience Socialistes, n'ayez pas d'illusion, l'autarcie dans le monde actuel, le repli sur soi, c'est la stagnation, et à terme plus ou moins rapproché, la vassalisation.
Je dois dire, du reste, que les travailleurs eux-mêmes sont tellement attachés à l'augmentation, vaille que vaille, de leur niveau de vie, que s'il venait à baisser, à la suite d'une expérience Socialiste, vous risqueriez de les retrouver dressés contre vous, et de voir en définitive le pouvoir vous échapper, pour passer à n'importe quelle aventure de droite, ou de fascisme.
Alors, c'est une question de degré, oui. C'est une question de degré d'utilisation de ces moyens, compte tenu de l'ouverture nécessaire des frontières et de l'Europe, et j'en arrive à l'Europe. Car c'est le point extrêmement important !
Dans le texte qui nous est soumis, je dois dire que nous retrouvons un certain nombre des idées que nous avons vaillamment défendues, depuis quelque temps, au sujet de l'Europe.
Il est dit quelque part : "…chacun convient que la prétention de construire le Socialisme dans la seule France, serait utopique", mais ne l'est-il pas inversement de le construire dans une Europe résolue à demeurer capitaliste ? Oui, bien sûr. Alors, là, nous entrons dans une sorte de faux problème.
En réalité - je passe sur le reste - il y a des textes A, B, C, et je ne me reconnais pas dans ces textes. Qu'est-ce que nous défendons comme idée ? Nous défendons qu'une expérience Socialiste développée est impossible en dehors du cadre de l'Europe. On dit qu'il y a une marge d'action, mais nous le disons aussi. Bien sûr, il y a une marge d'action. Bien sûr que le Traité de Rome, actuellement, n'interdit pas

de collectiviser certaines choses, n'interdit pas de prendre un certain nombre de mesures de caractère Socialiste. C'est vrai. Seulement, dans le cadre d'une économie ouverte, c'est-à-dire avec le risque de fuite des hommes et des capitaux. Par conséquent, c'est là que vous êtes obligés, par la force des choses, de limiter vos ambitions, de les limiter dans la mesure où vous ne luttez pas en même temps pour faire avancer le Socialisme dans l'Europe. Nous disons qu'il faut combattre sur les deux plans. C'est absolument nécessaire. Il n'y a pas d'autre solution possible.

Et quand vous vous enfermez dans des choix qui consistent à dire : "Et bien ! nous ferons le Socialisme tout seuls en France…", ce n'est pas une solution. Vous pouvez commencer. Vous n'irez jamais très loin. Vous devez commencer là, bien sûr, mais vous poussez à la construction nécessaire de l'Europe, et cette Europe se fera avec nos partenaires naturels dans l'Europe, c'est-à-dire les Partis Socialistes européens.

Je crois que c'est très important et que par conséquent, nous n'avons pas non plus tellement intérêt à nous couper d'eux ; que nous les poussions en avant, c'est normal, c'est légitime, mais pas au point de nous en couper totalement.

Cette Europe, encore un mot, je souhaiterais que vous disiez que vous la voulez par la voie de la supranationalité ; il faudra bien prononcer le mot. Pourquoi est-ce qu'on ne le prononce pas ? Parce que Marchais n'en veut pas ? Et bien, disons que nous en voulons.

Je passe maintenant rapidement au Pacte atlantique ; j'ai entendu tout à l'heure des propos étonnants. Voyons ! Pas plus proaméricain que n'importe qui, je crois même qu'à Bondy j'avais dit qu'il y avait le risque de colonisation américaine de l'Europe, bien sûr… Seulement Pacte atlantique, faites tout de même attention. Faites tout de même attention à ne pas scier la branche !

Quand je dis Pacte atlantique, je ne demande pas qu'on revienne dans l'OTAN, mais je parle de l'Alliance.

Enfin, voyons ! C'est sur l'équilibre des forces que la paix… Oh ! pas du monde, mais en Europe a reposé depuis un certain nombre d'années, alors vous voulez tout d'un coup, le beau geste, le casoar et les gants blancs... mais, dites-moi, il y en a déjà un qui a essayé avant vous, c'est de Gaulle ! De Gaulle s'est dit : si je sors de l'OTAN, il va y avoir tout de suite à l'Est quelque chose de semblable.

Oh ! qu'il y ait eu des désirs à l'est de sortir du Pacte de Varsovie, bien sûr, mais c'est resté au stade des désirs… (applaudissements)… mais, en fait, vous avez assisté au renforcement par accords bilatéraux du traité de Varsovie jusqu'au point de défendre à ses petits camarades le désir de faire leur propre version du Socialisme !

Alors, je dis que ce serait un jeu de Gribouille, dans l'état actuel des choses, de se placer sur ce terrain et qu'il faut en rester à la thèse qui fut la nôtre de la dissolution

simultanée des deux pactes bien sûr.
Vous savez, je parlais hier du risque nous avons en continuant le dialogue, comme nous le faisons, avec le Parti Communiste… et bien, nous sommes en train de prendre son vocabulaire... aujourd'hui je pourrais pousser la démonstration plus loin : petit à petit, un certain nombre d'entre nous sont en train d'adopter ses thèses… (applaudissements et protestations)... pas sur l'Europe, mais sur le Pacte Atlantique.
(Protestations vigoureuses)
Les sifflets n'y feront pas grande chose, ils n'ont jamais rien valu dans les débats d'idées.
Je poursuis et j'achève si vous voulez bien.
Je ferai deux observations sur la stratégie.
D'abord, en ce qui concerne précisément les rapports avec le Parti Communiste, je vois dans le § 119 du nouveau texte :
"Le parti Socialiste s'efforcera de déterminer par débat si les forces anti-capitalistes peuvent mener le même combat et dans quelles conditions",
Alors je pose une question : il y a eu un texte circonstanciel d'Issy-les-Moulineaux ; hier, nous avons eu un débat là-dessus et il a été admis que n'importe quel Congrès pourrait remettre cela en cause, mais si vous l'inscrivez dans un Plan d'action, cela veut dire que c'est perpétuel ou quoi ?
Il faudrait quand même que nous le sachions, car enfin, je ne rouvre pas le débat, mais la minorité que nous sommes a le droit de savoir si c'est un texte circonstanciel ou si vous voulez en faire une constitution ?
Dernier point sur la stratégie également : je dois dire que je trouve étonnant le passage du § 131 :
"Dans l'éventualité où les forces politiques qui luttent contre le capitalisme étaient ensemble majoritaires sans être parvenues à passer entre elles ce contrat" qu'est-ce que nous ferions ? Et on examine 4 hypothèses.
Ecoutez, nous sommes loin quand même de la philosophie scholastique et nous sommes en train de faire de la scholastique, de faire de la prévision d'événements, alors que nous ne savons pas comment la situation se présentera à ce moment-là, et que la sagesse est de dire : dans ce cas-là, eh bien, un Congrès ou un Conseil national, appréciera la situation.
C'est la seule façon, car vous ne pouvez pas savoir. Je trouve cela curieux que vous vouliez maintenant nous enfermer dans des hypothèses d'école, ce n'est pas sérieux, et je conclus.
Je conclus en disant, en revenant sur l'idée de la ligne circonstancielle d'Issy-les-Moulineaux, comptez-vous en faire une ligne permanente par ce texte où nous donnez vous le droit d'espérer qu'un jour la minorité que nous sommes aura la possibilité, dans un Congrès, de faire autre chose ?

Fondation Jean-Jaurès

Nous voulons le savoir, nous voulons savoir quelle est exactement votre démarche ?
Je crois que c'est Piette qui disait ce matin : ce Plan est conforme à notre stratégie, il est le prolongement de notre stratégie. Mais figurez vous que nous aurions préféré une démarche inverse, un Plan conforme à ce que nous pensons, à nos analyses et la stratégie devant en découler.
J'ai peur que tout cela, effectivement, soit conçu pour des raisons strictement circonstancielles.
Nous ne nous déroberons pas aux débats, aux discussions dans les groupes de travail, nous irons. Et puis ce soir, après que nous aurons tous ensemble bien travaillé, ayant pu de plus près sonder les intentions des uns et des autres, et bien alors, nous apprécierons.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie le camarade Chandernagor d'avoir écourté son temps de parole.
La séance de ce matin est donc terminée ; la séance de cet après-midi reprendra à l4h30.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Congrès national des 20 et 21 juin 1970
Epinay

Séance du Samedi 20 juin 1970 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Cellard, assisté de Pacot (Rhône), Antona (Paris), Tarraf (Eure-et-Loire) Heurtes (Lot), De Bono.

Le président (André Cellard)
J'ouvre la deuxième séance du Congrès et je donne la parole au Premier Secrétaire Alain Savary.
(Vifs applaudissements)

Alain Savary
Camarades, je vous demande votre attention pour un problème d'organisation des débats.
La planification démocratique, même pour un Congrès, n'est pas simple, et je crois qu'il faut que nous procédions à une révision de ce qui avait été prévu. Il reste, en effet 29 inscrits, et ceci représente de 4 heures 30 à 5 heures d'interventions.

Fondation Jean-Jaurès

Etant donné l'importance du débat, je ne crois pas qu'il soit possible, l'organisation ayant été prévue et faite, de demander à des camarades de réduire leur intervention plus qu'ils ne l'ont déjà envisagé…

Plusieurs voix - Si ! si !

Alain Savary - Ceux qui disent "si", en général, parlent pour les autres.
Mais le fait est que nous ne pouvons pas prétendre terminer la discussion générale de telle manière que les commissions se mettent au travail dès ce soir. Je pense qu'il est important que, même avec des interventions abrégées, que je souhaite et dont j'accepte l'augure, chacun puisse d'exprimer à cette tribune. C'est pourquoi je propose que le débat reprenne, et se termine ce soir. Ce sera probablement un peu plus tard que 20h00, aux environs de 21h. Les Commissions se réuniraient demain matin à 9h, et siégeraient jusqu'à 13h ou 13h30.
Il faudrait que tous les amendements soient remis au bureau et qu'à l'issue de la séance d'aujourd'hui, se réunissent les responsables prévus pour les Commissions et les auteurs d'amendements, s'ils le souhaitent, afin que la ventilation par commission soit prévue.
Ainsi, les commissions siégeraient jusqu'à 13h et la séance plénière reprendrait demain, à 15h.
Camarades, je sais que tout ceci présente des imperfections, mais je crois qu'il faut prendre les choses comme elles sont, et tenter de les résoudre au mieux, et surtout ne pas risquer de perdre encore davantage de temps sur des questions d'organisation et de procédure. Si des camarades peuvent abréger leur intervention, tant mieux, mais évitons une séance de nuit de travail de commissions qui, en fait, ne sera pas fructueuse.
Il est certain que nous aurons à réviser et à réformer les méthodes de travail des Congrès... (applaudissement)… Cela ne figure malheureusement pas dans le Plan d'action Socialiste, mais cela aurait dû probablement le précéder, et je prends l'engagement, au nom du Comité directeur, que nous ferons des propositions afin que des retards de nature de ceux que nous connaissons aujourd'hui, nous ne les connaissions pas à l'avenir.
(Applaudissements)
Je précise : proposition ; reprise du débat ; continuation jusqu'à son issue ; amendements remis au bureau. Réunion immédiate après le débat des responsables des Commissions et des auteurs d'amendements. Il est entendu qu'aucun amendement qui n'aurait pas été déposé ce soir ne pourra pas être discuté, ni en commission, ni en séance publique, sous peine de regarder encore le débat. Reprise des travaux de la commission demain à 9h, et séance plénière a 15h.
Camarades, je vous adjure de ne pas engager sur ce problème un débat qui ne me

paraîtrait pas pouvoir conduire à une solution meilleure, car je crois qu'il n'y en a pas, et je suggère que cette proposition soit mise aux voix devant le Congrès, pour que l'on commence à travailler le plus vite possible.

Dans la salle - A quelle heure la fin du Congrès ?

Le président - Cela dépendra de vous-mêmes et de la discipline de tous.
Je mets aux voix la proposition d'Alain Savary.
Que ceux qui sont d'accord pour adopter cette organisation du Congrès lèvent la main.
Avis contraires ?
La proposition est adoptée.
Je donne immédiatement la parole à Eric Hinterman, pour 20 minutes.

Eric Hinterman

Le but du Plan d'action Socialiste doit être d'accroître les chances du Socialisme démocratique dans notre Pays, c'est-à-dire d'attirer à nous, à nos idées et à notre philosophie, à nos solutions, des citoyens de plus en plus nombreux, des électeurs, et des militants.
Mais pour le faire avec des chances de succès, nous devons situer le plan d'action dans la réalité de notre pays, dans la réalité sociologique, politique, économique du pays, et c'est sur cette réalité que je voudrais m'arrêter quelques instants, car si les français étaient, dans leur majorité, à gauche, nous aurions un effort moindre à faire pour les convaincre de la justesse de nos solutions, que s'ils étaient plutôt modérés, voire à droite. Nous pourrions leur proposer des étapes plus rapides vers le Socialisme que s'ils étaient plutôt conservateurs.
Alors, le Plan d'action doit être un instrument au service de l'idéal Socialiste et il doit tenir compte de l'état de l'opinion publique.
Pour tenter de cerner cette réalité, je ne veux pas me contenter d'affirmations. Je voudrais être aussi scientifique que possible. Il n'y a que deux moyens d'être scientifique en la matière, c'est de prendre les résultats électoraux et les sondages…
(Mouvements divers)

Dans la salle - Et l'Angleterre ?

Eric Hinterman - J'avais prévu l'objection et je vais y répondre tout de suite.
Il est vrai que les sondages viennent d'échouer en Angleterre. C'est vrai. Ils viennent d'échouer pour un pronostic électoral, mais les sondages sont reconnus acceptables comme méthode d'analyse politique, ce qui est tout autre chose qu'une méthode de pronostic.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Il y a à cela deux raisons.
D'abord, le sondage est une photographie de l'opinion à un moment donné. Or, pour des élections, on photographie l'opinion un mardi, et l'élection a lieu un dimanche. Le sondage n'est donc pas valable pour un pronostic.
Ensuite, le sondage lui-même influence le vote de l'électeur qui se dit que les travaillistes ayant tous les atouts de leur côté, il n'a pas besoin de se déplacer.
Par contre, le sondage peut être utilisé comme méthode d'analyse de l'état d'esprit de l'opinion publique, ce qui est tout autre chose.
Alors, que pensent les Français sur le plan économique et politique ? Et que pensent les jeunes ?
Sur le plan économique, un sondage de l'IFOP a montré qu'une majorité de français se sont prononcés pour le libéralisme économique. Il est évident que nous aurions une tâche plus facile pour amener vers des solutions Socialistes la majorité des français s'ils s'étaient prononcés pour une économie Socialiste. Le fait est que la majorité des Français, actuellement, préfèrent une économie libérale, peut-être parce que nos solutions ne leur ont pas été présentées assez bien, d'une façon assez concrète.
(Mouvements divers)
Je dis cela d'ailleurs pas du tout pour m'en réjouir. Au contraire. Mais pour dire que notre Plan d'action doit être proposé d'une certaine façon, si nous voulons attirer à nous ces gens, ces Français qui, aujourd'hui, se disputent aux conservateurs.
Sur le plan politique, les résultats électoraux - je passe très rapidement - en 1965, il y avait un candidat d'Union de la gauche, qui n'était pas décrié alors, qui n'était pas communiste ; il a fait au premier tour un tiers des voix, c'est-à-dire que 1 Français sur 3 a voté pour l'Union de la gauche, et que 2 Français sur 3 n'ont pas voté pour l'Union de la gauche.
Les chiffres de 1968, où la gauche était divisée, disent d'ailleurs la même chose, et les chiffres des élections législatives, qui donnent un pourcentage supérieur à un tiers, d'à peu près, 43%, si on prend les élections de 1967, montrent encore que la gauche est minoritaire.
Troisième constatation, celle de l'état d'esprit des jeunes.
Il faut faire une distinction entre les jeunes qui sont engagés politiquement et ceux qui ne le sont pas.
Les jeunes qui sont engagés, qui se sont engagés à gauche, sont souvent très absolus et très purs, et c'est normal, s'ils sont engagés à droite, ils se disent souvent d'un libéralisme tout à fait absolu.
Seulement, la majorité des jeunes de notre pays que nous voulons essayer d'attirer à nous, notamment avec le Plan d'action Socialiste, cette majorité de jeunes ne sont engagés probablement ni à gauche, ni à droite. Là encore, je voudrais prouver mes

affirmations.
Un sondage a été fait, pour les jeunes, entre 15 et 23 ans, qui montre que 20% d'entre eux choisissent et préfèrent une solution de développement économique, 15% une solution Socialiste, 9% se prononcent pour le fédéralisme européen, 10% pour la démocratie, 17% pour le libéralisme, 7% seulement pour le Communisme, et 4 pour le gauchisme.

Dans la salle - Oh !

Eric Hinterman - Je pense que le camarade qui a voulu m'interrompre s'étonne un peu qu'il y ait si peu de jeunes qui se prononcent pour le gauchisme.
Alors, là, j'ai recours à une citation de quelqu'un qui n'est pas un réformiste comme moi, vous en conviendrez, puisqu'il s'agit de M. Piquet, membre du Comité central du Parti Communiste, et qui a déclaré au Comité central du Parti Communiste, le 14 octobre 1969, et je le cite :
"Le réformisme dont l'influence ne se mesure pas aux réalités électorales ou aux résultats électoraux, ou à la puissance des partis et organisations, est une idéologie répandue chez les jeunes".
Ce n'est pas moi qui suis réformiste qui l'affirme, c'est quelqu'un qui ne l'est pas.
Mais je voudrais aller un peu plus loin dans l'analyse. Je crois que les jeunes de notre époque éprouvent un double besoin qui, en apparence, peut paraître contradictoire.
D'abord, un besoin d'idéalisme et d'absolu, de pureté, qu'on a vu au moment des événements de mai.
Ensuite, un besoin de concret et de réalisation immédiate.
Si je dis cela, c'est parce que le Plan d'action dont nous aurons à discuter ce soir en Commissions et ici même, doit concilier ce besoin d'idéalisme, de pureté, avec ce besoin de résultat immédiat et concret qui se manifeste dans la jeunesse.
Je veux donner un mot d'explication à cette analyse.
Nous nous trouvons dans une civilisation où la technique joue un rôle très important ; elle influe sur tout et, à l'heure actuelle, l'espace de temps qui sépare une invention technique ou scientifique de sa mise sur le marché, est de plus en plus bref. 112 ans, au siècle dernier, entre l'invention de l'appareil photographique et sa mise en application. 18 ans au début du siècle pour le radar, et plus que 5 ans aujourd'hui entre la découverte du transistor et sa mise sur le marché.
Il est bien normal, à une époque où la technique domine presque tout, que ce comportement technique, cette rapidité de la technique influe sur le comportement politique. En politique aussi, les jeunes attendent que se réalisent immédiatement, ou en tout cas le plus rapidement possible, les choses qu'on leur promet.
C'est une chose dont nous devons tenir compte dans l'élaboration de notre plan

d'action.
Nous allons vous présenter quelque chose qui paraît comme étant réalisable, conciliant ce besoin d'un idéal absolu et ce besoin de réalisation concrète, et ne pas faire de promesse irréalisable, comme on en trouve dans le document d'origine.
Alors, je voudrais proposer deux orientations. La première, c'est d'être concret, et la seconde, c'est d'être progressif et de définir les étapes en direction du Socialisme.
Être concret, il faudrait choisir quelques éléments, quelques solutions à proposer, dans quelques domaines, car le texte qu'on nous propose – la dernière rédaction est d'ailleurs remarquable - tout de même, tient dans une large mesure du catalogue. Alors, nous pourrions dégager quelques grands thèmes.
Je cite, par exemple, le thème de l'emploi, à la fois parce que nous devons proposer une politique de plein emploi, et parce, également, nous devons proposer une politique de formation professionnelle. C'est une chose qui est excessivement importante et qui est une réalité qui touche beaucoup de jeunes.
J'ai fait là encore - parce que je veux toujours proférer des affirmations - une enquête sur le contingent. Cette enquête a été faite par le laboratoire de psychologie appliquée de l'armée, de Versailles. Cette enquête a montré que les deux tiers des Français de 18 ans avaient un niveau scolaire qui était égal ou inférieur au certificat d'études primaires. Il y a donc, dans ce domaine concret, une politique de l'emploi et de la formation professionnelle à proposer.
Il y a un second domaine que nous pourrions mettre en évidence, c'est le domaine du logement. Là encore j'ai lu les deux textes qui nous sont proposés et je passe très rapidement…

Le président - Je m'excuse de t'interrompre, mais je crois que c'est dans l'intérêt de ton exposé, je voudrais bien que la salle soit plus attentive, car le silence est la meilleure des actions.
(Applaudissements)

Eric Hinterman - Dans le domaine du logement je crois que là aussi il faudrait proposer une grande option dans le plan d'action Socialiste que nous formulons. Nous devons donner une importance beaucoup plus grande à ce domaine et à quelques autres. Je veux également, là encore, citer un chiffre. Pour le premier trimestre de cette année, le nombre de logements HLM mis en chantier a baissé de 33% par rapport au premier trimestre de l'année dernière. Alors, on nous a expliqué que c'était parce que le temps était mauvais !
Manque de chance, dans ce même premier trimestre de cette année, le nombre des logements non aidés par l'Etat qui ont été mis en chantier, a augmenté de 4% ! C'est donc que le temps n'y est pas pour quelque chose et qu'en matière de

logements, le pouvoir, actuellement pratique une politique favorable aux logements chers et défavorables aux logements sociaux.
Il me semble que dans un domaine aussi concret que celui-là, nous gagnerions à mettre en évidence dans le Plan d'action une politique à long terme, à dix ans ou à quinze ans, pour le logement.
Puis, je voudrais prendre un troisième domaine qui est celui de la fiscalité, juste pour m'étonner que dans le Plan d'action qui nous est proposé, je n'ai pas remarqué que nous voulions diminuer la part des recettes de l'Etat qui proviennent des impôts indirects, qui sont les impôts les plus injustes puisque chacun, quel que soit son revenu, les acquitte de façon égale. Nous devons accroître la part des revenus qui provient des recettes fiscales directes, de l'impôt sur le revenu qui est un impôt progressif.
On critique beaucoup les pays européens voisins, comme par exemple l'Allemagne, mais sur ce pont précis l'Allemagne a beau être un affreux pays capitaliste comme le diraient certains ici, ils sont en avance sur nous dans ce domaine !
Le quatrième point que nous devrions développer, c'est l'Europe. Là-dessus je passerai brièvement car un de nos meilleurs camarades, qui a signé la même motion qu'André Chandernagor et moi-même, développera ce thème tout à l'heure. Je voudrais simplement dire deux choses.
La première, c'est que nous n'avons pas le choix entre le Socialisme en France, et l'Europe, car l'Europe existe à l'heure actuelle, que nous le voulions ou non, et il y a un pouvoir économique qui existe à l'échelle de l'Europe en vertu des accords qui sont passés entre les entreprises, les décisions d'investissement qui sont prises au niveau européen et qui ne sont plus prises au niveau national.
Si nous ne nous engageons pas dans une politique européenne, le résultat c'est qu'il existera un pouvoir économique européen aux mains des grandes affaires qui existent déjà et qu'il n'existera pas un pouvoir politique populaire capable de contrôler ce pouvoir économique qui, lui, existe déjà.
Là, je rejoindrai absolument mon ami et camarade André Chandernagor pour dire que nous devons dire le mot de supranationalité.
Je voudrais donner une seconde raison, c'est que le Parti Socialiste dans notre pays, est relativement faible comparé à la place qu'occupent les partis Socialistes dans quelques pays voisins comme, par exemple, l'Allemagne, la Hollande, voire l'Angleterre.
Les Socialistes - que je suis, que nous sommes tous - ont tout à gagner d'avoir une conjonction d'action de tous les Socialistes au niveau de l'Europe, en commençant par le marché commun. Il est évident que le poids des Socialistes est plus important au niveau de l'Europe et des six pays du marché commun, qu'il ne l'est dans notre pays.
Alors certains me diront, bien sûr, que les allemands, les suédois, les anglais, ne

sont pas de vrais Socialistes. Je laisserai le cas de Harold Wilson de côté, mais je m'excuserai de polémiquer pour quelques secondes, car Harold Wilson, avant d'être au pouvoir, était catalogué dans le travaillisme anglais comme un gauchiste. Il a même démissionné en 1951 du gouvernement travailliste, parce qu'il le jugeait trop social-démocrate.
Je prendrai l'exemple de la Suède. Là, j'ai une citation de Rocard qui dit :"Moi qui, au contraire, doutait du Socialisme à la suédoise, je commence à me demander si effectivement les suédois ne sont pas restés d'authentiques Socialistes" ! Si Rocard, qui veut tout le temps se situer à notre gauche, dit cela, je pense que nous pouvons juger que les suédois sont d'authentiques Socialistes.
Pour en arriver à ma conclusion, je dirai que sur l'option de l'Europe, nous devons nous prononcer nettement. Nous devons choisir quelques thèmes à mettre en évidence pour attirer à nous l'opinion publique et que notre attitude générale - et là je m'excuse de prendre une comparaison que j'ai déjà prise un jour au Comité directeur, je m'excuse auprès de ceux qui l'ont entendue déjà - mais nous sommes des Socialistes et nous avons tous la même finalité. Le désaccord entre certains d'entre nous, c'est que nous pensons que le Socialisme ne peut pas s'instaurer du jour au lendemain dans notre pays et qu'il ne peut s'instaurer que par étapes.
Pour donner une réponse au problème de la participation, nous pensons que si le Socialisme est à Nice, puisque le Socialisme est, par essence, ensoleillé, nous pourrions, par exemple, franchir avec des hommes qui ne sont peut-être pas des Socialistes pour ce qui est de la finalité, mais qui veulent faire un bout de chemin avec nous, mettons jusqu'à Avignon, nous pourrions, avec des hommes qui veulent également instaurer les réformes dans notre pays, faire un bout de chemin vers le Socialisme. Et, mon dieu ! Quand on aura pris l'habitude de voyager ensemble jusqu'à Avignon, ça ne sera plus tellement difficile d'aller jusqu'au bout du chemin ensemble également.
(Applaudissements - Protestations)
Ma conclusion, ça sera pour dire que nous ne devons pas avoir une attitude abstraite, nous ne devons pas remettre à plus tard, à l'an 2025 ou à l'an 2030 le Socialisme et les solutions Socialistes que nous voulons proposer. Nous ne devons pas faire comme cet humoriste anglais qui disait que lui ne remettait jamais à demain ce qu'il pouvait remettre à après- demain, nous disons que nous ne devons pas remettre à demain ce que nous devons faire aujourd'hui, c'est-à-dire proposer des étapes concrètes vers le Socialisme.
C'est pour cela que nous sommes des réformistes, c'est pour cela qu'ayant la même finalité que chacun d'entre nous ici, nous vous proposons l'alliance Socialiste par étapes et de faire de ce Plan d'Action un document qui puisse être à la fois concret dans son expression, progressif dans son application, pour attirer à nous les

françaises et les français que nous voulons attirer vers les solutions Socialistes. (Applaudissements - Protestations)

Le président - La parole est à Taddéi pour vingt minutes.

Dominique Taddéi

Camarades, mon intervention a principalement pour but de tenter d'éclairer le débat sur quelques points. Je voudrais tout d'abord dire que mon intervention pourra être plus courte car après avoir entendu ce matin l'intervention de Jean-Jacques Piette, je vous demande de prendre en considération les points qu'il a soulevés, qui ont justifié le dépôt de sa motion qui s'intitule, sauf erreur de ma part : "Socialisme sans équivoque", et qui effectivement, je crois, apporte une contribution positive dont notre Parti et dont la Commission centrale du Plan d'action Socialiste avaient le plus besoin.

Ceci étant, camarades, nous avons entendu depuis ce matin - et c'est normal, c'est le travail d'un congrès -un certain nombre de critiques qui ont pu être formulées à l'égard de la Commission centrale. Comme j'ai participé à ses travaux en compagnie de Denis Cépède, vous voudrez bien me permettre de donner quelques précisions qui pourront peut-être, du moins je l'espère, abréger quelques interventions ultérieures.

Je voudrais vous donner quelques éclaircissements sur certains points qui ne sont pas dans le projet de Plan d'Action Socialiste qui vous est soumis et puis peut-être donner quelques éclaircissements, ensuite, sur certains points qui, au contraire, s'y trouvent.

Pour ce qui n'y est pas, tout d'abord, qu'Eric Hinterman me permette de m'étonner de son étonnement sur certains points qu'il a soulevés, qui sont des points intéressants, mais, nous disait-il, qui auraient dû se trouver dans le Plan d'action Socialiste. Allons, camarades ! Soyons sérieux ï un certain nombre de modalités fiscales, un certain nombre de propositions législatives ou réglementaires qu'il a pu soulever, sont effectivement très importantes, mais c'est effectivement du domaine d'un programme de gouvernement ou d'un programme du moins d'opposition parlementaire et je comprends que par fonction Eric Hartmann les ait soulevés, mais ça n'a rien à voir dans un Plan d'Action Socialiste.

Je me permettrai d'apporter ma modeste contribution aux manques qu'il a pu relever en lui disant qu'il y a un certain nombre de problèmes de voirie locale qui sont du plus haut intérêt, mais qui ne se trouvent pas dans le Plan d'action Socialiste.

(Applaudissements)

Alors, je voudrais dire simplement qu'il faut que nous évitions de confondre les genres, nous parlons des problèmes du Plan d'action Socialiste, de quelque chose,

d'un texte qui a pour but d'être à mi-chemin, imbriqué entre nos textes de doctrine et nos textes de programmes qui, à la vérité ne doit pas être confondu ni avec les uns, ni avec les autres.
On nous a parlé aussi des problèmes municipaux et des problèmes régionaux, mais camarades, ces problèmes sont d'une telle importance qu'ils ne se trouvent pas dans le Plan d'action Socialiste pour la simple raison que c'est dans les instances nationales aussi démocratiques que d'habitude, que nous en débattrons au mois d'octobre. C'est un problème important, il ne faut pas en débattre aujourd'hui, ne mélangeons pas les genres, là encore !
D'autres interventions - et là j'avoue que la distinction est peut-être plus subtile et peut être contestée et est contestable - nous ont fait observer que nous ne parlions pas des problèmes constitutionnels, que nous ne choisissions pas entre un régime présidentiel et le régime parlementaire, entre le régime actuel et un autre régime du passé ou du futur, et que nous ne choisissions pas non plus en matière de loi électorale en particulier, sur la grave question de la représentation proportionnelle.
Camarades, cela est vrai, et là je dirai qu'à la Commission centrale du Plan d'action Socialiste, on s'est aperçu, dès nos premières réunions que si nous soumettions devant votre instance ces problèmes, et bien il n'aurait plus été question que de cela, cela aurait polarisé l'attention de tous les camarades, et enfin de compte, nous n'aurions pas débattu de tous les autres problèmes de fond qui se posent.
C'est pourquoi nous avons pensé qu'il faudrait que ça soit une instance ultérieure du Parti qui pose ces questions très clairement, en évitant de les poser aujourd'hui, parce que la qualité même des interventions le montre, on a suffisamment à faire comme cela et on ne peut pas tout traiter en un seul Congrès, fut-il extraordinaire.
Après avoir rappelé, en essayant de la justifier, la position de la Commission Centrale, sur un certain nombre de points qui ne se trouvent pas dans notre document, vous me permettrez d'essayer de répondre à certaines critiques, ou objections, sur ce qui, au contraire s'y trouve.
Car enfin, à bien entendre les deux derniers intervenants, j'ai cru comprendre qu'il y avait dans notre texte, celui qui vous était soumis, à la fois du dogmatisme, de l'aventurisme, pas moins, à la fois les mirages de l'abstraction et en même temps les pièges du verbalisme.
Bien sûr, il n'y a pas ici de secret, nous sommes en train de débattre, et je vous demande de vous en souvenir - d'un débat sur la prise en considération du texte central, et il faut que les choses soient claires. Je veux bien qu'André Chandernagor nous dise qu'il préfère le texte de Quilliot au texte présenté antérieurement par Cépède, et nous pouvons d'autant plus le dire que Cépède avait préparé ce texte pour faciliter la tâche ensuite à Quilliot. C'était bien entendu d'accord ; tout le monde le sait, tout le monde est d'accord pour qu'il n'y ait pas de procès d'intention ici.

(Applaudissements)
Camarades, les choses sont simples, claires, ne trichons pas. Nous savons depuis un an qu'il y aura un Plan d'action Socialiste. Alors, depuis un an, nous savons ce que la Commission autour de Denis Cépède préparait comme orientation générale, et nous croyons savoir ce que d'autres camarades de la tendance, j'ai le regret de l'appeler par son nom, démocrate-Socialiste pouvait préparer. Ils avaient un an pour préparer un texte. Ils l'ont préparé, et nous pouvons juger sur pièce d'un texte et de l'autre. Ne trichons pas, les choses sont claires, c'est du moins ce que je voudrais vous expliquer maintenant.
Cette motion s'intitule "motion pour un Plan d'action Socialiste-démocratique". Je ne voudrais pas insister sur la faute de français que constitue le "Socialiste-démocratique", mais en fait cette faute de français est révélatrice de la confusion qu'il y a sur le fond, entre le Socialisme qui est par essence et par définition démocratique, et le fait de rajouter "démocratique" après, surtout après un trait d'union. Mais, passons sur ce problème.
Dans le fond, que nous propose ce texte ? Il nous propose une dimension, il nous propose un objectif, il nous propose un moyen. La dimension, c'est l'Europe. Mais alors, camarades, sur l'Europe, les choses sont très faciles. On vous a même proposé, dans le texte préparatoire, trois thèses ; chacun peut s'y reconnaître, et ceux qui, éventuellement, étaient partisans d'une quatrième thèse ou qui n'étaient pas très satisfaits du libellé d'une des trois premières, pouvaient participer aux travaux de la Commission centrale, et on les a invités à formuler leurs propres thèses. Tout le monde a toujours pu le faire.
En fait, quel est le sens de cette motion ?
On nous explique, quoi qu'on en dise, qu'à un moment donné, Socialisme et Europe ne sont pas compatibles. On peut prendre le problème comme on veut, mais on nous dit qu'en attendant, on préfère Europe à Socialisme. C'est possible ; c'est un choix ; on peut le faire devant le Congrès ; il a le mérite d'être clair, mais là encore, ne trichons pas, disons-le clairement, cela rendra service aux camarades, cela leur permettra de faire un choix vraiment démocratique.
(Applaudissements)
En second lieu, on nous propose un objectif, et cet objectif est d'arriver à promouvoir un homme libre et responsable. Alors, camarades, soyons sérieux ! Avez-vous déjà rencontré, dans le Parti, quelqu'un qui ne soit pas pour la libération de l'homme et qui ne soit pas pour sa prise de responsabilité ?
Comment voulez-vous que l'on Compte là-dessus ?
(Applaudissements)
Je dirai même, et on me pardonnera puisque ce matin tout le monde a reconnu les qualités littéraires - et on n'en doutait plus - de notre camarade Quilliot qui, en matière d'humanisme a quand même, avec, par, à travers et après Camus, montré

ce qu'il était capable d'écrire, que le texte proposé par Roger Quilliot, sur ce point de la libération et de la responsabilité, a, du point de vue littéraire et du point de vue de fond, une autre "gueule" malgré tout.
Enfin, on nous propose un moyen, et ce moyen c'est la croissance économique maîtrisée. Alors, je ne vaux pas me livrer à quelque cuistrerie d'économiste, je pourrais le faire, mais je ne souhaite pas le faire, car enfin, c'est le problème politique qui nous intéresse aujourd'hui.
Avez-vous déjà rencontré, cette fois-ci non plus au sein du Parti mais en général, quelqu'un qui ne soit pas pour la croissance économique ? Promenez-vous, discutez avec les fascistes, les gauchistes, les communistes, les gaullistes, les centristes qui disent leur nom ou qui ne le disent pas;, et tous les camarades du Parti, et avez-vous déjà rencontré quelqu'un qui ne soit pas pour la croissance économique ?
Qu'est-ce que cela veut dire être pour la croissance économique, et d'où sort ce vocabulaire lorsqu'on ajoute "maîtrisée" ? On nous accuse de prendre le vocabulaire du Parti Communiste ! Mais ce terme de croissance économique maîtrisée où il naît, si ce n'est dans les antichambres des Conseil d'administration et du ministère des finances ?
Parlons clair !
(Vifs applaudissements)
On nous ajoute que cette croissance économique doit être maîtrisée. Alors, si c'est possible - je crois que le président ne m'y autorisera pas - mais je propose un référendum immédiat, pour savoir qui est- ce qui est contre une croissance économique maîtrisée. Qui est contre ? Vous en avez déjà rencontré ? Moi pas !
Alors, il s'agit de contribuer à ce genre de verbalisme, à ce genre d'abstraction car la croissance en tant que concept c'est une abstraction, aussi, il ne faudrait pas l'oublier !
Je propose éventuellement, si vous deviez accepter ce texte, un amendement, c'est de dire que nos sommes pour la croissance économique maîtrisée, la plus rapide possible même, et nous sommes tous d'accord.
Ceci étant, on nous a dit que nous partions dans le verbalisme et que nous employions un langage qui était celui du Parti Communiste, et ceci pour faire plaisir à Georges Marchais.
Je dois dire qu'en général, j'évite les arguments au-dessous de la ceinture, mais à partir du moment où on les emploie, je demande à qui fait plaisir le texte qui nous est proposé ? Fait-il plaisir à M. Abelin ? Fait-il plaisir à M. Pisani ?… (Vifs applaudissements)... à M. Chaban-Delmas ?À la General Motors ou à la CIA ? (Très vifs applaudissements)
Alors, camarades, voyez-vous, ce qu'il manque à ce texte, et je vais m'en expliquer dans un instant, c'est un maître à penser. J'en avais un à leur proposer, ils auraient

pu me consulter, s'ils étaient venus à la Commission centrale du Plan d'action Socialiste, c'est Eugène Ionesco, ils me font tellement penser à ces docteurs de l'Impromptu de l'Aima qui répètent en cadence : démystifions, démystifions pour mieux remystifier !
Car en fait, que faites-vous ? Que faites-vous ? Vous prétendez démystifier, vous prétendez être conformes aux principes et méthodes de l'Action Socialiste depuis le début du siècle ? Mais ces principes et ces méthodes de l'Action Socialiste depuis le début du siècle, tels que Jaurès et Léon Blum nous les ont enseignés, qu'est-ce qu'ils nous indiquent ? C'est que notre dimension - et je reprends votre trilogie, qui est commode du point de vue de l'exposition, - notre dimension à nous, Socialistes, c'est le monde des exploités. Notre objectif, qu'est-ce que c'est ? Et bien oui, c'est une société révolutionnaire parce que radicalement différente. Et enfin, notre moyen, que cela vous plaise ou non, ou plus exactement nos moyens c'est la lutte de classe et c'est la révolution.
(Très vifs applaudissements)
Et, modernes docteurs de Ionesco, c'est cela que vous prétendez, en fait, démystifier et que vous nous proposez, après vos mystifications que vous appelez économie, croissance et maîtrise ? Je vous propose toutes les tables rondes que vous voudrez sur ce sujet, s'il s'agit de parler de techniques, et de problèmes concrets nous les ferons à d'autres heures, mais ce n'est pas pour cela que les camarades sont venus aujourd'hui.
En fait, vous nous avez dit, ce matin, que nous étions des traditionalistes. Et bien oui, face aux avatars du néo-Socialisme que vous représentez, nous sommes des traditionalistes, nous sommes même des paléo-Socialistes, ça ne nous gêne pas de le dire... (applaudissements)… Paléo-Socialistes, si cela veut dire la lutte de classe. Oui, oui, nous le sommes, nous n'avons pas peur ! Paléo-Socialistes, si ça veut dire action de masse, oui, nous le sommes, nous n'avons pas peur de le dire ! Paléo-Socialistes, ça veut dire révolutionnaires ? Oui, nous le sommes, nous n'avons pas peur de le dire, c'est-à-dire, finalement, Socialistes tout court ; tenez-en compte !
(Très vifs applaudissements très prolongés)

Le président (André Cellard) - Camarades, je remercie Taddéi, non seulement de la qualité de son intervention, mais d'avoir gagné 5 minutes sur le temps qu'il avait annoncé. (Applaudissements)
Comme Denis Linton n'est pas là, je donne la parole à Henri Serge avec un quart d'heure.
Je demande ensuite à Max Le jeune, de la Somme, de se préparer.

Henri Serge

Mes chers camarades, je voudrais vous présenter rapidement une motion qui a été adoptée par la fédération Hauts-de-Seine, et qui vient d'être déposée sur le bureau du Congrès.

Cette motion, par delà la fédération des Hauts-de-Seine qui la présente, cherche à exprimer un courant plus général, qui essaye de faire de ce Congrès l'amorce d'un débat d'idées politiques, débat propre à déterminer les voies de notre action Socialiste, si bien que, je suis content de l'analyse qui vient d'être faite par l'orateur qui m'a précédé, car après la passion, à laquelle je souscris, je voudrais essayer d'apporter, dans la même voie, un élément plus rationnel, plus raisonnable, mais oui, en réalité, justifie le même combat et le même espoir Socialiste.

Dans ces conditions, vous comprendrez, chers camarades, qu'il s'agit moins de critiquer le document de travail qui nous a été remis, et sur lequel nous avons travaillé, que - comme ce document de travail nous y a d'ailleurs lui-même invités - de chercher à le compléter, à l'intégrer dans une analyse explicative, à le situer en quelque sorte dans une idéologie qui, dans son état actuel, lui fait quelque peu défaut, je le dis franchement.

Le plan que nous adopterons demain soir sera ce qu'il sera, mais nul doute qu'il ne faudra le prolonger, le faire vivre, l'animer, par notre réflexion constante et par notre combat militant de tous les jours.

Le document qui va être versé aux commissions, sur lequel vous pourrez peut-être procéder à une analyse, et qui a pour ambition de compléter et de prolonger le document de travail, sera, si vous le permettez, très brièvement analysé maintenant.

Nous avons pensé, en procédant à cette analyse, qu'il était impossible de procéder à une étude sérieuse de ce que pourraient être les voies d'avenir, les perspectives de l'action Socialiste dans notre pays, sans savoir exactement dans quel milieu nous nous trouvions.

Ce milieu résulte de trois influences qui nous déterminent ; que nous le sachions ou que nous ne le sachions pas, nous les ressentons.

Il y a d'abord le fait que le capitalisme auquel nous sommes confrontés n'est plus le même que celui que nous avions l'habitude d'analyser.

Il y a, d'autre part, le fait que nous devons intégrer les leçons de l'expérience des pays Communistes.

Il y a, enfin, camarades, le fait que nous devons admettre que, jusqu'à présent, l'opposition Socialiste dans les pays occidentaux a posé des problèmes qu'il nous faut regarder en face.

Première expérience que nous devons considérer : le capitalisme avancé auquel nous sommes confrontés n'est plus le capitalisme que nous avions l'habitude d'analyser.

Les classes dirigeantes utilisent conjointement la grande entreprise productive et les

pouvoirs de l'Etat pour mettre en condition et orienter la vie sociale et économique.
Quel est le rôle de la grande entreprise, que l'on qualifie d'entreprise productive par opposition à la petite entreprise artisanale ?
Elle a une double fonction :
Elle a une fonction de production, d'abord, et cette fonction de production est exercée actuellement sans partage par les classes dirigeantes. Le pouvoir économique, qui est devenu de nos jours déterminant par rapport au pouvoir politique, échappe actuellement entièrement aux mains de la classe ouvrière.
Mais, l'entreprise productive n'a pas qu'une fonction de production, elle a aussi une fonction de domination sociale. L'entreprise, aujourd'hui, remplace les formes de domination périmées, que le combat Socialiste a pu éliminer progressivement. Actuellement, l'entreprise exerce son conditionnement sur l'ensemble des citoyens et de la société par la détermination des modes de consommation, la détermination des habitudes sociales, la détermination de l'ensemble de ce qui fait nos conditions d'existence.
Deuxième élément fondamental de ce capitalisme auquel nous nous trouvons confrontés, c'est que le rôle de l'Etat a été progressivement intégré par le capitalisme.
Il y a encore quelques années, l'économie politique libérale avait l'habitude d'opposer l'action de l'Etat, qui devait être une action de type Socialiste, à l'économie libérale, qui, elle, devait se dérouler sans intervention de l'Etat. Mais les choses ont changé, maintenant elles se passent autrement. Le pouvoir capitaliste sait utiliser les ressorts de l'Etat comme transmission de son pouvoir économique et politique, il ne craint plus l'action de l'Etat, il ne craint plus même, dans une large mesure, les nationalisations, il ne craint plus l'action de l'Etat. Il a intégré l'ensemble de ses données, et son pouvoir en est conforté.
Ceci, nous devons l'analyser, de façon à ordonner notre action autour de cette analyse.
Quelles sont les conséquences ?
Et bien, les conséquences, c'est qu'il n'est pas question, comme l'a dit mon prédécesseur, de remettre en cause effectivement la croissance et le niveau de vie qui ont été obtenus dans les pays capitaliste mais il faut dénoncer le fait que cette croissance laisse subsister un certain nombre d'irrationalités économiques fondamentales, et qu'à terme elle est incapable finalement d'exprimer les possibilités réelles du pays.
Il faut dire, d'autre part, qu'en face du niveau de vie croissant de la moyenne, peut-être, de la population, les disparités de niveau de vie, les laissés pour compte de l'expansion, ne cessent de s'accroître, et les inégalités sociales qui en résultent sont de plus en plus insupportables !
(Quelques applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Il faut enfin dire que la société de consommation qui nous est proposée comme seul modèle économique nous donne, apparemment, un certain nombre de besoins matériels satisfaits, mais qu'au-delà de la satisfaction de ces besoins matériels, aucun des autres besoins qui font d'un homme un homme, besoins culturel besoins sociaux, besoins de chaleur humain besoin d'épanouissement, n'est satisfait.
Deuxième expérience qu'il nous faut intégrer, c'est l'expérience Communiste.
Les pays Communistes, il faut bien l'observer, pendant un certain nombre d'années ont suscité de la part des Socialistes démocrates que nous sommes la réaction que je résume de la façon suivante :
Face à la reconnaissance du fait qu'un certain nombre de progrès économiques et sociaux étaient obtenus, nous dénoncions le poids de la dictature politique qui avait été nécessaire pour obtenir ces progrès.
Je dirai que, dans une certaine mesure, maintenant, les propositions sont retournées, en ceci que la réflexion Socialiste admet de plus en plus que le Communisme à visage humain, en dépit des grandes difficultés que nous connaissons tous, et que d'autres, comme moi, pourront dénoncer, sans doute mieux, tond à apparaître progressivement, et que de toute façon il nous faut espérer qu'il finira par triompher, mais qu'à l'inverse les succès du modèle économique de l'Union soviétique comment à être controversés. Ce qui veut dire que, pour nous, quand nous analysons l'expérience communiste, la collectivisation, telle qu'elle est pratiquée en Union soviétique, n'apparaît pas nécessairement comme la seule formule de remise à l'Etat des biens de production. La bureaucratie, la monopolisation croissante de l'économie - toutes choses qui ont été associées dans l'esprit de l'opinion publique à l'idée de Socialisme - toutes ces choses doivent être remises en cause.
Ensuite, nous constatons que dans l'expérience communiste les inégalités sociales réapparaissent, différentes sans doute de celles qui existent dans le monde capitaliste, du fait de l'absence quasi totale de participation des masses au pouvoir politique comme au pouvoir économique dans la vie du pays.
Enfin, troisième enseignement des expériences communistes, nous constatons que la contrainte politique n'est plus seulement un crime, mais qu'elle devient de plus en plus, dans le domaine économique, dans le domaine politique, dans le domaine social, une absurdité, une incapacité de faire progresser la société.
Troisième expérience que nous devons intégrer et regarder en face, camarades, c'est l'expérience de notre propre position Socialiste démocrate face au pouvoir capitaliste moderne auquel nous sommes confrontés.
Là encore, trois enseignements doivent être tirés :
D'abord, il nous faut revenir définitivement sur les divisions de la gauche, car il y a une réalité sur laquelle chacun d'entre nous doit s'interroger, c'est que, quel que soit le minimum de contenu Socialiste que nous voulons apporter au renouveau de

la société - et même celui que défend Chandernagor - ce minimum de contenu Socialiste ne sera pas obtenu avec des forces qui participent objectivement à la vie du capitalisme.
(Applaudissements)
Ensuite, il nous faut définir les conditions de l'arrivée, puis de l'exercice du pouvoir politique.
Sans exclure éventuellement - s'il y a effectivement un délabrement du corps politique tel que le pouvoir politique soit à prendre - une action non démocratique qui ne s'exercerait pas par le bulletin de vote, nous estimons que, dans l'état actuel, il n'est pas raisonnable de penser que nous puissions arriver au pouvoir autrement que par l'adhésion raisonnée de la majorité de la population.
En troisième lieu, camarades, il nous faut réorganiser nos Partis de gauche, il nous faut dépasser les oppositions de l'époque stalinienne et cela nous devons le dire à nous autres, sociaux démocrates| mais nous devons le dire aussi à nos camarades Communistes ; eux aussi doivent dépasser les oppositions de l'époque stalinienne.
Puis il nous faut trouver dans nos formations des modes de combat et d'expression qui soient adaptés aux données du monde moderne, et qui ne donnent pas trop souvent l'impression de rabâcher des modes de combat et d'expression qui étaient valables jadis, mais qui ne le sont peut-être plus maintenant.
Dans ces conditions, et je voudrais terminer là-dessus rapidement, camarades, quels sont les moyens de notre action Socialiste ?
Il y en a trois, peut-être :
d'abord les moyens économiques,
ensuite les moyens politiques,
enfin les moyens idéologiques.
Au niveau de ce qu'il faut bien appeler un modèle économique Socialiste, je crois qu'il faut mettre en place deux idées fondamentales :
La première idée, c'est que les structures économiques que nous mettrons en place, structures qui vraisemblablement, qu'on le veuille ou non, si nous voulons faire du Socialisme, devront privilégier l'idée que le pouvoir politique capitaliste s'appuie sur l'appropriation des biens de production, appropriation qu'il faudra progressivement éliminer, ces structures devront être efficaces. Il n'est pas concevable que les structures Socialistes d'avenir ne soient pas capables de faire face au défi d'efficacité des structures capitalistes…

Le président - Il faut conclure, camarade ! Il te reste une minute.

Henri Serge - La deuxième idée, c'est que nous devons avoir des structures qui ne soient pas des structures de monopole, c'est-à-dire des structures dans lesquelles le pouvoir, qu'il soit économique ou qu'il soit politique, ne puisse être concentré dans

les mains d'une seule entreprise, d'un seul homme, ou d'un seul Parti.
Au niveau du modèle politique, camarades, dans les trente secondes que le président m'accorde, je voudrais simplement rappeler que la démocratie politique que nous connaissons doit, certes, être maintenue, mais que, par delà cette démocratie politique, les voies du Socialisme ne seront définitivement assurées que si nous arrivons, lorsque nous aurons le pouvoir, à faire entrer dans les moeurs la démocratie dans le travail, qui est la base fondamentale de l'adhésion des masses à un Gouvernement Socialiste, et la démocratie dans le travail, ce n'est pas un vain mot, c'est une réalité bien facile à comprendre, c'est l'association aux décisions, c'est l'association aux informations, c'est l'association, d'une façon générale, à tout ce qui fait l'environnement de l'homme 24 heures sur 24, pratiquement, à savoir son travail dans son entreprise.
Au delà de ce modèle économique et de ce modèle politique que le Socialisme doit définir, il nous est indispensable camarades, de réfléchir sur ce qu'est notre philosophie, sur ce qu'est notre idéologie. Je ne veux pas n'appesantir là-dessus, le temps nous est compté.
Un certain nombre d'éléments d'informations vous seront livrés dans le document qui sera diffusé dans les Commissions, mais cette réflexion idéologique et philosophique, est indispensable à un parti de gauche ; le capitalisme, qui gère le matérialisme beaucoup mieux que la gauche, n'a pas besoin d'idéologie ; nous nous avons besoin d'idéologie, d'une philosophie, car notre combat n'est pas simplement un combat au jour le jour, mais notre combat est un combat de l'homme pour l'homme, pour développer sa place dans la nature et pour faire qu'il ne soit plus une force asservie, mais une force maîtresse d'elle-même.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Max Lejeune.

Max Lejeune

Camarades, je n'ai pas l'intention, cet après-midi, de défendre ni un Pisani, ni un Abelin, ni un Chaban-Delmas, ni ceux qui défendent la nouvelle société. Mais je tiens à exprimer pourquoi la majorité de la fédération Socialiste de la Somme, par trois cinquièmes de ses mandats a apporté son appui à la motion pour un Plan d'action Socialiste démocratique.
"Socialisme-démocratique" n'est pas un pléonasme. Ce n'est pas de notre faute si, depuis longtemps déjà, nous avons laissé le mot Socialisme devenir la propriété de ceux qui l'ont piétiné, qui en ont piétiné l'idée partout où ils ont été les maîtres du pouvoir !
(Applaudissements)
Il n'y a pas de Socialisme sans liberté, il n'y a pas de Socialisme sans libertés

publiques, pas de Socialisme sans liberté s personnelles. Et vous comprenez bien que, l'année même où, à Prague, on est en train de balayer les dernières fleurs du Printemps 1969, vous comprendrez fort bien que nous soyons obligés nous, de rappeler ces différences fondamentales.
Donc, l'action Socialiste démocratique… Oui. En effet, nous sommes amenés à discuter dans des conditions particulières. Quand nous avons souscrit, nous avons accepté - je ne l'ai pas voté d'ailleurs - les principes du Parti Socialiste nouveau, quand nous avons accepté son programme d'action immédiat, on nous a dit : cela ne suffira pas, il faut définir un plan d'action à moyen terme, pour préciser quelles seront les voies de passage de la société présente à la société Socialiste.
Et dimanche dernier, dans mon Congrès fédéral, on m'a longuement expliqué qu'il est nécessaire de prévoir dans le plan à moyen et long terme, pendant dix ou quinze années. Je veux bien. On en reparlera aujourd'hui, et avant dix ans encore.
Mais nous aurons été amenés à discuter sur un document très lourd, très compact, avec certains paragraphes totalement incompréhensibles, et d'autres où l'on disait que l'on réglerait les problèmes par des moyens appropriés.
Cela m'a fait songer à ma jeunesse étudiante, quand au quartier latin, Ferdinand Lopp trouvait toujours la solution des problèmes "par l'application de moyens appropriés…"
Aujourd'hui, le texte est meilleur. Quilliot l'a mis en forme, il l'a même modifié. Il semble que l'impact de la motion "Démocratie Socialiste" a été suffisamment fort pour tout de même qu'on modifie quelque peu le contenu du Plan d'action tel qu'il avait été présenté. C'est lisible, c'est même élégant dans la forme… Nous nous en réjouissions, car la première qualité d'un document Socialiste doit être à mon sens, de ne pas être rébarbatif, et de ne pas prendre l'allure d'un catéchisme.
Mais vous me permettrez de vous dire aujourd'hui que nous restons, malgré tout - je n'ose pas utiliser le mot "par expérience" parce que cela me ferait apparaître bien vieilli, ou blanchi comme on m'a dit... mais nous avons tout de même, au cours des années précédentes, vécu des expériences et nous sommes attachés, parce que Socialistes, à tout ce qui a un aspect concret, un aspect possible et qui s'éloigne un petit peu du verbalisme révolutionnaire que nous avons si souvent entendu, et des formules abstraites qui cachent, qui camouflent une incapacité d'action.
Et c'est pourquoi nous défendons le texte, tel qu'il nous a été présenté par Chandernagor, dans l'attention générale, puis par Inkerman dans une espèce de conjuration de brouhaha… mais en tout cas, ce que je veux dire c'est qu'aujourd'hui, vous qui êtes ici pleins d'une ferveur révolutionnaire, nous vous aimons dans votre ferveur révolutionnaire, nous avons eu 20 ans, 25 ans, nous avons été Socialistes et révolutionnaires à l'époque où il y avait servitude pour le monde rural, à l'époque où les marchands de canons étaient rois… (applaudissements - brouhaha)… nous avons été tout cela et nous vous aimons dans

votre ferveur. Nous vous aimons dans votre spontanéité, dans votre dynamisme.
Nous avons, depuis, voté les lois sociales de 1936.
Nous avons vote toutes les lois sociales de la 3ème et de la 4ème République.
(Applaudissements)

Dans la Salle - Et l'avenir ?...

Max Lejeune - Nous avons le droit de vous dire que les conditions de la lutte économique et sociale ne se présentent pas aujourd'hui comme elles se présentaient hier.
La "lutte des classes", quand on lance la formule dans ce préau de gymnastique, elle n'a pas le même contenu que celui qu'elle avait il y a 35 ans. La lutte des classes, il y a 35 ans, était rude, elle était brutale, elle était pour l'ouvrier Socialiste la porte de son usine, allant traîner sa besace d'entreprise en entreprise.
Depuis, nous avons connu également la transfiguration de la lutte des classes. Classe ouvrière, qui est devenue de plus en plus réduite, monde paysan, de plus en plus réduit, monde des cadres, des classes moyennes, de plus en plus élargi. Ne vous y trompez pas ! Il vous faudra tout de même apporter quelques modifications doctrinales à vos poncifs de réunions publiques ou de Congrès ! Il y aura une réalité à percer davantage, une analyse à faire.
La revendication des cadres, elle existe aujourd'hui de plus en plus pesante, alors qu'on a l'impression que le monde de la jeunesse s'endort assez facilement dans la recherche d'un réformisme quotidien.
(Protestations)
Vous aviez, pour les élections en Angleterre hier, plus de 2 millions de voix nouvelles, et vous avez été étonnés de constater que le pendule électoral n'est pas allé dans le sens que vous désiriez.
Mais peut-être faudra-t-il vous demander si l'ensemble de la jeunesse aujourd'hui n'est pas plus modeste dans ses revendications que ne l'était la jeunesse ouvrière il y a 30 ans.
(Applaudissements)
Toutes sortes de problèmes sont à trancher. Je les indique : je n'ai pas à refaire le discours qu'a fait excellemment Chandernagor, ni l'analyse qu'a faite Inkerman. Mais ce que je veux dire très simplement, c'est que vous ne pourrez pas faire le Socialisme dans un seul pays. Le Socialisme doit savoir qu'on ne peut pas le réaliser dans un seul pays.
Le réaliser dans notre seule France hexagonale aujourd'hui, ce serait mettre la France en autarcie, avec un niveau de vie diminué, des difficultés économiques accrues et comme seule possibilité, celle de tendre la main au monde soviétique, au-delà de l'Europe centrale, pour essayer de s'intégrer dans un ensemble plus

vaste. Ce serait l'intégration, économique au monde soviétique, qui se traduirait immanquablement par la mise en sommeil de nos libertés publiques et de notre liberté personnelle.
Et alors, à partir du moment où vous dites aux Socialistes : il faut quitter le cadre national trop étroit et s'engager dans l'Europe, qu'on le veuille ou non, même si l'on a à un moment donné espéré autre chose, il faut aller dans l'Europe du Marché commun, au delà de l'union douanière, à l'union économique, à l'Europe sociale, à l'Europe politique et définir un plan économique européen.
Voilà la réalité d'aujourd'hui, et nous sommes obligés de vous le rappeler, parce que, pour nous, un plan économique européen ne peut être adopté que par une fédération des partis Socialistes européens, avec un programme réalisme commun.
Ce n'est pas nouveau, diront certains d'entre nous, nous l'avons déjà dit dans des instances Socialistes… En effet, je rappelle qu'en novembre 1962, il y a eu une déclaration des partis Socialistes européens ; que disait-elle ?…
Elle disait : "Les partis Socialistes de l'Europe en voie d'unification se rassemblent en une unité puissante, pour réaliser un gouvernement européen sur les bases de la liberté de pensée, de la justice, de la solidarité, de la réalisation progressive des Etats-Unis de l'Europe, sur la base de la démocratie."
Sur la base de la démocratie, de la justice sociale on ne peut que favoriser en même temps le développement du Socialisme. Tout le monde est d'accord ?

Dans la salle - Non !

Max Lejeune - Non ?... En tout cas, nous nous sommes d'accords. Nous sommes d'accords, et nous pensons que c'est la seule voie à suivre, la seule voie qui nous amènera quoi ?
Et bien, c'est celle qui nous amène à accorder notre rythme, à accorder nos violons avec les autres partis Socialistes de l'Europe, avec le Parti social démocrate allemand, avec le parti Socialiste belge, avec le parti Socialiste italien.
Les dernières élections ont montré que ce n'était pas celui qui se targuait le plus de révolution, qui avait obtenu les meilleurs résultats électoraux. Il en est de même avec le Parti travailliste anglais, même si le scrutin d'hier lui a été défavorable.
Socialisme européen avec qui ? Avec le Parti Communiste français ? Avec le Parti Communiste européen ? Nous disons, nous, Parti Socialiste européen avec les partis Socialistes européens. On me dit "ah ! mais ils sont réformistes", "ah ! ils n'ont pas tous souscrit de la même façon au credo marxiste", nous vous répondons : "oui, mais ils existent". Certains nous disent : "mais ils existent parce qu'il n'y a pas de Communisme devant eux", mais moi je vous retourne la proposition, s'il n'y a pas de Communisme devant eux, c'est dans la mesure où la classe ouvrière de leur pays - Grande-Bretagne ou Allemagne, pour ne s'en tenir qu'à ces deux-là - a

pensé qu'il valait mieux l'action réformiste du Parti Socialiste démocrate allemand, ou l'action réformiste du Parti travailliste anglais, que je ne sais quelle gymnastique qui consiste à vouloir apparaître plus révolutionnaire que ceux qui, chez nous, se disent partisans de la démocratie avancée !

Voyez-vous, il faut être sérieux en la circonstance. Dans ces pays, les Partis Socialistes qui sont au pouvoir, y ont été ou y retourneront, ont su avoir l'adhésion de la classe ouvrière, parce qu'ils ont été en liaison constante avec le mouvement syndical, parce que même, comme en Grande-Bretagne, ils en ont été l'expression politique, quelquefois quelque peu bousculés, mais c'est dans la mesure même où ils ont exprimé, ces partis réformistes, la pensée de la classe ouvrière, qu'ils ont puisé leur propre force dans cet appui quotidien.

Nous devons, nous, aujourd'hui prendre conscience de cela et nous sommes, oui, réformistes ou réformateurs, quelle que soit l'étiquette qu'on nous donnera, cela ne nous gêne pas, nous n'en sommes pas diminués, parce que nous appartenons à des formations politiques qui depuis trente ans sans abandonner l'idéal révolutionnaire, ont le plus souvent fait de l'action réformiste dont nous avons le droit de nous louer, parce qu'elle a amélioré le niveau de la classe ouvrière.

Voilà ce que je voulais aujourd'hui dire au nom de mes amis.

Depuis 1920, les Socialistes ont prôné la révolution en des formules subtiles, nuancées, quelquefois très intellectuelles et très lointaines. Comme chacun d'entre vous, j'ai expliqué dans des réunions publiques que nous étions des révolutionnaires au sens où Léon Blum nous l'avait appris ; comme chacun d'entre vous, j'ai étudié toutes ces précisions doctrinales, et puis ces définitions, ces explications trop nuancées où l'on se perd et où l'on perd pied. Mais quand il fallait obtenir le crédit de l'auditoire, il fallait le ramener à la réalité que nous avions changée, parler des réformes.

Et bien, c'est cela qui fait qu'aujourd'hui nous vous disons : soyons francs avec nous-mêmes ; ne laissons pas croire que nous allons nous lancer dans l'aléa révolutionnaire avec le Parti Communiste à l'intérieur de ce pays, parce que ceux qui le disent aujourd'hui, au moment de franchir le seuil, auraient une appréhension ou reculeraient épouvantés de ce qui s'est passé ailleurs.

Cela ne veut pas dire qu'il faut rompre avec le Parti Communiste pour toutes les actions défensives auxquelles nous avons souscrit et où il a besoin de nous, comme nous pouvons avoir besoin de lui.

Je sais que cela peut vous étonner, dans la mesure où chacun d'entre nous est caricaturé par la presse, par les adversaires ou même quelquefois par ses propres amis.

Le président - Il faut conclure !

Max Lejeune - Pour le peuple, pour les travailleurs des villes et des campagnes, il ne faut pas avoir peur de se dire réformistes. Ce que veulent les travailleurs aujourd'hui, c'est que le Socialisme soit efficace, qu'il n'ait pas peur de la réforme, qu'il s'organise et agisse, non pas seulement sur le plan parlementaire, mais en collaboration avec les organisations syndicales pour faire triompher ce réformisme. Vous avez peur d'être qualifiés de petits bourgeois, et bien moi j'aime mieux être qualifié de réformiste petit bourgeois que de me donner des allures de révolutionnaire en étant foncièrement bourgeois !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Garel, de l'Aisne, pour 15 minutes.

Philippe Garel

Camarades, Lejeune a lâché le mot qui me paraît situer à son vrai niveau le débat qui depuis deux jours se déroule dans cette enceinte : réformiste ou réformateur.
Permettez-moi, camarades, d'estimer que les deux mots ne pèsent pas du même poids.
Le débat qui nous oppose aujourd'hui n'est pas le débat qui opposait hier Guesde à Jaurès, réformiste à marxiste, il est le débat qui oppose les marxistes actuels du Parti aux réformateurs du Parti, c'est-à-dire à ceux qui, finalement, se sont alignés sur les positions qui sont celles de non Socialistes.
(Applaudissements)
Je dis qu'ils se sont alignés sur des positions non Socialistes sur la constatation factuelle des publications qui sont celles de démocratie Socialiste.
Je n'aurai pas la prétention, camarades, de vous faire un cours sur ce qu'est ou pas le Socialisme, mais vous me permettrez de m'étonner que les camarades estiment dans démocratie Socialiste que les Socialistes français aujourd'hui se doivent d'accepter une économie de marché, se doivent de faire leur le credo qui fut le credo de certains hommes du 18ème siècle : libre circulation des personnes, des biens, des capitaux.
Vous me permettrez de m'étonner qu'ils prennent comme modèle de planification le Plan auquel ils se réfèrent, qu'ils estiment que le cadre normal de développement d'une expérience Socialiste est le cadre du Traité de Rome, et qu'ils nous proposent comme modèle de socialisation l'exemple de la co-gestion qui a ceci de particulier qu'elle repose sur une inégalité de la représentation du collège ouvrier, patronal et des notables...

Un délégué - C'est faux !

Fondation Jean-Jaurès

Philippe Garel - Regardez les textes !
...qui revient à privilégier le collège patronal, la techno structure et d'autre part les notables qui sont les notables de la ville, au détriment du collège ouvrier.
Vous me permettrez, enfin, camarades, de m'étonner que des militants qui ont appartenu à l'Internationale ouvrière soient si contents aujourd'hui de se démarquer de cette Internationale ouvrière en rappelant que le monde ouvrier n'est plus ce qu'il était, ce qui est sans doute vrai, qu'il l'est de moins en moins, qu'il importe en quelque sorte de se préoccuper de toute autre chose que de lui-même.
(Applaudissements)
Ceci dit, camarades, j'en viens d l'intervention qui me parait l'intervention maîtresse de cette journée, passant par dessus celle de Max Lejeune qui m'a paru belle, généreuse, celle d'André Chandernagor… (applaudissements et protestations)… l'intervention de Chandernagor me parait importante et je voudrais…

Un délégué - Si tu veux du bruit, on peut t'en faire !

Philippe Garel - …la reprendre sans complaisance et sans passion.
Je crois que le point du débat est très exactement la nature de l'appréciation que nous portons sur les possibilités actuelles de survie et de développement du régime capitaliste, sur la méthodologie qu'il convient d'employer pour analyser la réalité du monde capitaliste actuel.
Sur ce plan, André Chandernagor nous reproche notre irréalisme ; Max Lejeune nous a reproché tout à l'heure de nous référer à un catéchisme, ce qui fait que ce matin, quand j'écoutais avec une très grande attention l'intervention de Chandernagor, je me suis dit : vraisemblablement, il va nous fournir les preuves qui étaient sa position, il va développer devant le Congrès l'analyse qui le conduit à sa conclusion, il va très certainement nous expliquer pourquoi, à l'heure actuelle, ce n'est pas pour lui un pari d'affirmer que le régime capitaliste n'est pas condamné, je ne dirai pas à court, mais à moyen terme, pourquoi il se place dans une situation de temps aussi longue qui le conduit à élaborer cette stratégie.
J'attendais qu'il produise des preuves, je n'ai pas le souvenir qu'il l'ait fait.
J'aurais aimé, camarades, qu'il s'interrogeât sur les aspects particuliers de cette crise dont personne ne nie la réalité et qui est la crise actuelle de l'économie américaine, car, oui ou non, camarades, existe t-il aujourd'hui une crise de l'économie américaine ? Oui ou non le vocable de crise est-il le privilège, l'apanage des Socialistes ou des marxistes révolutionnaires ou pseudo-révolutionnaires ? Ne le trouve t-on pas sous la plume des économises américains eux-mêmes, dans la bouche des dirigeants de l'économie libérale eux-mêmes ?

Cercle Fondation Jean Jaurès

Dans les journaux économiques français dont personne n'estimera qu'ils sont des journaux marxistes ou révolutionnaires ?
En vrac, voilà quelques exemplaires de pages économiques du journal le Monde ; je lis au 16 juin 1970 : "Les chemins de fer américains sont-ils menacés de faillite" ? Je lis au 27 mai, je cite dans le désordre : "H. Nixon demande au Congrès un relèvement du plafond des emprunts du Trésor, l'existence d'une énorme dette publique contraint la réserve fédérale à augmenter encore la masse monétaire". Je lis encore dans le Monde de l'économie du 9 juin : "Il est trop tôt pour conclure à l'échec de la politique anti-inflationniste des Etats-Unis".
Je lis un certain nombre de commentaires et je relève, sous la plume des commentateurs perpétuellement la même litanie, description extérieure de la crise, c'est-à-dire inflation, inflation par les coûts… nous reviendrons sur ce que cela veut dire, développement du chômage, prévision pour novembre 1970 6% de chômeurs…

Dans la salle - Et en France ?

Philippe Garel - ...développement d'un complexe militaro-industriel, développement considérable d'une politique d'armement, développement de la dette publique, fléchissement des indices boursiers, augmentation constante des taux d'intérêt, déficit de la balance des paiements, faillite des chemins de fer, plan de nationalisation promulgué par le gouvernement Nixon ou en voie de promulgation.
Je lis par ailleurs : "En Grande-Bretagne se développent des poches de chômage qui atteignent en Irlande du Nord 7% de la population" ; je lis par ailleurs que l'inflation atteint en Grande-Bretagne un taux jamais connu en Europe jusqu'alors et que l'Angleterre souffre d'une crise monétaire grave.
Je lis que la couronne suédoise sera probablement obligée de dévaluer. Je lis que l'économie allemande de l'Ouest est menacée par un apport de capitaux flottants, que, d'autre part, l'économie allemande de l'Ouest est obligée d'augmenter ses tarifs publics.
Qu'est-ce que cela veut dire, camarades, est-ce le signe d'une bonne santé ?

Dans la salle - Et chez nous ?

Philippe Garel - Si j'analyse les phénomènes qui sont les phénomènes, me semble t-il, de la crise américaine et de ses répercussions, c'est que je pense qu'il est paradoxal d'affirmer comme nous l'affirmons tous que les économies, à l'heure actuelle, sont étroitement solidaires les unes des autres et de se refuser à prendre en

Coll. Fondation Jean Jaurès

considération que la plus importante, celle qui est l'épi centre de l'économie de marché, et dont dépend le sort des économies ultérieures.

Dans la salle - Et à Prague ?

Philippe Garel - Mais enfin, camarades, nous ne vivons ni à Prague, ni en Russie, nous vivons en France !
Que le fait d'analyser ou tenter d'analyser une crise économique vous amène inévitablement à répondre par un argument politique me paraît malsain. Bien sûr, il existe des facteurs, et je ne vois pas pourquoi je ne le reconnaîtrais pas, qui sont des facteurs de déséquilibre, en Union soviétique, nous en parlerons aussi longtemps que vous voudrez, mais ne me faites pas dire ce que je ne dis pas, ne prétendez pas qu'à l'heure actuelle je sois prêt à vous proposer comme modèle de développement la planification stalinienne, certainement pas.
Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur les raisons qui font que les pays du COMECOM et l'Union Soviétique elle-même subissent à la fois par le résultat d'une planification du type particulier, ce déséquilibre que j'évoquais, mais aussi l'impossibilité où elle est, à l'heure actuelle, et par la nécessité où elle se trouve de s'insérer dans la division internationale du travail.
Ceci dit, revenons à notre propos. Nous sommes en France… (rires dans la salle)… La France dépend très exactement des destinations du marché mondial à l'intérieur duquel elle se trouve placée et il est bien évident que si l'économie américaine devait, dans quelque temps, subir le sort que certains journalistes français, non Socialistes, lui prédisent, le sort de 1929, sort que je ne crois pas, pour ma part, probable, je doute que vous raisonniez de la même façon quant à votre indifférence, à propos de la situation américaine.
Nous disons simplement que toute l'analyse d'André Chandernagor repose sur l'idée qu'il a de la survie à moyen et a long terme du régime capitaliste considéré dans son ensemble.
Nous aimerions savoir l'analyse qu'il tire, à l'heure actuelle, de la crise à la fois monétaire et économique qui couve, et qui secoue dans certains secteurs l'économie de marché.
Nous aimerions, par voie de conséquence, engager sur ce problème de fond le débat, encore une fois, je le dis, sans complaisance, mais sans passion, c'est important. Je suis, en effet, tout à fait d'accord avec vous que c'est de l'issue de ce débat que devrait dépendre la stratégie que le Parti adoptait, mais je dis qu'il est paradoxal d'affirmer d'un côté que nous sommes irréalistes quand nous analysons cette crise ou que nous essayons de l'analyser, et de se prétendre réalistes quand on l'ignore résolument.
(Applaudissements)

Nous estimons quant à nous, camarades, que la crise de l'économie de marché et la crise de l'économie américaine, à l'heure actuelle, révèlent.

Le président - Il te reste 3 minutes pour conclure.

Philippe Garel -... la contradiction fondamentale, analysée par Marx, au Livre II, du Capital, qui est la contradiction entre le développement des forces productives de l'humanité et les rapports de production, les rapports sociaux de production, qui sont les rapporte, sociaux du monde capitaliste.
L'idée de Marx, elle est très exactement la suivante. Je vous la rappelle. Au stade de l'impérialisme, le système capitaliste ne permet plus aux forces productives de l'humanité de se développer comme elles le devraient. De là une crise qui ne prend pas forcément l'allure caricaturale de la crise cyclique de 1929, nous en sommes d'accords. Une crise qui revêtira des manifestations différentes, qui durera un temps que l'on ne peut pas prévoir, mais nous pensons que la mission des Socialistes, c'est très précisément de pouvoir élaborer des réponses Socialistes à cette crise car, seule, une économie Socialiste est capable de fournir la maîtrise des faits économiques qu'une économie capitaliste n'est pas capable de fournir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est a Peyrassol, pour 15 minutes. Je demande à Pontillon, des Hauts de Seine de se préparer.
La parole est à Peyrassol, des Bouches-du-Rhône...

Gaston Defferre - Mais il n'a pas le mandat des Bouches-du-Rhône !

Lucien Peyrassol

Mes chers camarades, ma dernière intervention à cette tribune remonte à 1960. Elle avait pour objet l'Europe. A dix ans d'intervalle, après quelques ennuis cardiaques qui se sont manifestés par trois infarctus - mais comme Eisenhower en a fait 7 avant de passer l'arme à gauche à 80 ans, vous comprenez que je conserve un solide moral ! - et bien ! à dix ans d'intervalle, c'est le même sujet que je vais aborder mais malheureusement, avec un pessimisme accru, non pas en raison du national-gaullisme qui a sévi dans notre pays au cours de cette dernière décennie, mais en raison de la transformation même de l'attitude de notre Parti en face du problème de l'unification européenne.
En effet, aucun lecteur impartial tant du programme immédiat du Parti que de son Plan d'action, ne peut manquer d'être frappé d'une part, par le peu déplace qu'occupe l'Europe dans ces deux documents et, d'autre part, par les thèses souvent contradictoires qui lui sont appliquées.

Fondation Jean Jaurès

Certaines de celles-ci, comme le prouve d'ailleurs le paragraphe 35 du document de travail destiné à présenter les diverses options offertes par les différents groupes de travail qui ont contribué à sa rédaction, constituent un recul incontestable dans un domaine où l'internationalisme de notre Parti s'était toujours révélé militant et qui avait toujours figuré depuis la Libération et dans le programme, et dans les professions de foi des multiples élections qui se sont succédé depuis.
Puis-je évoquer, par exemple, la remarquable intervention de notre ami, Francis Leenhardt, à l'Assemblée nationale, le 24 novembre 1949, sur l'organisation économique de l'Europe, et rappelant, notamment - je cite - "le dernier Congrès national du Parti Socialiste SFIO, réuni à Paris en juillet dernier, a adopté à l'unanimité un manifeste pour l'Europe".
Je cite également la partie du manifeste électoral publié le 9 décembre 1955, dans un numéro spécial de l'Agence de presse de la Liberté, qui contient, dans un chapitre intitulé : "Il faut construire l'Europe", avec quatre paragraphes intitulés respectivement : le recul de l'Europe, la crise de l'UEO, l'extension du Marché commun, pour un Pool atomique européen, plus de multiples déclarations de Guy Mollet, Secrétaire Général, qu'il a d'ailleurs ignorées ensuite lorsqu'il fut devenu Président du Conseil en 1956 et 1957.
Enfin, le chapitre de "Horizon 80", de Gaston Defferre.

Gaston Defferre - Mais non !...

Lucien Peyrassol -... consacré à l'Europe, dans son programme présidentiel.
Tu permettras, Gaston, que je le cite, c'est un document, il me semble, public, et qui honore le Parti.

Gaston Defferre - F… moi la paix, avec ça ! Tu n'es pas mandaté !

Lucien Peyrassol - ...cela constitue, je le dis, la plus lumineuse et la plus irréfutable justification de l'unification européenne que j'aie jamais lue, et dieu sait si j'en ai lu. C'est pourquoi d'ailleurs je me permets de conseiller vivement à ceux qui ont la lourde charge d'élaborer un texte, facilement lisible et intelligible, de s'inspirer d'"Horizon 80", dont la présentation comme le contenu ont résisté à l'épreuve du temps, comme l'a fait le militantisme européen de son auteur depuis vingt-cinq ans, puisque aussi bien Gaston Defferre, sa modestie dû-t-elle en souffrir, est actuellement président de la section française du Conseil des communes d'Europe, et vice-président du Bureau international du mouvement européen.
En la matière, on peut dire que notre Parti a tenu ses engagements puisqu'aussi bien - encore que beaucoup de jeunes ne l'ont pas connu ou ont tendance à l'oublier - c'est le gouvernement dont Guy Mollet était président du Conseil en 1956 et 1957,

je le répète, avec Christian Pineau aux affaires étrangères, et Gaston Defferre à la France d'Outremer, qui a été à l'avant-garde pour la relance européenne de Messine, sur le terrain économique, et qui a préparé le Traité de Rome de 1957 instituant le marché commun et la communauté atomique européenne.

Depuis que le Parti a changé de nom (serait-ce une fâcheuse conséquence de la disparition de la notion d'internationalisme contenue dans sa glorieuse appellation de SFIO ?) la foi et le militantisme européen semblent avoir reçu un sérieux coup de frein chez nos dirigeants et nos militants, puisque certains, en arrivent à ne plus vouloir d'une Europe qui ne serait pas d'emblée Socialiste.

A ceux-là, d'ailleurs, je demande qu'ils nous fassent connaître d'urgence la recette miracle qui nous permettrait de déboucher immédiatement sur la création de cette Europe Socialiste, qu'ils brandissent comme une condition sine qua non.

Quant à moi, je continue à penser qu'il faut être plus marxiste que ces "intransigeants", c'est-à-dire penser sans cesse et veiller à l'application de la déclaration de Karl Marx lui-même : "Ma doctrine ne saurait être considérée comme un dogme intangible, mais elle doit être à tout moment confrontée avec la réalité vivante, seule source de vérité".

La vérité, en l'occurrence, est que l'objectif n° 1 de tous les Socialistes doit être d'abord d'édifier les Etats-Unis d'Europe, sans lesquels aucun de nos pays, Grande-Bretagne comprise, n'échappera à la colonisation économique américaine ou, pis encore, à la domestication politique et économique russe.

Cette Europe, une fois mise en place, c'est-à-dire dotée d'un exécutif, jouissant de pouvoirs réels, issu des délégations de souveraineté de chaque Etat, et contrôlé par un parlement élu au suffrage universel, il appartiendra ensuite à tous les démocrates qui en seront les citoyens d'user de leurs bulletins de vote pour que ce ne soit pas le capitalisme qui y soit roi, et qu'au lieu de voir s'édifier "l'Europe des affaires", ou celle des patrons, comme vous voudrez, on puisse enfin voir poindre l'espérance d'une "Europe des peuples", dans laquelle les travailleurs prendront la légitime part qui leur revient des grandes options politiques et économiques, moteurs de la future société humaniste et Socialiste que nous avons d'abord à édifier.

Le moment est vraiment mal choisi pour laisser se refroidir dans le Parti la foi européenne, alors que de récents sondages d'opinion... Oh ! je sais bien qu'on va me citer l'exemple anglais, mais je répondrai qu'après tout, c'est l'exception qui confirme la règle.

Je disais donc que de récents sondages d'opinion, effectués simultanément, révèlent dans la population des Six un pourcentage moyen de 60% favorables à l'Europe contre 15% seulement d'hostiles, et 25% sans opinion encore formée.

Ce recul de la vocation européenne est-il un effet des fameuses fréquentations des frères, doit la foi vient du froid, et qui feraient frémir d'effroi les mannes de Léon Blum, dont l'immortel discours, au Congrès de Tours, de décembre 1920, était

étrangement prophétique ?
Car pour peu que ce mouvement d'indifférence, voire d'hostilité, se maintienne ou se développe dans nos rangs, on débouchera sur cette ahurissante situation de trouver une volonté et une décision de marche vers l'approfondissement et l'élargissement de l'Europe unie, plus ferme que la nôtre, non seulement chez les amis de Jacques Duhamel, et chez ceux de Giscard d'Estaing, sans oublier bien entendu Edgar Faure, mais encore chez la majorité des gaullistes, Président de la République, voyez la résolution finale...

Le président - Il reste 5 minutes.

Lucien Peyrassol - ...de la Conférence de La Haye de décembre dernier, et premier ministre, souvenez-vous de sa déclaration répétée : j'irai aussi vite et aussi loin vers l'unification européenne que le voudront nos cinq partenaires, donnant l'exemple, seul restant opposé à cette conversion européenne, le clan des nationalistes indécrottables du genre Michel Debré.
Et je me réfère d'ailleurs à ce sujet à l'excellent article de Raymond Marion, publié dans la Tribune du Provençal du 12 juin, sur l'offensive européenne des giscardiens.
Et bien ! non, camarades, cela n'est pas concevable. Il est grand temps de réagir et d'en revenir aux sources de notre idéal et au contenu de nos professions de foi de 1944 à 1969.
Et me tournant maintenant vers notre Premier Secrétaire, puis-je me permettre de lui demander pourquoi il n'a pas donné un démenti formel, du moins publié une mise au point, à la suite de la déclaration de Georges Marchais, au Comité central du PC, tenu à Drancy, le 21 mai 970, et publiée à la sixième colonne de la page 6, dans l'Humanité datée du 23 mai, et dont voici la citation in extenso.
"C'est ainsi, par exemple, que le camarade Savary, dans un discours prononcé dimanche dernier, a fait allusion aux positions du Parti Socialiste en faveur de l'indépendance nationale et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cette déclaration ne peut que retenir notre attention. Notre Parti considère, en effet, que l'indépendance nationale est un fondement essentiel de la politique extérieure que nous préconisons. S'il se confirmait que le Parti Socialiste fait du principe de l'indépendance de la France un des fondements de sa politique pour aujourd'hui et pour demain, un pas en avant sérieux pourrait être franchi sur la voie d'un accord entre nos Partis, y compris dans les questions de politique extérieure".
Enfin, Savary tu es venu ainsi…

Le président - Il faut conclure, Peyrassol !

Fondation Jean Jaurès

Lucien Peyrassol - ...gratuitement apporter de l'eau au moulin anti-européen au PC. Remarquons d'ailleurs en passant que celui-ci, après avoir informé, par la bouche de Valdeck Rochet, qu'il considérait le marché commun comme un fait dont il voulait s'accommoder, l'a récemment attaqué, via le même Georges Marchais, avec une férocité accrue. Comme vous le voyez, en effet, il y a du changement chez les Communistes.
Je fais trop confiance à ton intelligence, Savary, pour croire que tu t'es laissé prendre au piège…

Le président - Conclus !

Lucien Peyrassol - ...de l'amour immodéré affiché par les Communistes pour l'indépendance nationale, d'autant plus que celui-ci est en révoltante contradiction avec leur acceptation du fait positif de l'asservissement de la Tchécoslovaquie, aux visages humains, par les tanks russes d'abord, par une poignée de Quisling ensuite.
Tu n'es certainement pas tombé dans la confusion sciemment et savamment entretenue par de Gaulle et les Communistes, en qualifiant d'indépendance.
(Brouhaha - mouvements divers - sifflets)

Le président - Je demande à la salle un peu de silence et je demande à l'orateur de terminer. Il parle à titre personnel. Qu'il n'abuse pas. Il a déjà dépassé son temps.

Lucien Peyrassol - …je dis en qualifiant d'indépendance nationale ce qui est, en réalité, souveraineté nationale.
La distinction, tu la connais : la souveraineté nationale, c'est la possibilité pour un Etat de faire tout ce qu'il estime nécessaire à la défense de ses intérêts, voire de ses ambitions, y compris la guerre comme moyen… (sifflets - brouhaha)… de réalisation de sa politique.
Tandis que l'indépendance nationale, c'est la possibilité pour chaque état, au sens fédéral du mot dans le cas d'une fédération comme délie des Etats-Unis d'Europe, de développer librement ses modes dd vie et le genre de civilisation qui convient à la majorité de sa population.

Le président - Il est temps de conclure maintenant.

Lucien Peyrassol - Mais qui peut raisonnablement soutenir, le monde étant ce qu'il est, c'est-à-dire dominé économiquement et surtout militairement par les super puissances de plus de 200 millions d'habitants que sont les USA et l'URSS… (protestations)… qu'une seule de nos nations européennes soit capable d'exercer sa

Fondation Jean-Jaurès

souveraineté nationale dans la plupart de ses attributs, militaires, financiers, économiques, technologie.
Je vais conclure en disant que, à ma connaissance, et c'est ce que la SFIO logique en cela, avec son internationalisme de toujours, et c'est ce que je demande instamment au Congrès de réaffirmer solennellement au moment où renaît l'espoir de voir enfin l'Europe marcher vers son unification, la seule façon efficace de sauvegarder face à l'American way of life et son capitalisme libéral, et face au centralisme soviétique, la survie de notre vieille civilisation occidentale qui à tout de même pour mérite essentiel le respect de la dignité de la personne humaine et la défense des principales libertés. Nous ouvrirons ainsi à notre peuple et à sa jeunesse la possibilité de façonner leur destin et cela à l'image de leurs aspirations.
(Manifestations diverses)

Le président - Je demande le silence dans la salle.

Lucien Peyrassol - Un destin que nous souhaitons tous ici dans ce congrès voir déboucher sur l'épanouissement d'une société Socialiste, donnant à chacun ses chances et assurant en même temps que la justice sociale la justice économique, et cette justice tout court, éternel objectif des Socialistes de tous les pays et dont, en s'unissant, ils sauront permettre l'éclosion dans une Europe enfin maître de son avenir.
(Mouvements divers)

Le président - Alan Savary va vous faire une communication. Je lui donne la parole.

Alain Savary

Camarades, le Conseil national, à l'issue de ses travaux d'hier, avait invité la délégation de la Convention des institutions républicaines à prendre la parole lors de ce Congrès. J'ai été informé que nos camarades de la Convention des institutions républicaines ont modifié la composition de cette délégation en tenant compte des nouvelles formulations de notre invitation. Nous serons donc amenés, dans peu de temps, à recevoir ici la délégation de la Convention, c'est-à-dire François Mitterrand et Claude Estier.
(Applaudissements)
Les réactions diverses qui accueillent cette communication, m'amènent à vous adresser à nouveau la parole. Le Conseil national a pris cette décision, c'est donc une décision du Parti et je demande à tous les camarades qui sont ici et qui sont donc ici en tant que militants responsables, d'être respectueux d'une décision prise par la majorité.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pontillon, des Hauts-de-Seine.

Robert Pontillon

D'abord, camarades, une remarque de méthode sur la procédure même de nos travaux. Il a semblé à ma fédération que l'importance de l'enjeu en cause ne saurait s'accommoder de davantage de confusion, moins encore de précipitation dans les conclusions à donner aux travaux de ce Congrès.

Un travail préparatoire a été accompli, dont on peut apprécier de diverses façons la qualité, mais qui a l'avantage d'exister, lequel plus encore a mobilisé pendant des semaines un certain nombre de camarades, ce qu'on ne saurait négliger.

Il apparaît donc que nous devons accepter les documents élaborés comme une base de discussion privilégiée. Nous ne voulons accepter que de document amendé, torturé, défiguré peut-être par certains endroits, de par le travail des fédérations et des Commissions qui suivront, soit tel quel libre au public et à l'opinion. Ce serait, à tout le moins, une aventure hasardeuse dont nous craignons fort qu'elle desserve finalement la crédibilité de notre programme.

Dès lors, il est apparu à la fédération Socialiste des Hauts de Seine, nécessaire de ne considérer le texte amendé qui sortira de nos débats, que comme une sorte de fond de bibliothèque dans lequel on puiserait pour en extraire la substantifique moelle, c'est-à-dire finalement le texte court et précis, concret, musclé nous l'espérons, qui consacrera le Plan d'action Socialiste et sera livré à l'opinion.

À qui cette tâche devrait elle être confiée ? C'est au Congrès d'en décider, soit une commission issue du Congrès lui-même, soit encore le comité directeur dont c'est le mandat naturel, l'essentiel étant qu'un délai limité et précis soit fixé à ce mandat.

Voilà, camarades, pour la suggestion concernant la méthode que j'avais charge de vous présenter au nom de ma fédération.

J'en viens maintenant aux observations que je voulais faire au départ sur les deux aspects du Plan d'action intéressant la politique internationale et qui sont l'un et l'autre offerts à notre choix sinon à notre contestation.

Le premier est l'Europe, c'est-à-dire la dimension nouvelle de nos luttes. Le second concerne notre sécurité et met en cause notre attitude à l'égard de l'alliance atlantique.

L'Europe d'abord. Il y aurait beaucoup à dire sur le faux dilemme qui nous est soumis entre Socialisme et Europe capitaliste. Poser ainsi le problème ce serait se refuser à admettre que la nation ne constitue plus un cadre d'organisation économique réaliste, ce serait…

Le président - Camarades, je vous invite au silence.

Robert Pontillon - Ce serait appliquer au schéma Socialiste la conception malthusienne et protectionniste dans laquelle vit encore une grande partie du capitalisme français ? On ne peut, en effet, ignorer que depuis vingt ans le taux de croissance des exportations mondiales s'élève plus vite…

Le président - Excuse-moi Pontillon, mais je voudrais bien que tu puisses parler en paix, les conciliabules qui se tiennent dans le fond de la salle doivent cesser, Camarades, je vous en prie, il est très difficile de travailler dans ces conditions !

Robert Pontillon - Merci au président.
Il en résulte, camarades, une participation croissante du commerce extérieur à la formation du produit national dans chacun de nos pays. Cette nécessité, cette évidence, s'imposerait à un gouvernement Socialiste, comme à tout autre gouvernement.
On ne peut, d'autre part, oublier toutes ces formes nouvelles de l'échange économique international que sont les mouvements de capitaux, l'émigration du travailleur, l'exode des cerveaux, l'échange des progrès et des connaissances.
Voilà donc les dimensions nouvelles de nos luttes, l'ignorer ou le contester serait, en vérité, se fermer les yeux aux réalités du monde et limiter par là-même là portée de nos efforts.
Une expérience Socialiste française ne peut donc se concevoir et se réaliser dans l'autarcie. La voie de l'autarcie nationale stériliserait vite l'expérience Socialiste et la conduirait vers des difficultés économiques majeures ; par exemple au plan des échanges, on risque une instabilité monétaire accrue obligeant finalement à un protectionnisme économique qui absorberait rapidement la capacité de notre économie à améliorer la répartition et la condition ouvrière.
C'est donc dans cet esprit-là que nous devons situer notre réflexion, c'est-à-dire celle du compromis avec la réalité et l'exploitation de la marge d'initiative que les engagements contractuels européens laissent à la construction du Socialisme.
Il est certes évident que le gouvernement Socialiste au pouvoir devra d'entrée de jeu saisir nos partenaires du marché commun des demandes de modification au traité de Rome jugées nécessaires pour assurer le volume de nos échanges, sans que les mécanismes européens puissent jouer pour limiter ou contrarier selon les cas, le déroulement de l'expérience Socialiste.
Ce gouvernement Socialiste devra encore définir et négocier une stratégie économique nouvelle, commune à tous les pays européens indépendamment de leur régime et permettant la réalisation d'actions concertées et de demandes antérieures dans des domaines particuliers relevant d'une technologie avancée et coûteuse, comme l'espace, l'informatique, l'énergie nucléaire, et d'autres.

Fondation Jean Jaurès

Le problème n'est donc pas pour nous, camarades, l'Europe ou le Socialisme, mais à la fois le maximum de Socialisme dans le maximum d'Europe.
Ma dernière remarque concerne les forces et les dimensions de l'action Socialiste internationale et d'abord européenne. Ma fédération pense qu'il y a quelque contradiction à se revendiquer de l'Europe et à situer toujours son combat dans le cadre étroit des frontières et des structures nationales. La revendication Socialiste européenne serait autrement crédible et autrement attractive si elle était prise en charge par un seul parti Socialiste européen multinational, au lieu de l'addition actuelle des formations Socialistes nationales dont la somme des actions, plus ou moins bien coordonnées, ne constitue pas toujours une politique Socialiste européenne cohérente.
Sans nous dissimuler les difficultés de l'entreprise, nous demandons au Parti d'agir en ce sens et de prendre, avec nos camarades de l'Internationale, les initiatives propres à favoriser la création d'un parti Socialiste européen. Nous appuyons donc vivement sur ce point la motion déposée par nos camarades de la fédération du Lot et Garonne.
Mon second propos intéresse la question du Pacte atlantique qui relève moins, nous semble-t-il d'une exigence doctrinale que d'une circonstance tactique.
Il me semble, tout d'abord, que toute appréciation du problème de sécurité doit tenir compte aujourd'hui de deux facteurs. Le premier est que le souci de sécurité - on disait hier de défense nationale - fait partie aussi de la préoccupation Socialiste. L'antimilitarisme militant, le pacifisme bêlant d'hier font partie du magasin des accessoires du combat ouvrier. La lutte d'un pays à dominante Socialiste, comme Israël, pour assurer sa survie, démontre à l'évidence qu'un gouvernement Socialiste responsable, ne pourrait s'abstraire de cette préoccupation.
Le second facteur résulte de l'évolution technologique même. Le développement des techniques de l'espace et de la technologie des armements, a modifié les données de la stratégie défensive européenne. A l'heure des missiles à charge multiple, des missiles anti-missiles, la présence physique de soldats étrangers en Europe n'a plus cette vertu dissuasive qu'on lui prêtait hier volontiers encore dans nos rangs.
Dès lors, le problème de la création de zone de sécurité à l'intérieur de l'Europe, devient actuel et concevable.
J'en viens au problème posé. A une large majorité, ma fédération s'est prononcée pour la thèse A, la thèse B lui paraissant s'inspirer d'une sorte de pétition de principe dépourvue de tout réalisme et nous condamnant, au mieux, à changer de protecteur militaire.
Je voudrais, toutefois, nuancer cette adhésion d'une observation qui n'est pas seulement de vocabulaire. Aux termes proposés de "destruction simultanée", je préférerais, pour ma part, voir substituer celui de "disparition progressive et

équilibrée". En effet, il ne s'agit pas simplement de substituer à un ordre international fondé sur l'hégémonie des blocs militaires le vide et l'absence totale de sécurité, mais bien au contraire d'établir avec l'Union soviétique et l'Europe de l'Est d'une part, les Etats-Unis d'autre part, des relations qui ne soient plus conditionnées par l'appartenance à des blocs militaires opposés, mais qui puissent enfin créer une sécurité réciproque, susciter des ouvertures nouvelles et favoriser une coopération internationale réelle pour conduire finalement à un désarmement progressif.
Il apparaît donc que la levée du bouclier américain sur l'Europe de l'Ouest, car c'est de cela qu'il s'agit finalement quand on parle de disparition du Pacte atlantique, exige la réalisation de deux conditions préalables : d'abord la levée équivalente du bouclier soviétique sur l'Europe Orientale et la définition d'une zone européenne de sécurité englobant à la fois les états de l'Ouest et les états de l'Est européen, le tout assorti d'une garantie mutuelle des deux grandes puissances mondiales.
Sinon, camarades, le repli ne serait pas égal, la sécurité ne serait pas réellement assurée. L'équilibre ancien de la terreur, qui a tout de même valu 20 ans de paix à l'Europe, ne devrait pas être suivi par un déséquilibre permanent d'une zone de nations neutralisées militairement.
L'acte de dissolution du pacte militaire va donc être normalement précédé d'une conférence européenne de sécurité définissant les conditions de mise en place progressive d'un nouveau système européen.
Une autre approche serait illusoire et dangereuse, elle nous priverait d'une base et d'un moyen de négociation, la disparition du Pacte atlantique, et continuerait finalement à accentuer la dépendance à l'égard de l'URSS des pays européens de l'Est.
La paix, camarades, n'y aurait rien à gagner, je ne suis pas sûr, pour ma part que notre indépendance s'en trouverait davantage garantie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Vevel.

Vevel

Mes camarades, c'est la première fois que je me présente à la tribune de nos Congrès nationaux.
(Applaudissements)
C'est donc tout d'abord à votre indulgence que je voudrais faire appel en vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien m'accorder.
Réunie en Congrès le 13 juin dernier, la fédération des Landes a longuement débattu de la situation du Parti et des options du Plan d'action. Des motions ont été

votées et elles le furent à l'unanimité, il me plaît de le dire.
En ce qui concerne l'appréciation de l'action du Parti menée par les organismes centraux, mon camarade René Laval, secrétaire fédéral des Landes, s'en est expliqué hier au Conseil national, je n'y reviendrai pas.
Mon temps de parole étant limité, l'essentiel de mon propos aura pour objet les conditions de participation du Parti au pouvoir.
Nous estimons que cette participation a pour préalable l'unité de toutes les forces de gauche se réclamant du véritable Socialisme, que seule cette unité permettra le regroupement de tous les électeurs issus du monde du travail et que déroute à l'heure actuelle le morcellement du bloc Socialiste.
(Applaudissements)
Nous demandons avec force que tout soit mis en œuvre pour accélérer l'union organique des partis de gauche non communistes en faisant abstraction des questions de personne ou d'influence.
(Applaudissements)
Pour la réalisation de ce but, nous insistons sur la nécessité de la multiplication des contacts avec les autres formations, et notamment avec la Convention des institutions républicaines, dont la faiblesse des effectifs est largement compensée par la valeur de ses éléments.
(Applaudissements)
Nous estimons, compte tenu de l'importance de leur électorat respectif, que le Parti Socialiste ne pourrait constituer un gouvernement qu'avec la participation du Parti Communiste.
Nous insistons donc pour qu'un dialogue permanent soit maintenu avec le Parti Communiste, jusqu'au moment où nous aurons obtenu de celui-ci les assurances nécessaires à la promotion d'une politique démocratique basée sur le respect des individus et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
Il convient donc d'exclure, compte tenu des expériences du passé et des aspirations de l'électorat Socialiste, toute participation à un gouvernement qui ne serait pas exclusivement composé de représentants des partis se réclamant du Socialisme et acceptant sans réticence son programme et sa finalité.
La fédération des Landes s'est également penchée longuement sur les moyens à mettre en œuvre pour obtenir la représentation oui lui revient dans les assemblées.
Elle demande que les groupes Socialistes à l'Assemblée nationale et au Sénat déposent dès maintenant un projet de réforme de loi électorale inspiré par exemple du projet Weil-Raynal, instituant la proportionnelle dans toutes les élections, municipales, cantonales, législatives, et sénatoriales. C'est là la condition du succès, et le Parti Socialiste ne peut qu'y gagner en audience, et en représentation.
Elle demande aussi que le Comité directeur du Parti soit élu selon une méthode proportionnelle, évitant la multiplicité des tendances représentées, et dans le cadre

Fondation Jean Jaurès

d'une formule permettant la représentation territoriale des régions.
(Applaudissements)
Enfin, en ce qui concerne le retrait de la France du Pacte atlantique et la thèse sur l'utilisation éventuelle de la violence, la fédération des Landes fait siennes les propositions de la fédération des Pyrénées-Atlantiques.
Ayant très succinctement défini la position de notre fédération, il ne nous reste plus qu'à engager l'action que le Congrès définira dans sa résolution finale. Nous sommes de ceux qui croient que le Socialisme peut rapprocher tous les hommes de bonne volonté. C'est pourquoi les landais, que j'ai l'honneur de représenter à cette tribune, seront toujours à la pointe du combat Socialiste pour édifier enfin cette société à laquelle nous aspirons tous.
(Applaudissements)

Le président - Wolf, du Nord, a la parole, et aussitôt après Guy Mollet, Pas-de-Calais.

Wolf

Je serai bref, mes camarades, pour vous dire qu'une minorité de la fédération du Nord, une cinquantaine de mandats s'est prononcée pour un certain nombre d'amendements au document de travail.
Le premier porte sur les formes nouvelles de la lutte de classes et la résolution des contradictions qui existent au sein de la classe des producteurs salariés.
Le second insiste sur l'importance du mouvement de masse dans la réalisation des conditions de passage au Socialisme.
Le troisième, et c'est le plus important, cherché a définir avec précision et rigueur ce qui doit être la stratégie du Parti dans la construction du Socialisme, non pas dans les conditions de la participation au pouvoir - sur ce point le document de travail pose clairement les questions sur lesquelles le Congrès aura à se prononcer - mais sur la définition des étapes successives par lesquelles passera la France en marche vers le Socialisme.
C'est là le plan d'action Socialiste, et en lisant le document de travail nous avons eu le sentiment que ce problème, qui est en vérité "le" problème de fond, était loin d'être résolu.
C'est sur ce troisième point de notre amendement que portera donc mon intervention.
Nous disons qu'un plan d'action Socialiste doit répondre à trois conditions :
- garantir la croissance économique, sans doute,
- recueillir l'adhésion des masses,
- briser la domination de la classe dominante, faute de quoi, mes camarades, les réformes n'aboutissent qu'à perpétuer celle-ci, vous le savez bien.

Fondation Jean-Jaurès

Il faut que l'accession au pouvoir des Socialistes soit ressentie par les travailleurs et les citoyens comme une rupture nette et franche avec le vieux système. Il faut que l'accession au pouvoir soit ressentie comme l'amorce de la construction du nouvel ordre des choses.
Mais, ce changement radical du sens de la marche, comment le réaliser ?
Nous disons que le plan d'action Socialiste sera celui d'une espèce de transition ou, dans un premier temps, qui correspondrait à un premier contrat de législature, les cinq premières années si vous voulez, serait assuré le contrôle des travailleurs et des citoyens sur l'économie, et où, dans un second temps - ce serait le deuxième contrat de législature, et les suivants - serait éliminée du pouvoir économique l'ancienne classe capitaliste, concrètement.
Voilà ce que nous proposons pour mettre en œuvre ce processus.
Entre le secteur nationalisé, qui sera étendu, non pas sous la forme d'un catalogue hétéroclite, mais en fonction d'un certain nombre de critères, et d'autre part la petite entreprise du commerce, de l'agriculture, et de l'artisanat, nous proposons que les entreprises grandes et aryennes soient organisées en un secteur mixte où le pouvoir sera partagé entre les représentants du capital, ceux des travailleurs, et ceux de la collectivité, que ce soit la collectivité locale, la collectivité régionale, ou la collectivité nationale, selon les cas.
Ah oui ! La cogestion, nous diront les puristes.
Et bien oui, mes camarades, il faut prendre ici Chandernagor au mot ! Mais entendons-nous bien, il ne s'agit pas de considérer la cogestion comme une réforme que l'on réalisera très progressivement, dans le but d'associer fraternellement les travailleurs et les exploiteurs au service de l'économie de croissance, même maîtrisée ! Camarades, laissons cette mythologie aux gaullistes !
Pour nous, il s'agit, au contraire, d'opérer, dans le fonctionnement de l'économie, et dans la vie de tous les jours des travailleurs, cette rupture décisive dont le pays a besoin, si nous voulons qu'il ne nous ménage pas son soutien.
Cette cogestion que nous proposons, nous savons que ce n'est pas le Socialisme, c'est la route pour y aller.
Camarades, imaginez les travailleurs au lendemain de leur victoire ; s'ils voient que dans leur vie de tous les jours, pendant les huit ou neuf heures qu'ils passent quotidiennement à l'usine ou au bureau quelque chose d'essentiel a changé, alors mes camarades, nous aurons leur appui !
Le Socialisme, cela ne se construit pas d'en haut. C'est un problème de rapport de forces. Les travailleurs comprendront que l'édification du Socialisme, c'est aussi leur affaire, qu'ils y sont associés, et que ce n'est pas seulement la tâche du gouvernement, de leur gouvernement.
Il leur appartiendra, dans l'entreprise, de prendre leurs responsabilités - oui, leurs responsabilités - sur la répartition des salaires, sur les investissements, et sur ce

que, dans un premier temps, on laissera au capital.
Ce qu'il faut bien voir aussi, c'est qu'il ne s'agit pas là d'une mesure figée, esthétique. La progression du nouveau régime vers le Socialisme est complice dans cette première transformation. À mesure du développement de la formation et des capacités de gestionnaires des travailleurs, il sera possible d'éliminer le pouvoir du capital. Ce sera la mise en place de l'autogestion, le pouvoir des travailleurs sur les cadences, les horaires de travail, l'organisation des postes de travail, mais parallèlement le renforcement de la planification démocratique, sans laquelle l'autogestion n'est qu'une formule creuse, une formule dangereuse.
Certains ont tendance à croire dans ce Parti que pour gagner la confiance des masses populaires, il faut mettre de l'eau dans notre vin. "Veillez surtout à ne faire peur à personne !"
Finissons-en avec les phrases creuses ! Ce que nous reprochons à Chandernagor et à Lejeune, ce n'est pas de se dire réformistes, c'est de ne nous proposer aucune réforme qui ne soit acceptable pour la classe dominante. Ce n'est pas de notre côté qu'est le verbalisme !
(Applaudissements)
Sans doute, mes camarades, l'économie d'une société industriellement développée comme la nôtre est un mécanisme fragile. Nos propositions sont réalistes, et en tiennent compte.
Mes camarades, ce Congrès doit donc condamner sans ambiguïté le Socialisme asymptotique, celui qui renvoie la transformation de notre société aux calendes grecques ! Ce n'est pas ceci qui nous rendra crédibles. Si nous voulons être crédibles, il faut mettre le Socialisme à l'ordre du jour !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet, pour 10 minutes. Ensuite, Chevènement, de Paris, pour 15 minutes.

Guy Mollet

Camarades, comme il vient de vous être dit, mon propos sera bref, d'autant plus que je n'ai pas l'intention de retarder les grands moments de cette assemblée.
La fédération du Pas-de-Calais a étudié avec sérieux les documents successifs qui lui ont été présentés. Elle en approuve l'orientation générale, et si un vote sur la prise en considération intervient, elle votera la prise en considération.
Cependant, elle m'a demandé d'être son interprète à cette tribune, mais non pas sur les amendements. Deux Commissions ont fonctionné, se sont beaucoup réunies, ont beaucoup travaillé - nous avons une fédération sérieuse - et ces amendements, comme il est de règle, seront présentés dans les Commissions respectives ; ils ne reviendront devant l'assemblée plénière que dans la mesure où ils ne seraient pas

retenus par les Commissions en question. Mais comme nous sommes optimistes, nous avons l'impression que nous n'aurons plus beaucoup à intervenir dans la réunion plénière.
Mon propos donc, en ce moment du débat, sera limité à une seule question.
Il nous est apparu qu'il y avait eu dans nos sections - et ce qui est vrai dans nos sections est souvent vrai dans l'opinion publique, dans la presse qui en est l'interprète - une sorte d'incompréhension à l'égard du sens même de nos débats, de la signification même de ce Congrès.
C'est vrai que ce n'est pas passionnant, même si à certains moments c'est passionné.
Qu'est-ce que c'est que ce plan d'action ? Où il se situe, et à quoi cela sert ?
A nos yeux, à mes yeux, puisque c'était moi qui avais suggéré au nouveau Parti l'idée du plan d'action, et qu'elle avait été retenue, il s'insère à une place très précise,,
Il y a d'abord, avant tout, et au-dessus de tout, une déclaration de principes. Elle a été votée, acceptée, elle ne saurait être remise en cause !
(Vifs applaudissements)
J'ai entendu depuis ce matin des propos curieux, et vu des gestes curieux, puisque maintenant non seulement on s'écoute, mais on se regarde ; sur la déclaration de principes, on faisait : bah… bah… bah…
Non ! Non ! On est Socialiste ou on ne l'est pas, et personne n'est obligé de l'être ! C'est par naissance qu'on est français, c'est par naissance qu'on est de telle ou telle famille, mais c'est par choix, par volonté, par option, qu'on est Socialiste !
(Très vifs applaudissements)
Que ceux que cela gêne aillent ailleurs ; nous continuerons à les respecter, et dans une certaine mesure, quand ils sont estimables, à les aimer.
Donc, la déclaration de principes, c'est le n°1.
Après cela, il y a l'action quotidienne.
L'action quotidienne, c'est le programme.
Mors, il faut un programme de législature. Il faut, en toute éventualité - on ne sait jamais ce qui peut nous arriver - un programme de gouvernement. Il faut un programme de cantonales. Il faut un programme de municipales. Il faut un programme !
Ce sont les deux thèmes, et ce dont nous discutons aujourd'hui, le plan d'action, c'est entre les deux.
Cela a deux objets très précis :
Le capitalisme est en mouvement, pas dans le sens que j'ai entendu définir ce matin, mais enfin il est en mouvement, il change tous les jours, il n'est plus celui des années de Marx, il n'est plus celui de mes années de jeunesse, il bouge.
Si on veut pouvoir s'y attaquer, il faut sans cesse l'analyser, il faut sans cesse voir

où il en est, il faut sans cesse préparer les réactions, et ce sont des réactions qui ne sont pas immédiates, à court terme.
Relisez, je vous en prie tous, les enseignements de nos grands anciens, non pas parce qu'ils sont anciens, mais parce qu'ils sont grands, relisez ce qu'ils nous ont appris ! Retenez les leçons ! Même si demain une majorité absolue pour le Parti Socialiste devait vous donner une majorité parlementaire, nous ne serions pas en mesure, dans les conditions politiques n.t économiques actuelles, de réaliser l'ensemble de ce que nous voulons réaliser. Tout cela est plus difficile, et plus lent… Cela ne m'amène pas à des conclusions semblables à celles du camarade Chandernagor, il s'en faut !
Donc, il nous faut faire un plan, un peu comme sur le plan gouvernemental. Je ne parle pas de l'actuel Plan, pour ce qu'il vaut… - cela ne vaut pas cher ! - mais s'il y avait un vrai Plan, c'est un Plan qui essaierait de déterminer pour une décennie, pour une demi-décennie, cinq ans, les grands motifs d'action, ce qu'on espère obtenir. Et bien, il faut que les Socialistes en fassent autant ! Qu'est-ce qu'ils pensent pouvoir faire dans une décennie, par exemple ?
Donc, sur le plan économique, sur le plan de l'action, le plan Socialiste, c'est cela. Mais c'est quelque chose de plus.
Nous sommes une organisation politique, nous sommes une organisation Socialiste, et dans ce cas il faut que nous disions quel sera, dans les dix ans, la stratégie. C'est autre chose que le programme, le programme, ce sera une tranche de Plan et la tactique. Je ne vais quand même pas faire un amphi sur la différence entre la stratégie et la tactique, non ?
Et bien, c'est cela, ce qu'est en réalité le plan d'action Socialiste, ou ce qu'il devrait être. Mais il y a - cela va être l'essentiel de mon propos - un critère essentiel.
Le plan d'action Socialiste est subordonné à l'acquiescement fondamental, cordial, de la déclaration de principes, et cela ne peut pas être, cela ne doit pas être - à moins d'une hypocrisie fondamentale. Et on me le reprochera encore, mais cela n'a pas d'importance, j'en ai entendu d'autres - le moyen de remettre en cause la déclaration de principes !
Je m'excuse, mais j'ai depuis ce matin des inquiétudes, et avec ce mauvais caractère qui commence à me devenir coutumier je les ai traduites a la sortie de la séance de ce matin à quelques camarades, en leur disant que je me sentais rajeuni de trente-sept ans, que je me sentais en 1933, non que je me prenne pour Blum, et que je fasse à d'autres, quant à leur devenir, l'injure de les comparer à quelques autres de 1933, mais quant aux thèmes, c'est exactement les mimes que nous avons entendus ce matin ! Evidemment, les jeunes, cela doit vous paraître curieux, mais je vous en conjure, lisez ! Lisez ! On a déjà entendu cela ! Cela recommence, c'est exactement le même problème qui se pose !

(Vifs applaudissements)
Non, non, je ne vais pas jouer à être Léon Blum, je n'en ai ni la capacité ni l'intention, et en tout cas, étant donné les situations que nous occupons les uns et les autres, ce n'est pas à moi de le faire.
Mais ce que j'ai moi à dire, c'est que je dois vous mettre en garde, pas en raison d'une longue et discutée expérience, mais fort d'une fidélité sans tache au Parti Socialiste et à ses décisions, à la SFIO de l'époque, au Parti d'aujourd'hui, dont j'ai toujours assumé les responsabilités, dont je les ai toujours prises, et dont j'estime qu'on doit toujours les prendre. J'ai le droit de vous dire : je suis effrayé. Vous voyez, j'ai modifié, je n'ai pas voulu reprendre l'autre. Je suis effrayé !
Mes camarades, j'ai entendu parler ce matin de chambard, de révolution, je n'ai pas entendu reprendre ici, mais ça va venir puisque je l'ai lu, du collectivisme, avec des gestes qui le condamnent ; j'ai entendu parler de tout cela dans des termes semblables à ceux qu'en d'autres heures j'entendais utiliser à l'égard de ceux qu'on appelait des utopistes.
Je n'ai pas entendu encore, mais ça va venir, employer la formule du "Socialisme du possible", mais j'ai entendu condamner le "Socialisme de l'impossible", qui serait, paraît-il, celui que le Plan d'Action vous a suggéré.
J'ai entendu des camarades nous expliquer que le mot réformisme ne leur faisait pas peur ; et pais, comme le vocabulaire est élastique dans notre pays de France et que des philologues et linguistes comme Max ça ne court pas les rues, - attention, derrière les questions de mots il y a toujours des problèmes de fond - j ai entendu comme un glissement subtil, passé de réformiste à réformateur... aïe aïe aïe… et le rassemblement des réformateurs, il n'est pas loin ! Je vous en conjure, camarades, informez-vous. Et d'abord, camarades des fédérations et des sections qui simplement vous plaçant dans le concret, dans le réel, en ayant assez de la situation présente, révoltes, voulant que ça change, vous vous dites "Et bien, oui commençons par ce qui est possible". Je vous mets en garde ! Demandez-vous où ça mène, et non pas seulement en fonction de l'histoire, ni de l'histoire passée, ni de l'histoire présente.
Il y a des discours qui ont dû être gênés depuis deux jours, depuis qu'on ne peut plus prendre certains exemples étrangers. Mais, informez-vous, éduquez-vous. Tout le débat est là…
Je ne vais pas vous faire l'injure de développer, d'autant plus que j'ai promis d'être bref et que je tiens à l'être. Mais vous camarades Socialistes, jeunes ou vieux, il y a des moments où dans ce débat je me demande à quel âge commence la jeunesse et en fonction de quoi ça se sent ?
Anciens ou nouveaux, vous qui croyez vraiment, profondément, aux chances du Socialisme, et d'aucune altération, d'aucune déviation du Socialisme, alors c'est à vous que je lance un appel et aux autres, bien sûr, rien n'est jamais du... J'ai

toujours été convaincu de la perfectibilité de tous les hommes, y compris de ceux qui se trompent et le droit à l'erreur est l'un de ceux que je professe.
Mais à vous qui y croyez, alors je lance un appel.
Ne vous laisses pas prendre dans de faux débats. Qu'est-ce que c'est que ce faux débat sur la supranationalité, sur l'Europe de demain ? Allons… D'abord, problème de conjoncture… Mais ensuite, la supranationalité, nous sommes quelques-uns, en tout cas je suis de ceux - et Léon Blum était de ceux qui en ont parlé avec sérieux et ont essayé de la réaliser, alors que certains n'étaient pas encore à notre parti pour être dans d'autres, et où d'autres étaient dans notre parti mais votaient contre.
Non, je vous en conjure, c'est trop facile, les problèmes où l'accord est quasi unanime ne nous les opposez pas comme des moyens de nous séparer. Prenez les problèmes de fond, l'organisation de la société Socialistes... (applaudissements)… Alors, ne permettez pas que, sous prétexte de réalisme, d'avoir les pieds par terre, en renonçant à regarder l'idéal, sous prétexte de novation, de modernisme, tous termes auxquels on a eu le culot d'associer le mot de jeunesse - je me demande pourquoi ? Je voudrais bien savoir où ils sont les jeunes, sauf les ambitieux prématurés qui se trouveraient sur ces longueurs d'ondes ? - à tous les autres, et c'est à ceux-là que je m'adresse, je leur dis : je vous en conjure, ne vous laissez pas endormir par les sirènes, par les grands discours, car c'est en fait toute l'idée, toute l'action, toute la vocation Socialistes, qui sont aujourd'hui en cause !
Unissez-vous, regroupez-vous, resserrez-vous, car c'est de vous, et de vous seuls, que dépend l'avenir de la société Socialiste en France !
(Très vifs applaudissements)

Le président - La parole est à notre Premier Secrétaire, Alain Savary, pour accueillir François Mitterrand et la délégation de la fédération des institutions républicaines.

Alain Savary

Camarades, le Parti Socialiste a souhaité qu'une délégation de la Convention des institutions républicaines assiste à ce débat et prenne la parole.
Je suis heureux d'accueillir au nom du Parti et du Congrès, la délégation que la Convention a bien voulu désigner et dont certains membres ont déjà suivi nos travaux.
Ils savent que nous sommes en cours de discussion du Plan d'action Socialiste. Dans le débat, vif et démocratique, qui s'est instauré dans nos assises, il y a eu moins une chose qui ne les aura pas surpris, c'est la référence à la doctrine, à la déclaration de principes, par cette déclaration de principes, elle nous est commune, puisque nous l'avons rédigée et discutée ensemble.
Ils ont vu également - et vous verrez également - les difficultés de la démocratie,

car ce que nous avons entrepris est plus malaisé que si l'on avait voulu dresser ce plan non pas par l'élaboration de tous les militants dans les sections et les fédérations, mais par un texte venu d'en haut et imposé à la base.
Nous connaissons les difficultés de la démocratie, et c'est la grandeur du Socialisme de les connaître, de même que nous savons que la gauche connaît des problèmes, car son honneur est de ne pas éluder les problèmes et les questions.
Dans la gauche, les démocrates Socialistes connaissent, ces problèmes. Après des espérances, ils ont connu des déceptions, mais ils savent que rien ne peut se faire encore que dans le respect le plus absolu des formes et des méthodes démocratiques.
Le fait que vous connaissiez ces problèmes à travers le débat, le fait que vous ayez tenu des assises dont nous espérons connaître prochainement les résultats, est un fait positif. Cela ne signifie pas que tout soit résolu, car nous savons qu'il est plus facile de diviser que d'unir, mais le Parti Socialiste, fidèle au mandat que le Congrès d'Issy-les-Moulineaux lui a confié, souhaite que l'unité des Socialistes se réalise, car ce sera le premier pas qui permettra, une opinion parfois désabusée, de sentir que quelque chose de profond change dans ce pays.
Nous pensons contribuer à ce changement de l'opinion par nos propres travaux et par le développement de notre organisation. Et nous savons aussi - nous l'avons dit à Issy-les-Moulineaux et cela de façon unanime - que le Parti Socialiste n ne sera comblé que lorsque tous ceux qui sont de vrais Socialistes se retrouveront dans la même organisation !
(Applaudissements)
Nous savons aussi que si, pour progresser, il importe d'avoir de l'imagination et de l'enthousiasme, les progrès profonds, durables et réels ne sont accomplis que s'ils sont basés sur des méthodes respectueuses de la démocratie, et je pense que cet esprit qui est le nôtre est de nature à trouver au-delà de cette enceinte, et parmi les membres de la délégation de la Convention le meilleur écho et à nouveau, je vous souhaite la bienvenue.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je donne maintenant la parole à François Mitterrand.

François Mitterrand

Vous nous avez invites à assister a vos travaux, nous avons répondu oui et nous y avons assisté ; vous nous avez demandé, vous nous avez invités à prendre la parole au cours de ce débat, et par les camarades qui sont ici présents, la convention vous a dit oui.
Pour ces deux initiatives, nous vous remercions.
Pour nous, et en dépit de tous les débats subalternes et aussi de tous les débats

nécessaires, tout passe par l'unité, et pour répondre au dernier mot d'Alain Savary, l'unité passe évidemment par la démocratie.
Si nous restons fermes sur ces bases, nous verrons bien.
Mais l'objet de votre Congrès n'est pas de parler de tout, bien que souvent on parle de beaucoup de choses qui ne sont pas prévues, dans tous les Congrès du monde.
Vous étudiez le Plan d'action Socialiste, et je pense que vous en déciderez demain.
Nous avons, pour ce qui nous concerne, au titre de la Convention des institutions républicaines, il y a quelques semaines seulement, mis au point un document sur lequel nous travaillons encore, où ont été définies les grandes lignes d'action et les grandes perspectives.
Je pense que cette double démarche, si jamais elle devenait convergente, représenterait un grand progrès pour l'unité Socialiste. Pourquoi ? Parce qu'il suffit d'avoir lu ces textes - j'ai lu évidemment les vôtres et mes amis aussi - pour être frappé par une évidence : les questions que nous nous posons, vous vous les posez aussi.
Et non pas par vertu d'imitation, parce que tout homme politique responsable qui veut s'engager dans le Socialisme en l'an 1970, est face à des difficultés et conduit nécessairement à se poser ces mêmes questions. Quelles sont-elles ? Ce sera si vous le permettez notre modeste et rapide contribution à votre débat, auquel je veux participer ainsi m'en tenant à cette courte intervention ne serait-ce que par courtoisie pour un parti politique qui invite, qui veut inviter, mais qui est maître de ses propres décisions..
Nous sommes partis d'un point très simple à savoir qu'il convenait pour un Socialiste de 1970 de ne jamais oublier que le Socialisme était une philosophie, que cette philosophie n'était pas née d'hier, mais il y a bien, bien longtemps,
il y a plus d'un siècle, et qu'elle s'identifiait à des luttes sanglantes, marquée par de grands drames, par l'écrasement provisoire des travailleurs qui portaient l'espérance et le message du Socialisme… et que cette philosophie du Socialisme reste identique à elle-même…
Lorsqu'on parle de moderniser, lorsqu'on parle de transformer, il faut d'abord se placer sur un autre plan. Mais lorsqu'on parle du Socialisme, on doit en relater toutes les luttes d'un siècle et demi ou presque, certains d'entre vous le savent mieux que moi.
Seulement, cette philosophie à quoi s'ajoute une démarche scientifique, est une dialectique qui reste aimable ; puisqu'il s'agit - et c'est bien notre voeu - de libérer l'homme de toutes les exploitations, de tous efforts dont il souffre, un Socialiste reconnaît que rien n'est possible tant qu'on n'a pas commencé par libérer l'homme de toutes les formes d'exploitation économique, ce qui, naturellement vous a engagés à étudier de plus près les rapports de production, et toutes analyses qui conduisent à examiner les voies de passage au Socialisme.

Seulement, après avoir dit cela, nous avons pensé - et nous savons que vous êtes nombreux à penser de cette manière - que le Socialisme en 1970 - je n'ai pas dit de 1970 - doit prendre en compte les besoins, les intérêts et les aspirations dont la forme et le fond ont été expliqués au cours de ces dix dernières armées, et pas spécialement au cours de ces deux dernières années.
Ce besoin, ressenti par nous tous, d'analyser une civilisation qui tourne en rond, dans la mesure même où elle ne se détruit pas, qui n'a pas su trouver ses axes de direction et qui n'a pas su donner aux hommes les perspectives de bonheur dont ils ont besoin.
Ces aspirations se sont exprimées davantage et parfois avec un peu de légèreté, sur le plan qualitatif que sur le plan quantitatif. Il ne s'agit pas de choisir l'un contre l'autre.
Nous assumons les revendications quantitatives des travailleurs et des couches socioprofessionnelles, associés à leurs démarches. Mais nous voulons exprimer en même temps les besoins qualitatifs du modèle de civilisation exprimé par la révolte de certains. C'est autour de cela que nous avons - comme vous l'avez fait - successivement étudié les voies de passage au Socialisme, et comme il m'est arrivé de le dire dans une autre Assemblée, essayé de vider de leur sens ce que nous avons appelé "les fausses querelles".
Les fausses querelles, camarades, si nous parvenions à en faire le tour, si nous arrivions vraiment à les définir, peut-être serait-il alors possible d'en arriver plus rapidement aux véritables discussions.
Et lorsque nous aurions alors cerné les véritables divergences, nous aurions fait un grand pas vers vous !
Fausse querelle du Socialisme, fausse querelle des familles politiques si proches l'une de l'autre, successivement, et évidemment les voies de passage : dans quelle mesure la démocratie - la démocratie bourgeoise - permet-elle à la lutte Socialiste d'espérer parvenir, par le seul moyen du bulletin de vote, à la conquête du pouvoir politique ? Question examinée longuement, et vous imaginez bien avec quels éléments de discussion quelquefois passionnés, entre nous !
La stratégie de rupture à l'égard de la société capitaliste : sommes-nous, serions nous des gestionnaires ? Quels gestionnaires ? Tendrions-nous comme tant d'autres avant nous à être les bons, les meilleurs gestionnaires d'une société capitaliste qui ne nous attend pas pour cela ? Ou bien faut-il, par un certain nombre de mesures proposées dans le Plan d'action Socialiste, dans le contrat Socialiste, dans le document qui peut-être un jour nous réunira tous, définir les mesures irréductibles à partir desquelles tout sera possible - c'est en tout cas ce que nous croyons - à partir desquelles il nous sera possible de bâtir le Socialisme du possible. Quand nous disons le Socialisme du possible, nous ne disons pas le Socialisme possible. Vous direz que ce sont des arguties, pas du tout, nous ne nous arrêtons pas dans notre

démarche à un point donné que nous aurions arbitrairement fixé et selon lequel cela en serait fini de la démarche vers la création de la société Socialiste.
Nous ne pensons pas, nous, Convention, sur le plan de la majorité de notre formation politique, que dans le rapport des forces actuelles, il soit possible de fonder l'accession à la société Socialiste sur la rupture brutale, sanglante et toute simple d'un grand soir, le grand soir contre la société actuelle, qui ne tend qu'à se transformer, le cas échéant, en société des colonels… non, ce n'est pas souvent le cas.. d'ailleurs en est-il besoin, les colonels… ils ont les banques d'affaires, cela leur suffit, et nous ne pensons pas davantage que même dans cette hypothèse, il serait possible de concevoir, comme on l'entend si souvent dire dans les salles où nous nous rendons à Paris ou en province, par nos contradicteurs, que nous nous réveillerons le lendemain matin dans un merveilleux Socialisme, édifié par l'opération de la cuisse de Jupiter.
Nous pensons que c'est une longue et difficile épreuve que de fonder la société Socialistes dans un pays occidental comme la France, qui vit dans le cadre d'un marché commun, pour lequel, au demeurant, nous avons voté et auquel nous restons favorables dans le cadre d'un type de civilisation industrielle, qui tend à devenir hautement industrielle et qui suppose une démarche réaliste et non pas seulement je ne sais quel marché de rêverie.
Nous avons également vu - mais c'est presque banal et qu'on me pardonne, car nous avons lu vos livres et en avons tiré profit, hier soir encore j'étais plongé dans celui de votre secrétaire général, puisque j'étais tout prêt des Editions du Seuil - que rien n'était possible sans une analyse préalable et moderne du corps sociologique auquel nous nous intéressons : quels sont les intérêts légitimes exprimés par tel ou tel groupe socioprofessionnel et quels sont les intérêts qu'en tant que Parti ou mouvement, le Socialisme doit exprimer dans sa lutte contre la société ambiante ?
Il est évident que le jour où le Socialisme gouverne la France, sa mission ne change pas de sens, mais s'élargit au niveau de la nation.
Nous avons posé ces problèmes, nous vous les posons, j'espèce que cela améliorera et approfondira les conditions utiles du dialogue.
Nous avons encore étudié deux aspects que je citerai uniquement pour mémoire : les relations des lois du Plan et des lois du marché. On n'est pas Socialiste si on n'accorde par la prééminence aux lois du plan.
Faut-il pour autant renier les lois du marché ?
Discussion ouverte, mais difficile, pour aboutir à la dernière discussion majeure, à savoir : le Socialisme prend-il en compte ou refuse t-il les tâches démocratiques accumulées depuis plus de 150 ans, non seulement par la démarche spécifique du Socialisme à travers les luttes sociales, mais aussi par les conquêtes des libertés individuelles dues à une alliance, celle de 1789, à une certaine forme de

bourgeoisie, et il faut le dire aussi par les aspirations populaires ?
Faut-il rejeter ? Faut-il prendre en compte ?
Nous avons dit : il faut prendre en compte, on n'a pas le droit de rejeter tout ce qui contribue, aussi peu que ce soit, et même si le sens en est détourné, à l'édification de la société démocratique, car le Socialisme, c'est la démocratie, évidemment, en vérifiant de près le contenu même des grandes directions, des grands principes. Car que signifie la liberté d'expression si, s'appliquant à Camille Desmoulins et à sa feuille recto verso, diffusée sur les boulevards de Paris, on en arrive aux grands moyens de communication avec les mass média, la radio, le télévision et qu'on ne nous accorde que le Journal de Camille Desmoulins ?C'est très bien, maintenant que l'opposition démocratique n'aura pas les grands moyens de communication, il n'y aura pas dans la démocratie française de véritable liberté.
Voilà, très rapidement dites, les principales directions de nos recherches, sans oublier, c'est évident, les méthodes de planification.
Alors, voilà ce document. Vous avez dit : j'espère que nous le connaîtrons. Et bien, si on ne vous l'a pas envoyé, on va le faire et comme vous ne manquez pas d'experts et qu'au demeurant votre curiosité aura été aiguisée par vos propres discussions, j'espère que notre contribution ne sera pas inutile ; il était normal que vous vous déterminiez vous-mêmes, comme vous allez le faire demain, mais comme c'est une entreprise constante, comme le Socialisme est, je pense, une évolution ou une révolution permanente, vous serez en mesure, comme nous-mêmes, à travers les 3, 4, 6 mois... enfin, dans la période qui commence et dont je vais dire un mot, de rapprocher les thèses, les thèmes, les démarches, la stratégie et la tactique, mais pour en arriver à quoi donc ?
Et bien, je vais vous poser la question, chers camarades : une fois qu'on a dit cela, qu'est-ce qu'on va faire ?
Je ne répondrai pas ce soir, parce que je parle devant votre Congrès - et je parlais devant le mien, j'irai plus loin - et qu'il est bien normal que je respecte ceux qui m'invitent et qui, démocratiquement, représentent un certain nombre de mandants et sont l'expression d'un certain nombre de courants délibérés déjà à la base, dans lesquels je n'ai pas à m'interférer.
Seulement, il faut bien que vous vous rendiez compte de ceci, c'est qu'en dépit des difficultés inhérentes à toute entreprise de ce genre, en dépit des rivalités, en dépit des antagonismes locaux, quelquefois en dépit des grandes batailles idéologiques au niveau national, aucune solution - telle est notre conviction profonde - aucune espérance ne sera offerte aux hommes et aux femmes de gauche, et, je le pense à la majorité des français, aucune, si l'unité des Socialistes et, pour être clair, du Socialisme démocratique, ne se fait pas.
Vous pourriez me dire : qu'est-ce que vous attendez ? Je pourrais vous répondre : qu'est-ce que vous attendez ? Et la discussion n'avancerait pas.

Ce que je peux vous dire, c'est qu'en tout état de cause, le jour où il sera possible par un processus démocratique - partant du choix délibéré de la base, de l'aspiration populaire - nous n'en sommes pas maîtres, nous n'avons pas à le décider, mais nous pensons dans un délai raisonnable - c'est-à-dire des gens dûment connus, enregistrés, et pas de quelque foule informe qui pourrait décider aux lieu et place de ceux qui en ont la charge et la mission, qui supposera l'étude, l'édification, comme nous l'avons dit à St-Denis, d'un plan d'action Socialiste, d'un contrat - et s'il faut un nom commun, on le trouvera bien, ce n'est pas la difficulté - le jour où il sera possible par le processus démocratique le plus classique, le plus certain et le plus généreux, le plus vaste, le moins fermé par des œillères sans se boucher les oreilles sur les cris des aspirations des uns et des autres, que tous les Socialistes de France, qui reconnaissent l'impératif démocratique, se retrouvent ensemble, je vous le dis aujourd'hui, nous serons toujours prêts, sans que l'on puisse en douter, parce que cela représente une certaine solennité, parce qu'on nous écoute - je le suppose - parce que ce sera dit et parce qu'on n'aura peut-être pas l'occasion de se le redire de cette manière, et nous n'emploierons jamais la tactique ou le moyen procédurier qui permettrait, par manœuvres subalternes, de retarder l'échéance.

Nous demandons simplement que sur la base de votre travail qui est, c'est vrai, un travail sérieux, nous sachions de quoi nous parlons, nous aussi.

Bref, nous ne pensons pas que nous parviendrons à l'unité simplement parce que nous aurons crié "Unité", même si c'est un cri fort sympathique que nous entendons, nous aussi, dans nos Congrès, mais si cette unité a un contenu théorique, pratique, stratégique et tactique suffisant pour ne point aller jusqu'à l'unanimisme, jusqu'à la confusion ; il est bon qu'il y ait des courants, mais pourquoi ces courants ne s'exprimeraient ils pas dans la formation Socialiste que nous appelons de nos vœux ?

Est-ce celle-là ? Est-ce une autre ? Est-ce la nôtre ?

Nous vous disons tout de suite à partir du moment où nous voulons construire, nous apportons notre pierre et ne prétendons pas être seuls à faire le bâtiment ; nous souhaitons que vous procédiez de la même manière.

J'ai dit pour commencer, ce sera ma conclusion, "toujours plus d'unité" ; il n'y a pas de solution pour la gauche française, face au Parti communiste, face au développement de ce qu'on appelle d'un terme nouveau, dans la vie politique française le comportement - je ne dis pas les idées - gauchiste, face à la pression formidable des intérêts capitalistes plus puissants que jamais, il n'y a pas d'équilibre à gauche, ce qui prête une extraordinaire relativité à tout contact à fauche - mais je ne tranche pas pour savoir s'il en faut ou pas - tant que le Socialisme démocratique n'aura pas retrouvé sa puissance et sa force. Et nous pensons, parce que nous n'oublions pas, même si c'est un peu désuet, pardonnez ce

côté un peu cocardier, que nous sommes dans un pays qui s'appelle la France et que nous sommes français, qu'il n'y aura pas non plus d'équilibre dans la politique française s'il n'y a pas d'abord d'équilibre dans la politique de la gauche. Tout passe par là, donc tout passe par vous et peut-être un peu par nous. Voilà le débat.
Est-ce que nous nous rencontrerons autrement qu'à coup de communiqués ?
La réponse appartient aux organismes dirigeants du Parti Socialiste et de la Convention des institutions républicaines. Des épreuves nous attendent, elles sont rudes, mars 1971, 1973, mais nous ne réduisons pas notre démarche, quand nous venons vous voir, aux perspectives électorales, nous ressentons, peut-être vous aussi, une sorte de besoin beaucoup plus simple, dont nous parlons quelquefois sur les bancs de l'Assemblée nationale pour ceux qui sont députés, dont on parle quand on se promène à travers le pays, le besoin de trouver une sorte d'identité de pensée, c'est nécessaire, et d'identité de démarche.
La politique des petits pas en avant, il me semble qu'elle a été définie par un Socialiste, cela s'est situé sur le plan de la politique extérieure ; la politique des grands pas en avant, sur le plan de l'unité des Socialistes, c'est la meilleure, mais la politique des petits pas en avant n'est pas à dédaigner, dans la mesure où la démarche dont vous avez pris l'initiative nous a permis aujourd'hui de vous rencontrer et de vous parler, non seulement devant un Congrès, mais devant l'opinion publique de notre pays et peut-être de faire lever un espoir dans le coeur de milliers d'hommes et de femmes que nous ne connaissons pas, répartis en France, et qui se trouvent écrasés entre les forces concurrentes qui ont une certaine forme de complicité objective pour nous laisser où nous sommes, dans notre petitesse.
Ce que je viens vous dire ici, devant un Congrès national du Parti Socialiste, ce n'est pas quelque chose qu'on dit en catimini, cela ne peut pas être une petite confidence entre deux portes, cela ne peut pas être assimilé en quoi que ce soit à une opération tactique. Nous nous engageons, à compter du moment où les règles démocratiques à la base sont respectées, où l'appel peut être entendu par tous ceux qui ne sont ni chez nous, ni chez vous, mais qui aiment le Socialisme et qui veulent un Socialisme démocratique, où cette démarche est entreprise, et quelle que soit l'ampleur des pas que vous déciderez, à être sur la même longueur d'onde, je veux dire sur la même démarche.
Et comme nous ne sommes pas ici pour répandre des paroles bénisseuses, ni pour faire plaisir à ceux d'entre vous, si nombreux, qui criez "Unité", en descendant de cette tribune, nous sommes prêts à crier avec vous "Unité", mais à aller un peu plus loin, c'est-à-dire en dehors des conversations inutiles, des débats de procédure - que nous répudions, parce qu'ils ont donné de mauvais résultats - et je dirai même en laissant de côté un certain nombre de préjugés.
Nous vous disons, dans la perspective de 1973, considérée non comme un rendez-

vous électoral, mais comme peut-être... non, il n'y a jamais de dernière chance, mais comme une chance de dernière heure en tout cas pour notre génération politique, pour affirmer la capacité du Socialisme à gouverner la France, à édifier une société conforme à ses vœux, que dès ce soir, tout est possible avec la Convention des institutions républicaines qui n'est elle même qu'un élément parmi d'autres, qui n'exagère pas son pouvoir, mais qui a - pardonnez nous de le croire, de le penser, c'est en tout cas la justification de notre attitude, le sentiment de représenter une forme de pensée, un tempérament, une approche du Socialisme nécessaire à la construction commune.
En tout cas, mes chers camarades, à partir d'aujourd'hui, nous vous écoutons nous discutons.
Nous ne discuterons jamais des propositions qui se comparant ou se rapprochant de celles que nous avons exprimées à Saint-Denis au mois de décembre 1969 signifieront que nous prenons tous les risques de la démocratie, plus nombreux, moins nombreux, avec vous, avec d'autres, tout cela nous est indifférent, ce qu'il faut, c'est que chacun ait le sentiment que son droit d'expression et sa capacité de pensée trouvera dans le sein du mouvement Socialiste et d'une formation enfin unifiée la possibilité, non seulement d'aboutir aux confrontations nécessaires, mais de donner le sentiment à droite, à gauche et surtout parmi les nôtres, qu'enfin nous sommes repartis du bon pied, que tout est possible, que tout va se faire.
Pour cela, il faut y croire ; pour cela aussi, il faut au-delà des gestes et des paroles, un certain nombre d'actes.
La Convention vous dit que sur le plan des actes, dans la franchise et parfois la rudesse de l'expression, elle est d'abord sensible à ce que vous avez fait aujourd'hui, et chaque fois qu'une majorité, devenue l'unanimité chez vous, s'exprimera dans ce sens et nous dira : venez parler avec nous, discutons, engageons, entreprenons la construction commune, nous aurons le sentiment que le Parti Socialiste, à partir de son plan d'action aura, non seulement défini la méthode et l'objectif, mais aura en même temps apporté, ce qui nous a trop souvent manqué aux uns et aux autres, ce minimum de compréhension humaine, ce minimum - oh ! le mot est ancien - de fraternité, qui après tout dépasse toutes les oppositions, pour construire le Socialisme en France.
(Très vifs applaudissements)

Le président – Camarades, nous reprenons notre débat que la plan d'action et je donne la parole à Chevènement, de Paris pour 15 minutes après lui Robert Favre.

Jean-Pierre Chevènement

Camarades, il m'incombe de défendre devant vous les motions concernant la politique étrangère adoptée par la fédération de Paris. Je ne voudrais pas le faire,

toutefois, sans avoir auparavant salué parmi beaucoup d'autres camarades, André Janson président de la CFDT, et nos camarades conventionnels.
(Applaudissements)
François Mitterrand vient de nous dire dès ce soir, entre nous, tout est possible. Nous savons, nous, militants, par expérience, ce que coûtent les divisions des organisations qui s'étaient mises d'accord sur notre déclaration de principe. Nous savons qu'elles sont à la source de nombreuses chicanes subalternes, de malentendus, de frictions ; nous savons qu'elles stérilisent l'énergie des militants, nous savons qu'elles découragent beaucoup de Socialistes qui sont en dehors à la fois de la Convention et du Parti Socialiste, et c'est la raison pour laquelle je veux simplement rappeler ici - parce qu'en tant que Secrétaire de Paris, c'est mon travail - que le Congrès de Paris a voté à l'unanimité, la semaine dernière, un texte réclamant en octobre la réunion des sections, et dès le début de l'année prochaine, dès janvier si cela est possible, la tenue d'un Congrès de réunification.
C'est une procédure qui est simple, à partir du moment où, comme l'a rappelé François Mitterrand tout à l'heure, on accepte le principe démocratique qu'un homme égale une voix.
Voilà ce que je voulais dire, camarades, en préambule, car je pense que de l'événement qui s'est produit aujourd'hui, il ne peut pas ne rien sortir.
J'en viens maintenant au texte de politique étrangère que je dois soutenir au nom de la fédération de Paris.
Pas plus qu'André Chandernagor, la fédération de Paris ne méconnaît la dimension internationale des problèmes qui lui sont posés, car Marx, au siècle dernier déjà faisait observer que les capitalistes étaient des internationalistes, qu'il y avait une internationale des capitalistes, et c'était la raison pour laquelle il fallait construire l'internationale des travailleurs.
En ce qui concerne André Chandernagor, je crains simplement qu'il se soit trompé d'Internationale ! Une expérience Socialiste est difficile. Chandernagor a rappelé que nous étions en économie ouverte, que la fuite des capitaux était toujours possible, et, avec cette façon de raisonner, on décrète la pause avant d'avoir donné le signal du départ, on ferait 1937 avant d'avoir fait 1936, 1947 avant d'avoir fait 1944.
La raison de ce comportement n'est pas tout à fait mystérieuse. Elle tient simplement à ce que le phénomène de l'impérialisme n'est pas bien analysé.
Sans doute le Plan d'action nous parle du combat sans frontières que nous devons mener ; il nous parle de la dîme que les pays riches prélèvent sur les pays pauvres, mais il ne décrit pas de manière cohérente et rigoureuse ce que sont les formes nouvelles eu capitalisme à notre époque.
Quelques mots seulement sur l'impérialisme économique, sur les transferts de richesse qui s'opèrent d'un continent à l'autre, du Tiers Monde vers les nations les

plus riches, des pays d'Europe vers les grandes Sociétés américaines.
Rien sur l'impérialisme financier qui permet aux entreprises américaines d'acheter les nôtres avec des capitaux empruntés sur le marché européen ; rien sur l'impérialisme monétaire qui fait que les déficits de balance des paiements américains sont réglés en monnaie de singe. Je ne parle pas de l'impérialisme militaire, il est présent à tous les esprits, mais que dit-on de l'impérialisme culturel ?
L'impérialisme cohérent est un mot courant, et le mot n'est pas employé, et je le regrette. Je le regrette parce que si nous avions une analyse claire de l'adversaire qui est en face de nous, si nous étions capables de concevoir le terme de lutte de classe, le combat à l'échelle internationale, aussi bien que sur le plan intérieur, peut-être que nous comprendrions que la France Socialiste ne sera pas seule, que les exploités de tous les pays seront solidaires parce que l'adversaire est unique et que l'avènement d'une France Socialiste créera un rapport de forces nouveau dont les capitalistes eux-mêmes devront tenir compte.
En gros, il y a deux stratégies réalistes. Il y a celle de Chandernagor, je n'hésite pas à le dire, c'est la stratégie de l'intégration, et il y a la stratégie du capitalisme qui ne peut être que celle de la rupture.
C'est pourquoi la fédération de Paris a voté deux textes, le premier, à l'unanimité sur l'Europe. Ce texte est le suivant :
"L'état actuel de la construction européenne laisse une marge d'action aux Socialistes qui l'utiliseront. Ils mèneront le combat pour le Socialisme, tant au niveau européen qu'en France. Cependant, si la participation à l'Europe devait faire obstacle au développement du Socialisme en France, les Socialistes donneraient le cas échéant la priorité au Socialisme sur l'Europe", et c'est évident parce que nous sommes des Socialistes.
Le second texte sur le Pacte Atlantique a recueilli une majorité des 3/5ème. Il se prononce pour le retrait de la France du Pacte Atlantique.
"Les Socialistes français lutteront pour que la France quitte le Pacte atlantique : ils considèrent contradictoire le développement d'une expérience Socialiste dans un pays dont la défense serait subordonnée à une puissance militaire dirigée par la première nation capitaliste du monde. Ils dénoncent la politique des blocs et mèneront une campagne pour la disparition du Pacte de Varsovie. Dans le programme commun de la gauche, le Parti Communiste français devra s'engager à agir au sein du mouvement Communiste international pour le retrait des troupes soviétiques des démocraties populaires."
Je voudrais expliquer ici les raisons qui nous ont fait nous prononcer pour le retrait de la France du Pacte atlantique.
Croyez bien, camarades, que cette décision n'est pas prise à la légère, par préjugé. Il nous semble que le retrait du Pacte atlantique est un symbole, et un symbole

visible, éclatant, de notre détermination.
On nous disait qu'il s'agissait d'un chiffon de papier, que l'OTAN n'existe plus, que le Pacte atlantique c'est 4 ou 5 articles. Et bien oui, c'est très peu de choses, c'est un morceau de papier !
Cela ne change pas grand-chose à l'équilibre militaire, mais ça a une profonde signification ; cela peut avoir une profonde résonance si le Parti se prononce pour le retrait du Pacte atlantique. Les objections que l'on nous fait ne sont pas convaincantes sur le plan militaire ; je viens de m'étendre sur le plan de la défense nationale ; il n'y a pas grand-chose à changer, que nous soyons ou pas dans le Pacte atlantique, il faudrait que le Parti se penche sur la question de la défense nationale.
Enfin, plus subtilement, on nous dit : mais vous introduisez un déséquilibre dans le dialogue avec le PC. Quel déséquilibre ? Le fait que nous renoncions à figurer dans le Pacte atlantique est un obstacle qui est levé sur la voie de l'accord politique. Par ailleurs, bien loin de nous mettre en position de faiblesse, le retrait du Pacte atlantique que nous réclamerions serait un argument vis-à-vis de l'opinion et vis-à-vis du PC, pour prendre des positions enfin indépendantes. Enfin, cette position a l'avantage d'être logique. C'est une contradiction évidente à nous dire Socialistes et à vouloir rester dans le Pacte Atlantique. Or, la logique est une vertu pédagogique et quand on est Socialiste, cela veut dire qu'on veut faire l'éducation des masses, sur un certain nombre de thèmes.
Quatrième avantage que j'y vois, c'est que cet acte symbolique, mais de haute signification, nous permet d'affirmer notre solidarité avec les pays du tiers-monde, et notamment, je le dis sans démagogie, avec le Vietnam. Beaucoup de motions ont été votées, par notre fédération en particulier, pour condamner l'impérialisme américain en Indochine, mais la véritable solidarité ne consiste pas tellement à voter des motions, à organiser des réunions ou à prévoir des mécanismes d'assistance technique et financière. Tout cela est très bien, mais la véritable solidarité, cela consiste à se battre là où on est, contre l'adversaire commun. Cela à consiste à se battre là où nous sommes, en France.

Le président - Camarades, un peu de silence. Laissez parler l'orateur.

Jean-Pierre Chevènement - Je conclus d'ailleurs pour dire que si sur cette question du Pacte atlantique, une importante minorité comme je le crois se dégageait dans ce Congrès, ce serait une manifestation visible du renouveau et de la vitalité du mouvement Socialiste. Ce serait aussi un encouragement puissant pour tous les peuples qui sont victimes de l'oppression impérialiste.
Alors, camarades, je vous demanderai tout à l'heure de ne pas négliger ce facteur lorsque vous vous prononcerez.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Robert Favre, du Val de Marne. Je demande à Sarre, de Paris, de se préparer.

Robert Favre

Sur l'Europe, le texte B a été voté à une grande majorité par le Val de Marne, ce qui signifie mesures de libéralisation, sans fermeture des frontières, ni stagnation, ni régression, ce qui est difficile, mais a été étudié sérieusement dans les groupes de travail, et exprimé avec plus de netteté et plus de bonheur peut-être par trois textes dont je vais vous donner lecture.

Le premier texte porte les signatures notamment de Chevènement, Sarre, Motchan. C'est un texte de 1969.Loin d'exclure la concurrence de l'entreprise et l'ouverture sur le marché mondial que les Communistes tchécoslovaques cherchèrent à réaliser avant l'intervention des chars russes, une expérience Socialiste en France se doit de les maintenir, de sorte que l'autogestion est l'apprentissage de la gestion, et signifie la responsabilité, et l'apprentissage des responsabilités par les travailleurs.

Alors, le deuxième texte porte notamment les signatures de Gaston Defferre, Gazier, Jacquet, Pineau, Brutelle, et Quilliot. C'est également un texte de 1969 qui dit : Le marché a le mérite d'écouter des évaluations fantaisistes. Il se conçoit très bien, même si les instruments de production et d'échange sont socialisés. Exemple : la Yougoslavie.

Et le troisième texte est un texte tiré du dernier livre d'Alain Savary, qui s'appelle "Pour le nouveau Parti Socialiste", qui vient de paraître à l'édition du Seuil, où l'on dit : La généralisation du mode de gestion bureaucratique et centralisé que connaissent les Pays de l'Est étant exclue, parce qu'il n'est pas efficace, et peut être oppressif, il faut conserver du capitalisme la pluralité des centres de décision et le mécanisme du marché. Au point de convergence de ces deux séries de motivations, se situe très logiquement une formule, celle de l'économie publique de concurrence".

Je trouve que ceci est la même chose que ce qui est dit à divers endroits du Plan d'action, mais c'est peut-être beaucoup mieux dit.

Alors, j'en viens aux thèses A et C, sur l'Europe, celles que nous avons rejetées.

La thèse A, qui est la thèse Chandernagor, c'est l'ajournement aux calendes grecques des mesures de socialisation, par le biais d'une négociation préalable de ces mesures avec les autres Partis Socialistes des pays européens, ce qui implique, semble-t-il, que l'on convertisse d'abord M. Brandt à la socialisation des moyens de production.

La thèse C, c'est le rejet éventuel de la construction européenne, si la concurrence internationale empêchait de prendre certaines mesures. En gros, ces deux thèses ont été rejetées et il semble bien qu'elles ont un point commun, c'est qu'elles ont peur

que notre collectivisme répète les expériences étatiques et bureaucratiques inefficaces que les Pays de l'Est sont en train de répudier.
Lorsque Chandernagor et Hinterman s'effraient d'une tendance à l'autarcie et à l'inefficacité bureaucratique de nos propositions, je ne leur reproche pas d'être de mauvaise foi, mais d'être mal au courant des dernières recherches de la pensée Socialiste, non seulement à la Cité Malesherbes mais aussi dans des pays aussi divers que l'URSS et les Etats-Unis, et même la Suède. Car le Socialisme est désormais possible, dès lors qu'il s'est débarrassé de méthodes de gestion en dépit du bon sens auxquelles l'opinion publique continue à nous assimiler, et vous n'avez qu'à voir la presse qui nous divise en deux catégories : ceux qui ne savent pas gérer du tout, et qui sont ceux qui voudraient faire quelque chose, sont des impurs, et pas des vrais Socialistes.
Eh bien ! ce n'est pas vrai. On n'est pas divisé en deux. Nous sommes sur le point de faire quelque chose de bien. C'est pourquoi nous voulons refuser certaine adjonction qui résulte de la confusion et de l'ignorance, et je ne traite pas mes camarades de mauvaise foi, aussi haut placés qu'ils soient ; je les traite d'ignorants ; ils n'ont qu'à s'informer et à travailler, et à venir aux réunions.
(Applaudissements)
Nous avons voté aussi sur l'Alliance Atlantique, voté contre la politique des blocs de l'Est et de l'Ouest. Sur la prise du pouvoir, nous avons voté pour l'exercice du pouvoir par toutes les forces du capitalisme au besoin avec le concours des démocrates qui pourraient faire avec nous un bout de chemin sur la route du Socialisme, à condition que cela serve à remettre en cause les fondements du capitalisme. C'est la thèse C 2 du nouveau document.
Je vous dis cela, parce que c'est une mesure d'ordre. Il faudrait peut-être voter d'abord sur les grandes options qui sont à la carte, pour voir si, ensuite, on rejette le reste du document du Plan d'action ou si, au contraire, on le prend pour base, au besoin en l'amendant.
Alors, pour le reste, il a semblé à la grande majorité des camarades que le document de base du Plan d'action formait un tout cohérent et d'un contenu authentiquement Socialiste. C'est le fruit d'un long travail d'élaboration que nous ne voulons pas remettre en cause, bien que la rédaction manque de clarté, de fermeté et de sens du concret, et soit parfois tout à fait maladroite, ce qui donne facilement à certains des verges pour fouetter les gens de bonne volonté qui ont fait cette étude du Plan d'action.
En prenant pour base les idées de ce document, et en les refondant de façon plus accessible à l'opinion publique, le Parti peut disposer, je le répète, d'un instrument authentiquement Socialiste et assurant la cohérence entre les fins et les moyens, qui fera beaucoup pour notre image dans le pays.
Je reprends ces deux points : authentiquement Socialiste, cohérent, et j'ajouterai

réaliste.
Authentiquement Socialiste. Il s'agissait, dans le contexte actuel, de reprendre les deux bornes frontières qui nous définissent, d'une part, par rapport aux démocrates qui ne sont pas Socialistes, et d'autre part, par rapport aux maximalistes de tout poil qui ne sont pas démocrates et ne respectent pas la dignité humaine, ni le simple bon sens.
La socialisation des moyens de production sous des formes diverses ; grands services publics ; entreprises individuelles ou coopératives, encadrées et soutenues ; industries concurrentielles publiques à autonomie de gestion et plus que jamais actuelle, dans un monde où les besoins collectifs s'accroissent et où, dans le secteur de libre initiative, les travailleurs manuels, intellectuels, contestent de plus en plus l'utilité des actionnaires, gros et petits, et des stratégies financières privées.
C'est la transformation de la société capitaliste en société Socialiste dont parlait Léon Blum au Congrès de Tours, avec désormais des moyens d'action nouveaux, sur le plan financier et sur le plan culturel, mais c'est aussi une prise déposition contre l'infaillibilité et l'omnipotence de l'Etat et des guides éclairés, la proclamation de la liberté de l'initiative et de ses garanties.
Pluralité des partis. Indépendance des syndicats. Droit de grève qu'il faudra maintenir, mime dans le meilleur du monde. Presse indépendante du capital et de l'Etat patron. Autogestion dans le dialogue avec les Communistes. Les Communistes abandonnent peu à peu les thèses des 21 conditions.

Le président - Il faut conclure. Ton temps de parole est expiré.

Robert Favre - ...Rejeter le document de travail, c'est suivre Chandernagor dont la motion est assez vague et peu convaincante, ou bien c'est suivre des tendances qui se veulent plus révolutionnaires, mais auxquelles on peut demander de définir des moyens d'action accordés aux réalités internationales et à la psychologie du peuple français.
Le travail de la Commission du Plan d'action est, pour sa part, resté Socialiste et réaliste. Le rôle de la Banque nationale d'investissements, par exemple, est essentiel tant pour les voies de passage que pour le fonctionnement efficace et décentralisé d'une économie collectiviste telle qu'il faut la concevoir, sous peine de retomber dans un collectivisme qui serait une dictature ou une rêverie.
C'est donc un document ayant pour idées forces, celles élaborées par la Commission du Plan d'action, mais peut-être avec davantage de force et de netteté, qui doit sortir de ce Congrès. Il faut donc qu'une commission de rédaction désignée par le Congrès, et contenant les principaux camarades qui y ont déjà peiné de façon valable, soit chargée avec mandat impératif de rédiger de façon qui passe la rampe de l'opinion publique, un texte définitif conforme aux décisions de la majorité qui

va se dégager ici, et que les commissions du Congrès devront rédiger en style télégraphique.
La démocratie doit être la règle dans ces commissions, mais pour que ce texte ne soit pas un monstre, il faut qu'une majorité se dégage sur une doctrine et une action qui forment un tout cohérent et que soient rejetées les adjonctions et les amendements de ceux qui remettent en cause ce tout raisonnable et cohérent.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Sarre, de la fédération de Paris. Ensuite, à Dupont du Loiret.

Georges Sarre

Camarades, une stratégie, quelle qu'elle soit, se juge à l'épreuve des faits, et notre débat d'aujourd'hui, s'il ne veut pas rester abstrait, s'il ne veut pas se limiter à l'éloquence équivoque des déclarations de principe, doit tenir compte des expériences et des résultats.
Des faits, ces derniers, jours, il y en a eu deux qui éclairent d'une lumière crue les différentes stratégies du Socialisme : le recul du SPD aux élections régionales allemandes, et les élections générales britanniques, avec la défaite éclatante et imprévue subie par le Parti Travailliste.
On peut en tirer quelques enseignements que pourraient méditer ceux qui, dans le Parti et hors du Parti, nous donnaient en exemple l'attitude de nos voisins et exigeaient de nous que nous suivions béats et enthousiastes la route social-démocrate.
En Allemagne, une politique extérieure hardie et courageuse et rendue très difficile par une politique intérieure timide, respectueuse du système économique, social et culturel en place. On ne combat pas pour la paix. Combattre en même temps pour des conditions intérieures, une politique de paix, c'est-à-dire pour le Socialisme.
En Angleterre, ce qui est évident, c'est que les électeurs jugent avec bon sens, avec beaucoup de bon sens que, pour faire une politique conservatrice, les mieux placés, ce sont les conservateurs.
(Applaudissements)
Et pour en finir avec la référence aux autres partis et aux autres états, qu'on ne nous rebatte pas les oreilles avec l'expérience suédoise, si chère à M. Pompidou. La situation de la Suède, sa population, son histoire, ses traditions de lutte, sont très différentes des nôtres. Les intentions de nos camarades suédois pourraient d'ailleurs bien surprendre leurs prétendus admirateurs, ceux qui sont au gouvernement, et ceux qui n'y sont pas encore. Lorsque Olaf Barl manifeste dans la rue contre le déchaînement de l'impérialisme américain, en Indochine, il montre bien que, pour lui, l'exigence Socialiste va bien au-delà du réformisme timide

Fondation Jean-Jaurès

qu'on lui prête.
(Applaudissements)
Les stratégies de compromis et de recul à l'échelon européen sont fortes. Leur échec est évident partout. Si une autre stratégie est possible, c'est nous, à travers le Plan d'action, qui devons la définir. C'est l'objet de ce débat.
Le Socialisme, camarades, ne sera pas, ne sera jamais une évolution lente et imperceptible, modifiant timidement en quelques points l'économie actuelle.
Le réformisme républicain, si brillamment représenté par Edgar Faure, a eu ses mérites au début du siècle. L'époque actuelle a d'autres exigences. Mai 1968 l'a bien montré.
Le Socialisme ne l'emportera dans notre pays, ne vaincra la résistance acharnée désespérée de l'oligarchie dirigeante que de haute lutte. La bourgeoisie ne reculera devant aucun moyen pour conserver son pouvoir. Nous ne devons refuser aucun moyen pour l'abattre, dans le respect de la volonté démocratique de l'immense majorité du peuple. Seule, la lutte puissante, soutenue, diversifiée dans ses formes et dans ses méthodes de l'ensemble des travailleurs, peut l'emporter et c'est dans la lutte plus que par tous les discours qu'apparaît aux masses la nécessité et la possibilité du Socialisme.
Cette lutte implique l'union, sans retour et sans équivoque de toutes les organisations syndicales et politiques des travailleurs, et d'elles seules, sur la base d'un programme de lutte et de gouvernement, après qu'aient été vidés au fond les désaccords fondamentaux.
Un combat quotidien et multiple, des élections, le système représentatif qui, pour nous aussi seront les moyens d'action de la démocratie Socialiste, ne peuvent aujourd'hui, compte tenu de l'implacable oppression culturelle imposée aux travailleurs et des moyens financiers énormes, on l'a vu récemment, dont dispose la classe ouvrière, sous ses différents masques. Non. Les élections ne peuvent pas être considérées comme autre chose qu'un moyen, parmi d'autres, d'agitation, de propagande, d'assurance de tirer des tribunes pour notre idéal et des passions pour nos forces. La violence, nous n'en voulons pas, mais nous saurons lui imposer, le cas échéant, la force des travailleurs. C'est en ces termes que se pose pour nous le problème du passage au Socialisme, avec la conviction que le Socialisme, tout le Socialisme, l'immense élan des niasses pour transformer le monde et pour changer la vie, est la seule solution réaliste.
... réalistes, c'est-à-dire réalisables parce qu'elles reposent sur des données réelles de la situation.
La crise profonde et sans précédent que connaît notre pays, la crise morale, économique et politique est celle du capitalisme aujourd'hui et en France.
Irréalistes sont ceux qui ne veulent pas voir que la France et l'Europe sont des objets quasi passifs dans le monde des blocs.

Nous savons, certes, combien est brutale l'oppression soviétique, nous qui mettions un espoir véritable dans le Socialisme à visage humain de Dubcek, nous n'accepterons jamais qui ce qui s'est passé et se passe à Prague se renouvelle à Paris, mais nous devons constater que cette domination brutale des maîtres de Moscou, est limitée géographiquement aux états frontaliers, dans ses moyens exclusivement militaires. Nous ne pouvons pas, sous le prétexte que le comportement de l'Union soviétique est inadmissible, admettre celui des Etats-Unis, car c'est là un impérialisme véritable et total, il s'étend à toute la planète et utilise tous les moyens, des plus sauvages aux plus subtiles, moyens militaires en Indochine, en République Dominicaine, au Guatemala ; moyens policiers en Iran, soutien aux dictatures les plus corrompues, en Grèce, au Brésil, en Corée, à Formose ; moyens économiques et financiers;, moyens culturels dans le monde entier, en Europe notamment.
Aussi, pour nous, les choses sont claires. Il n'est pas sérieux, il n'est même pas honnête de prétendre construire le Socialisme en France en acceptant la domination des Américains» et d'ailleurs toute domination.
Il était peut-être impossible en 1945-1955, de ne pas choisir entre les blocs, il serait vain d'en discuter aujourd'hui, mais il est certain que maintenant, en 1970, la neutralité est la condition sine qua non du Socialisme démocratique.
Enfin l'Europe dont se servent Chaban, Giscard, Servan-Schreiber et d'autres, pour faire avaler leurs pilules ! Mais nous ne pouvons la juger que compte tenu de notre exigence de neutralité. Nous ne méconnaissons pas le côté positif, voire exaltant de l'idée européenne, la rupture qu'elle constitue par rapport aux idées et aux pratiques nationalistes de naguère, mais nous ne nous masquons pas non plus que l'Europe qui se construit actuellement ne peut pas être la nôtre, celle des Socialistes. Elle est fondée sur le démantèlement partiel dans chaque pays de ce que les travailleurs et les résistants avaient arraché en 1946 et en particulier pendant la résistance.
Voilà ce que je voulais dire au nom de la majorité de la fédération de Paris. Où sont les réalistes ? Nous citons des faits et nous proposons une ligne précise, concrète, qui peut rendre au Parti le chemin de masse et les armes nécessaires au combat.
On nous accuse d'être romantiques, mais nous parlons raison, sans oublier que la chaleur et l'enthousiasme sont nécessaires à un Parti comme le nôtre et que quand on croit profondément à un idéal il faut le servir avec fougue.
On nous accuse d'être trop tranchants, trop exigeants, camarades, nous servons le Parti avec toute notre volonté ? Au fond, ne nous accuserait-on pas d'être tout simplement trop Socialistes ?
(Applaudissements)

Le président - Je vais donner la parole à Dupont du Loiret, mais je voudrais d'abord

attirer l'attention du Congrès sur le fait qu'il est 19 heures 30 et qu'il reste dix orateurs inscrits. Le total du temps de parole qu'ils ont demandé représente deux heures ! Vous n'ignorez pas qu'il y aura après les conclusions de Denis Cépède et de notre Premier Secrétaire. Je demande donc aux dix orateurs inscrits de vraiment réduire leurs explications. Je crains, sinon, que notre réunion ne soit pas profitable.
Il y a déjà eu des camarades qui ont renoncé à la parole, les dix qui restent peuvent évidemment avoir un mouvement qui serait certainement apprécié !
(Applaudissements)

Dupont

Pour répondre au président, je dirai que je serai d'autant moins long qu'il n'est pas question pour moi d'apporter ici les amendements ou les thèses que nous avons votés à ma fédération. Je m'en tiendrai strictement à l'ordre du jour qui nous est proposé, c'est-à-dire envisager la prise en considération d'un texte qui nous est proposé.
Quand je dis le texte qui nous est proposé, nous entendons, nous, dans notre fédération, le document de travail, parce qu'effectivement le projet de texte, nous ne l'avons reçu que voici quelques jours, alors que notre congrès fédéral s'était déjà réuni. En conséquence, je ne suis mandaté pour ne parler que de ce que nous avons discuté le texte étant arrivé après.
Dans la fédération du Loiret, nous avons indiscutablement ressenti une certaine inquiétude et un certain étonnement. Effectivement les projets dans les premiers paragraphes, donnent des formules définitives qui, en principe, ont fait l'unanimité, semble-t-il, de ceux qui ont participé à la rédaction. Il s'agit, je cite quelques formules, de condamner totalement le capitalisme qui opprime le peuple ; retarde le progrès social, réduit les personnes âgées à la misère, et je pourrais continuer ainsi.
Unanimement, semble-t-il, ceux qui ont constitué ce projet, plaident pour une transformation de cette société, une transformation qui doit être globale et s'inscrire dans un contexte international.
Je vais prendre deux exemples, c'est à partir de la politique extérieure que naît cette inquiétude. Quand on voit, par exemple, un projet de texte qui fait de l'Europe politiquement unifiée un préalable à l'expérience Socialiste, alors on se dit que dans notre Parti il y a des camarades qui subissent une tentation très grande, qui serait d'accepter tout ce que l'on veut au niveau des principes, mais en prenant bien soin de multiplier les préalables qui en retardent l'application !
Il faudrait savoir, une fois pour toutes, et j'espère que cette fois ça sera l'expérience cruciale, savoir si le Socialisme est un beau mythe devant lequel on retire son chapeau, mais que l'on recule toujours éternellement au nom d'un pseudo réalisme dont j'attends et nous attendons tous qu'on nous démontre l'efficacité aussi bien en France qu'ailleurs !

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Le deuxième exemple a trait à la politique extérieure. Il y a un magnifique paragraphe, le 31, dans le document de travail qui dit : "l'accession aux responsabilités politiques qui ne serait pas l'occasion d'une transformation fondamentale du système politico-économique, rendrait les Socialistes complices de leurs adversaires continuant alors à camper dans l'Etat". Quelques pages plus loin nous trouvons les fameux paragraphes 86 et 87 qui prouvent qu'il y a des militants qui sont prêts, chez nous, à participer malgré tout à un gouvernement de droite et il y a une formule admirable qui a disparu des statuts de la nouvelle mouture, mais dont je crains qu'elle n'ait pas disparu des cœurs, cette fameuse formule de l'alliance avec des forces politiques qui dénoncent les effets du capitalisme sans faire leur une stratégie Socialiste ! C'est ce genre de formule qu'il faut éliminer à tout prix !
(Applaudissements)
Giscard d'Estaing dans son face à face, dénonçait les effets du capitalisme, sans faire pour autant sienne une stratégie Socialiste ! Toute la droite dénoncera les effets du capitalisme. Alors, ce genre de formule, vague dans la forme, contient en fait un vague dans le fond et j'espère que c'est un vague ! Pour nous il n'y a pas de problème, cela n'est pas du romantisme. Le réalisme veut que lorsqu'on fait le Socialisme d'un pays, on fait avec des gens qui se réclament du Socialisme, et avec ceux-là seulement. Ce genre de formule doit disparaître et si nous ne mettons pas les choses en accord avec les mots, nous savons qu'il ne sera pas question d'être pris au sérieux.
Je voudrais demander aux camarades qui se sont exprimés au nom de la démocratie Socialiste ; camarades, démocratie Socialiste, c'est une expression qui contient deux termes. Vous nous reprochez à propos des rapports avec le Parti Communiste, de nous compromettre, paraît-il, avec des gens qui ne sont pas des démocrates, mais avez-vous la même exigence, avez-vous la même dureté vis à vis de ceux qui, en notre sein, parmi nous, se compromettent d'une façon beaucoup plus évidente avec des gens qui n'ont jamais été des Socialistes ?
(Applaudissements)
Pour finir je voudrais dire que pour nous le débat fondamental est là, dans un terme qui est revenu quatre fois ce matin dans les propos de Chandernagor, c'est qu'à Issy-les-Moulineaux la ligne était une ligne circonstancielle. Le problème il est là, pour nous la ligne d'Issy-les-Moulineaux n'est pas une ligne circonstancielle, elle est la seule chance qui reste au Socialisme !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Menga, du Pas de Calais.

Menga

Mes camarades, le texte que la fédération du Pas-de-Calais soumet à l'attention du Congrès, et que nous avons intitulé : pour un Parti Socialiste efficace et démocratique, n'a d'autre prétention que d'apporter une contribution à une réflexion que nous avons voulue collective.

Cette observation liminaire étant faite, pourquoi avons-nous développé et précisé les chapitres cent et suivants du document de travail qui nous a servi de base ?

Tout d'abord, parce que nous avons eu le sentiment profond que les propositions que nous formulions dans nos textes, répondaient à la nécessité de donner à notre Parti un instrument politique crédible, capable d'attirer autour de lui l'ensemble des Socialistes.

En second lieu, parce que nous étions intimement persuadés que les meilleures intentions contenues dans le Plan d'Action Socialiste, fussent-elles énoncées clairement, resteraient lettre morte si notre Parti n'était pas à même de les diffuser dans l'opinion publique.

Enfin, parce que nous avons désiré proposer à l'ensemble du Congrès un texte clair, concret et réaliste, susceptible de répondre aux difficultés que nous rencontrons présentement et qui nous placent dans une situation politique caractérisée à gauche par la présence d'un puissant Parti Communiste.

Il n'est pas inutile de rappeler sur cette tribune que la motion d'Issy-les-Moulineaux à laquelle nous avons souscrit voici un an, nous commande une attitude unitaire. Or, une telle attitude est subordonnée à l'existence d'un Parti Socialiste puissant susceptible de jouer à l'avenir le rôle politique qu'il devrait normalement avoir.

Pour toutes ces raisons, nous formulons un certain nombre de propositions qui dans mon esprit correspondent au désir profond des militants de la fédération du Pas-de-Calais. Nous souhaitons que notre texte rencontre un large écho parmi les militants présents dans cette salle.

Il n'est pas utile d'affirmer ici la nécessité d'un parti Socialiste efficace et démocratique. Nous en sommes tous persuadés, prétendre le contraire relèverait de l'ineptie intellectuelle la plus totale. Définir les conditions qui permettront à notre Parti d'apparaître en 1970 et dans les années qui suivront, comme une organisation de masse efficace et démocratique, correspond à une nécessité fondamentale dont dépend pour une large part le succès du Plan d'Action Socialiste que nous élaborons aujourd'hui.

C'est à cela que nous avons voulu répondre. En premier lieu, pourquoi une organisation de masse ? Parce que la notion de recrutement revêt à travers ce désir une importance fondamentale. Si le Parti ne recrute pas suffisamment il se condamne à devenir un parti en voie de dépérissement et à cet égard l'adhésion des jeunes doit demeurer notre constant souci.

Fondation Jean Jaurès

A partir de cette constatation, une question déjà se pose : comment se développer en quantité et comment se développer en qualité ? C'est en fonction de ce problème que nous sommes amenés à examiner les divers moyens propres à assurer au Parti un large recrutement. Il peut s'agir de réunions publiques, par exemple, associant la population locale au thème choisi par le Parti, etc. Si nous désirons intéresser l'opinion publique à une campagne que nous menons, encore faut-il nous intéresser aux besoins de la population. On peut s'intéresser à l'avenir scolaire des enfants, à leurs conditions de scolarité, au contenu de l'enseignement qui leur est dispensé, etc. De tels thèmes de réflexion peuvent sensibiliser la population du quartier, de la commune, dans lesquels est implantée la section du Parti.

D'autres thèmes peuvent également être débattus, la santé, l'habitat, l'environnement, et j'en passe. Ces réunions doivent être assorties de moyens permettant leur plein succès. Les moyens audiovisuels sont, à cet égard, susceptibles d'intéresser l'auditoire, par exemple les fils du Crepa ou de la série "certifié conforme". Avec un bon animateur nous pouvons espérer sensibiliser notre auditoire et faire prendre conscience aux gens que notre Parti est soucieux d'apporter une solution à leurs problèmes.

Notre volonté est également de sortir du ghetto dans lequel se sont enfermés, il faut le dire, toutes les organisations traditionnelles de la gauche, cela nous permettrait d'apparaître aux yeux de ceux qui nous observent, comme une collectivité ouverte, non sectaire et préfigurant la société Socialiste que nous entendons bâtir.

Il importe de sortir de sa coquille et d'entamer avec les forces vives de la cité, syndicats, unions de jeunes, associations familiales, associations sportives, un dialogue. Il faut un contact avec ces associations avec des accords portant sur des objets précis.

Par exemple, l'éventualité de la création d'une maison de jeunes, doit nous amener à solliciter l'aide non seulement des organisations intéressées, c'est-à-dire les maisons de jeunes, mais encore l'aide de divers praticiens, spécialistes de ces questions. C'est à partir de ces confrontations et dans la mesure où nous constaterons l'identité de nos vues, que nous réaliserons un travail en profondeur susceptible de nous faire connaître comme une force vivante.

Progressivement, c'est en employant une telle méthode que nous créerons autour du Parti un noyau de sympathisants dont certains s'engageront ultérieurement. Il n'est pas concevable, dans un Parti comme le nôtre de rester muet si dans les cités où nous vivons un événement important se produit, fermeture d'une entreprise, décision prise par une municipalité de droite et d'autres exemples comme celui-là.

La diffusion d'un tract ronéotypé fera connaître les positions du Parti à propos de tel ou tel problème et nous donnera l'occasion de populariser notre point de vue. Là où cela sera possible, la mise en place de structures spécialisées nous aiderait également à nous faire connaître auprès de militants qui ne sont pas encore au Parti,

qui ne sont inscrits à aucune organisation politique.
Le temps qui m'est imparti étant très limité, je vais limiter mon propos mais je tiens à souligner que la volonté qui a animé la fédération du Pas-de-Calais à construire un Parti conforme à notre désir nous semble une nécessité. Pour quelle raison ? Cela est très simple. Si nous voulons apparaître comme une force crédible, capable d'être crue, capable de jouer un rôle dans l'opinion publique, encore faut-il se préoccuper des moyens techniques qui nous permettront de mieux nous adapter à la situation, qui nous est imposée, et aussi qui nous permettront de mieux rayonner à l'intérieur du quartier, ou à l'intérieur de l'entreprise, c'est-à-dire là où la section est implantée.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Letonturier de Paris.

Louis-Paul Letonturier

Les critiques du document de travail qui a été diffusé dans les sections n'ont pas manqué. Elles ont même été multipliées. Mais il est vrai que la plus forte, la plus efficace et la plus saisissante de ces critiques a été la sortie, en dernière heure, d'un nouveau document, et on pourrait évidemment épiloguer longuement sur cette manière de préparer le travail démocratiquement, à la base.
Ce nouveau document, personnellement, j'en ai eu connaissance aujourd'hui ; je n'ai donc pas eu le temps de le travailler. J'ai quand même aperçu qu'il portait trois titres différents pour les trois chapitres, qui sont toujours trois :
- le premier, très original : où en sommes-nous ?
- le second : pourquoi nous combattons ?
- le troisième : comment passer au Socialisme ?

Le tout avec des points d'interrogation qui agrémentent agréablement la typographie !
J'avais compris depuis longtemps, personnellement, que le problème se divisait en trois parties, qu'il y avait d'un côté, on pourrait dire, le mal, de l'autre, le bien, et au milieu : comment passer du mal vers le bien. Si c'est cela, l'amélioration, je ne vois pas pourquoi on risque de troubler, de perturber le travail des délégués qui ont travaillé à la base, dans les sections, sur le document de travail imprimé - quelles qu'en soient ses imperfections - même si on leur donne un petit lexique d'équivalences chiffrées pour qu'ils s'y reconnaissent dans les numéros !
Camarades, à la base - c'est tout au moins l'impression que j'ai eue dans ma section, dans ma fédération, et dans les échos que j'ai recueillis auprès de camarades d'autres fédérations - on a pris très au sérieux le plan d'action, on y croit, on s'est penché sur le document de travail qui a été envoyé en temps utile, et on ne comprendrait guère qu'un autre texte, quelle que soit sa qualité, serve de base

Collection Jean-Jaurès

de discussion.
Mais en tous les cas, ce n'est peut-être pas le plus important, je vous l'accorde. Le plus important, c'est que ce plan d'action est attendu ; il est attendu dans le Parti, il est attendu en dehors du parti. En effet, dans cette floraison de manifestes et de déclarations, qui vont du ciel à la terre, en passant par je ne sais quoi, il est évident qu'un plan d'action du Parti Socialiste - et François Mitterrand, tout à l'heure, ne l'a pas dissimulé - est attendu, je le répète, non seulement dans le Parti, mais hors du Parti.
Est-il est attendu maintenant, à l'issue du Congrès, pas dans huit jours, pas dans un mois ! C'est ce Congrès qui doit décider, par un vote, de ce que sera le plan d'action du Parti, car ce plan d'action est à la fois le gage qu'il s'agit bien d'un nouveau Parti, et le gage également qu'il s'agit de la persévérance du Socialisme de toujours, de ses principes et de ses caractères fondamentaux.
Ce plan d'action, il se situe entre la déclaration de principes, d'autres l'ont dit - il ne doit, en aucun cas, et Guy Mollet a raison, être en contradiction avec la déclaration de principes votée et acceptée - et un programme, un programme politique, programme de gouvernement ou programme politique tout court, c'est-à-dire que ce plan d'action doit être une orientation générale. Cela était dit dans les textes d'introduction signés de Denis Cépède, il s'agit des grandes options découlant de la déclaration de principes et devant déboucher sur un programme.
Cela signifie quoi, camarades ?
Cela signifie par exemple que, pour quelque élection que ce soit, qu'il s'agisse des élections législatives, qu'il s'agisse du terme de 1973, ou qu'il s'agisse d'élections municipales, et du terme de 1971, l'adoption par le Congrès de ce plan d'action veut dire qu'aucune alliance ne pourra se faire sur un programme qui sera en contradiction avec ledit plan d'action adopté par le Congrès.
(Applaudissements)
Cela nous sort de l'intemporalité nue d'aucuns ont voulu faire planer autour de ce plan d'action, intemporalité sur laquelle nos camarades des sections n'ont pas "marché " une seule seconde. Eux, ils ont travaillé dans le concret, et dans le bois dur, comme disait un camarade de ma section ; c'est en fonction des perspectives immédiates qu'ils ont voté tel ou tel texte représenté dans le document de travail, qu'ils ont fait tel ou tel amendement. Ceci doit être pris en considération, et pris en considération par tous, sinon ce Parti risque d'avoir quelques difficultés dans l'avenir.
Il me faut évidemment, dans ce plan, sortir un certain nombre de points plus importants les uns que les autres.
On a beaucoup parlé des pactes, on a beaucoup parlé du Pacte atlantique, du Pacte de Varsovie, et de leur dissolution. On a oublié de dire que ces Pactes sont les formes actuelles d'une situation qui est permanente, et que la lutte contre les

impérialistes, sous toutes ses formes, aujourd'hui prenant la forme de la lutte pour la dissolution de ces Pactes, est une lutte oui doit se mener sans relâche et partout ; c'est une lutte contre tous les impérialismes, je dis bien tous, quelle que soit leur origine, et quelles que soient leurs formes, même si le Parti, en luttant contre les impérialismes, doit perdre le dernier comptoir de l'Inde qu'il semble avoir conservé !
(Applaudissements)
Cela dit, aussi importante que soit cette question des Pactes, peut-être au moins aussi, sinon plus, importante - et en tous les cas nécessaire - est la liaison entre les luttes de masse et les luttes électorales et parlementaires. Cette liaison entre les luttes de masse et les luttes électorales et parlementaires doit figurer dans le plan d'action, et elle concerne la période qui précède l'accession au pouvoir, comme celle qui suit l'accession au pouvoir, puisque les deux périodes sont envisagées, dans le plan d'action.
A ce propos, je pense que notre camarade Max Lejeune a fait un lapsus tout à l'heure, je ne dirai pas freudien, mais peut-être amiénois, lorsqu'il a dit que la lutte de classes n'avait pas le même contenu aujourd'hui, à la suite des conquêtes qui avaient été faites notamment par le Parti et son action, qu'autrefois. Ce sont les formes de la lutte de classes, ce sont les moyens de la lutte de classes, qui ont peut-être changé, qui ont même sûrement changé, et je ne veux pas m'étendre, mais le contenu de la lutte de classes, il est le même !
(Applaudissements)
L'un des problèmes du plan d'action est de définir la base sociale de lutte du Parti.
Nous n'acceptons pas, nous ne devons pas accepter, que d'autres disent : les ouvriers, c'est nous, que d'autres ajoutent : les ouvriers, c'est eux, nous, on s'intéresse aux couches du tertiaire, et à cela seulement !
(Applaudissements)
Le Parti Socialiste, le nôtre actuellement, celui de demain, après une éducation de toutes les forces Socialistes, aura comme aujourd'hui et comme hier vocation à être, d'abord, un parti ouvrier, et avec les ouvriers le problème est aujourd'hui de faire prendre conscience à de multiples autres couches sociales de producteurs salariés qu'ils ont le même adversaire, et qu'ils doivent mener le même combat de classes.
Ce rassemblement, qui n'a aucun rapport, ni avec le bloc historique de Garaudy, ni avec la dichotomie qui consiste à dire : les ouvriers d'un côté, le tertiaire de l'autre, ce rassemblement c'est le parti Socialiste unifié, j'oserai dire le grand parti Socialiste unifié, qui a vocation pour le faire, et c'est ce que nous devons faire, c'est la tâche historique de l'heure, ce regroupement que nous sommes en train de constituer, et dont nous sommes déjà une importante avant-garde, qu'on le veuille ou non à droite ou à gauche !

(Applaudissements)
Cela dit, dans ce plan d'action, il reste bien sur d'autres problèmes : les conditions minimales des alliances, par exemple, obtenir du Parti Communiste qu'il nous explique ce qu'il entend exactement par "démocratie avancée", car le problème est important de définir dans un plan d'action quels sont les éléments qui constitueront le point de non-retour à partir desquels nous pourrons considérer que nous sommes entrés dans une nouvelle société. Ou bien la démocratie avancée est une démocratie économique et politique simplement en droit, et non en fait, et alors elle n'est qu'une forme nouvelle de la société actuelle, ou bien elle est une démocratie économique et politique en droit et en fait, et alors elle inaugure la société Socialiste. Le Parti Communiste doit nous dire, dans les discussions que nous entreprendrons avec lui, quel sens il donne, quel contenu il donne, à l'expression "démocratie avancée", et ce n'est pas une affaire de politique quotidienne, c'est une affaire de plan d'action, c'est une affaire de définition de grandes options pour le Parti Socialiste.
Bien sur, il faudrait aussi parler - mais nous le ferons en commission - de la lutte des masses et de ses liaisons avec les luttes électorales et parlementaires, du problème-clé des rapports Parti-Syndicats ; je ne le ferai pas ici, je le ferai en Commission.
Je voudrais terminer simplement en rappelant que nous avons tous salué une phrase de notre camarade Premier Secrétaire, prononcée, je crois, si je me souviens bien, lors d'une conférence de presse, lorsqu'il a dit que le Parti Socialiste était désormais un Parti qui dit ce qu'il fait et qui fait ce qu'il dit. Cette phrase nous a, à tous, beaucoup plu. Elle a plu en particulier à tous ceux qui sont venus, ou revenus, au Parti Socialiste. Elle a plu à tous ceux qui attendent d'y venir. Elle comporte un double engagement, elle comporte le dire et elle comporte le faire, et notre camarade Savary me pardonnera d'y associer une autre citation - ce n'était pas un Socialiste, il s'est voulu anarchiste, mais à cette époque le Socialisme avait différentes formes - de Bakounine, qui disait - il y a plus de quatre-vingts ans - : ceux qui se sont bornés à réclamer ce qu'ils estimaient le possible n'ont jamais avancé d'un seul pas.
(Applaudissements)
Des milliers et des milliers de personnes attendent, dans le Parti, et hors du Parti, que le parti pense, parle, et agisse au-delà du possible.
(Applaudissements)

Le président - Denecker, Corrèze, pour 15 minutes. Je demande à Gabelle, de l'Isère, de se préparer.

Denecker

Mes camarades, s'il y en avait parmi nous qui doutaient de notre Parti, je crois que cet après-midi aura été pour eux l'objet d'une grande satisfaction.

Notre Parti existe depuis un an. Il a, discrètement peut-être, mais sûrement, avancé dans la voie du renouveau et de la reconstruction Socialistes. La preuve, c'est que des hommes aussi différents qu'André Janson et François Mitterrand sont venus aujourd'hui, par leur présence, saluer ce travail, et je crois que nous pouvons nous en féliciter ; c'est la preuve que le Parti Socialiste est aujourd'hui une réalité dans ce pays, et qu'il a en main les atouts qui lui permettront, demain, de peser plus efficacement dans la vie politique de ce pays.

Mes camarades, j'avais prévu une intervention plus longue, que je voudrais écourter vu l'heure, et je vais insister sur un certain nombre de points.

En ce qui concerne les objectifs de notre plan d'action Socialiste, nous pensons, dans notre fédération, qu'il y a trois problèmes fondamentaux :

Le premier, c'est celui de notre conception de la socialisation, qui est extrêmement importante dans la mesure où elle se distingue fondamentalement de la socialisation centralisée qui existe dans un certain nombre d'expériences des pays de l'Est.

Nous pensons que cette socialisation doit permettre à courte échéance de créer dans ce pays une prédominance du secteur socialisé, afin que l'Etat, les collectivités, les citoyens, puissent exercer le droit qui est le leur sur la gestion de l'économie.

Mais nous pensons que ce processus de socialisation mériterait d'être étudié avec sérieux, et qu'il ne peut faire l'objet d'une simple discussion autour d'un tapis vert, entre les organisations de la gauche, les unes demandant plus, les autres acceptant moins. Nous pensons que le processus de socialisation doit viser à l'efficacité, et que pour viser à l'efficacité il se doit de porter sur les grandes unités de production économique, qui jouent un rôle déterminant dans chacun des secteurs de l'industrie, et dont il serait nécessaire de pouvoir orienter a la fois les investissements et la politique industrielle.

Le deuxième aspect qui nous paraît important, c'est celui de l'autogestion. On a beaucoup parlé de l'autogestion, c'est aussi un mot à la mode.

Nous pensons que c'est une chose qui est à la fois positive et qui a ses limites.

Qui est positive parce que c'est une occasion de permettre au niveau des entreprises une participation efficace des travailleurs à la marche de l'entreprise.

Mais c'est aussi une conception qui a ses limites dans la mesure où l'autogestion ne peut pas porter sur tous les aspects de la vie de l'entreprise, et que dans le domaine des investissements en particulier l'entreprise est liée aux objectifs du Plan.

Parler d'autogestion aujourd'hui, c'est l'insérer dans un ensemble plus vaste, dont l'armature est la planification démocratique, cette planification qui doit avoir un caractère impératif et qui doit permettre aux citoyens de participer plus efficacement aux grandes décisions économiques, dans la mesure où chacun des

Plans correspondrait, de par sa durée, à la durée des assemblées nationale et régionales. Et cela permettrait à une expérience gouvernementale de se réaliser sur un projet de plan qui aurait fait l'objet d'un débat public au cours d'une campagne électorale préalable.

En ce qui concerne les voies de passage au Socialisme, nous pensons qu'il est de plus en plus nécessaire - et nous avons déjà eu l'occasion de le dire - de réaliser cette coordination des luttes politico-économiques, dans la mesure où le Socialisme en France, je le disais hier, est représenté par les organisations politiques, certes, mais aussi par un certain nombre de courants qui s'exercent dans la vie française, que ce soit les syndicats, ou un certain nombre d'organisations de masse. Il est donc absolument indispensable qu'une collaboration, dans le respect des uns et des autres, et dans le respect de chaque stratégie, puisse être créée, et il nous paraît important que l'aspect électoral, qui est celui de notre parti, ne soit pas dissocié des luttes sociales qui sont du ressort des organisations syndicales et des organisations ouvrières, car si un jour il y a une majorité dans ce pays - et nous espérons que ce jour sera le plus proche possible - pour tenter l'expérience du Socialisme, il est bien certain que cette expérience ne pourra se développer, dans l'esprit qui nous anime, que dans la mesure où il y aura, au niveau social, un courant puissant qui se manifestera, et qui soutiendra les initiatives que le pouvoir politique sera amené à prendre.

Je tiens à reprendre encore, à ce sujet, une proposition que la fédération de la Corrèze fait au Congrès, qui est celle de lancer dans la gauche française, vis-à-vis des autres organisations de la gauche non Communiste qui se réclament du Socialisme, vis-à-vis aussi de militants syndicalistes dans tous les secteurs, l'idée de grands colloques Socialistes qui permettraient à tous les courants du Socialisme de procéder à un large échange de vues sur les problèmes d'actualité, qui sont ceux de la planification, qui sont ceux de l'autogestion, qui sont ceux de la socialisation, qui sont ceux de la démocratie communale, du rapport entre Parti et syndicats, et j'en passe.

J'avais pensé aussi qu'il était important d'évoquer deux problèmes qui concernent les conditions internationales de passage au socialisme :

c'est le problème de l'Europe, c'est aussi le problème des alliances militaires. Je crois que l'heure tourne, et je ne voudrais pas prolonger le débat. Je dirai simplement que nous versons à la Commission des résolutions deux textes, l'un concernant l'Europe, et l'autre concernant le problème des alliances militaires.

En ce qui concerne l'Europe, nous pensons qu'il est sans doute utopique d'envisager aujourd'hui une expérience Socialiste en France qui méconnaîtrait la réalité du marché commun. Nous pensons que la voie est étroite, mais qu'il existe une marge de manœuvre, qu'il existe un compromis possible, qui permettent un certain nombre d'évolutions dans l'ensemble du Socialisme, en France, à la

condition que le combat soit mené sur des objectifs de programmation européenne, et que la coordination des luttes au niveau de l'ensemble des forces Socialistes européenne soit accélérée.
En ce qui concerne le pacte Atlantique, nous pensons que les conditions d'aujourd'hui ne sont pas celles de la guerre froide, que les choses ont changé mais qu'il n'est pas possible non plus, pour notre pays, de se retirer purement et simplement du pacte Atlantique dans l'immédiat, dans la mesure où il y a nécessité de prendre parti.
Nous pensons qu'une troisième position est possible dans ce douane, qui consisterait à ce qu'un gouvernement Socialiste déclare son intention de quitter le Pacte atlantique d'une part, et d'autre part envisage de proposer à ses partenaires européens de l'Ouest mais aussi de l'Est, les négociations en ce qui concerne les possibilités d'un pacte de Sécurité européen.
Pensez, camarades, à la visite en France du président roumain, pensez aux préoccupations qui sont les siennes de voir se réaliser cette large concertation ! Il est bien certain que si nous voulons un dégel à l'Ouest nous devons essayer d'entreprendre toutes démarchez et propositions qui permettent également ce dégel à l'Est.
Voilà un certain nombre de propositions que nous formulons, avec l'espoir que demain, sorte de ce Congrès un plan d'action Socialiste qui puisse être très largement diffusé dans l'opinion et qui fasse l'objet d'une publication en librairie, et que les militants de ce Parti soient outillés dans les semaines qui vont venir et surtout à la rentrée pour diffuser les perspectives politiques qui sont celles de notre Parti et aider ainsi à le développer et le renforcer.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie particulièrement Denecker d'avoir raccourci presque de moitié son temps de parole. Je donne la parole à Gadelle de l'Isère.

Gadelle

Le document de travail dont nous avons débattu dans nos sections, améliore dans certains de ses aspects dans sa nouvelle rédaction et dont nous approuvons le fond en rejetant la motion de Chandernagor, comporte néanmoins encore de nombreuses lacunes.
Certaines de ces lacunes ne pourront être comblées que plus tard, par un approfondissement permanent de notre réflexion.
Dans cette perspective, le développement d'une pensée Socialiste, dans cette partie, me parait un signe encouragent de par le nombre et dé par la teneur des motions présentées.
Mais pour assurer un minimum de sérieux à ce que seront nos positions de demain,

d'autres lacunes devront être comblées dès ce Congrès.
Ceci ne sera possible que dans la mesure où les conditions de travail de demain seront plus sérieuses que celles d'aujourd'hui, conditions de travail d'aujourd'hui... plutôt disons conditions d'absence de travail… ce dont le taux de présence à cette heure est la preuve.
Dans la mesure où il sera effectivement possible de travailler en commission, nous appuierons certains aspects des motions présentées, sur des problèmes encore mal traités, comme l'articulation de la lutte de masse et de la lutte parlementaire, comme l'actualisation de l'analyse du système capitaliste français et international.
Le délai imparti à cette intervention à la tribune aboutit à cette présentation de la motion de l'Isère :
En ce qui concerne le tiers-monde, la simple notion d'assistance est insuffisante en particulier évidemment pour des Socialistes. Comme nous le disons, vis-à-vis du monde des nations pauvres, l'aumône ne saurait effacer l'injustice et l'assistance l'exploitation.
Nous devons donc participer à une lutte concrète contre l'exploitation capitaliste internationale, par des propositions que nous présenterons, propositions permettant d'avancer dans la voie de la décolonisation économique et dans la transformation des relations économiques internationales.
D'autre part, nous devrons insister sur le caractère décentralisé du Socialisme que nous voulons promouvoir, en particulier par l'application du principe de l'autogestion à tous les niveaux, autogestion avec toutes les conséquences qui sont classiques, en particulier au niveau de l'éducation qui doit non seulement chercher à développer l'égalité des chances, non seulement aider les hommes à s'adapter à l'évolution scientifique et technique, mais préparer les futurs citoyens à la société que nous voulons promouvoir, par l'apprentissage, dès l'école, dès l'université, de la démocratie, dans une perspective d'autogestion.
Enfin, nous pensons que pour être crédible, un plan d'action Socialiste doit prendre en compte l'action des Socialistes non seulement dans le futur un peu hypothétique pour l'opinion publique, mais là où elle pourra la juger demain, c'est-à-dire au niveau local, au niveau municipal.
Dans ce but, notre motion reprend des principes élaborés à la rencontre de Montbéliard et propose de les insérer dans le Plan d'Action Socialiste, en nous disant qu'il ne suffira pas d'élaborer un plan d'action aussi Socialiste soit-il, mais qu'il faudra encore y être fidèles y compris lors des échéances proches ! (Applaudissements)

Le président - Je remercie Gadelle d'avoir aussi raccourci son temps de parole.
La parole est à Machard, de Seine-et-Oise, pour dix minutes.

Machard

Mon intervention portera sur quelques-unes des questions auxquelles il doit être répondu ici.

Ce qui peut paraître surprenant, de la part de certains camarades, c'est qu'en fin de compte, ils choisissent de contester plus la forme que le fond. Avec le Plan d'action Socialiste, nous abordons une nouvelle étape de la vie du Parti.

Sur la déclaration de principe qui constituait le premier texte de base, pas mal d'accommodements et d'interprétations étaient encore possible. Mais quand il s'agit de savoir comment le Socialisme doit être construit, en un mot quand il s'agit de se donner de quoi passer à la pratique, alors les choix deviennent pressants, et par peur de choisir, par le refus de l'obstacle, pour ce qui peut avoir quelque chose d'irréversible et de définitif, il reste une issue : attendre.

Attendre, puisque l'expérience Socialiste limitée à la France conduirait à l'échec, et que sans solution Socialiste, il n'y aurait pas d'Europe maîtresse d'elle-même, attendre que dans un élan simultané des peuples européens, s'instaure le Socialisme à l'échelle continentale…

On voit de quelle utopie il s'agit, quand on sait que les mouvements ouvriers des différents pays d'Europe n'ont pas le même degré de conscience. quand on sait que chaque pays réagit différemment aux agressions de l'impérialisme économique américain.

Il s'est passé deux choses importantes, ces huit derniers jours,. Le gouvernement social démocrate allemand a été battu dans deux "Lander" et le gouvernement travailliste a perdu le pouvoir. Il y a à cela diverses raisons, mais il y en a une que nous devons retenir pour les travaillistes ; en souhaitant qu'elle ne s'applique pas à d'autres. Sans volonté de rupture avec le système économique et politique, sans plan d'action Socialiste, on redonne à la droite le pouvoir qu'elle avait cédé pour passer le gué.

Attendre pour faire la loi Socialiste, de faire l'Europe Socialiste, c'est encore une fois une manière de repousser les échéances.

Soyons bien clairs : Si, dans l'immédiat, il appartient au Parti Socialiste d'établir avec les autres mouvements européens les contacts étroits pour combattre le capitalisme international, préparer une coordination d'élus et préserver la démocratie en cas de succès, il nous appartient aussi de tenter notre propre expérience selon notre propre modèle, avec l'espoir, le constant souci d'inspirée les travailleurs des autres pays et de les encourager à suivre la même voie.

Il n'est question ni de casoar, ni de gants blancs, ni de massacre, il est question de lutte et qui mieux et, de lutte de classe.

Et nous en arrivons là à ce que certains ne disent pas.

Il est tout de même frappant de constater que dans des textes rédigés par les

camarades qui contestent le plus le plan d'action Socialiste, on ne dit rien, absolument rien, quant à la lutte des classes ; on ignore tout des classes sociales, semble-t-il, de leur évolution, de leur cheminement.
Il est pourtant impensable qu'on puisse imaginer un changement de société, sans savoir en même temps avec qui on pourra opérer ce changement et sur quelle base on pourra s'appuyer ! Faut-il croire, précisément, qu'on n'en veut pas parler ?
Alors, des questions précises doivent être posées, qui exigent une réponse précise, et je reprends ce qu'a dit Georges Alquier au début de ce débat : accepte-t-on de considérer qu'au-delà de la diversification des couches sociales et des antagonismes de catégories qui surgissent entre elles, il existe une seule et unique classe de producteurs salariés ?
Accepte-t-on d'affirmer qu'aucune catégorie de salariés n'a de prééminence sur une autre ?
Accepte-t-on de considérer qu'il nous appartient en tant que Socialistes de montrer à tous que l'adversaire commun est la classe possédante et qu'il faut la combattre en commun ?
Accepte-t-on de dire que le parti Socialiste n'a pas à être le représentant exclusif d'une catégorie particulière de salariés et qu'il entend par là-même, convaincre ses partenaires d'en faire autant, parce qu'il n'accepte pas la division momentanée et superficielle du mouvement ouvrier.
Accepte-t-on cela ?
Il n'y a là ni dogmatisme, ni utopie, ni mirage, ni abstraction. Il y a des questions précises, portant sur des faits concrets et indéniables. Eviter d'y répondre serait une nouvelle fois refuser de se prononcer sur le fond par le refus de choisir.
C'est peut-être dans son rapport introductif que Cépède a bien dit que ce Congrès était un Congrès d'engagement. Bientôt, il sera plus facile de s'engager à ceux qui militent chaque jour, là où les gens travaillent et vivent.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Machard.
Je vous rappelle que lorsque nous aurons entendu tous les orateurs qui sont sur ma liste, il nous restera à entendre Denis Cépède et notre Premier Secrétaire, puis un vote sur la prise en considération du Plan d'action devra intervenir. Personne ne doit donc partir pour pouvoir voter tout à l'heure.
Je donne la parole à Thiéblot du Puy-de-Dôme.

Thiéblot

Mon intervention sera brève car elle porte sur un point précis du programme d'action qui a déjà été largement évoqué au cours de ces débats.
La fédération du Puy de Dôme a voté, à une large majorité la motion concernant

l'Europe.
Vous me permettrez, avant de vous lire cette motion qui sera d'ailleurs brève, de faire quelques considérations rapides. Je voudrais simplement rappeler que dans le passé, des institutions européennes ont été établies et ceci grâce en partie à l'action des Socialistes. Et si j'ai bien entendu et compris notre Secrétaire général à la télévision, il a dit : nous avons eu raison, dans notre action pour l'établissement des institutions européennes.
Par ailleurs, il est certain qu'actuellement, la plupart des grands problèmes sont à traiter a l'échelon international d'une part, et plus spécialement sur le plan européen. Et je n'en veux pour témoin que les événements de l'an dernier au sujet de la dévaluation monétaire, qui a retenti d'un coin de l'Europe et a touché largement la monnaie française.
Par conséquent, doit-on se contenter des acquis du passé, ou bien est-ce que l'on doit avancer à petits pas vers l'avenir ?... Nous ne le pensons pas, bien qu'il soit certain que l'Europe e t en voie de constitution, mais c'est une Europe qui est avant tout une Europe capitaliste et en général à laquelle on ne peut pas échapper, si nous n'y opposons pas un certain nombre de forces, face à une Europe capitaliste, notre but doit être de regrouper toutes les forces Socialistes, non seulement pour s'opposer, mais pour donner un but à ces forces, à savoir établir une stratégie qui intéresse les différents partis Socialistes de l'Europe.
Nous n'entendons pas, contrairement à une certaine position qui a été longuement évoquée, en faire un préalable. Mais nous voulons une stratégie qui ne soit pas pour faire tout et n'importe quoi, mais dont le but soit d'établir une Europe Socialiste.
C'est dans ce but et dans ce but seulement que nous voulons que les différentes forces Socialistes des différents pays travaillent et il faut regrouper les pays qui ont des Partis Socialistes forts.
Pour ne pas allonger mon intervention, je vais simplement lire le texte de la motion que je verserai au débat pour le travail des Commissions.
"La plupart des problèmes économiques et financiers deviennent de plus en plus difficiles à résoudre sur le plan strictement national. Ceci est évident depuis plus de dix ans, et les progrès du marché commun auquel un certain nombre de Socialistes ont apporté une contribution efficace rendent difficile un retour en arrière et donnent la certitude d'un avenir à l'Europe.
Le marché commun a efficacement contribué au désarmement moral de l'Allemagne.
Deuxième partie : mais les Socialistes ne sauraient se contenter de ces progrès, car les régimes existants sont encore des régimes de type capitaliste. Or, le but de notre Parti est d'établir une Europe Socialiste et sur ce point j'espère que nous serons tous d'accord.
Mais cette crainte, la crainte d'une Europe capitaliste ne nous parait pas justifiée,

au moins dans un certain nombre de cas, pour les pays où les partis Socialistes sont forts et viendraient renforcer notre cause.
En outre, cette construction européenne permettrait d'échapper en grande partie à la tutelle économique du capitalisme international, et en particulier celui des Etats-Unis.
Nous pensons donc qu'il est urgent d'établir une stratégie européenne pour préserver la démocratie et réaliser une construction européenne Socialiste.
Je pense que ce programme devrait être exaltant pour la plupart de nos jeunes, et de nos jeunes Socialistes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Boissel, Val d'Oise, pour dix minutes.

Boissel

Camarades, je voudrais intervenir sur quatre points et chaque fois faire quatre propositions concrètes.
Tout d'abord, quelque chose nous est apparu, c'est que sur le choix d'une véritable méthode générale, il ne semble pas qu'on en ait une bien claire et bien cohérente.
Or, notre but général doit être l'efficacité. L'efficacité, ça veut dire quoi ? Ça veut dire chercher à atteindre des objectifs. Autrement dit, le premier pas d'une méthode valable, politique, doit être s'est fondamental, la détermination des objectifs.
Ensuite, bien sûr, il faut déterminer des moyens et c'est à ce moment là qu'apparaît l'analyse des moyens existants, de ceux qu'on devrait avoir pour parvenir au but que l'on cherche à atteindre.
C'est en quelque sorte la dialectique, entre idéologies, c'est-à-dire la définition des objectifs suprêmes, et comment dans la pratique on peut parvenir à un résultat.
Or souvent, dans le premier projet du Plan d'Action Socialiste qu'on a eu, on voit confondus les structures et les moyens, les objectifs ; tout cela est assez mélangé et ce manque de méthode d'approche des problèmes est assez frappant.
Si l'on applique ceci à la poursuite de l'objectif général du Socialisme, on dit qu'on est pour l'épanouissement de l'homme, pour sa libération, et je pense qu'il serait nécessaire qu'on aille plus loin dans la recherche du dialogue : vers quel homme Socialiste veut-on aller ?
Dans le texte de la motion, bulletin n°12 intérieur du Parti, vous pourrez voir qu'on a essayé de le définir.
Les méthodes dont je parle sont tout simplement les méthodes cybernétiques, dont on parle souvent et qui sont utilisées dans les entreprises capitalistes avec efficacité.
Et ce n'est pas parce que ce sont des méthodes de "management" - ce mot affreux tellement utilisé - si elles sont efficaces, qu'on ne devrait pas les utiliser dans le Parti.

Collection Fondation Jean Jaurès

Et la proposition concrète que l'on devrait faire, c'est de rattacher au secrétariat de l'organisation du Parti une Commission, qui étudierait les méthodes efficaces utilisées par le capitalisme ; ce n'est pas de la technocratie, c'est de l'efficacité, en vue de faire appliquer par le Parti ces méthodes efficaces.
Le second point sur lequel je voudrais intervenir est celui de l'organisation du Parti. Beaucoup d'orateurs avant moi se sont plaints - et à juste titre il me semble - qu'on n'ait reçu effectivement, pour la plupart ce matin seulement des textes définitifs sur lesquels on nous demande de nous prononcer.
Il est certain que ça n'est pas une bonne méthode. À vrai dire, je crois qu'il n'y a pas lieu de critiquer trop longuement ce qui s'est passé, il vaudrait mieux voir ce que l'on pourrait faire à l'avenir.
Sans que ce soit bien génial, je vois bien là le genre de propositions que l'on voudrait faire. Car le Congrès est l'expression de la masse, et beaucoup de nouveaux militants - c'est mon cas - qui sont venus au nouveau Parti Socialiste, y sont venus parce qu'ils n'étaient pas dans les anciens partis, et s'ils n'y étaient pas, c'est qu'il y avait quelque chose.
On a construit ce nouveau Parti en disant que ce serait un parti de la base. Très honnêtement, je crois que la base n'a pas beaucoup d'apparence.
La procédure que nous proposons est la suivante.
Trois mois au moins, avant un Congrès national, les fédérations et sections recevront les thèmes à étudier en même temps que les directives, les méthodes ou procédures de travail.
Deux mois avant le Congrès, les fédérations devraient faire parvenir au national, le résultat de leurs travaux ; il serait d'ailleurs important qu'à ce moment, c'est-à-dire deux mois avant le Congrès national, les fédérations élisent les délégués au Congrès.
Immédiatement après, c'est-à-dire deux mois avant le Congrès, il y aurait diffusion à toutes les fédérations des résultats des travaux des autres fédérations, et, aussitôt après, c'est-à-dire dans les quinze jours suivants, les délégués qui seraient déjà élus se réuniraient au cours d'un pré-Congrès pour essayer de faire les synthèses, si possible, des différents courants d'opinion qui se dégagent, dégager d'une façon très claire, alors deux, trois ou quatre textes, guère plus, qui cette fois seraient retournés aux fédérations et aux sections pour un travail véritable de la base.
Dans ce cas-là, je crois que c'est une question d'organisation car on a imprimé tout ce qu'il fallait, ce n'est donc pas une question de finances, et il serait possible que les délégués qui viendraient au Congrès soient investis des mandats sérieux qui leur auraient été donnés à la base.
Je crois que la procédure est possible et j'aimerais qu'elle soit appliquée, ce serait une démocratie effective.
Il y a un troisième point important sur lequel rien dans ce Congrès n'a été dit

jusqu'à présent. Dans le Val d'Oise, on est particulièrement attaché à trois décisions qui avaient été prises au Congrès d'Issy-les-Moulineaux, en ce sens que la motion d'Issy soulignait le rôle immédiat du Parti dans l'opposition, interdisait toute alliance avec les forces politiques représentatives du capitalisme, affirmait la nécessité de l'union de la gauche sur des principes et un programme admis par toutes les forces de la gauche, politiques ou syndicales.
Les deux derniers points sur lesquels je voudrais intervenir concernent le 1er et le 3ème, et tout d'abord le rôle immédiat du Parti dans l'opposition.
En fait, rien, je crois n'a été fait, c'est inscrit par exemple dans le projet de Plan d'action Socialiste, c'est-à-dire qu'on prévoit, le jour éventuel, pas forcément proche, ce qu'il y aurait lieu de faire, mais aujourd'hui même et dans les conditions actuelles, croyez-vous qu'on ne puisse rien faire ?
Il y a trois points de préoccupations actuellement, sur lesquels le Parti devrait se pencher.
Tout d'abord, le problème de l'inégalité des revenus ; on en parle beaucoup, et on voudrait l'introduire dans le Plan d'action Socialiste futur, mais la question que nous posons, c'est qu'aujourd'hui même il y a tout de même 7 ou 8 millions de travailleurs salariés qui ont moins de 1000 F par mois. Est-ce sérieux ? Est-ce qu'on ne peut pas analyser le problème, procéder à une enquête, et mettre au pied du mur les gens qui nous parlent d'une nouvelle société en sortant un livre blanc pour changer cet aspect scandaleux des choses ?
Le second aspect scandaleux des choses, c'est le problème des logements, le problème des mal logés, surtout s'ils sont travailleurs immigrés, mais c'est alors un autre problème.
Il y a ensuite le problème de l'éducation, de la démocratisation de l'enseignement ; on le traitera quand on sera au pouvoir. Mais, aujourd'hui, ne peut-on pas faire quelque chose pour ces trois thèses ?
On pense que le Congrès pourrait retenir que dans les conditions actuelles, c'est la pactise qui, seule, peut toucher les militants ou l'opinion publique ; il faudrait apporter la preuve que le Parti Socialiste est nouveau, que même dans l'opposition il commence déjà à avoir des actions pour essayer de régler, dans le cadre actuel où nous sommes aujourd'hui, les problèmes scandaleux pour lesquels nous ne faisons actuellement rien.
Ceci fait la transition avec le quatrième point de mon intervention. On parle beaucoup d'Union de la gauche, et apparemment l'Union de la Gauche pose des problèmes bien délicats, me semble-t-il de personnes et de procédures.
Si donc, sur les discussions abstraites ou de procédures on ne peut pas se mettre d'accord, est-il vraiment impossible, sur les trois thèmes que je viens de rappeler, de se réunir chaque fois, pour ces thèmes avec une structure particulière, en table ronde ou ce que l'on voudra ? Ne peut-on pas réunir Partis politiques et syndicats

pour voir comment l'on peut régler ces trois problèmes aujourd'hui dans l'opposition, plus tard dans le gouvernement ?
Il nous semble que ce serait une manière pratique, concrète, de faire dès aujourd'hui un pas vers l'union de la gauche.
(Applaudissements)

Le président - Merci au camarade qui a réussi à limiter un temps déjà court. La parole est à Desgranges.

Henri Desgranges

Chers camarades, je reviens sur le dernier point abordé par le camarade précédent, l'Union de la gauche : si attachés que nous puissions être à ce Parti en résurgence, je crois que plus que l'avenir de ce Parti en soi, ce qui nous importe, c'est l'avenir du Socialisme.
Par conséquent, évidemment, comme l'a dit François Mitterrand, dans des phrases plus balancées que les miennes, ce n'est que dans la conjonction de tous les efforts que nous y parviendrons. Alors, je voudrais faire une proposition concrète : pourquoi notre Parti ne prendrait-il pas une initiative dynamique, celle de diffuser le plus tôt possible à la base, aux fédérations et aux sections, le document du Plan d'action qui va être adopté demain, et pourquoi ne demanderait-il pas aux états majors de la Convention, et j'ajoute même du PSU, de faire la même chose avec leurs projets, de manière que dès la rentrée s'engage dans les fédérations une discussion comparative sur ces projets ?
J'ai fait moi-même l'expérience - c'est un test curieux - imaginez la tête sceptique et désabusée du citoyen moyen, de M. Tout le Monde, à qui l'on dit : il existe actuellement dans le Socialisme français au moins trois variétés - je ne parle pas de la jungle gauchiste – il existe un contrat, un projet, et il existe un plan d'action. Croyez-vous que nous puissions passer pour sérieux ?
Alors, il faut en sortir et c'est donc une proposition concrète que je fais.
J'ajoute que la campagne des élections municipales me parait être la conjoncture politique souhaitable pour aborder ce problème, car il me parait impensable que nous puissions préparer les municipales séparément.
Le deuxième point a trait à l'article 61 du document de base ; il porte sur la censure et la liberté d'expression on n'en a pas beaucoup parlé aujourd'hui, mais c'est important. Il dit ceci :
"A ces fins, seront supprimées toutes les censures et assurée l'indépendance des sources d'information".
Je voudrais que le Parti prenne clairement position sur un point.
Actuellement, des groupes de pression de toutes sortes s'exercent pour empêcher ici la diffusion d'un film là une séquence à la télévision, etc. ce qui montre bien,

Fondation Jean Jaurès

d'ailleurs, la force prétendue de notre gouvernement. D'ordre qu'on veut faire régner, en fait recule toujours devant ces groupes de pression. Disons que pour nous, Socialistes, la défense de l'ordre ne peut être justifiée qu'au nom de la liberté, que l'une des vocations essentielles des Socialistes, c'est d'éveiller la curiosité, c'est d'aider à l'acceptation des diversités.
Par conséquent, nous demandons que les Socialistes, partout où cela les concerne, demain peut-être au pouvoir, mais en tout cas aujourd'hui et par exemple comme maires dans leurs communes, assurent la liberté totale d'expression et que sur le plan culturel ils rappellent qu'il est interdit d'interdire, comme on l'a dit récemment.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Favre, du Nord.

Robert Favre

Chers camarades, je pensais, en venant à la tribune, à l'intervention que j'avais préparée et que je vais devoir laisser dans ses cartons.
Ce débat général a un double objet : tout d'abord, déterminer quels textes des Commissions vont prendre en considération, ensuite d'amorcer la discussion sur tel ou tel point du texte pris en considération.
Sur le premier des objets de cette discussion, je dois dire que la fédération du Nord, à l'unanimité, a décidé de travailler sur le document de travail, documentation Socialiste n°11, je crois, ce qui veut dire du même coup que nous n'avons ni adopté, ni accordé aucun mandat aux motions qui recommandent de travailler sur un autre texte.
Sur le deuxième point, nous avons essayé de donner dans la fédération du Nord une discussion aussi large que possible sur l'ensemble des points soumis a nos délibérations et je dois dire que la fédération du Nord a rencontré, d'une certaine façon, malgré tous les efforts que nous avons pu consacrer à cette affaire, le même type de difficultés que nous rencontrons aujourd'hui. L'effet de masse qui, en fin de compte, s'oppose dans les grandes organisations à la circulation de l'information a joué certainement aujourd'hui à l'intérieur de ce Congrès comme il a joué d'une certaine façon à l'intérieur de notre fédération et nous avons enregistré avec beaucoup de satisfaction la promesse que les organismes directeurs du Parti s'attacheraient de manière certaine à la résolution de ces difficultés.
Alors, quels sont les éléments sur lesquels nous nous sommes particulièrement penchés ?
Nous avons examiné le cadre international de l'action Socialiste et là dessus voté à une large majorité, d'une part, en ce qui concerne l'Europe, disons la variante intitulée dans ce cadre : première partie A B et d'une seconde partie B, en notant

Fondation Jean-Jaurès

que le texte définitif qui nous a été envoyé nous satisfaisait en ce qui concerne ce point.
Enfin, en ce qui concerne le Pacte atlantique la fédération du Nord a rappelé que nous souhaitons la disparition des blocs militaires progressive et simultanée, mais qu'en même temps et en l'état actuel des choses, nous refusions le retrait unilatéral de la France du Pacte atlantique, aussi bien pour des raisons de fond que parce que c'est une position sur laquelle il y a moins d'un an s'est constitué le nouveau Parti Socialiste et que nous ne croyons pas que depuis des éléments suffisants soient intervenus pour remettre en cause cette position.
Nous avons également examiné la question des rapports entre le secteur public et le secteur privé.
Là-dessus, pour aller très vite, je dirai qu'une grande partie de ce qui a été dit dans tous les textes qui ont circulé, aussi bien les textes des groupes de travail, de la Commission du Plan d'action socialiste, qu'en particulier dans le texte Quilliot, comportant beaucoup des éléments que nous avons soulignés, mais la question qui a surtout retenu l'attention du Congrès de la fédération du Nord, c'est, en fin de compte, la question de la base sociale du Parti Socialiste et du soutien populaire de l'action des Socialistes au pouvoir.
Nous avons affirmé que la stratégie du Parti Socialiste était une stratégie démocratique, avec ce que cela impliquait et je crois que nous ne pouvons pas mieux faire sur ce point que de citer une phrase qui se trouva à la page 62 ou 63, je ne sais plus, du livre d'Alain Savary, phrase qui est la suivante et que je crois importante en la matière, à un moment où, en particulier chez les jeunes, renaît l'idée qu'il suffit en fin de compte d'actions exemplaires de minorités pour réveiller la spontanéité révolutionnaire du peuple.
Cette phrase est la suivante, je crois pouvoir la lire :
"Cette stratégie est démocratique, en ce sens que nous affirmons le nécessité du respect des libertés de la personne et de règles explicites d'attribution et de contrôle du pouvoir à partir d'élections libres et générales".
Une deuxième question qui a été soulevés est la suivante : une fois au pouvoir, comment engager les réformes que nous avons envisagées, tout en conservant le soutien de la majorité du peuple pour surmonter l'inévitable résistance capitaliste ?
On nous répond souvent à cette question qu'il suffit d'organiser les masses. Nous, nous sommes arrêtés à cette notion d'organisation des masses, parce que nous croyons que trop souvent ceux qui nous la proposent ne nous proposent en fait que la manipulation des foules ou des populations par une ou éventuellement plusieurs organisations.
En la matière, nous croyons que l'organisation des masses, c'est notre avis, consiste à rendre attentif chaque citoyen et principalement chaque travailleur au rôle qu'il a à jouer dans la marche des affaires de son pays, rôle qui sera plus grand encore

avec les Socialistes au pouvoir.
Il y a pour cela certainement de multiples moyens dont un certain nombre ont été évoqués. Nous avons, quant à nous, évoqué, entre autres, la possibilité de faire discuter par l'ensemble du peuple les grandes options du Plan, aussi bien au moment de son élaboration, et nous retrouvons là une formule qui, un moment donné, avait été proposée : une législation, un gouvernement, un Plan, qu'au moment de l'exécution de ce Plan où il pourrait être fait appel à la technique du référendum, compte tenu de ce que le développement de la radio et de la télévision permet aussi bien d'organiser un débat national que de le faire sanctionner par un vote national.
Un autre moyen sera de faire une part très large aux initiatives décentralisées, qu'il s'agisse des mouvements d'éducation ou de loisir, de la gestion des affaires locales ou régionales, de la gestion des entreprises, il y a de multiples occasions de faire vivre une démocratie qu'on s appelé "à hauteur d'homme", et qui constituera sans aucun doute un rempart de choix contre l'offensive du capital.
Mais il ne faut pas se faire d'illusions, pour que les intéressés se consacrent à la gestion de toutes ces affaires, ce n'est pas chose facile et cela ne se décrète pas. C'est pourquoi il nous parait nécessaire d'apporter toute l'attention du Parti à susciter cette participation.
Il faut trouver les moyens qui amèneront tous ceux qui viendront assurer la victoire des Socialistes de rechercher autour d'eux, à leur niveau, s'il n'existe pas d'occasions d'exercer leur responsabilité.
Une instruction civique, en quelque sorte, d'un nouveau genre, véritable pédagogie de la gestion, nous paraît nécessaire. Nous avons trouvé, en particulier, dans la motion présentée par la fédération de l'Isère à ce sujet, un certain nombre de choses qui nous intéressent.
Le Socialisme que nous voulons comporte bien évidemment et un certain nombre d'options dans le domaine économique et social, et un certain nombre de moyens d'y parvenir. Sa qualité dépend aussi du statut effectif de l'école, de la justice, de l'armée, de la formation, tous problèmes auxquels nous n'accordons pas forcément suffisamment d'attention.
Marx avait déjà noté que, sur un même statut de la propriété des moyens de production, des formations économiques et sociales les plus diverses pouvaient s'établir.
Notre problème est pour nous de substituer au changement spontané de la société capitaliste un changement délibéré vers une société de responsabilité, car, en effet, le Socialisme, ce n'est pas l'étatisme, vers une société de solidarité où, effectivement, existe l'égalité des chances, et où, effectivement, est maîtrisée la hiérarchie des revenus, société qui permettrait à tous l'accession à la culture, l'adaptation au changement, et le développement des relations interpersonnelles.

Cette définition du Socialisme, camarades, a été présentée il y a quelques années, dans les colloques Socialistes, où un certain nombre d'entre vous étaient présents, et avait recueilli un assez large assentiment.
Qu'elle ait été alors proposée par un homme qui est aujourd'hui Conseiller du gouvernement, montre qu'il ne suffit pas d'écrire de beaux textes, et nous rappelle que, dans cette perspective, l'action du Parti doit rester prioritaire.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie notre camarade d'avoir beaucoup raccourci le temps de son exposé.
Je donne la parole au dernier orateur inscrit, Poperen.
(Le président donne quelques instructions pratiques au Congrès)
La parole est à Poperen.

Jean Poperen

Chers camarades, le camarade qui est intervenu à l'instant a évoqué le problème de l'organisation des masses, et je crois qu'en vérité, c'est bien ce qui est au centre de nos travaux, c'est-à-dire quelle doit être la direction générale de notre action, quelles formes, quelle méthode doit-elle employer, car s'il est vrai que nous ne changerons pas seuls la société, c'est-à-dire s'il est vrai que nous ne réaliserons pas seuls, nous, le Parti Socialiste, tel qu'il est, ce passage au Socialisme qui est notre idéal, il est vrai que c'est à nous, dans les circonstances qui sont celles de la France d'aujourd'hui, qu'il appartient de proposer une définition et de l'objectif, et de la voie qui permettra de l'atteindre.
Encore faut-il dire, et se mettre d'accord entre nous sur ce point, dans quelles conditions nous aborderons cette étape, c'est-à-dire qu'elles sont les conditions dans lesquelles se trouvent le régime, et les masses par rapport au régime.
En fait, le régime connaît aujourd'hui le système politique, le régime économique et social connaît aujourd'hui les plus grandes difficultés à réaliser les ajustements nécessaires du capitalisme, pour le passage au deuxième âge industriel.
Récemment, il y a de cela quelques semaines à peine, dans un hebdomadaire, je crois, qui à cet égard peut faire autorité, l'Express, est paru un article fort éloquent, me semble-t-il, de Georges Suffert.
Que disait-il, en substance ?
Que, dans les dix années à venir, le passage de la France, c'est-à-dire de la société capitaliste française, à la nouvelle étape, au nouveau stade de son développement économique, social et politique, impliquerait des sacrifices considérables pour toute une série de couches sociales et il énumérait : les petits commerçants, les artisans, les paysans, naturellement les salariés, et, disait-il - car cet article avait commencé par une étude des divergences politiques au sein de la majorité - et, disait-il, s'il y a

Fondation Jean-Jaurès

un point sur lequel, au sein de la majorité, on est unanimement d'accord, c'est là-dessus. Il faut que les transformations nécessaires du capitalisme s'opèrent au cours des dix années à venir, et en une phrase qui plaît à noter, il disait : il y aura évidemment des victimes, des gens qui devront quitter leur région, qui devront quitter leur terre, dont les conditions de travail s'aggraveront, mais c'est une nécessité inéluctable.

Cela veut dire que Suffert reconnaissait, lui, l'aggravation de la lutte des classes, l'aggravation des contradictions, et prévoyait parfaitement les résistances que, dans tous les secteurs de la société, rencontrerait cette politique du pouvoir, d'autant plus que nous sommes, en effet, on l'a beaucoup dit cet après-midi, nous sommes en France, c'est-à-dire dans un pays où les couches moyennes non salariées, les classes moyennes traditionnelles, tiennent une place particulière, et nous savons que ces classes sociales ont été, pendant un siècle et plus, le meilleur support du régime social et politique du capitalisme, et qu'aujourd'hui, nous en avons la preuve tous les jours chez les commerçants un jour, chez les agriculteurs le lendemain, chez les salariés parfois eux-mêmes, ces couches rentrent en conflit avec le capitalisme moderne.

Dès lors, le pouvoir est donc amené à chercher un certain nombre d'issues. Je crois qu'il en a trois, qu'il utilise d'ailleurs simultanément :

- la matraque, et on a peut-être trop oublié que nous avons vécu, au cours des dernières semaines, une aggravation sensible des moyens de répression, des moyens de brutalité, de violence, du pouvoir.
- l'ouverture politique, et c'est la fameuse proposition Debré, trouver de nouvelles assises à la majorité politique qui permettront d'assurer à moindres frais, et dans les meilleures conditions, ce passage difficile.
- enfin, et là nous sommes au cœur de notre débat d'aujourd'hui, l'entreprise confusionniste, c'est-à-dire le développement d'un certain nombre de thèses qui tendent à faire croire que les données sur lesquelles s'appuie la lutte des Socialistes ne sont plus valables aujourd'hui.

Camarades, soyons conscients que ce n'est pas là une nouveauté de ces dernières semaines.

Depuis une dizaine d'années que le mouvement Socialiste connaît, lui aussi, sa crise nécessaire de mutation, cette crise s'opère qu travers d'une lutte constante contre ceux qui veulent remettre en cause les principes fondamentaux sur lesquels s'appuie notre action.

Ce sont, et ils ont été évoqués au cours de cet après-midi, je m'en félicite, ce sont les coryphées du Socialisme moderne que nous avons vu se répandre depuis, en effet, une dizaine d'années surtout, et que l'on trouve un peu dans tous les secteurs de la gauche, car nul n'en a le privilège, nul n'en a le monopole.

Il est vrai qu'au cours d'une campagne électorale qui va s'achever ce soir, nous

avons entendu celui qui veut se faire le porte-parole le plus qualifié, et je dois dire d'ailleurs le plus édifiant par ses attaches, par sa personnalité, même par sa propre origine sociale, de ce Socialisme moderne, de ce modernisme du soi-disant Socialisme, Jean-Jacques Servan-Schreiber.

Mais nous trouvons ces gens ailleurs. Nous les trouvons, par exemple, aussi dans certaines formations de la gauche Socialiste, y compris, je voudrais le dire là, je crois, à Max Lejeune, au PSU, car il a évoqué Rocard, mais le Rocard qu'il a évoqué, ce n'est sans doute pas celui des Colloques de Grenoble, qui, déjà à cette époque, développait précisément les thèses du Socialisme moderne, et je dois dire qu'en effet, nous avons entendu, dans cette enceinte, développer certaines de ces thèses, certaines de ces idées.

En vérité, quel est le trait commun à toute cette idéologie ?

C'est de considérer que les notions essentielles sur lesquelles nous menons notre action sont aujourd'hui, comme ils disent, dépassées. Dépassée, la lutte des classes. Dépassée, la lutte pour la conquête du pouvoir d'Etat. Dépassée, la notion de stratégie. Dépassée, la notion d'unité de classe, d'unité politique sur laquelle doit se fonder notre action.

Seulement, nous devons prendre garde que si ces critiques, si ces thèses modernistes se développent avec quelque succès, c'est peut-être que, nous-mêmes, Socialistes, nous n'avons pas fait l'effort nécessaire pour comprendre ce qui avait changé, car il est vrai qu'il est intervenu un certain nombre de changements, mais le propre du confusionnisme Socialiste moderne, c'est de prendre appui sur les changements pour nier les réalités fondamentales. C'est de se servir de ce qui est nouveau, pour mettre en cause l'essentiel.

Il nous appartient donc de travailler, de faire en sorte que le Plan d'action soit, comme je crois plusieurs des documents qui ont été proposés au cours de la discussion préparatoire, soit une tentative de définition des conditions de la lutte des classes d'aujourd'hui, dans les données qui nous sont créées par le développement même de l'économie et de la technique modernes.

On nous a fait le grief de ne pas être concret, de ne pas avoir le sens des réalités. Je voudrais dire aux camarades qui nous ont fait cette critique que la réalité, pour nous, c'est l'existence toujours d'une classe de travailleurs exploités, et que, comme l'a dit excellemment Letonturier, s'il est vrai que les formes de la lutte des classes ont changé, le contenu, lui, demeure, et qu'on ne veut donc pas s'autoriser des modifications de structures que connaissent, en effet, les couches salariées, pour décréter que la lutte des classes aujourd'hui est dépassée.

Je pose à ces camarades la question : est-ce que l'exploitation a cessé ? Il est vrai qu'elle a pu prendre d'autres formes. Il est vrai que les formes d'aliénation se sont modifiées, mais enfin, dans cette banlieue que vous avez traversée pour venir au Congrès, quelles sont aujourd'hui, les conditions d'habitat, les conditions de

transport, les cadences de travail, des travailleurs qui vivent dans cette banlieue ?
Ne croyez-vous pas, même s'ils ont acquis un certain nombre d'avantages, à la faveur des luttes des dizaines et des dizaines d'années pansées du mouvement Socialiste et du mouvement ouvrier, ne croyez-vous pas que, sous une autre forme, ils sont aujourd'hui au moins autant aliénés que pouvaient l'être leurs pères ?
Cela n'enlève rien à ce qu'a dit Max Lejeune, sur le fait qu'à la faveur des luttes qui s'étaient développées pendant le demi-siècle écoulé, surtout, les travailleurs français avaient acquis un certain nombre d'avantages, avaient peu à peu amélioré non seulement leurs conditions de vie, mais leurs conditions de lutte.
Mais la vérité, c'est que, tant qu'on n'aplanit pas le système, le régime, il sécrète, au fur et à mesure de son développement, de nouvelles formes d'aliénation, de nouvelles formes d'exploitation et que, par conséquent, tout, à chaque étape, est toujours à remettre sur le métier, car la libération de l'homme reste toujours à obtenir.

Le président - Veux-tu conclure ?

Jean Poperen - Si la lutte des classes continue, est-ce que la volonté de changement n'est pas toujours aussi profonde, aussi fondamentalement inscrite dans le coeur des travailleurs ?
Comment peut-on dire - et je terminerai là-dessus, bien que j'aurais souhaité m'arrêter sur deux ou trois autres aspects, ce que je ferai en commission - comment peut-on dire, après ce qui s'est passé il y a deux ans, que la combativité de classe des masses a cessé ? Comment peut-on dire aussi que le sens de cette lutte se soit estompé ? Lorsqu'on a assisté au dernier débat du Congrès de la CFDT, où s'est exprimée, venant des couches les plus diverses de travailleurs salariés, la volonté d'une orientation combative, d'une stratégie de lutte, qui emploie tous les moyens dont dispose la classe ouvrière pour parvenir au renversement du pouvoir actuel.
Le fait qu'une organisation comme celle-là, dont nous avons suivi année après année le cheminement, en soit venue à ces conclusions, n'est-ce pas que le sens de l'actualité de la lutte des classes est aujourd'hui plus fortement ressenti par des millions de travailleurs qu'il ne l'a jamais été ?
Et c'est à ce moment qu'on nous dirait : il faut gommer cette réalité à nos yeux fondamentale qu'est l'affrontement entre les exploités et les exploiteurs ?
Non, camarades. En fait, cette entreprise, au pire sens du mot, de remise en cause de nos lignes d'action fondamentales, s'autorise tout simplement de l'insuffisance de notre propre effort, et ma conviction, c'est qu'à travers le travail de la commission, des diverses commissions, nous devons réussir à faire de ce Plan d'action la proposition, en effet, d'action pour le développement du mouvement des masses, car la dernière remarque que je tiens à faire en cette conclusion, c'est que,

Cdt Fondation Jean Jaurès

surtout, nous ne considérions pas ce document comme un document d'archives après tant d'autres, c'est qu'ayant travaillé sur ces lignes, sur ces passages, pendant des semaines, les uns et les autres, et avec la volonté de sérieux, la volonté d'aboutir à un document efficace, en fin de compte, nous ne le rangions pas dans nos tiroirs, et nous n'en fassions pas un instrument d'action, un instrument de lutte.
Un camarade, Desgrange je crois, a dit qu'il fallait immédiatement le diffuser, dans l'ensemble du Parti, mais à partir des sections et des fédérations. Il faut surtout, bien sûr, le diffuser vers l'extérieur, en faire un instrument, au meilleur sens du terme, d'agitation, faire connaître ce que sont aujourd'hui les propositions des Socialistes, car, en fin de compte, si on nous écoute peu, c'est qu'on ne croit pas souvent que nous ayons des solutions, et que nous soyons capables de répandre au défi d'aujourd'hui, je dis bien d'aujourd'hui, du capitalisme.
(Applaudissements)

Le président - Je donne maintenant la parole, pour résumer le débat et conclure, à Denis Cépède.

Denis Cépède

Camarades, nous voici parvenus à la fin de la première journée de notre Congrès, à l'issue de laquelle il est indispensable, comme je l'indiquais ce matin, que nous nous prononcions clairement par un vote sur la prise en considération du projet de texte, condition d'ouverture, demain matin à 9 heures, des Commissions qui apporteront à ce texte tous les amendements.
Cela m'amène immédiatement à préciser que puisque demain il y aura des Commissions, et dans l'après-midi le débat sur les amendements, l'approbation, aujourd'hui, de la prise en considération du texte n'engage évidemment personne pour approuver, demain, le texte final. Cependant, en faisant cette observation, je crains peut-être d'encourager une unanimité qui n'aurait vraiment guère de sens après le débat que nous avons eu aujourd'hui.
En effet, si on écarte les faux problèmes et les caricatures que certains ont trouvé plus commode de faire des thèses qui figurent dans le plan d'action pour les critiquer, si on s'en tient à ce que chacun pense profondément, si on n'en reste pas aux habiletés, on est bien forcé de constater que, dans ce Congrès, nous avons entendu deux analyses au moins, qui partent l'une et l'autre de la réalité, mais dont l'une ne pense pas que cette réalité puisse être modifiée et s'en tient à la description, voire aux sondages, au lieu de se rappeler, comme le disait à l'instant Poperen, la signification des grandes luttes d'il y a deux ans, au lieu de se rappeler la nature des aspirations des hommes aujourd'hui, qui sont de celles dont le capitalisme ne peut pas assurer la satisfaction parce qu'elles ne se calculent pas en taux de croissance et en contribution à l'attribution du taux de croissance, mais

parce que c'est une exigence de qualité d'existence et une exigence de dignité.
Il y a donc eu deux analyses de la réalité, mais l'une qui s'arrêtait là, et l'autre qui accrochait cette analyse de la réalité à la Déclaration de Principes qui, elle aussi, est une déclaration d'action qui est faite pour nous entraîner tous et entraîner tous les Français à lutter contre le système capitaliste.
Deux analyses, donc, se sont affrontées, et je crois que, sur un point, nous avons eu, d'une part, l'analyse d'une force, et d'autre part l'analyse d'une ambition.
L'analyse de la force, c'est l'analyse de la classe ouvrière aujourd'hui, de cette classe des exploités qui s'élargit.
De l'autre côté, je n'ai senti, pour ma part, qu'une sorte d'impatience pour améliorer le système capitaliste.
Nous avons été, en fait, en présence de deux stratégies. L'une nous dit : nous sommes la stratégie des petits pas, poux tenir compte précisément de la réalité, et baptise sa position de "réformiste".
Face à cette thèse nous avons des camarades, et ils rejoignent en cela ceux qui ont travaillé à l'élaboration du plan d'action Socialiste, qui disent que le but de cette stratégie ce n'est pas de gérer le système, c'est de transformer la société, c'est de retirer le pouvoir à ceux qui le détiennent, et par conséquent de pratiquer dans les limites du possible, mais de tout le possible, les appropriations collectives qui sont nécessaires pour mettre fin au système de pouvoir en présence duquel nous sommes.
Poux cela, il faut faire des pas, et je ne me prononcerai pas pour savoir, selon la conjoncture, si ces pas doivent être petits ou grands, je crois que le problème fondamental, c 'est de dire que ces pas doivent être décisifs, qu'ils doivent déclencher une élévation des luttes, et non pas être le compromis provisoire, et bientôt perdu, avec les forces qui détiendraient encore le pouvoir !
(Applaudissements)
Ces deux attitudes ont leur logique :
Celle du compromis et du réformisme tel qu'il nous a été défini - et qui devrait faire honte aux véritables réformistes - débouche bien entendu sur la définition d'une force politique qui est l'union de ceux qui se déclarent réformateurs, comme si quelqu'un pouvait se déclarer spontanément réactionnaire ou conservateur.
Et puis, il y a la logique de ceux qui veulent transformer la société par des pas petits ou grands, mais décisifs, et entraînant par conséquent des ruptures. Ceux-là ne peuvent pas proposer autre chose que l'union des forces anti-capitalistes, qui certes pose des conditions elle-même, mais qui est, pour ceux-là, la seule condition dans laquelle il est concevable qu'on puisse accéder au pouvoir, alors que je conçois fort bien que les autres ne posent pas de conditions pour aller au pouvoir.
C'est pourquoi je suis amené, avant le vote, et je crois que c'est avant le vote qu'il faut le dire, à répondre à une question que ce matin Chandernagor posait à la fin de

son intervention.
Il nous a demandé : est-ce à dire que le plan d'action Socialiste est une donnée éternelle et qu'il ne sera jamais amendable ?
Il est bien évident qu'un texte comme un plan d'action Socialiste, justement parce que le mot d'action y figure, parce qu'il définit une stratégie, comporte une analyse permanente des conditions de la lutte, et par conséquent de la définition des moyens de cette lutte. Mais, parce qu'il y a aussi quelque chose qui est permanent, c'est la déclaration de principe, il est bien certain que ce qui est modifiable, ce sont les conditions du combat et ce n'est pas ce combat !
Quand on pose cette question, je suis tout à fait d'accord pour répondre que, oui, on modifiera le plan d'action Socialiste, mais quand elle est faite par des camarades soucieux d'adapter perpétuellement le combat Socialiste à la réalité, tandis que j'ai quelque scrupule à répondre que ce plan d'action Socialiste n'aura pas une valeur permanente à ceux qui sont disposés, semble t-il, à adhérer au Parti sur une déclaration de principes, à condition qu'elle reste au ciel et à approuver un plan d'action Socialiste, à condition de pouvoir mettre immédiatement en cause ses axes fondamentaux.
(Applaudissements)
Voilà, mes camarades, les observations que je voulais faire avant de demander au Congrès s'il est d'accord pour considérer que le matériel de travail qui lui a été fourni par la Commission Plan d'action Socialiste et, par conséquent, le projet de texte qui a été reçu par les fédérations, peut constituer la base des travaux des commissions demain, après quoi viendront demain après-midi, en séance, les amendements.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, nous allons passer au vote.
Letonturier a quelque chose à dire.

Louis-Paul Letonturier

Je ne sais pas pourquoi il n'est pas fait état d'un texte qui a été déposé ce matin, présenté par quelques fédérations, la Marne, l'Aisne, l'Aube et Paris, je crois, demandant, pour les considérations d'ordre technique, que la base de travail soit le document imprimé.
Je ne cherche ni l'incident de séance, ni la lutte formelle, mais je m'étonne qu'il n'ait pas été fait état au moment du vote de la prise en considération, comme a dit Cépède, du texte mis à la disposition des délégués dans une parfaite imprécision, de quel texte il s'agit, car il a été fait état par plusieurs orateurs à cette tribune et à moi-même de la difficulté qui pouvait se présenter sur le plan technique, et c'est uniquement sur un plan technique que je me place, par le fait qu'il y a un texte de

dernière heure que les délégués, j'en suis personnellement une preuve, n'ont pas eu avant, je l'ai eu ici en arrivant. Cépède n'est pas responsable de la poste, mais le fait est là, je l'ai trouvé dans mon dossier ce matin, je ne savais même pas qu'il existait, et je ne pense pas être le seul.
Alors, il y a un texte qui a été déposé ce matin, une motion qui, autant que je me souvienne, est présentée par quatre fédérations : l'Aisne, la Marne, l'Aube et Paris, et qui demande que pour différentes raisons dont je viens de rappeler rapidement quelles elles sont, ce soit, sans exclure pour autant la prise en considération dans le débat du texte de Quilliot, ce soit le document de travail imprimé, celui sur lequel on a travaillé dans les sections qui soit le document de base à partir duquel on parte en travail de Commissions.
Je demande qu'au moins il y ait un vote d'ordre strictement technique, il ne s'agit pas d'un vote de prise en considération politique ou non de l'étude d'un plan d'action, qu'on ne confonde pas les problèmes, qu'il y ai un vote opposant la proposition de prendre comme base de travail technique le texte de Quilliot ou le texte qui démocratiquement a été analysé, modifié dans les sections et les fédérations.
Je demande cela, c'est tout.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Denis Cépède pour répondre aux observations.

Denis Cépède

Je pense que les observations de Letonturier sont justifiées à partir du moment où il nous rappelle qu'il n'a pris connaissance que ce matin du projet de texte de plan d'action Socialiste.
En effet, s'il avait eu le temps de la considérer complètement, il aurait vu qu'à la fin figure un tableau de correspondance entre le tableau de travail précédent et le projet de texte. C'est pourquoi il me paraissait aller de soi tout à l'heure, quand on décidait la prise en considération du projet de plan, de prendre en considération aussi le document de travail.
(Mouvements divers)
Je m'excuse de devoir reprendre la parole pour répéter ce que je viens de dire : il y a eu deux textes successifs, et comme le second indique chaque fois qu'il fait référence au premier, le plus simple c'est évidemment d'avoir dans sa serviette demain dans les discussions en commissions, les deux textes, cela me parait évident.

Philippe Garel - Donc, tu rejettes la proposition de prendre en considération le premier texte ?

Commission Jean Jaurès

Le président - Le texte de Quilliot est une autre forme du texte du document de travail et c'est à quoi correspond la référence qu'il a donnée, de la table de concordance qui figure à la fin du texte de Quilliot.
Par conséquent, nous pouvons mettre au vote pour la prise en considération le document de travail dont une autre expression est le document Quilliot.

Philippe Garel - Camarades, il a été affirmé par plusieurs orateurs au cours de la discussion qu'entre le texte sur lequel les sections avaient travaillé, sur lequel les fédérations avaient travaillé, document de travail, et le texte définitif, document Quilliot, des différences importantes pouvaient être remarquées.
Par conséquent, je voudrais savoir, au nom de ma fédération, qui a travaillé sur le document de travail, à l'unanimité des membres de ma fédération, si nous prenons en considération le document de travail, avec en complément, le texte Quilliot, ou si nous prenons le texte Quilliot avec, en supplément le document de travail ?
(Applaudissements)

Le président - La parole à Denis Cépède.

Denis Cépède - Les deux textes n'avaient pas la même finalité : le premier avait pour objet de permettre les débats le plus tôt possible dans les sections et Congrès fédéraux ; le second avait pour objet de préfigurer le texte final et, par conséquent, je crois que la formule qu'employait Garel à l'instant est exacte. Il est bien certain que c'est le document de travail avec le texte de Quilliot comme texte dans lequel devront s'insérer les amendements proposés dans les Commissions, c'est clair !

Le président - L'incident est réglé… (mouvements divers)… Il me semble que celui qui a déposé la motion considère l'incident comme réglé, alors je pense que nous pourrions passer maintenant au vote.
Je précise bien : au vote de la prise en considération du document de travail imprimé, le texte Quilliot étant le complément de ce document de travail. Le document de travail est la base du travail des Commissions.
Est-ce qu'il y a une demande de vote par mandats ?

Letonturier - Je suis entièrement d'accord avec la formulation du président, dans la mesure où cela signifie, et j'espère que c'est ce que Cépède a voulu dire, où les mots n'ont plus de sens, que lorsqu'on va travailler pratiquement dans les Commissions, quand on dira : article 40, ce sera n°40 du document de travail et non pas le n° 40 du document de Quilliot, sinon cela va se passer dans la confusion la plus complète.

Cercle Fondation Jean Jaurès

C'est purement technique : il ne faut pas chercher le n° 40 à la page où il y aura le 87, et réciproquement !

Le président - Mais, voyons, puisqu'il y a une table de concordances ! De toutes façons, nous allons nous référer, par exemple, et dans chaque commission, quand on dira : article 40, à l'article 40 du document de travail et on verra si, par la table de concordances du document de Quilliot, l'expression qui en est donné dans le document Quilliot peut être une expression à soumettre au Congrès.
Je reviens à ce que je disais tout à l'heure: y a t-il une demande de vote par mandats ?
Je n'en ai pas noté tout à l'heure, je mets donc aux voix la prise en considération du texte : que ceux qui sont partisans de la prise en considération lèvent la main ?
Pas d'opinions contraires ? abstentions ?
3 abstentions ?
Par conséquent, demain matin à 9h réunion des Commissions. Je précise tout de suite pour les camarades qui ont des motions à déposer et qui ne l'ont pas encore fait, qu'il faut qu'ils arrivent demain matin à la Commission à laquelle ils appartiennent avec le texte rédigé, de façon à ce que dans la matinée le travail puisse être complètement fait.
Je donne la parole à Cazelles.

Ernest Cazelles - (indications techniques sur les commissions)

Denis Cépède - Un instant, camarades.
Les Commissions de travail se tiendront demain, à partir de 9h ici, dans trois salles qui sont au rez-de-chaussée.
L'une sera présidée par André Cellard, avec comme rapporteur Garel, qui prendra ce qui correspond a la première partie du document de travail et au préambule du texte Quilliot.
La seconde commission, présidée par André Boulloche, avec comme rapporteur Taddéi, aura la deuxième partie.
La commission n° 3 sera, présidée par Gérard Jacquet, avec Fleury comme rapporteur.
Dernier point : il est absolument indispensable, pair que les débats se déroulent dans les meilleures conditions en commissions, que les camarades intervenant aient prérédigé les amendements qu'ils ont envie d'insérer dans le texte.

Le président - Camarades, la séance est levée. J'indique, pour répondre à une question que nous posait un camarade, que c'est en raison de l'heure tardive que

Fondation Jean Jaurès

notre Premier Secrétaire a renoncé à la parole ce soir et la prendra demain après-midi !
(Applaudissements)

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Congrès national des 20 et 21 juin 1970
Epinay

Séance du dimanche 21 juin 1970

La séance est ouverte sous la présidence d'Albert Gazier assisté de Michel (Eure), Bouchon (Ardèche), Dolle (Tarn).

Le président (Albert Gazier)

Camarades, je vous invite à regagner vos places et à vous asseoir.
La dernière séance du Congrès est ouverte.
Nous avons à mener à bien une tâche difficile, puisque nous avons à voter sur un texte qui comporte 36 articles, auxquels s'ajoutent des articles additionnels avec un certain nombre d'amendements.
La seule façon de mener à bien cette tâche est d'observer deux règles importantes : la première, c'est que vous permettiez une application stricte du règlement qui régit nos débats, et dont je vais vous rappeler les dispositions essentielles :
Dans le débat final qui suit les travaux des commissions des résolutions, seuls peuvent prendre la parole les rapporteurs et les auteurs d'amendements, ainsi bien entendu que le Premier Secrétaire du Parti.
Le temps des auteurs d'amendements est limité par le règlement à dix minutes.
Les votes ont lieu à main levée ou par mandat. Le vote par mandat est de droit si le dixième des délégués, c'est-à-dire 40 en chiffre rond, le demande.
Les débats vont se dérouler de la manière suivante, et la deuxième condition, j'y insiste, ce n'est pas seulement l'application du règlement, c'est aussi une très grande discipline de la part de chacun d'entre vous; discipline de la part des auteurs d'amendements, bien entendu, et discipline de la part des auditeurs, parce qu'un débat aussi difficile ne peut être clair que dans l'attention et dans le silence.
(Applaudissements)
Voici comment nous allons procéder : après un exposé introductif de Cépède, prendront la parole les rapporteurs des trois commissions : Garel pour la 1ère Commission ; le texte servant de base à nos discussions étant le texte Quilliot, accompagné du document de travail qui a été imprimé, la 1ère Commission traitera des articles 1 à 59 inclus.

Collection Jean-Jaurès

La 2ème Commission, dont le rapporteur est Taddéi, traitera des articles 60 à 108 inclus, et la 3ème Commission, dont le rapporteur est Fleury, traitera des articles 109 à la fin.
Je rappelle donc que ne peuvent prendre la parole dans ce débat que les trois rapporteurs que j'ai cités, les deux rapporteurs généraux qui sont Cépède et Quilliot, et le Premier Secrétaire du Parti.
Ceci dit, après avoir rappelé ces dispositions et fait un nouvel appel à votre bonne volonté, en vous demandant également de permettre la satisfaction des vœux de nombreux sportifs qui voudraient être devant un poste de télévision à 18h50… (applaudissements)… et en respectant aussi peut-être les désirs légitimes de ceux de nos camarades qui ne sont pas sportifs, mais qui ne voudraient pas passer la totalité de la nuit à Epinay, bien que cette commune soit agréable, je donne la parole à Cépède.

Denis Cépède

Mes chers camarades, je serai extrêmement bref parce que je pense que ce qui vous intéresse, c'est le résultat des commissions.
Je pense qu'il serait anomal aussi que le Congrès ne sache pas avec quel sérieux, avec quelle rigueur les commissions ont travaillé ce matin.
Il est certain que le travail qui va vous être présenté tout à l'heure a été préparé avec le double souci de montrer la plus grande rigueur dans l'analyse, le plus grand souci de respecter les principes qui guident le combat Socialiste.
C'est pourquoi sans en dire davantage, je vous prie de faire preuve de la même discipline et de la même rigueur que les commissions, et je donne immédiatement la parole au rapporteur de la 1ère Commission.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Garel.

Philippe Garel

Mes chers camarades, la 1ère Commission avait à se préoccuper des 59 premiers articles du document Quilliot, qui correspondaient approximativement aux 30 premiers articles du document de travail.
Conformément à la décision du Congrès hier soir, elle a observé la démarche suivante : partir du document de travail, se reporter au texte Quilliot, et finalement proposer en fonction des amendements déposés sur le bureau du Congrès, des rédactions nouvelles ou complémentaires à certains passages du texte Quilliot.
Ces amendements, ces passages complémentaires, ont été arrêtés à 1 heure 30 et transmis à la dactylographie. Le Congrès devrait disposer tout à l'heure d'exemplaires polycopiés lui permettant de juger la signification et la portée

politique des transformations ainsi opérées.
La démarche que nous avons suivie, et que je viens de résumer rapidement, nous a conduits à examiner plus particulièrement quatre points. Ces quatre points, je les résume par thèmes et non pas par ordre.
Le premier point, celui qui a suscité les échanges les plus importants, les plus fructueux, et peut-être les plus intéressants, a été le problème de l'Etat,
Il est apparu en effet aux membres de la Commission qu'il était important que le Parti puisse avoir une doctrine de l'Etat, et que cette doctrine de l'Etat repose sur une analyse de la fonction actuelle de l'Etat. De ce point de vue, les membres de la Commission ont estimé qu'on ne pouvait plus se satisfaire d'une position schématique qui voit dans l'Etat la simple expression de la classe dominante au pouvoir; que par voie de conséquence, il était important que l'on analysât la fonction d'arbitrage de l'Etat, étant entendu que l'Etat à l'heure actuelle prend des arbitrages dans un sens bien déterminé, en fonction des intérêts de certaines couches sociales au détriment des intérêts d'autres couches sociales. Ceci ne serait d'ailleurs qu'à l'intérieur de la bourgeoisie actuelle.
Le second point qui nous a arrêtés a été l'essai de définition d'une classe sociale. Nous nous sommes penchés sur ce problème à la fois parce qu'il était de la nature de nos travaux de nous y intéresser, et parce que d'autre part il était important que d'autres commissions, en particulier la Commission 3, puissent connaître en temps utile l'opinion de la Commission 1 sur ce problème, étant donné qu'il était aussi au cœur de ses travaux.
L'analyse de la classe sociale a conduit nos camarades à travailler très longuement, et en partie en association avec certains camarades de la Commission n°3.
L'état exact du document, vous le connaîtrez tout à l'heure.
Pour ce qui est de ce que j'ai eu à connaître de l'état du débat, nous avons décidé d'essayer de définir des critères de définition, critères de définition qui nous ont paru devoir être les suivants :
Critère prioritaire, l'exploitation ou la domination. La structuration sociale se fait en fonction du fait que certains membres d'une société groupés dans une classe oppriment d'autres membres d'une société groupés dans une autre classe. C'est l'opposition de la classe des dominateurs à la classe des dominants.
En second lieu, à partir d'un autre critère non moins traditionnel et objectif, à savoir la classe qui par son travail produit le plus de plus-value, permettant de cerner le problème de la définition de la classe ouvrière, de cerner progressivement ce que l'on entend par classe ouvrière.
Enfin la fonction productive et la fonction dans la production des membres de cette classe à la fois exploitée et productrice de plus-value.
Notre souci a été à la fois par conséquent de cerner des critères qui soient des critères objectifs, étant bien en tendu que les problèmes posés, problème des

contradictions qui existent au sein des couches sociales qui se trouvent à l'intérieur d'une même classe, problème d'autre part de l'identification psychologique à une classe donnée de la conscience de classe, nous paraissaient devoir être des critères qui n'entrent pas strictement dans la ligne de définition d'une classe sociale comme fait sociologique.
A partir de là nous avons produit un document. La définition qui sera proposée tout à l'heure, vous pourrez en juger sur pièce.
Le troisième problème auquel nous nous sommes attachés et auquel nous avons estimé n'être pas en mesure, à l'heure actuelle, de fournir une réponse scientifique, valable, est le problème des contradictions actuelles ne l'économie capitaliste.
Nous avons essayé de cerner plutôt les approches du problème, nous avons en effet estimé que l'ensemble des problèmes posés était trop important pour qu'ils soient tranchés, et tranchés de façon arbitraire et systématique, dans une discussion de commission de 3 à 4 heures.
Nous pensons que ce serait l'objet d'un débat à l'intérieur d'un Parti donné, à partir des groupes d'études qui sont animés au sein des groupes d'Etudes Socialistes.
Enfin, nous avons essayé de cerner le problème des rapports entre le tiers monde et le monde capitaliste développé.
Il nous est apparu en effet qu'à moins de quantités négligeables, c'était plutôt le rôle de marché que le Tiers monde jouait pour les économies des pays capitalistes, afin de leur permettre d'écouler leurs surproductions, et qu'à partir de là, un certain nombre des rapports qui unissent les pays tiers aux pays économiquement développés n'avaient pas été approchés.
Voilà, globalement, camarades, sur quels points ont porté nos réflexions sur quelques thèmes et comment se sont déroulées nos discussions, à quelles conclusions elles tendent et la forme qu'elles prennent, est la forme de complément de texte, de rédaction nouvelle de passages du texte, d'amendements proposés au texte.
La position de la Commission sur ces amendements et modifications de texte est une position d'unanimité. Nous n'avons pas à défendre de textes contradictoires.
L'autre problème auquel nous nous sommes heurtés - je pense que d'autres commissions s'y sont trouvées confrontées - les autres problèmes auxquels nous nous sommes heurtés sont à la fois des problèmes d'analyse - et nous pensons que sur des problèmes aussi fondamentaux l'analyse doit être poursuivie au sein du Parti, dans les organismes de liaison et de réflexion, et d'études - et des problèmes de forme. Il nous est apparu par exemple que les huit premiers paragraphes de la rédaction de Quilliot pourraient très bien être présenté sous une forme plus rapide et plus lapidaire, qui en rentrait la lecture plus aisée, et qui n'en dénaturerait pas pour autant le contenu. Mais nous n'avons pas voulu prendre position sur ce problème de style, estimant que le Congrès attendait de nous que nous prenions

position sur des problèmes politiques.
Il nous est apparu de toute façon que les problèmes de la, rédaction d'un Plan d'action Socialiste étaient quasiment insolubles. Document théorique, d'un côté, étudié par les spécialistes qui sont habitués à un certain langage et qui ne tolèrent pas la médiocrité. Document destiné à être popularisé, d'un autre côté, destiné à toutes les couches de |a population. Premier moment de l'action que ce Plan d'action se propose de définir. Le problème de sa rédaction, c'est le problème de la concordance, de la concordance possible de deux langages différents.
Voilà, camarades, l'essentiel des réflexions que j'avais à vous proposer. Le dernier point qu'il me reste à vous présenter c'est le résultat des travaux auxquels cette Commission est parvenue.
Elle a conservé, en souhaitant que ces paragraphes puissent être revus sous une forme plus aisée à lire, et simplifiée, les huit premiers paragraphes du document Quilliot.
Elle a proposé d'adjoindre le 9ème paragraphe au 8ème.
Elle a proposé de faire passer le 21ème paragraphe à la place du 9ème.
Elle a proposé une nouvelle rédaction pour l'article 20.
Elle a proposé une nouvelle rédaction pour l'article 28.
Elle a proposé un complément de rédaction au paragraphe 29, un complément de rédaction au paragraphe 31.
Elle a refondu le paragraphe 41, par des compléments de rédaction et par l'intégration à ces compléments de rédaction du paragraphe 38.
Elle a proposé une rédaction nouvelle du paragraphe 46.
Elle a proposé enfin une rédaction nouvelle du paragraphe 56.
Ce qui fait que tout à l'heure je pourrai proposer au Congrès une table de concordances supplémentaire à la table de concordances que le Congrès connaît déjà et qui établit la concordance entre le document Quilliot et le document de travail.
Ceci étant, camarades, il nous reste à attendre du Service de Polycopie et du Service de Dactylographie qu'ils fassent circuler à travers le Congrès les rédactions nouvelles et les rédactions complémentaires des passages que nous avons remaniés.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, vous serez certainement d'accord avec la proposition de Garel, qui consiste à aborder l'examen des paragraphes lorsque vous aurez sous les yeux le texte qui est actuellement à la polycopie. Donc nous reprendrons cette question dès que ce texte nous aura été distribué.
Et pour ne pas perdre de temps je propose que l'on donne la parole au Rapporteur de la Commission 11° 2, notre camarade Taddéi.
...Il n'est pas prêt.

Est-ce que la Commission n°3 est en état de rapporter ? Non.
Eh bien, camarades, la séance est suspendue.
(Protestations)
La parole est à notre camarade Savary.

Alain Savary

Camarades, comme les rapporteurs ne sont pas encore en état de rapporter, je vais essayer de combler le temps qu'ils nous laissent, et je voudrais en premier lieu dire que les travaux ces Commissions ont été démocratiques, sérieux et vivant Et je pense qu'il faut que le Congrès en prenne acte.
(Applaudissements)
En second lieu, pour que vous ayez le temps de réfléchir il apparaît qu'étant donne l'état des travaux, les textes qui seront soumis au vote ce soir, quelle que soit leur qualité, nécessiteront une mise en forme. Et c'est pourquoi je proposerai au Congrès que ces textes, adoptés par un vote, il y ait ensuite une Commission de mise en forme, je veux dire "rédactionnelle" ; le texte étant soumis au Comité directeur qui se tiendrait le 4 juillet, afin que le texte d'ensemble sorte publiquement sous une forme convenable ; et dans les meilleurs délais.
C'est la proposition que je fais au Congrès.
Ensuite, ayant pris connaissance des travaux des Commissions, je voudrais dire au Congrès qu'il me paraît que quelque chose d'important est acquis. Et l'ensemble des textes et des amendements permet de reconnaître l'existence d'une conception très largement partagée, conception solide et bien définie dans ses actes principaux, même s'il subsiste, comme c'est inévitable, une marge d'appréciation appelant une réflexion complémentaire.
On peut constater tout d'abord, et cela est normal, un large accord sur les fins que nous poursuivons : la libération de l'homme, son accomplissement, non pas dans un morne isolement individualiste, mais dans la création d'une nouvelle façon de vivre ensemble, car ceci est un de nos objectifs communs.
Ensuite, il apparaît qu'il y a un large accord sur notre interprétation du monde actuel.
Nous avons pris conscience et acte des transformations du capitalisme, non pas que cela le rende moins brutal, bien au contraire. Nous avons compris qu'il tirait une efficacité relative de la souplesse de sa gestion et des modifications intervenues dans le contexte politique et social ; cela est en grande partie du au fait de l'action des travailleurs.
Mais nous avons aussi aperçu, au-delà des formes anciennes d'exploitation, qui subsistent encore, son caractère dévastateur et les nouvelles aliénations qui découlent de la domination exclusive de l'économie par les intérêts privés. De cela notre projet, dont vous discuterez, traite de façon excellente.

Fondation Jean Jaurès

Il est apparu aussi qu'aucune formule préfabriquée du Socialisme n'était empruntée toute faite, ici ou là. Nous savons donc que nous aurons à trouver notre voie originale, adaptée aux conditions présentes du monde, et d'abord à celles de l'entreprise.

Cette voie, il me semble que des travaux des Commissions permettent de la caractériser en termes généraux.

Pour ma part il me semble qu'il y a deux domaines où cela est possible : celui qui regarde ce que j'appellerai "les conditions générales de notre action", et ensuite, celui qui concerne ses points d'impact et ses orientations.

Il peut y avoir entre nous, d'abord, accord sur une façon globale de concevoir l'action.

Nous voulons tous que cette action soit démocratique au sens plein du mot. Par là, nous voulons dire qu'elle doit respecter les règles et les contraintes du pluralisme des élections, des délégations explicites de pouvoir. Nous refusons la tyrannie bureaucratique, fut-ce celle d'un Parti,

Et nous rejetons aussi la violence anarchique qui ne sert le plus souvent qu'à la préparer.

Nous croyons cette voie démocratique nécessaire, car elle seule peut mener au but, et nous la pensons aussi possible, car les bases sociales de la démocratie Socialiste existent dans notre pays, cornue dans beaucoup d'autres pays développés.

A côté de la classe ouvrière au sens étroit du mot, une masse importante et croissante de techniciens, cadres, d'intellectuels, qui se trouvent dans une situation ambiguë, peut opter pour le Socialisme. Une partie des travailleurs indépendants, d'agriculteurs, du commerce et de l'artisanat, le peut aussi.

En second lieu, nous ne concevons pas le Socialisme français replié sur lui-même, isolé, nous concevons un Socialisme ouvert, dans un pays ouvert.

Et c'est d'abord à l'ouverture sur l'Europe que je pense.

Nous savons que les rapports avec cette Europe qui n'est pas Socialiste ne sont pas simples et ne seront pas simples.

Peut-être devrons-nous engager, si nous sommes en mesure de le faire, la transformation de notre société, en nous opposant à certaines orientations de cette Europe.

Nous devons y être prêts, liais nous savons aussi que nous ne pourrons nous développer seuls, être indépendants seuls, aller seuls très loin, dans la voie du Socialisme ; par choix, par mission et par force, l'Europe est notre aventure.

Et je sais, camarades, que ce problème est l'objet d'un débat au sein du Congrès.

Nous y reviendrons tout à l'heure, mais je voudrais d'ores et déjà dire ce que l'on peut penser de ce problème.

Dans la situation où se trouve le Socialisme français, prétendre que le moment venu il subordonnerait la construction de l'Europe à l'édification de l'Europe Socialiste

Fondation Jean Jaurès

me paraît une vision théorique.
Nous voulons à la fois construire l'Europe Socialiste, et simultanément, le Socialisme dans notre pays.
Soyons sincères avec nous-mêmes, serions-nous bienvenus, dans l'état où se trouvent les forces de gauche dans ce pays, de donner des leçons aux autres Partis Socialistes, et de dire que c'est de pays extérieurs à la France que viendrait le danger contre le Socialisme, alors que certains d'entre eux, par des voies et des moyens qui leur sont spécifiques, ont commencé une construction qui, même si elle n'est pas identiquement nôtre, est un progrès dont nous souhaiterions - et je fais allusion au Socialisme suédois - que déjà des résultats analogues se fassent sentir dans notre pays.
Il ne faut pas qu'il y ait, à cet égard, de malentendu. En aucune mesure et en aucune manière, la construction européenne ne doit être capable de s'opposer à des mesures Socialistes dans notre pays. Mais en même temps nous devons savoir qu'en définitive, la où la France se trouve située, car elle n'est ni l'Albanie, ni le Portugal, si nous ne voulons pas nous tracer nous-mêmes, le combat sera finalement gagné globalement par tous les Socialistes européens ; c'est sur ce point que nous aurons probablement l'occasion de revenir tout à l'heure.
(Applaudissements)
Cette attitude signifie donc que ce que nous proposons n'est pas une solution toute faite, à laquelle il suffirait de se rallier ! Cela veut dire qu'elle est à nos yeux un champ d'action et une source de problèmes, A cet égard, le document qui sert de base a la discussion a peut-être, à l'origine, schématisé à l'excès les options possibles.
L'essentiel est donc que nous décidions d'être Socialistes, ce qui implique que nous résistions vigoureusement à certaines orientations dangereusement libérales de la construction européenne, tout en faisant tous nos efforts pour être le plus possible et le plus tôt possible, Socialistes en Europe.
Camarades, en aucun cas, cependant, notre option de fond pour la construction européenne ne doit être une façon de l'isoler du reste du monde et d'éluder les très graves problèmes, en particulier celui du tiers-monde.
L'Europe est au contraire, pour nous, entre autres choses, une façon de mieux nous intégrer au monde, d'y agir plus puissamment, plus efficacement, je dirai, en outre, l'Europe ne peut être le masque d'un ralliement à l'Atlantisme, formule inacceptable, car elle nous ferait perdre notre individualité, formule immorale, car elle nous rendrait complices des crimes et des erreurs de l'impérialisme américain hélas trop réel !
(Applaudissements)
Le fait que le Parti ne doive pas envisager un retrait unilatéral du Pacte Atlantique se situe sur un autre plan.

Notre participation à l'Alliance est liée aux circonstances de fait qui commandent l'équilibre mondial.
Notre position dans ce domaine est donc liée aux changements des conditions et il ne s'agit pas de nous résigner à une situation de fait, il s'agit de travailler de toutes nos forces aux changements de cet état de fait, et cela pour parvenir, par un renforcement ne l'organisation internationale, à la disparition progressive et simultanée des blocs militaires. Tous nos objectifs doivent tendre à ce but. Ceci aussi, mes camarades, a fait l'objet d'interventions dans ce Congrès.
Je voudrais que l'on donne a cette affaire du Pacte atlantique un problème vrai. Il a un aspect de faux problème car nous savons qu'il faut dépasser la situation et que les satisfactions que tel ou tel pourrait avoir dans le cas d'un retrait unilatéral de la France ne résoudraient en fait aucun des problèmes qui sont les nôtres, qui sont ceux de l'établissement de la paix en Europe.
Et je voudrais ajouter une remarque. J'ai entendu parler hier à cet égard, dans des élans très généreux, du "soulèvement national" qui serait le succédané à l'Alliance Atlantique, ou à une défense nationale autonome. Et bien, camarades, il est peut-être facile de parler dans cette salle de soulèvement national, mais je voudrais exprimer deux thèmes de réflexions :
Aux moins jeunes, juin 40 : qui aurait parlé de soulèvement national au lendemain de la défaite et dans la présence des blindés et de l'armée allemande ?
Aux plus jeunes et à tous : allez-vous parler de soulèvement national, au lendemain de l'occupation de la Tchécoslovaquie par les forces du Pacte de Varsovie ?
Ce que des patriotes comme les Tchèques n'ont pas été capables de faire, est-ce que vous pensez que c'est une décision autre que verbale, enfermée dans des décisions de Congrès, alors que vous savez qu'à notre époque, et dans la disproportion écrasante entre les armements modernes et la volonté d'un peuple, lorsqu'il est situé dans l'Europe occidentale, en fait une résistance peut être concevable. Un soulèvement national est une invitation peut-être généreuse, mais qui ne paraît correspondre, en aucune mesure, aux responsabilités qu'un Parti comme le nôtre doit assumer, pour garantir les libertés de notre pays et les libertés de la démocratie.
Camarades, un troisième point sur lequel un large accord me paraît devoir exister entre nous, est notre souci de l'efficacité, et disons le, de l'efficacité économique.
Nous ne nous réjouirons jamais que l'économie soit malade, nous ne souhaitons pas qu'elle crève. Et c'est une réminiscence, puisque ce slogan avait été inscrit sur les murs de la Sorbonne au mois de mai 1968.
Dans le même passage où il dénonce les aberrations et les injustices de la société de consommation, notre document affirme l'importance de la croissance économique. Cette croissance, nous la pensons nécessaire et nous estimons que même dans une société évoluant vers le Socialisme, où les blocages, liés aux égoïsmes, seraient plus aisément surmontés, elle devrait être plus rapide que dans le contexte actuel.

C’est l’orientation de la production, c’est le contenu de la croissance que nous contestons, non le fait d’une production efficace.
De même, nous devons refuser les conduites irresponsables, qui consistent à accumuler toutes les revendications et à prétendre satisfaire chacune d’entre elles, sans lui donner de contrepoids. Toute action sérieuse - et la nôtre doit l’être - doit reconnaître qu’elle est soumise à ces contraintes. Cela implique que cette action s’organise dans le temps grâce à la planification ; cela aussi implique que parce qu’elle refuse l’inflation, elle repose sur une grande maîtrise des mécanismes financiers.
Voici pour le cadre de l’action. Pour ce qui est du contenu, je voudrais aussi vous présenter un thème. Il me semble que tous les Socialistes estiment nécessaire un développement important et rapide du secteur d’économie publique et collective. Cela leur paraît indispensable pour modifier l’équilibre global du pouvoir dans le passé, pour faire prévaloir un modèle de plus grande qualité dans la répartition du revenu et enfin, pour accomplir les tâches de l’économie moderne, car le capitalisme français n’est pas v une réussite, même selon ses propres critères, et une puissante action sur les structures de l’appareil productif devra être menée.
Nous savons qu’il existe des pays, comme la Suède ou l’Allemagne, où la cohésion des travailleurs et les caractéristiques de l’histoire nationale, ont fait préférer une autre voie. Les forces populaires politiquement dominantes, et puissamment organisées dans les Syndicats, et les forces politiques, ces forces estiment contrôler le capitalisme de l’extérieur et agissent essentiellement par la fiscalité et l’emploi des ressources nationales. Cette méthode a donné des résultats.
Cependant, si nous pouvons nous inspirer partiellement de cette méthode, nous croyons qu’elle ne serait pas suffisante en France où les conditions de son efficacité ne sont pas réunies.
En tout état de cause, nous croyons aussi qu’elles ne peuvent correspondre à une étape, au delà de laquelle le problème de la détention du pouvoir économique ne pourra être éludé dans aucun pays.
(Applaudissements)
Cependant, notre réflexion sur la réalité, des mécanismes de l’économie et des difficultés des pays de l’Est, nous fait rejeter toute formule de centralisation bureaucratique. Nous estimons qu’une large décentralisation des décisions de gestion et d’investissement est une condition de l’efficacité.
Ces conditions peuvent amener à une conception dont j’ai parlé, qui est celle de l’économie publique de concurrence, le terme importe peu si nous sommes d’accord sur le fond, et il semble que nous puissions l’être.
Il s’agit en effet d’étendre la propriété publique et collective en dehors des industries de base, dans le secteur des biens d’équipement et de consommation, où elle a encore peu de place. Il s’agit de conserver un mécanisme de compétition,

parce qu'il permet la décentralisation des décisions. Il faut donc faire jouer une concurrence entre les entreprises publiques, et la faire jouer aussi entre celles-ci et ce qui demeurera des entreprises privées.
Il s'agit également de supprimer, même entre les entreprises publiques, les rentes de situation et de monopole et ceci peut être atteint plus facilement dans le secteur public et également dans ce domaine de concurrence entre les deux secteurs, avec l'appui des décisions législatives et surtout du contrôle ouvrier, oui serait prévu dans ce sens.
Dans le meilleur dosage des méthodes, il peut y avoir certaines différences entre nous. Certains sont plus attachés à la formule de la nationalisation par expropriation et indemnisation ; d'autres verraient plus d'avantages à une démarche souple et stratégique, consistant à étendre le secteur collectif en employant l'hargne publique et populaire à des prises de contrôle et à des créations d'entreprises.
Le texte qui sera soumis permettra, de trancher et d'orienter la position du Parti en ce sens, encore qu'il s'agisse pour nous davantage d'un programme d'action immédiat que d'un plan d'action Socialiste.
Ce qui est indispensable, en tout état de cause, c'est qu'il y ait cohérence entre le rythme du développement du secteur public étendu, et le rythme du développement de la capacité de la gestion publique. A défaut, la première extension serait presque sans portée comme l'a été la nationalisation des principales banques.
Et ceci doit être pour nous un élément de réflexion, nous poussant à l'action.
Je n'en aurais pas fini avec l'entreprise si je ne disais pas aussi que c'est un cadre dans lequel les Socialistes doivent inscrire la démocratie.
Ceci concerne, avec des modalités et une intensité différentes, tant le secteur public que le secteur privé, ceci aussi sera rapportée tout à l'heure, mais il apparaît que dans le secteur public on se doit d'introduire rapidement une véritable participation des travailleurs aux décisions, diversifiées selon les niveaux, de l'atelier au groupe industriel et financier.
Dans le secteur privé, dans la phase où nous nous trouvons, je pense, camarades, que nous devons être attentifs au point de vue des syndicats, et probablement retenir qu'une première étape doit principalement retenir notre attention, celle qui mènera au plein exercice du droit syndical et à l'exercice effectif du droit à l'information, à l'expression et à la contestation des travailleurs, ainsi qu'à un contrôle efficace des mécanismes qui touchent au plus près leurs intérêts, notamment l'embauche, les conditions pratiques du travail, les rémunérations et l'orientation de l'entreprise.
Camarades, s'il est normal et nécessaire que des Socialistes s'attachent avec un soin particulier au problème de la production, une autre chose doit être dite clairement. La transformation que nous voulons ne peut se réaliser totalement par une mutation localisée au niveau de l'entreprise. C'est toute la société qu'il faut

socialiser, tous les milieux où se meuvent les hommes qui sont imprégnés des mêmes abus et des mêmes injustices que le monde du travail.
De cela, les textes et les discussions ont traité en détail et je voudrais entretenir quelques directions.
Quant aux moyens, il nous faut savoir que les Socialistes peuvent utiliser, et ceci est la tradition de la République, le potentiel de changement qui réside dans la loi, dans l'action gouvernementale, et dans l'activité des administrations, mais ils veulent aussi que la décentralisation des pouvoirs régionaux et locaux, la pluralité des organisations et celle des institutions, permettent de parvenir à une véritable décentralisation.
Ils chercheront la cohérence et même, dirai-je, le foisonnement qui n'est pas incompatible, et ils peuvent le rechercher.
Il faut, camarades, qu'au niveau de l'Etat, on recherche la maîtrise par le pouvoir démocratique, les moyens qui permettent d'orienter la production et l'utilisation des richesses. C'est, au fond, et je m'excuse de ce côté un peu technique, le contrôle des flux d'argent, la domination de la machine à collecter, à prélever et à affecter, à redistribuer, à financer, qui permettra de marquer les priorités Socialistes, et cela ne veut pas dire qu'il faille être en tous domaines dirigiste. Au contraire. Dans beaucoup de cas, nous devons savoir qu'il faudra s'abstenir d'interventions trop précises, et laisser jouer les mécanismes simples.
Mais les Socialistes doivent vouloir disposer d'une faculté d'action stratégique, tant pour orienter le financement du développement industriel que pour promouvoir la justice dans et par l'impôt, développer les services collectifs, accroître l'effort de redistribution et tendre vers l'égalité.
Je ne voudrais pas aller bien au-delà de ces données dont je m'excuse qu'elles aient été quelque peu techniques, mais je voudrais maintenant, pour conclure, et avant d'arriver à une conclusion définitive, tenter de porter un jugement non pas sur nos conclusions, ces conclusions appartenant au Congrès, mais sur ce que nous avons fait.
J'ai dit quel avait été le travail des Commissions.
Il m'apparaît qu'il y a une très large majorité dans le Parti, et cela n'est pas surprenant, car le Plan d'action ne fait que traduire ce qui est la doctrine.
On a dit que le Parti était divisé. Si je voudrais faire une distinction entre les divisions qui sont normales et celles qui seraient graves et menaçantes.
Divisé, le Parti l'a été à l'issue de son Conseil national sur un point précis, je dis, camarades, que cela est normal, car lorsqu'il s'agit d'un problème aussi important que celui dont nous avons traité, le dialogue entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste, chacun aie droit d'avoir une approche différente de ce problème.
Je me réjouis du choix qu'a fait le Conseil national, car je sais que ce choix étant fait, le Parti, dans son unanimité et dans sa totalité, sera fidèle à la décision de la

majorité, telle que les Organismes responsables auront à charge et à honneur d'appliquer.
(Applaudissements)
Mais, camarades, ces divisions dont on paraît s'étonner, certes, les assises de la Droite, lorsqu'il en existe, ne présentent et ne présenteront jamais ce caractère de démocratie et d'interrogation loyale que présentent nos assises. Il n'y a pas de référence, dans aucun parti, à l'esprit dans lequel des Socialistes délibèrent.
De ceci, camarades, nous devons en être fiers, car c'est ceci qui fait de nous ce que nous sommes, et ce que nous continuerons à être.
(Vifs applaudissements)
Ce qui serait plus grave, ce serait qu'il y ait, par rapport à l'essence de ce qui nous lie, au-delà des modalités, alors, là, des divergences qui seraient plus que des divisions, et qui seraient des incompréhensions fondamentales.
Au cours du débat qui s'est instauré hier, il y a eu des interventions, et je ne voudrais pas revenir sur ces interventions mêmes, mais sur les textes qui ont été présentés pour les discussions du Parti.
Je voudrais en prendre un, parce qu'il me paraît très clair dans sa signification. La motion pour un Plan d'action Socialiste démocratique, dont je crois que notre camarade Chandernagor est le principal signataire.
J'ai lu ce texte, comme tous les textes qui ont été envoyés pour le Congrès, et ce qui me frappe, ce sont deux absences.
D'abord, on n'y trouve pas le mot "Socialiste", sauf par rapport à la dimension européenne de l'Europe, et avec les termes "démocratie Socialiste".
En second lieu, dans la phrase qui me paraît la phrase-clé - et si je me trompe, que ceux qui l'ont rédigée me contredisent lorsqu'ils parleront - je m'excuse de lire cette phrase :
"Un objectif : l'homme libéré et responsable".
Je crois que, même au-delà de nos rangs, il y a un consensus général pour cet objectif.
"Un moyen. La croissance économique libère au service de l'homme des énergies créatrices considérables, mais la croissance économique désordonnée a aussi sa contrepartie de nuisance. Assurer un rythme normal de croissance tout en la maîtrisant afin d'en mieux contrôler les effets et d'en répartir plus équitablement les fruits, telle doit être dans notre monde actuel une des tâches essentielles du Socialisme".
Et bien ! mes camarades, ce texte me paraîtrait pouvoir parfaitement figurer non seulement dans les textes de la société nouvelle, mais bien au-delà. Je ne crois pas qu'il y ait une formation politique en France qui ne soit prête à reprendre à son compte intégralement les termes qui sont la clé de voûte de la motion pour un Plan d'action Socialiste démocratique.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Et je voudrais dire mes camarades qui ont rédigé ou signé ce texte, qu'ils me paraissent être sur une mauvaise voie.
Ils peuvent contester, au sein du Parti, à la fois les options concernant les rapports avec les autres tel ou tel point de ce que nous proposons. Personne n'est infaillible ; mais en arriver, presque inconsciemment, car je crois que c'est inconscient, finalement, pour beaucoup, à ne plus dire un mot du capitalisme, à ne plus dire un mot du Socialisme, alors, c'est la, camarades, que le réformateur rejoindrait volontiers ceux qui sont hors de nos rangs et pourront n'y être jamais, et finalement, ne se trouveraient pas, et je le comprendrais, dans le même esprit et avec les mêmes objectifs que les nôtres.
(Vifs applaudissements)
Camarades, je souhaiterais que les choses soient très claires. Il n'est d'aucune manière, dans mon esprit, de tenter de pousser hors du Parti des camarades qui s'y trouvent, car c'est le développement que nous gagnerons et non pas en éliminant des tranches successives.
Donc, nous souhaitons qu'il y ait un Parti, nous l'avons dit, large, ouvert, mais fidèle à ce qui est son fondement et sa base, car s'il y a malentendu sur ce point, ce malentendu est grave. Il jette la confusion au sein du Parti, et il jette la confusion à l'extérieur du Parti.
(Applaudissements)
Camarades, cette confusion, il n'en faut pas, non seulement pour nous-mêmes, mais pour la démocratie, car à l'extérieur du Parti, tel ou tel se fait des illusions parce qu'il a recueilli l'adhésion de tel ou tel membre du Parti, pour une entreprise qui n'est pas celle du Parti, et on s'imagine que, derrière ces quelques individus, ou ces quelques signataires, ce sont les Socialistes qui vont être compromis par je ne sais quelle démarche centriste. Et chacun sait qu'actuellement, le centre étant effondré, la démarche centriste conduira tout de suite vers l'UDR.
(Vifs applaudissements)
A cet égard, camarades, je n'aborderai pas ici le problème des questions de tendances, car ce n'est pas le lieu, mais je dis qu'il faudra que le Parti s'en occupe et qu'il s'en préoccupe… (applaudissements)… et je voudrais simplement que quand des camarades pensent nécessaire de participer hors du Parti dans des organisations qui sont intitulées "alternative de progrès", cela est très grave, et signifie qu'ils ne croient pas que le progrès puisse être trouvé avec le Parti et dans le Parti !
(Vifs applaudissements)
Camarades, je conclus, je demande à tous ceux qui ont pu, dans les difficultés normales, consécutives aux années 1969, connaître parfois le doute, regarder ailleurs, tout en regardant dedans, je leur demande de faire en sorte qu'ensemble,

Fondation Jean-Jaurès

mais dans la clarté, et là je serai fidèle, cela ne surprendra personne, à ce qu'on a dit lors du Conseil national, dans la clarté, dans la vigueur et dans la rigueur, nous continuions tous ensemble le combat ; des progrès sont accomplis déjà et je veux vous dire ici ce soir mon optimisme pour l'avenir.
(L'Assemblée, debout applaudit vivement)

Le président - Camarades, avant d'aborder les articles du texte qui vous est soumis, Savary vous a fait tout à l'heure une proposition de méthode, celle qui consiste à confier à une Commission de rédaction le soin de mettre en forme définitive les textes que vous aurez adoptés, étant entendu qu'aucune modification de fond ne sera évidemment apportée à vos décisions et que le Comité directeur du 4 juillet adoptera définitivement cette rédaction.
Pas d'opposition à cette méthode ?

André Chandernagor - Pas sur la méthode, mais je pense que c'est maintenant que je dois parler sur la mise en cause.

Le président - Je voudrais d'abord régler ce point : est-ce qu'il y a des objections à cette proposition ?
Oui, alors je la mets aux voix.

Un délégué de Paris - Chers camarades, très rapidement, un simple mot : il me semble qu'on a beaucoup répété dans le congrès, avec raison, que les questions de mots cachent souvent des questions de fond. Mon point de vue est que si comité de rédaction il doit y avoir, ce doit être simplement, parce qu'il risque d'y avoir des redites dans le texte de ce soir, des paragraphes mal liés entre eux, mais cela ne nécessite pas une rédaction générale du texte.
Je propose donc que le texte que nous sortirons de ces travaux soit considéré comme un texte définitif et qu'il y ait simplement demain, après-demain, rectification de quelques bavures éventuelles, mais certainement pas une re-rédaction jusqu'au 14 juillet…

Dans la salle - Pas le 14, le 4 !

Le délégué de Paris - Voilà tout ce que j'avais à dire au nom de la fédération de Paris.

Le président.- Denis Cépède va répandre à cette question.

Denis Cépède - Il est certain qu'il ne vous est pas demandé un mandat de rédaction,

Fondation Jean-Jaurès

mais d'achèvement définitif du texte et ce n'est pas le 14 juillet que se réunit le Comité directeur pour en connaître, mais le 4, ce qui limite les possibilités de transformations.
Par conséquent, il ne s'agit en aucun cas de revenir sur les décisions qui seront prises, il s'agit simplement de s'assurer de la cohérence générale du texte et quand vous aurez la connaissance des amendements et des comptes rendus des autres groupes de travail, vous constaterez qu'il y a encore pour ceux qui s'en sont occupés un travail particulier à faire, et ce travail étant fat il sera achevé le 4 juillet, mais il est certain qu'il ne s'agira, comme je l'ai dit dans ma première intervention, que d'un travail de peaufinage.

Le président - Compte tenu des précisions apportées par Cépède, je mets aux vois la proposition d'une commission chargée de la forme, forme qui sera présentée au Comité directeur du 4 juillet.
Ceux qui en sont partisans le manifestent en levant la main ?
Avis contraires ?
3
Abstentions ?
6
La proposition est adoptée.
Camarades, à la suite de l'intervention d'Alain Savary, Chandernagor a demandé la parole ; je vous lis l'article du règlement intérieur qui concerne cette situation.
"Tout camarade personnellement mis en cause par un orateur pourra prendre la parole, même s'il ne s'est pas fait inscrire au préalable. Toutefois, son intervention ne pourra excéder cinq minutes".
La parole est à Chandernagor.

André Chandernagor

Mes chers camarades, j'ai écouté avec l'attention que vous penser l'intervention de notre camarade Savary. J'ai écouté aussi tout au long de ce Congrès beaucoup d'interventions ; j'en tire une sorte de satisfaction pour le combat qu'un certain nombre de camarades et moi-même avons très démocratiquement conduit à l'intérieur du Parti.
C'est qu'à la vérité, ayant été si souvent cité, nous finissons par nous demander si nous n'avions pas existé, ce qu'aurait été le tonus de ce Congrès !
(Applaudissements et protestations)

Le président - Je vous en prie, n'interrompez pas… (protestations)… car le président est obligé d'ajouter au temps de parole de l'orateur le temps des interruptions.

Fondation Jean Jaurès

André Chandernagor - Prenez donc les choses avec le sourire, ce sera tellement plus fraternel !
(Applaudissements)
On parlait tout à l'heure de discipline, de quitter le Parti. Oh ! Savary, je ne veux pas faire allusion à des faits très anciens… (protestations)… Dans ce Parti, nous, nous y sommes et nous menons le combat à l'intérieur !
Oh ! je sais !… (protestations diverses)… je sais qu'il y a peut-être parmi vous - ce n'est pas le cas du Premier Secrétaire, je m'empresse de le dire - il y a peut-être un certain nombre d'entre vous qui préféreraient nous voir dehors.

Plusieurs voix - Oui, oui !

André Chandernagor - Mais ceux là ils ont été à l'origine de toutes les scissions dans le passé... (vives protestations)... Alors, en ce qui concerne l'intérieur du Parti, je dis : tel vous ferez, tel nous ferons.
Il est vrai que nous avons entre nous un certain nombre de divergences, pourquoi les nier ? Si nous n'avions pas de divergences, à quoi bon des Congrès comme celui-là ?
(Applaudissements)
Sur la stratégie, oui nous différons, et nous nous en sommes expliqués suffisamment avant-hier, je ne pensais pas qu'il était nécessaire de reprendre le débat, mais puisqu'on l'a repris, permettez-moi de rappeler que nous nous trouvons encouragés dans notre lutte intérieure au Parti pour renverser la tendance, c'est notre droit… (applaudissements)... puisque, après tout, la majorité a perdu 500 mandats par rapport à Issy-les-Moulineaux… quand même, ça vaut la peine !
(Applaudissements et protestations)
Mais ce n'est pas tout. Ce que je retiens, je n'ai que cinq minutes, excusez-moi, je ne vous ennuierai pas longtemps, de l'intervention de Savary, ce n'est pas la fin, elle était de bonne tactique, il faut bien que quelqu'un soit fessé et fessé d'autant plus durement qu'on se rallie à toute une partie des idées qu'il avait exprimées.
(Applaudissements et protestations)
Je retiendrai donc la première partie du propos de Savary et pour ceux d'entre vous qui me font l'honneur et l'amitié, la camaraderie de lire le journal Démocratie Socialiste, si souvent cité… (protestations)… vous vous apercevrez en relisant le discours de tout à l'heure de Savary, que toutes ces idées là nous les avons développées au cours des mois derniers, au cours des mois qui ont précédé le Congrès.
Je demande à ceux qui étaient à Issy-les-Moulineaux de mesurer la différence des

Fondation Jean-Jaurès

propos alors tenus par notre Premier Secrétaire et un certain nombre d'autres, et la totalité…

Alain Savary - Absolument pas, c'est faux !

André Chandernagor - ...et la totalité du discours… (protestations vigoureuses)

Le président - Est-ce que vous ne seriez pas capables d'écouter tranquillement pendant cinq minutes ?
(Applaudissements)

André Chandernagor - ...et la totalité du discours, je dis la première partie, celle qui concerne le plan, qui vient d'être tenu ici. Et bien, je dois dire que sur toute cette première partie, Pacte Atlantique, Europe, façon d'aborder le Socialisme, je me sens pleinement d'accord, seulement tout ce qui avait été dit précédemment, c'était autre, cela avait une autre tonalité.
Par conséquent, réjouissons-nous de cet accord ; en tout cas, pour nous, cela nous encourage à persévérer et à continuer notre action interne au Parti.
(Protestations et applaudissements)

Le président - Nous allons aborder un travail moins passionnant, mais fort important, c'est le projet de texte sur le plan d'action Socialiste.
Les textes vous ont été distribués pour la 1ère Commission. C'est donc sur le texte Quilliot avec les propositions de modifications proposées par la Commission, exposées par Garel tout à l'heure, que va porter le débat.
Je demanderai à Garel s'il a des additifs à apporter à son exposé de tout à l'heure, compte tenu du texte distribué ?

Philippe Garel

Camarades, nous quittons les grands moments historiques et politiques du Congrès peut-être, mais nous continuons le débat politique et les projets d'amendements, de transformations de textes sur lesquels vous êtes appelés à vous prononcer ont une signification politique, ne l'oubliez pas. Nous souhaiterions que vous puissiez voter en connaissance de cause et en état de maîtrise de vos réflexions.
Pour faciliter le travail, je vous indiquerai à quels paragraphes se rapportent les paragraphes numérotés dans les documents qui viennent de vous être communiqués. La numérotation se rapporte à celle du document Quilliot.

Le président - Il n'y a pas de proposition de modification par la Commission des paragraphes 1 à 8 inclus. Est-ce qu'il y a des projets d'amendement ?

Fondation Jean Jaurès

Il n'y en a pas. Que les camarades qui sont partisans d'adopter ces articles lèvent la main, pour que nous puissions procéder avec méthode.
Avis contraires ?
Abstentions ?
Ils sont adoptés.

Philippe Garel - Paragraphe 9, nous proposons qu'il soit rattaché immédiatement au paragraphe 8. À la suite de la parenthèse "documents de travail 1, 2, 3" il y a la citation de Léon Blum : "En 1945 Léon Blum pouvait proclamer hardiment : le Socialisme maître de l'heure, chacun s'accordant sur les nationalisations nécessaires, sur les indispensables réformes de structure". Nous proposons à la place de ce passage, venant donc à la suite de "favoriser l'oppression des peuples et les conflits entre les nations", la phrase suivante : "qu'elle rendait illusoire tout effort collectif pour orienter et maîtriser le devenir de la société".
Il s'agit simplement d'une rédaction abrégée et ne changeant rien à l'idée fondamentale.

Le président - Y a-t-il des oppositions ?
Adopté.

Philippe Garel - Au paragraphe 10, il y a une proposition de complément de texte. Nous avons proposé que le paragraphe 21 soit repris dans sa rédaction, mais passe à la suite des paragraphes 8 et 9. Il n'y a donc pas modification de texte, il y a simplement transfert.

Le président - Il n'y a pas de modification au paragraphe 21 qui prend la suite du par. 8 ?
Adopté.

Philippe Garel - Ce paragraphe 21 devient par conséquent le paragraphe 9 de la nouvelle rédaction.
Le paragraphe 10 de l'ancienne rédaction et de la nouvelle rédaction ne change pas de numérotation.
La 3ème phrase se présente sous la forme suivante :
"Il donne ainsi l'impression d'avoir éclaté en mille visages, Moscou, Pékin, Cuba, Alger, le Caire, Belgrade, Dakar, Stockholm, Bonn ou Venise. Et nous en passons !"

Le président - Il n'y a qu'une modification à apporter, c'est qu'il faut lire Vienne à la place de Venise. C'est une faute d'impression,

Fondation Jean Jaurès

Philippe Garel - Oui, il y en a de nombreuses, d'ailleurs, dans les documents, ceux-ci m'ayant été remis sans les originaux je n'ai pas eu le temps de les corriger.

Le président - Le rapporteur est parfaitement excusable étant donné le travail qu'il a fourni.
Pas d'objection ?
Adopté.

Philippe Garel - A ce propos je demande aux camarades de la 1ère Commission qui sont les auteurs des rédactions proposées d'intervenir chaque fois qu'ils le jugeront nécessaire, s'il y a des fautes de frappe dont ils estiment qu'elles rendent difficilement compréhensible la pensée du texte.

Le président - Sur le paragraphe 10, y a-t-il des amendements ?
Y a-t-il des oppositions au paragraphe 10 ?

Un délégué - Je demande le maintien du texte initial.

Le président - Les amendements doivent être rédigés et mis en forme.
Pas d'opposition ? Adopté.

Un délégué - Il n'y a pas eu d'amendement en commission, il ne peut pas y en avoir maintenant.

Le président - C'est une question de rédaction, purement et simplement.
Du par. 10 au par. 19 inclus, il n'y a pas de modification. Y a-t-il des amendements écrits ?
Est-ce qu'il y a des oppositions ?
Ces paragraphes sont adoptés, nous passons au par 20.

Philippe Garel - Le par. 20 prend la forme suivante :
"Cette croissance tend de plus en plus à être obtenue par la recherche de l'innovation et par la volonté de déclarer périmées des productions antérieures même si elles sont encore utilisables. Ceci a deux conséquences désastreuses : la première, une modification anarchique du cadre de vie à un rythme déséquilibrant peur l'homme. La seconde, elle est le fait du capitalisme le plus avancé, celui des Etats-Unis. Dans un premier temps, en faisant financer ses recherches par des contrats d'état, celui-ci s'assure la possession exclusive de nouvelles technologies qui sont susceptibles de modifier profondément la condition humaine - atome,

Fondation Jean-Jaurès

espace, informatique... - Dans un second temps, il exploite son avance technologique et assure sa domination sur les marchés étrangers conduisant à long terme l'économie d'un pays comme le nôtre à dépendre non seulement d'une minorité, mais d'une minorité étrangère à la communauté nationale".
Il s'agit donc d'une proposition d'adjonction de texte.

Le président - Voici donc la proposition de rédaction pour l'article 20. Y a-t-il des amendements ?

Un délégué - Oui, je propose un amendement. Je travaille effectivement dans l'innovation avec les sociétés capitalistes, de préférence américaines, et je voudrais dire qu'il n'est pas exact de dire : "la volonté de déclarer périmées des productions antérieures, même si elles sont encore utilisables", car bien souvent au contraire je vois des innovations qui profiteraient au public qui sont mises dans le tiroir de sociétés capitalistes, parce que simplement ce n'est pas dans le sens de l'intérêt privé, du profit maximal de l'entreprise capitaliste.
Alors je crois qu'il vaudrait mieux remplacer ce passage par "la recherche de l'innovation", cela, c'est certain, et "la volonté d'utiliser celle-ci en vue du profit privé maximal".

Le président - Voici un amendement qui nous est proposé, qu'en pense le rapporteur ?

Philippe Garel - Personnellement je suis d'accord; je propose le vote sous cette forme.

Le président - L'article 20, rédaction de la Commission modifiée comme il vient de vous l'être dit, est mis aux voix. Y a-t-il des oppositions ?
Il est adopté.
Pour les articles 21 à 27 inclus, pas de modification. Pas d'amendement ?
Pas d'objection ?
Ils sont adoptés.
Nous passons au paragraphe 28.

Philippe Garel - Nouvelle rédaction : "entre les conditions d'existence des êtres vivants et leur milieu, il y a une interaction qui entraîne des équilibres relativement stables de la nature.
L'homme, par la puissance considérable de son action, détruit anarchiquement cet équilibre, et les ressources naturelles : des espèces naturelles disparaissent, des sources se tarissent, des sols sont détruits, des océans et des rivières se polluent, i

Fondation Jean Jaurès

de vastes territoires livrés à une culture destructrice s'érodent, transformant en déserts des régions à potentiel agricole élevé.
L'atmosphère de nos villes s'empoisonne de fumées et de gaz toxiques. Les déboisements incontrôlés ne permettent plus de régénérer l'air.
Les bruits de nos villes concentrationnaires sont des atteintes à notre santé.
Les pesticides, les insecticides, les engrais se concentrant le long des chaînes alimentaires, l'homme est en fin de cette chaîne.
La radioactivité croit ces dernières années de façon sensible, au point de menacer les structures de l'être.
La recherche effrénée de la croissance pour le profit aggrave jour après jour le déséquilibre biologique. Et le vieux mot français de nuisance nous revient d'outre-Atlantique chargé d'un souffle nauséabond."

Le président - Question traditionnelle sur le paragraphe 28, pas d'amendement ?
Pas d'objection ? Une objection.
Adopté.

Philippe Garel - Au paragraphe 29 se trouverait ajouté le passage suivant, qui viendrait donc en fin de paragraphe :
"En outre la croissance que connaissent les pays développés s'effectue au détriment du tiers-monde. Ce dernier fournit à des cours vagabonds des matières premières qu'on lui renvoie alourdies par les rentes de situation et de monopole. Un impérialisme des nations développées s'établit alors, qui consiste en même temps à utiliser les marchés du tiers-monde pou y dépenser leur surproduction et par là même à interdire aux pays à économie sous-développée d'opérer les transformations de structure nécessaires, notamment l'industrialisation, pour accéder au développement".
Il s'agit de faire ressortir les deux aspects du tiers-monde, source de matières premières d'un côté, et d'autre part zone de marché permettant l'écoulement de la surproduction des pays développés.

Le président - Comme d'habitude, amendements ? Oppositions ?
Adopté.
Au paragraphe 30, pas de modification. Adopté.

Philippe Garel - Nous proposons, en ce qui concerne le paragraphe 31, qu'à ce paragraphe se trouve adjoint le texte suivant :
"Les masses dans leur ensemble n'ont pas accès aux conditions de vie améliorées que l'économie développée permettrait de réaliser. Les travailleurs se voient donner comme idéal la consommation de certains biens matériels sans que les éléments

Cor. Fondation Jean-Jaurès

d'environnement qui rendraient l'usage de ces biens fructueux ne soient apportés. La recherche du profit privé, les conditions financières faites aux collectivités locales, la pauvreté des moyens accordés aux équipements collectifs et notamment aux organismes de logement populaires et aux transports collectifs, le monopole de la culture et de l'éducation au profit des classes dirigeantes, rendent impossible la création d'un cadre de vie de qualité pour les travailleurs."

Le président - Il s'agit donc de l'article 31 du texte Quilliot, complété par le paragraphe qui vient de vous être lu.
Pas d'amendement ? Pas de modification ?
Pas d'objection ?
Adopté.
Pour les paragraphes 32 à 40, mêmes questions.
Nous les considérons comme adoptés ?
Ils sont adoptés.

Philippe Garel - Le paragraphe 41 se trouve donc s'organiser, s'articuler de la façon suivante.
Au centre de ce paragraphe, nous retrouvons le paragraphe 38 . Je vous demande donc d'avoir sous les yeux ce paragraphe 38.
Il est précédé d'un texte qui est le suivant :
"Cette inflation continue n'est pas le fait du hasard. Elle est le résultat du passage du capitalisme libéral à un système économique, où monopoles et oligopoles s'assurent peu à peu la maîtrise de marché, et peuvent répercuter systématiquement sur les prix... "
Je crois que cette rédaction pose un peu le problème posé tout à l'heure par Cépède, d'une discordance entre les styles de rédaction. Je vous demande donc simplement de vous prononcer sur l'idée, et non pas sur le style.
"…les hausses de salaires obtenues par les travailleurs. La libre concurrence tend ainsi à relever de la mythologie et montre combien le système capitaliste est entré en contradiction avec ses propres principes".
"Ainsi le capitalisme est-il conduit, dans sa lutte pour dominer définitivement le marché, à en supprimer le seul aspect positif : la rapidité et la souplesse de ses mécanismes de régulation et de fonction"...

Dans la salle - "…sanction".

Philippe Garel - "…de régulation et de sanction".
"La concentration monopolistique et oligopolistique n'est cependant pas la seule manière dont le capitalisme se protège contre le risque économique dont il a fait

Fondation Jean-Jaurès

pourtant un élément essentiel de sa doctrine officielle : l'organisation de l'Etat qu'il a mis en place et qu'il a colonisé de ses hommes sert la même finalité.
"L'Etat, en effet, sert à faire payer à la collectivité le coût des équipements non rentables mais cependant nécessaires à la rentabilisation des investissements privés. Telle est la logique profonde de ce qu'il appelle une "politique des équipements collectifs", où les équipements non directement utiles à la formation du profit capitaliste sont toujours sacrifiés".
Cette première partie du texte serait suivie du paragraphe 38 de la rédaction Quilliot.
A la suite de ce paragraphe 38 de la rédaction Quilliot viendrait le texte supplémentaire suivant, la totalité formant l'article 41 :
"L'Etat, en outre, sert à arbitrer les tensions pouvant exister entre les groupes dominants du système capitaliste. Les formes que prend cette fonction d'arbitrage interne peuvent varier. En France, elles se caractérisent à la fois par la centralisation de l'appareil administratif et par le monopole de la compétence détenu par certaines castes profondément ancrées dans la haute bourgeoisie.
Cet Etat lointain et apparemment omnipotent devient ainsi le bouc émissaire du mécontentement populaire, et par là le rempart à l'abri duquel se perpétue le pouvoir du capital."

Le président - Y a-t-il des amendements ?

Un délégué - Oui. Je demande simplement la suppression du terme "oligopole". Personne n'a compris, je pense !

Le président.- Quel est l'avis du rapporteur ?

Philippe Garel - Eh bien je crois que cela relève des problèmes que la Commission de rédaction aura à trancher.

Le président.- On le laisse ou on l'enlève ?

Philippe Garel - Moi je ne suis pas autorisé par la Commission de rédaction à retrancher quoi que ce soit aux textes qui m'ont été proposés. Je pense simplement que le Congrès ayant accepté l'idée que ce langage technique, je le reconnais, soit transcrit dans un langage plus accessible, il me paraît que c'est de la compétence encore une fois de la Commission de rédaction.

Le président.- Je demande au camarade de retirer son amen dément, compte tenu du

Coll. Fondation Jean Jaurès

fait que la Commission de rédaction s'ingéniera à trouver une formule claire, et compréhensible.

Philippe Garel - Je vous transmets la proposition de Denis Cépède : après tout ce document peut avoir une valeur pédagogique, et s'accompagner de notes en bas de page servant à la formation économique et sociologique des militants.
(Applaudissements)

Le président - Nous en avons terminé avec le 41.
Pour les paragraphes 42, 43, 44, 45, pas de modification. Il n'y a pas d'amendement ?
Pas d'opposition ? Ils sont adoptés.

Philippe Garel - Nous proposons au paragraphe 46 une adjonction de texte qui précéderait le paragraphe 46 dans sa forme actuelle. Voilà l'adjonction de texte :
Paragraphe 46
Aujourd'hui, comme hier, les antagonismes de classes constituent la contradiction principale de notre société,
Mais ils se présentent avec des aspects nouveaux. Au sein de la classe détentrice de moyens de production s'est développé le rôle de grande bourgeoisie de monopoles renforcée par les grands commis du capital et de l'appareil d'Etat. L'ensemble constitue ce qu'il est tenu d'appeler les classes dirigeantes. La classe de tous ceux qui globalement participent à la production plus-value s'est considérablement accrue, du fait surtout de multiplication des travailleurs qualifiés, mais des contradictions secondaires sont apparues en son sein. Tous sont victimes de l'aliénation salariale, avec ce qu'elle implique : chômage, refus de la responsabilité du travailleur dans l'organisation de son travail, etc. Une aristocratie parmi eux échappe à certaines formes de l'exploitation matérielle, le capital lui ristournant une part limitée de plus-values pour s'assurer de sa docilité.
À partir de là, ce n'est pas de façon dogmatique, en termes d'organisations politiques, comme le fait le PCF, qu'il faut poser le problème de la direction des luttes, mais en termes de contenu du et Socialiste. Le projet Socialiste dans ses propositions quantitatives et qualitatives, est commun aux travailleurs exploités matériellement et aux autres travailleurs. Les exigences spécifiques de ces iors, actuellement plus qualitatives, en font pleinement partie : si les cadres relativement dégagés des préoccupations matérielles peut-être naturellement plus conscients de la nécessité, d'une organisation démocratique du pouvoir dans l'entreprise. Mais là où existent contradictions d'intérêts entre ces deux groupes (répartition des revenus, définition de certaines priorités au niveau des investissements), elles doivent se résoudre en fonction des intérêts du premier dans la mesure où cela reste

Fondation Jean-Jaurès

compatible avec les exigences du rendement.al. C'est en ce sens st en ce sens seul, que l'on peut dire que direction des luttes appartient aux travailleurs exploités matériellement
Le prélèvement capitaliste prend aujourd'hui des formes extrêmement diverses, directes ou indirectes. Elles sont particulièrement lâches dans certains domaines, ceux de la production individuelle commerce, de l'artisanat et du monde paysan.
L'évolution actuelle fait que même dans cette catégorie se développe une lutte de classe : par exemple dans le domaine agricole, d'un côté se crée une agriculture industrialisée qui exploite les railleurs sur ces terres alors que d'un autre côté augmente le nombre des paysans exploités et en voie de prolétarisation. Ceux-là pourraient constituer des alliés pour les travailleurs salariés si le mouvement Socialiste sait, sans opportunisme, leur garantir une reconversion décente.

Le président - Voilà le texte qui vous est soumis. J'attire à nouveau votre attention sur le fait que c'est un travail qui demande beaucoup d'attention, et je conçois qu'il demande un effort, mais nous ne terminerons pas si nous ne le faisons pas avec "beaucoup de discipline et d'attention". Les camarades qui sont au fond de la salle et qui ont des conversations, certainement très intéressantes, pourraient aller les poursuivre dehors, je vous indique qu'il y fait très beau.
(Applaudissements)
Sur ce je mets aux voix cette nouvelle rédaction du paragraphe 46.
La parole est à Garel.

Gadel - J'approuve tout ce qui a été dit, mais je propose la suppression du membre de phrase : "comme le fait le Parti Communiste". Nous n'avons pas à nous définir par rapport à sa doctrine, et qui se sentira morveux se mouchera.
(Applaudissements)

Philippe Garel - Je ne voix pas d'objection majeure à cette suppression.

Le président - Le rapporteur accepte l'amendement. Y a-t-il d'autres amendements ? Il n'y en a pas. Pas d'observation sur le paragraphe ainsi amené ?
Il est adopté.
Sur les paragraphes 47, 48, jusqu'à 55, il n'y a rien de modifié, n'est-ce pas ?

Philippe Garel - Non.

Le président - Il n'y a pas d'amendements ?...
Pas d'opposition ?..».

Nous pouvons les considérer comme adoptés.
Nous en venons au paragraphe 56.

Philippe Garel - En ce qui concerne le paragraphe 56, nous proposons une rédaction différente delà rédaction Quilliot, et que voici :
Paragraphe 56 :
Les Socialistes épris de démocratie ont longtemps considéré que le Communisme soviétique assurait, au prix d'une lourde dictature politique, une croissance économique remarquable et une large égalisation des conditions sociales, caractérisée, par un progrès rapide de l'éducation et un développement notable des investissements sociaux.
Aujourd'hui, en dépit des dramatiques incidents de Tchécoslovaquie, on veut espérer que le mouvement de libéralisation apparu en Union soviétique après la mort de Staline se poursuivra et que le " Socialisme à visage humain " finira par voir le jour. Mais dans le même temps un jugement plus nuancé est porté sur les réalisations économiques et sociales de l'Union soviétique. Une attention grandissante est portée sur les inconvénients de plus, en plus sensibles que présentent, au regard de l'efficacité globale d'une économie qui se complique et se diversifie sans cesse, la lourdeur de la planification autoritaire, le développement de disharmonies économiques, fondamentales, le manque d'échanges et d'initiatives intellectuels et le statut uniforme de la propriété collective.

Le président - Voilà donc le texte pour le paragraphe 46.
Y a-t-il des amendements ? Il n'y en a pas.
Y a-t-il des observations ? Pas d'objections ? Que ceux qui sont contre le manifestent en levant la main ?
Le paragraphe 56 est adopté.
Il n'y a pas de modifications aux paragraphes 57, 58 et 59 ? Non. Pas d'amendements non plus l
Nous en avons donc terminé avec cette première partie, c'est-à-dire avec le, travail de la 1ère Commission.
Une petite exception à l'ordre chronologique : étant donné que la 5ème Commission a pu faire procéder à la rédaction et distribuer ses textes d'amendements, c'est maintenant par l'article 190 jusqu'à la fin que nous poursuivons, et c'est en fin que nous aborderons les articles concernés par la 2ème Commission.
Je donne donc la parole à Fleury, rapporteur de la 3ème Commission,,
Vous prenez le document Quilliot à l'article 109 et vous avez devant vous les modifications qui viennent de vous être distribuées.

Michel Fleury

Mes camarades, c'est donc sur la base du document de travail que nous avons travaillé en Commission, mais c'et sur le texte Quilliot que nous avons apporté un certain nombre de rectifications. C'est sur l'article 114 que porte la première modification qui a été approuvé par l'ensemble de la Commission.

Le président - Alors, les 109, 110 et 111 ne sont pas modifiés. Même question : pas d'amendement ? Pas d'objection ? Ils sont adoptés.
Article 112, maintenant.

Michel Fleury - Sur l'article 112 la Commission vous propose le texte suivant :
"Après comme avant comme pendant la conquête du pouvoir politique, il ne peut y avoir d'issue victorieuse que si le mouvement Socialiste sait grouper le concours actif, et pas seulement l'appui électoral, de la majorité des exploités, et d'abord, des travailleurs salariés qui sont aujourd'hui et de plus en plus la grande majorité de la nation.
"Plus large sera de concours, et plus le mouvement Socialiste aura de chance de venir à bout, sans affrontements majeurs, de la résistance de la bourgeoisie capitaliste et de ses institutions,
"Mais à une époque où la bourgeoisie liquide peu à peu ses propres institutions parlementaires et représentatives, au bénéfice de systèmes de plus en plus autoritaires et répressifs, il serait léger de ne pas prévoir que la force des masses, ce qui ne signifie pas l'agitation violente des minorités, pourra être contrainte de répliquer à la violence policière et à l'oppression technobureaucratique".

Le président - Pas d'adduction, pas d'adjonction ? Pas d'amendement ?
Adopté.

Michel Fleury - A l'article 113 nous vous proposons une légère modification… Elle consiste à remplacer le terme "vacance de la légalité", par l'expression "vacance du pouvoir légal", ce qui permet de préciser l'idée qui est contenue à l'article 113 : la vacance de la légalité, concernant la vacance du pouvoir en place à l'époque du pouvoir capitaliste. Lorsqu'on parle de "vacance de pouvoir légal", c'est beaucoup plus précis.

Le président - D'accord ? Adopté.
On continue.

Michel Fleury - Toujours sur cet article 113, la Commission propose d'ajouter le paragraphe suivant :

Fondation Jean Jaurès

"Si l'expression "dictature du prolétariat" a pu être employée par les Socialistes autrefois, son utilisation aujourd'hui parait contestable. Il faut reconnaître en effet que le terme "dictature" a un passé qui donne un contenu inacceptable, parce que fondamentalement différent de celui revenu par Marx, puis par les Socialistes français, que le terme "prolétariat" est imprécis, mais le refus d'une expression ne peut pas être considéré cornue une révision de la théorie. Pour les Socialistes il s'agit de défendre le passage d'une légalité à une nouvelle légalité qui soit l'expression de la masse des travailleurs. Une fois le pouvoir conquis, les forces anti-capitalistes utiliseront l'appareil d'Etat pour la défense de la volonté populaire."

Le président - Vous avez entendu cette nouvelle rédaction. Y a-t-il des amendements ?... Y a-t-il des oppositions ?...
Le texte est adopté.
Nous passons au suivant.

Michel Fleury - Sur l'article 114, la Commission a eu une légère discussion qui, je crois, est plus importante qu'elle n'est apparue au sein de la Commission, d'ailleurs, sur le passage terminal de ce paragraphe 114 du texte Quilliot, et sur lequel j'attire l'attention des camarades ici présents parce que je crois qu'il y a un problème.
En effet, le dernier paragraphe dit :
"Respectant les consciences et récusant les définitions, artificiellement étroites de la classe ouvrière, le Parti Socialiste invite à un combat commun contre un même adversaire : le penseur libre comme le croyant, l'ouvrier, l'employé, le cadre, l'ingénieur, l'universitaire, comme le "paysan et l'artisan".
Je crois que sur ce point il était question de proposer une nouvelle rédaction, mais qu'il dépend des travaux de la Commission n°2 de définir cette nouvelle rédaction.

Le président - Alors, que proposes-tu pour ce texte ?

Michel Fleury - Je n'ai rien à proposer pour ma part, la Commission n'ayant pas eu à se prononcer sur cette question.

Le président - Alors, est-ce que tu acceptes la proposition suivante : que l'on adopte ce texte, et s'il y avait une contradiction avec les décisions qui seront prises sur le rapport de la 2ème Commission, nous revenions à la question à la fin de la discussion ?

Michel Fleury - Je suis d'accord.

Fondation Jean Jaurès

Le président - On l'adopte provisoirement, sous cette réserve ?
La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Mes camarades, pour ceux qui ont bien suivi le début de la discussion, vous venez d'accepter, dans la première partie, pour la 1ère Commission, une rédaction entièrement nouvelle de l'article 46. Et il vous a été dit, lorsqu'on vous en a parlé, que cette rédaction avait été établie en commun par un certain nombre de camarades de la Commission 1 et de la Commission 3.
Je suis de ceux-là, au nom de la Commission 3.
Or, ce texte répond en très grande partie, en tout cas pour l'essentiel, aux préoccupations qui étaient contenues dans l'ancien 114.
Le 114 que l'on met en discussion maintenant a été discuté à la Commission 3, non pas à cause de son contenu, mais pas seulement à cause de son contenu, parce qu'on y mélangeait les genres. C'est vrai qu'il faut que côte à côte on puisse professer les convictions philosophiques ou religieuses diverses, mais c'est une préoccupation, et quia été malencontreusement mêlée à celle des classes sociales. Le problème des classes sociales est réglé par le nouveau 46, et bien réglé à mon avis. Car, voyez-vous, ce qui vous avait arrêtés, c'est qu'on disait : "Le penseur libre comme le croyant, l'ouvrier, l'employé, le cadre, l'ingénieur, l'universitaire, le paysan"... Or, ce n'est pas vrai qu'il y ait une classe de la paysannerie, et comme on vous le dit dans le 46, il commence à y avoir maintenant des industriels de la paysannerie et des prolétaires delà paysannerie. Donc on ne peut plus parler d'une classe commune. C'est réglé par le 46.
Je suggère donc que vous demandiez au rédacteur définitif, non pas de faire disparaître le 114, mais de n'en retenir que ce qui n'est pas couvert par le 46.
(Applaudissements)

Le président - Alors, il n'y a pas de contradiction sur le fond ; on réserve l'article 114 pour cette question d'ajustement seulement, n'est-ce pas. On ne reprendra pas de discussion sur le fond, mais simplement la question d'ajustement avec l'article 46.

Michel Fleury - Bien ! Sur les articles 115 et 116, pas de modifications.

Le président - Pas d'opposition ? Adoptée.

Michel Fleury - A l'article 117 il y a un ajout, qui est proposé par la fédération du Nord, et qui a été accepté par la Commission. À la fin du paragraphe, qui est le

suivant, je vous le rappelle :
"En l'état actuel du pays les Socialistes français ne sauraient prétendre accéder au pouvoir par leurs seules forces".
Nous ajouterions :
"mais la vocation essentielle du Parti Socialiste est d'être majoritaire".

Le président - D'accord ? Adopté ! Ensuite ?

Michel Fleury - L'article 118, je vous le rappelle :
"Le Parti Socialiste poursuivra donc jusqu'à l'unité les contacts avec les organisations Socialistes qui se réclament de la démocratie Socialiste".
Et l'article 119 dit :
"Avec le Parti Communiste, il s'efforcera de déterminer par débats si les forces anti-capitalistes peuvent mener le même combat et dans quelles conditions".
Sur ces deux points, 118 et 119, il y a un amendement qui doit être proposé par la fédération de Paris. Je crois que c'est Poperen qui doit être rapporteur, je lui laisse donc la parole.

Le président - La parole est à Poperen pour défendre son amendement.

Jean Poperen

Camarades, cet amendement est contenu dans le Bulletin n°2 page 33. Il est un peu long, et je pense que cela fera gagner du temps que je ne vous le lise pas. Donc je le commente seulement très brièvement.
Il part de l'idée que notre stratégie unitaire vise à lever un certain nombre d'obstacles politiques, qui bloquent la réalisation du rassemblement de classes sur laquelle peut se fonder la transformation Socialiste de ce pays.
À partir de là, nous estimons que les conversations nationales, au niveau des directions nationales, entre organisations, telles qu'elles sont engagées à l'heure actuelle, sont évidemment un élément nécessaire, je dirai même essentiel, pour progresser vers ce résultat, c'est-à-dire lever les obstacles au rassemblement de l'ensemble des forces de la gauche, au sens où nous l'entendons, c'est-à-dire rassemblement de classes.
Mais nous estimons qu'en même temps que sont poursuivies ces négociations telles qu'elles le sont - et là-dessus je crois que cette assemblée s'est prononcée de façon fort claire -, d'une manière constante - et ce n'est pas là une décision de circonstance, c'est vraiment là aussi une décision de méthode, d'un caractère fondamental - le mouvement Socialiste, le Parti Socialiste doit être en mesure de poser les questions qui aujourd'hui font, comme on dit, "problème", entre nous et les communistes en particulier, de les poser à tous niveaux, par des efforts de

Fondation Jean-Jaurès

discussion, des initiatives d'action, des propositions, bref un débat d'idées permanent.
Il nous semble en effet nécessaire de ne pas se contenter d'attendre, de conversations, si importantes soient-elles, que se modifie peu à peu le sentiment, la conscience que peuvent avoir les travailleurs de ce que doit être la nécessité de l'unité. Et par conséquent il nous semble que c'est par une pression politique constante, sur les bases mêmes influencées par le Parti Communiste, qu'on peut petit à petit provoquer une situation nouvelle.
C'est donc l'idée qui est d'ailleurs dans la dernière phrase de cet amendement que l'Union de la gauche ne peut progresser si les Socialistes sont sur la défensive, c'est-à-dire s'ils ont peur de porter à l'extérieur leurs propres idées.
Camarades, l'expérience a été faite d'ores et déjà dans un certain nombre de cas, surtout il est vrai, pour le moment devant des auditoires d'étudiants et ce genre de débat y est peut-être plus facile. Mais l' expérience a prouvé chaque fois que nous l'entreprenions que nos idées progressaient, que l'on comprenait mieux ce que nous voulions et quelle était la valeur réelle de nos désaccords avec les Communistes, et que nous pouvions gagner. Mais il faut y croire, le vouloir, pour entreprendre quelque chose.
En fait, il faut être offensifs, et tout le parti, pas x seulement les discussions qui doivent être engagées dans deux directions, tout le parti doit s'engager dans cet effort !
L'une des objections, et j'en terminerai par là, qui est faite est que peut-être en l'état actuel des choses le rapport des forces au sein de la gauche ne nous met pas forcément en mesure de mener ce débat, et probablement il y a des cas, des circonstances, des endroits, des fédérations, où encore nous sommes trop faibles pour l'entreprendre. Et bien, il faut être patients, et mesurer nos forces en chaque circonstance. Mais il est une série de cas où nous pouvons dès maintenant entreprendre l'action, et si nous n'entreprenons pas, nous ne serons jamais capables de le faire. Il faut commencer, pour gagner des forces.
(Applaudissements)

Le président - Je demande d'abord à Poperen, pour la clarté, de bien vouloir préciser où il commence et finit son amendement.

Jean Poperen - Il vient à la place de la rédaction précédente.

Le président - Il commence donc Bulletin N°12, page 33.

Jean Poperen - Au haut de la page 34, après les Socialistes sont sur la défensive, le

dernier paragraphe qui concerne une autre question n'a pas été proposé dans cet amendement.

Le président.- Il serait préférable de le lire.

Jean Poperen - "La politique unitaire découle du choix de la stratégie de masse, car le succès de cette stratégie implique le rassemblement des classes du salariat exploitées. Le problème est donc de lever les obstacles politiques qui bloquent la réalisation d'un tel rassemblement".
Concrètement, cela signifie que soient créées les conditions d'un contrat politique, d'un contrat de gouvernement entre la gauche Socialiste et la gauche Communiste, les conversations entre directions nationales d'organisations sont nécessaires pour progresser vers ce résultat. Mais on ne parviendra à obtenir un nouveau comportement du Parti Communiste et de sa part des réponses conformes aux exigences de la montée Socialiste, qu'en exerçant par des initiatives d'action ou des propositions, et le combat permanent mené à tous les niveaux ; une pression politique constante sur les masses influencées par lui. L'Union de la Gauche ne peut progresser si les Socialistes sont sur la défensive."

Michel Fleury - Le désaccord en commission est apparu sur "la discussion à tous les niveaux... "

Le président - La Commission demande la suppression de ces mots ?...

Michel Fleury - La Commission n'a rien à demander. Nous n'avons pas de vote au sein de la Commission, mais le désaccord apparaissait entre les camarades présents, essentiellement sur cet aspect de l'amendement Poperen.

Alain Savary

Camarades, il apparaît que cet amendement en l'état actuel des choses, ne doit pas être retenu par le Congrès. Nous avons reçu un mandat à Issy-les-Moulineaux, qui: est d'entreprendre le dialogue, en posant dès questions fondamentales au Parti Communiste, dialogue qui n'est évidemment pas un monologue, puisque le Parti communiste peut nous poser également des questions.
Mais il est bien entendu que le Parti ne passerait à la deuxième partie de l'accord politique que si des réponses satisfaisantes avaient été apportées à des questions.
C'est pourquoi je crois que ceux qui ont proposé cet amendement vont finalement à l'encontre de la démarche que le Parti tout ensemble doit suivre.
Ça n'est pas simplement un problème de rapport de forces locales, encore que Poperen ait dit qu'il y a là un des éléments de la question, et compte tenu des points

où le parti s'est développé, ou de moyens d'information qui ne sont pas à la hauteur pour la diffusion locale dont dispose le Parti Communiste. Je ne le crois pas.
Je ne crois pas, et ceci serait le premier argument, qu'il serait raisonnable de placer au niveau local le dialogue que nous avons entrepris ; d'autre part, je voudrais rappeler non pas des expériences anciennes, mais des problèmes plus récents, où il y a eu une tentation et des tentatives, d'entraînement, au delà de ce que la Parti a décidé.
Alors, camarades, il y a des impatiences qui vont à l'encontre de la volonté d'aller le plus rapidement possible pour la clarification des choses et des idées. Et c'est pourquoi je regrette de dire que je ne peux pas m'associer à l'amendement qui a été présenté. Je souhaiterais qu'il soit retiré par ses auteurs. Sinon, je demanderai au Congrès de le repousser.
(Applaudissements)

Le président - L'amendement est maintenu.

Guy Mollet - Je demande la parole sur l'amendement.

Le président - Je m'excuse, mais si je fais une entorse quelle qu'elle soit, il n'y aura plus de débat possible. Seulement le secrétaire et le rapporteur.
Donc, l'amendement est maintenu et Savary demande de le disjoindre ?

Alain Savary - Non, de le faire voter.

Le président - Alors, je mets aux voix l'amendement ; que ceux qui sont partisans de l'inclure dans le Plan d'action lèvent la main.... 43
Il s'agit du texte qui vient de vous être lu par Poperen.
Ceux qui ne sont pas partisans ?
L'amendement est donc repoussé.
La parole est au rapporteur pour la continuation.

Michel Fleury - A ce moment du texte, la fédération de Paris souhaiterait faire une proposition ; entre l'article qu'on vient d'étudier, et l'article suivant.

Le président - La parole à Sarre de la Fédération de Paris.

Georges Sarre

Camarades, ce matin j'avais proposé à la Commission 3 un amendement en ce qui concerne le regroupement de la famille Socialiste.
Le rapporteur et le président m'ont fait remarquer que, compte tenu de ce que nous

Fondation Jean-Jaurès

débattions d'un Plan d'Action Socialiste à moyen terme, c'est-à-dire sur plusieurs années, et que nous pensons tous bien entendu que tous les Socialistes se retrouveront dans la même organisation, ce n'était pas la place d'un tel amendement.
C'est pourquoi il a été convenu en Commission que nous pourrions présenter ce texte en séance plénière et ce que je demande au Congrès tout entier, c'est que m'étant rangé à l'avis du rapporteur et du président, il ne soit pas adjoint au texte du Plan d'action Socialiste, mais qu'après le débat sur le Plan d'action Socialiste, compte tenu de ce qui s'est passé hier, je ne pense pas que les Socialistes puissent se séparer autrement qu'en faisant un appel très large et très ferme à l'unité, à l'unification des Socialistes.
(Applaudissements)
C'est pourquoi, si le Congrès en est d'accord, tout à l'heure je défendrai la motion suivante, qui est très courte et dont je donne lecture :
"Etant donné qu'il n'y a aucune raison à ce que subsiste la division des organisations qui s'étaient mises d'accord sur notre déclaration de principes, la réunification des forces Socialistes doit intervenir sans tarder.
Le Congrès demande au Comité directeur de tout mettre en œuvre pour que le prochain Congrès ordinaire soit le Congrès de réunification des Socialistes, conformément à la motion d'Issy-les-Moulineaux.
(Applaudissements)

Un délégué - Cela n'a rien à voir avec le plan…

Michel Fleury - En tant que rapporteur, je rappelle - conformément à ce que vient de dire notre camarade Sarre, que ce texte ne pourrait être inclus dans le Plan d'action Socialiste, pour les raisons qu'il a exprimées et si le Congrès veut l'adopter tout à l'heure, c'est son droit. En tout état de cause, on ne pourra pas l'inclure dans un Plan d'action Socialiste qui a une vue à plus long terme que les problèmes évoqués à l'instant.

Le président - Bien. Nous sommes dans la situation de l'amendement précédent. Un amendement a été déposé par la fédération de Paris ; la Commission demande qu'il ne soit pas inclus dans le Plan d'action.
Que ceux qui sont partisans de l'y inclure.
(Protestations)

Georges Sarre - Personne ne demande de l'y inclure.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Je ne peux pas faire autrement que mettre aux voix les amendements proposés.

Michel Fleury- Personne ne demande que ce soit un amendement.

Georges Sarre - Je veux simplement savoir si, après le débat sur le Plan d'action, nous pourrons adopter un texte oui sera un appel à l'unité.

Michel Fleury - La meilleure façon de procéder est de faire ta proposition tout à l'heure.

Le président - Alors, continuons.

Michel Fleury - J'en reviens aux articles 120 et 121 ; sur ces articles il y a un amendement. Je rappelle tout d'abord les articles 120 et 121.
"120 - Il est enfin des organisations démocratiques qui mettent en cause la nocivité du capitalisme ; quelle part du chemin pouvons-nous faire en commun ? Il nous faut étudier avec elles si, et comment, elles pourraient contribuer à sa liquidation."
Sur cet article, un amendement a été retenu en Commission ; je vous le lis :
"La stratégie du Parti Socialiste écarte toute compromission avec les forces représentatives du capitalisme, y compris par des combinaisons centristes."
Alors, sur ce point, il faudrait.

Le président - Je donne la parole au camarade des Bouches-du-Rhône.

Michel Pezet

Sur cet article 120, la fédération des Bouches-du-Rhône propose un amendement de rédaction. Elle propose d'ajouter a la formation de la stratégie du Parti Socialiste : "écarte toute compromission avec les forces représentatives du capitalisme, y compris les combinaisons centristes avec les centristes alliés du gaullisme." Nous reprenons dans ce sens… (protestations)… la déclaration commune qui avait été faite par le Parti Communiste français et par le Parti Socialiste, déclaration commune que vous trouverez dans le dernier numéro du Populaire.
En effet, camarades, nous pensons qu'il résulte de la lecture de la déclaration commune ceci…
"Les deux délégations ont constaté que seule l'Union de la gauche pourrait offrir à l'opinion française une perspective de remplacement de la coalition des gestionnaires conservateurs du centre et de la droite, héritière du gaullisme."

Fondation Jean-Jaurès

C’est pourquoi nous pensons que nous pourrions ajouter ce que j’ai dit à cet article 120.
Si cet amendement ou cette nouvelle formulation n’était pas reprise, nous demanderions que le texte soit repoussé et revu sur le plan de sa forme.

Michel Fleury - Nous n’avons pas étudié cette nouvelle proposition en Commission et je ne crois pas qu’elle corresponde à l’esprit dégagé par la Commission.
En effet, lorsque nous avons évoqué les centristes, il s’agissait des centristes dans l’acception la plus large du terme, et non seulement des centristes issus du gaullisme. Par conséquent... (applaudissements)

Le président - Je mets aux voix cet amendement qui vous a été lu par Pezet et dont il vous a indiqué les termes :
Ceux qui l’adoptent lèvent la main...
Avis contraires ?
L’amendement est repoussé.

Michel Fleury - Sur l’article 121 il y a un amendement proposé par André Chandernagor ; je m’excuse de faire encore une fois sa publicité. Je vais lire l’article 121 dans le texte originel :
"121 - Quant aux forces syndicales, représentatives par excellence des aspirations populaires, le Parti Socialiste les tient pour des partenaires indépendants et s’interdit toute forme de noyautage ou toute tentative de vassalisation.
"Il préconise en revanche une confrontation permanente entre organisations politiques et syndicales, sur tous les problèmes économiques et sociaux. Avant l’accession au pouvoir, il étudie avec elles les conditions de la mobilisation des travailleurs pour la victoire commune et de la résistance à une riposte capitaliste possible."

Le président - Sur cet article 121, y a-t-il un amendement ? Pas d’amendement ?... Si ? Je donne la parole à Letonturier, de la fédération de Paris.

Louis-Paul Letonturier

L’amendement en question a été voté à l’unanimité par la fédération de Paris. Il est rédigé de la sorte… ce n’est d’ailleurs pas exactement un amendement, c’est un additif :
"Dans la période précédant l’accession au pouvoir, les contrats d’action peuvent et doivent être envisagés entre Partis et syndicats, aux conditions suivantes : "caractère public, objet privé explicitement défini, décision en commun des formes d’action communes ou parallèles, direction de l’action par un Comité paritaire,

Fondation Jean Jaurès

durée limitée avec renouvellement possible".
En Commission on a fait valoir que cet additif était trop précis, parce qu'allant trop avant dans les formes organisationnelles possibles de la coopération syndicats-Partis, on a fait valoir les réticences qui pouvaient surgir et qui existaient dans les milieux syndicaux, soit parce que dans certains milieux syndicaux on était déjà lié à un Parti politique, et à un seul, soit parce que dans les autres milieux syndicaux on était au contraire très révulsif vis-à-vis de toute liaison, quelle qu'elle soit, avec un parti politique quelconque.
Je connaissais les militants syndicalistes, avant d'être militant politique - au moins du point de vue de la chronologie - je partage cette réticences, je veux dire les dernières, celles des syndicalistes qui n'acceptent que difficilement la liaison avec un parti politique.
Mais je connais aussi, j'ai connu comme vous tous, l'impasse que représente le décalage de rythme, à certains moments, entre l'action syndicale et l'action politique. J'ai connu le vide qu'a représenté l'absence de relais politique, en mai 68, entre l'action syndical et le débouché politique de cette action. Et depuis cette date, comme beaucoup d'autres militants syndicalistes de différentes organisations, je cherche personnellement les moyens de combler les vides, ce vide, les moyens d'assurer la liaison, d'assurer la coopération, le relais entre l'action syndicale et l'action politique.
Qu'on me comprenne bien. Il ne s'agit en aucune façon, quand nous parlons de contrat d'action, d'un contrat qui pourrait englober d'une manière ou d'une autre quelque chose qui ressemblerait à l'acceptation par un syndicat d'un contrat de gouvernement.
L'additif dit bien "... dans la période précédant l'accession au pouvoir."
Nous ne pensons pas qu'il soit du rôle d'un syndicat de signer un pacte avec un, ou des partis politiques, sur un programme de gouvernement. Il est vrai que lorsqu'on parle de programme commun, on oublie toujours d'ajouter qu'il s'agit de programme commun de gouvernement, et cet oubli, involontaire sans doute, cache bien des ambiguïtés. Les syndicats peuvent parfaitement être partie prenante sur un programme commun de toute la gauche, politique et syndical ; ils n'ont, en aucun cas, à être partie prenante sur un programme commun de gouvernement, car une fois les Socialistes, et d'une manière générale, la gauche arrivée au pouvoir, la participation, la signature des syndicats sur un contrat de gouvernement signifierait qu'ils abandonnent leur rôle de contestation vis-à-vis de l'expression politique que prendrait alors l'Etat, face auquel ils se trouvera.
Or, l'indépendance des syndicats à l'égard de l'Etat quel qu'il soit, fut-il Socialiste, est un point auquel nous-mêmes, Socialistes, nous devons rester fermement attachés.

(Applaudissements)
Agir dans un autre sens pour des syndicalistes, et je le sais mieux que quiconque, serait non seulement se renier, mais même se nier tout simplement.
Cela étant dit, et bien que croyant que le projet d'additif ne met pas en cause cette indépendance, compte tenu du fait qu'il n'est pas nécessaire de créer des divergences là où elles ne sont pas sensibles, si le rapporteur accepte de reprendre la proposition qui avait été faite en commission, c'est-à-dire de changer, à la fin de l'article, un mot, un simple mot, et d'écrire : "…avant l'accession au pouvoir, il négocie avec elle…" au lieu de "...il étudie avec elle …" voulant m'attacher à l'idée plus qu'aux mots, je suis prêt à retirer l'additif, convaincu qu'à partir du moment où l'idée est implicite dans ce texte, dans ce Plan d'action, les développements ultérieurs amèneront, avec l'expérience, les réalités concrètes que notre additif souhaitait.
Je pense, en votant ce Plan d'action, ne pas voter un texte destiné aux archives du Parti ; je pense que vous non plus ; je suppose que vous en attendez effectivement des développements pratiques, et compte tenu de ce fait, si le rapporteur accepte de remplacer "étudie" par "négocie", je retire l'additif.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Fleury, pour répondre à la question posée.

Michel Fleury - La Commission avait souhaité garder le texte originel, en tenant compte sans aucun doute de l'esprit qu'a développé tout à l'heure Letonturier, mais nous souhaiterions éviter toute erreur psychologique vis-à-vis des syndicats. S'il y a des syndicats qui sont prêts peut-être à retenir l'esprit de Letonturier, il y en a d'autres qui ne sont pas prêts à suivre cette opinion, et nous avons souhaité garder une expression la plus large possible.
"…il étudie avec elle…", c'est-à-dire avec les organisations syndicales, "les conditions de la mobilisation des travailleurs pour la victoire commune et la résistance à une riposte capitaliste possible". Cela permet toutes négociations éventuelles. Cela laisse la possibilité à tous les accords possibles, mais cela n'engage pas à priori de notre part l'avenir. Cela laisse aux organisations syndicales la possibilité de discuter avec nous. Je crois que c'est la meilleure solution, pour répondre au souci d'indépendance que vous connaissez bien des organisations syndicales, qui répond dans l'ensemble à notre position, en tant que Parti Socialiste, depuis fort longtemps, sur les rapports entre parti et syndicats.

Le président - Est-ce que cette réponse permet à l'auteur de l'amendement de retirer sa proposition ?

Louis-Paul Letonturier - Si j'avais retiré mon texte en Commission, quand on m'a proposé "négocie", ce serait "négocie" que le rapporteur présenterait. Je fais un pas en avant, je demande que d'autres fassent la même chose.

Le président - Alors, nous mettons aux voix.

Michel Fleury - Il y a un autre amendement.

Dans la salle - La Commission avait repris le terme "négocie". J'y étais.

Michel Fleury - Non, non. Moi aussi, j'y étais, et pour cause. La Commission ne s'était pas prononcée sur le terme "négocie"...

Dans la salle - Si, si !

Le Président - Guy Mollet a la parole.

Guy Mollet - Lorsque, dans la Commission, notre camarade Letonturier a donné connaissance de la proposition qu'il vient de faire, j'ai été l'un des premiers à lui demander de ne pas la poursuivre sur cette base, car il y avait deux difficultés, à mon avis, qui ne sont pas celles qui ont été ici redites.
L'une, c'est qu'il s'agit beaucoup plus d'un texte d'application que d'un texte de caractère général. J'ai pris comme exemple la différence qu'il y aurait entre une décision législative, ce qu'on est en train de faire par un Plan, et des règlements d'application. C'était le premier argument que j'avais pris.
Le second, c'est que je verrais un inconvénient personnellement à ce que nous disions, nous, les représentants d'un parti politique, aux organisations syndicales : nous vous proposons un contrat.
Je considérais que la formule qui figure dans le texte : "...il étudie avec elles les conditions de la mobilisation des travailleurs…" couvrait l'idée de contrat telle que la voit Letonturier, avec lequel je suis d'accord à ce moment-là, que c'est à cela qu'il serait bon que les conversations aboutissent.
Alors, Letonturier m'a fait observer : il y a un inconvénient ; "il étudie", cela sous-entend encore une commission d'étude. Et puis, cela ne débouche jamais.
Et c'est moi qui étais l'auteur du sous-amendement auquel a fait allusion Letonturier, visant à substituer aux termes "il étudie" les termes "il négocie", qui ont quelque chose de beaucoup plus positif… (applaudissements)… Si Letonturier accepte mon amendement, c'est là-dessus, alors, qu'il y aurait une différence entre une partie importante de la Commission qui, effectivement, n'acceptait pas non

Cell. Fondation Jean-Jaurès

plus "négocie", c'est vrai ; la Commission n'était pas d'accord pour cette substitution et préférait "étudie" mais l'amendement se ramènerait à ceci, avec l'accord de Letonturier : au lieu de "... il étudie avec elles les conditions de la mobilisation…", ce serait "…il négocie avec elles les conditions de la mobilisation…", étant entendu que, dans l'esprit, cela veut dire qu'on aboutit à un contrat.
(Applaudissements)

Le président - Donc, c'est oui ? ou c'est non ?

Louis-Paul Letonturier - "… il négocie", je suis d'accord.

Michel Fleury - Sur ce point, le rapport est exact. Il y a eu deux positions.

Le président - Eh bien ! on va trancher.
Je mets aux voix l'amendement qui tend à remplacer le mot "étudie", par le mot "négocie".
Ceux qui sont partisans de cette modification lèvent la main.
Avis contraires ?
Abstentions ?
L'amendement est adopté.
Est-ce qu'il y a d'autres modifications à l'article 121 ?

Michel Fleury - Non.

Le président - Pas d'objections dans la salle à l'adoption de l'article 121 ?
Adopté.

Michel Fleury - Articles 122, 123, 124, ne comportent aucune modification.

Le président - Il y a une modification au 124 sur mon papier.
Nous allons nous prononcer sur les articles 122 et 123.
Pas d'amendements ? Pas d'opposition ?
Ces deux articles sont adoptés.
Article 124.
Il y a, sur mon papier : Remplacer "…à toute résistance … minorité", par "à la contre attaque etc."

Michel Fleury - En effet. Sur l'article 124, il y a eu une simple modification, en fin d'article.

Cen Fondation Jean-Jaurès

"Ce contrat comportera l'énumération précise des objectifs de législature, les moyens d'y atteindre et les modalités de réplique à toute résistance illégale de la minorité".
On indiquerait : "... à toute résistance à la contre-attaque des forces capitalistes".
Il y a d'ailleurs une erreur de frappe dans le texte ; il faut lire "forces capitalistes", et non "forces anticapitalistes".

Le président - Oui.
Y a-t-il des objections ?
Il n'y en a pas. Adopté. Article 125.
Pas d'amendements ? Pas d'objections ?
Il est adopté.
Article 126.
Il y a des amendements.

Michel Fleury - Oui. Il y a deux amendements. Je vous lis le texte originel.
"Ce contrat devra apporter l'assurance que les projets définis en commun et approuvés par le suffrage populaire, seront mis en pratique au cours de la législature
"Il comportera un plan d'urgence rassemblant des projets soigneusement élaborés et mis au point pour réduire les inégalités les plus criantes, garantir le pouvoir d'achat des travailleurs, améliorer leurs conditions d'existence".
À ce texte, la Commission propose d'ajouter :
"Il comportera d'autre part un plan d'urgence politique qui comprendrait les mesures essentielles assurant le fonctionnement démocratique des institutions et le respect immédiat de la volonté clairement exprimée du pays".

Le président - Pas d'opposition sur cet amendement ?
Adopté.

Michel Fleury - Il y a un second amendement, proposé par la fédération de la Moselle, et qui a été repoussé par la Commission.

Le président - La fédération de la Moselle veut-elle défendre son amendement ?
Elle a la parole.

Le délégué de la Moselle

Camarades, la Fédération de la Moselle, qui se trouve dans une région frontalière, et qui sait ce que c'est que la fuite des capitaux, est spécialement motivée par cet aspect de l'accession au pouvoir de la gauche. Nous savons qu'en 1924, comme en

Coll. Fondation Jean-Jaurès

1936, comme tout récemment encore, à l'occasion d'une récente dévaluation, les capitaux s'en vont, et que si ce n'est qu'a posteriori qu'on doit venir contrôler dans quelles conditions ils sont partis, c'est absolument impossible.
C'est la raison pour laquelle nous avons proposé cet amendement. Nous en avons délibéré depuis longtemps, et les fédérations voisines qui sont - comme la fédération de la Meuse ou d'autres - frontalières, savent quelles sont les difficultés qu'engendre l'absence de contrôle. Nous avons donc proposé cet amendement, qui est destiné plus à être un avertissement solennel au capitalisme, et en même temps un thème vis-à-vis de la classe ouvrière vis-à-vis du prolétariat, vis-à-vis de tous ceux qui savent qu'il ne faut pas que l'accession de la gauche soit encore une fois pour la droite, pour les capitalistes, l'occasion de "se sucrer".
Camarades, je sais que je défends aujourd'hui un amendement qui est le même que celui que le député Souchal avait présenté à l'Assemblée nationale. La différence, c'est que le député Souchal, devant l'Assemblée nationale, et surtout devant son parti, l'UDR, a dû retirer son amendement. Je pense que, devant une Assemblée de camarades, je n'aurai pas, moi, à retirer un amendement du même genre, pour le contrôle de la fuite des capitaux et des sanctions qui doivent la réprimer.
(Applaudissements)

Le président - Fleury a la parole.

Michel Fleury - La Commission n'a pas retenu cette proposition, parce qu'elle a estimé que la rédaction en était trop brutale… (mouvements divers)… et que le vocabulaire n'était pas tout à fait apte à ce que nous souhaiterions exprimer.
Nous avons tenu compte de cette nécessité de répondre aux opérations politiques et économiques qui pourraient se faire dans le cas d'espèce, et c'est l'objet du texte du premier amendement, que je vous ai proposé tout à l'heure.
Par conséquent, la Commission ne souhaite pas que le vocabulaire proposé "réprimer les crimes commis contre l'Etat par l'écorce capitaliste" et qui s'adapte mal finalement à ce que l'on veut dire, soit retenu. La Commission a proposé de ne pas retenir cet amendement, considérant qu'il était inclus dans l'amendement précédent.

Le président - Alors, camarades, je mets aux voix.
Que ceux qui sont partisans d'adopter l'amendement qui vous a été lu, et qui se trouve sur les feuilles que vous avez sous les yeux, sous le nom "Moselle", lèvent la main.
Avis contraires, c'est-à-dire ceux qui sont partisans de repousser l'amendement ?
Abstentions ? L'amendement est adopté.

(Applaudissements)
Je considère comme adopté l'article 126 ainsi modifié.
Nous passons à l'article 127.

Michel Fleury - Je vous rappelle l'article 127 qui a été retenu par une partie de la Commission. Il y a un amendement qui vous sera proposé tout à l'heure. Voici cet article 127 :
"les contractants établiront un programme de législature, comportant la nationalisation du crédit, définissant les conditions de collectivisation des monopoles, des industries de pointe et des fournisseurs de biens et services collectivement payés, entamant la socialisation des entreprises nationalisées, bancs d'essai de l'autogestion, engageant ainsi une mutation irréversible vers le Socialisme".
Il y a un texte proposé par des camarades du Nord.

Le président - Qui dépend l'amendement ?

Délégué du Nord

Une minorité de la fédération du Nord a présenté ce matin à la Commission n°3 un amendement qui cherchait à préciser et à rendre concret le contenu de cet article.
Il est apparu que ce texte était trop long, et nous en avons été d'accord. Il a donc été convenu que nous essaierions de produire un texte beaucoup plus court et qui garde l'esprit du texte précédent. Ce texte, je vais vous le lire, et je propose de remplacer l'article 127, du projet Quilliot, par l'amendement suivant :
"Au cours de la phase de transition, l'action Socialiste doit répondre à trois conditions :
- garantir la croissance économique,
- recueillir l'adhésion des masses,
- briser la domination de la classe dominante, faute de quoi les réformes n'aboutissent qu'à perpétuer celle-ci.
"Dans un premier temps, premier contrat de législature par exemple, serait progressivement assuré le contrôle des travailleurs et des citoyens sur l'économie.
"Dans un second temps, second contrat de législature et suivants, serait éliminée du pouvoir économique l'ancienne classe capitaliste.
"C'est pourquoi, dès le premier contrat de législature, il faut promouvoir entre le secteur nationalisé et le secteur de la petite entreprise un secteur mixte, où le pouvoir sera partagé entre les représentants du capital, ceux des travailleurs et ceux de la collectivité, locale, régionale ou nationale, selon les cas.
"En cas de conflit, l'arbitrage appartiendrait à la collectivité, en fonction des objectifs du Plan.

Fondation Jean Jaurès

"À partir de cette première réforme qui assurera la rupture, le nouveau régime se développera ensuite régulièrement par le renforcement parallèle de l'autogestion, d'une part, et de la planification démocratique, d'autre part".
Puisque vous n'avez pas ce texte sous les yeux, il me semble intéressant de le commenter quelque peu. Rassurez-vous, j'ai écrit mon intervention, de façon à éviter de tomber dans les bavardages inutiles.
Quelle est donc la différence entre notre texte et la seconde partie du Plan d'action que nous allons adopter aujourd'hui ? Dans la seconde partie, il est question de la réorganisation de l'économie en société Socialiste. Nous pensons, nous, qu'il n'y aura pas de grands soirs et de lendemains qui chantent et nous pensons qu'à voir les choses de cette façons on risque de connaître, au contraire, des lendemains qui déchantent.
C'est pourquoi il nous semble indispensable de proposer tout de suite des principes souples, mais néanmoins rigoureux, principes à mettre en pratique dans la période qui suivra immédiatement notre arrivée au pouvoir, pour opérer la rupture dont plusieurs camarades nous ont entretenus depuis le début du Congrès.
Le souci qui nous a guidés dans le choix de nos principes, c'est avant tout de permettre une transition réaliste entre l'ancien ordre des choses et la société Socialiste à construire.
Notre texte n'est donc pas un programme. Il ne comporte aucune date. Pas de conditions sur l'importance exacte et chiffrée à donner aux différentes catégories dans l'entreprise. Ce n'est donc pas un catalogue hétéroclite de mesures précises. C'est avant tout, et j'insiste, la volonté de définir des lignes de force essentielles des voies de passage au Socialisme.
Par ailleurs, il nous semble indispensable qu'un Plan d'action Socialiste, destiné surtout à faire connaître nos propositions à l'opinion publique, comporte au moins quelques idées concrètes et claires. En effet, il est raisonnable de penser que ce qui nous assurera un large soutien populaire, ce ne sont ni les mots, ni les demi-mesures, mais au contraire, un schéma réaliste de transformation profonde de la société.
Camarades, les travailleurs et les citoyens ont le droit d'exiger de nous que nous leur disions clairement où nous voulons aller ensemble, et quel chemin nous leur proposons d'emprunter.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Denis Cépède.

Denis Cépède - Je m'excuserai d'être un peu le gardien de la cohérence d'ensemble du texte, c'est pourquoi je vous demanderai, et je demanderai surtout au camarade qui vient de proposer un amendement, d'en retenir l'essentiel qui me parait figurer

dans les 2 premiers paragraphes de son texte et qui s'achève pour être précis au premier "c'est pourquoi" de sa lecture de tout à l'heure, car, effectivement, les critères sont rappelés sans que le grief que l'on pourrait faire contre l'amendement soit valable, qui est de constituer plus ensuite les éléments de programme que des paragraphes devant figurer dans un plan d'action.
Cela dit, je ne me prononce pas, car c'est à vous de le faire, sur la recevabilité de la partie ou de la totalité de l'amendement.

Le délégué du Nord - Il n'est pas possible que j'accepte l'amendement.

Le président - Il n'accepte pas, c'est son droit, donc maintenant on met aux voix.
Que ceux qui sont partisans d'adopter le texte qui a été lu par le camarade du Nord lèvent la main ?
Avis contraires ? Abstentions ? L'amendement n'est pas adopté. Article 127, Fleury ?

Michel Fleury - A la fin de l'article 127, les camarades de la Commission proposent d'ajouter le texte suivant concernant les collectivités locales :
"les Socialistes déposeront des propositions permettant aux collectivités locales et régionales d'intervenir plus activement dans la vie économique, créant ainsi une animation économique à différents niveaux essentiels : communes, départements et régions, favorisant l'installation en France d'un pouvoir Socialiste".

Le président - Pas d'amendements ? Pas d'opposition ? Vous êtes d'accord sur cette addition ?
Elle est adoptée, mais je mets aux voix l'ensemble de l'article 127 ainsi complété.
Pas d'objections à l'article 127 ?
Bien. On passe au suivant.

Michel Fleury - Jusqu'à l'article 130 exclu, pas de modifications proposées.

Le président.- 128, 129, pas d'objections, pas d'amendements ?

Michel Fleury - A l'article 130, il vous est proposé une nouvelle rédaction que vous trouverez dans un texte distribué :
"Les Socialistes ne confondent cependant pas la démocratie Socialiste avec la démocratie parlementaire qui n'en est qu'un élément. En cas de difficultés dans le fonctionnement des institutions, ils n'hésiteraient pas à soumettre le différent à l'arbitrage du suffrage universel, après un ample débat mené en toute objectivité.
"Les Socialistes s'engagent à instaurer un contrôle permanent des responsables par

Fondation Jean-Jaurès

la concertation dans l'entreprise, la région, l'Etat et d'abord au sein même de leur propre Parti."

Le président,- Si je comprends bien, ce texte-là s'ajoute à l'article 130. Il y a donc une erreur d'impression dans le texte ronéotypé.
Y a-t-il des amendements à ce texte ? Des oppositions ?
L'article 130 complété par la Commission est adopté.
131 ?

Michel Fleury - Il y a un amendement à l'article 131 :
"Les Socialistes n'aspirent évidemment pas à l'exercice des responsabilités gouvernementales pour y gérer de quelque manière que ce soit les intérêts capitalistes.
"Les arguments selon lesquels il s'agit d'assurer le fonctionnement des institutions ou d'améliorer le sort des travailleurs ne suffiraient pas à justifier leur participation au pouvoir. Celle-ci exige que soient réunies les conditions suivantes :
"1) qu'un accord soit établi sur des réformes met tant en cause le système capitaliste et sur le respect de la démocratie et des libertés publiques et individuelles ;
"2) que ce rapport des forces dans le pays et entre les formations politiques contractantes, garantisse le respect et la réalisation de cet accord".
Cet amendement remplace l'étude de diverses hypothèses d'école, a-t-on dit souvent au cours de ce Congrès, et au cours de la Commission, qui ont été étudiées dans les textes qui vous ont été proposés.
Il y a donc cette proposition d'amendement remplaçant le texte originel ; il y a aussi sur ce point une proposition d'amendement, ou plutôt de sous amendement de Chandernagor.

Le président - La parole est à Chandernagor pour défendre son sous amendement.

André Chandernagor

L'ancien 131, je l'avais dit dans mon intervention d'hier, est très scholastique, il essayait de prévoir des tas d'hypothèses et c'est celle qu'on n'a pas prévue, hélas, qui arrive généralement.
En Commission ce matin, un certain nombre de camarades se sont efforcés de trouver une rédaction qui colle de plus près avec toutes les réalités possibles ; elle est indiscutablement meilleure et cependant, j'ai une préoccupation, c'est pourquoi je voudrais proposer un sous-amendement.
À un moment, nous disons : "les arguments selon lesquels il s'agit d'assurer le fonctionnement des institutions ou d'améliorer le sort des travailleurs ne suffiraient

Fondation Jean Jaurès

pas à justifier leur participation au pouvoir ; celle-ci exige que soient réunies les conditions suivantes :
"Pas dans la voie du Socialisme, les libertés, etc."
Il y a une hypothèse qui me préoccupe, car il peut toujours y avoir des hypothèses, des circonstances exceptionnelles… l'hypothèse à laquelle je fais allusion, c'est celle où la liberté peut se trouver menacée sur les deux fronts, cela s'est déjà produit, j'ai en mémoire 1947, où les libertés publiques risquaient d'être investies à la fois d'un côté et de l'autre, et il est bien évident que c'est ce genre de circonstance exceptionnelle que je voudrais qu'on vise de façon à ne pas nous enfermer dans des limites trop étroites, si bien que mon sous amendement est le suivant :
Avant de mettre : la participation exige que soient réunies les conditions suivantes, je voudrais qu'on mette : sauf dans l'hypothèse de caractère exceptionnel où l'exercice des libertés serait menacé, cette participation exige que soient réunies les conditions suivantes… le reste sans changement.
Je crois qu'il faut une soupape pour des circonstances de caractère exceptionnel.

Le président - Savary a la parole.

Alain Savary

Sur ce point important qui a été évoqué par Chandernagor, je crois qu'il faut voir, là aussi, les choses en face.
S'il s'agit, ou plutôt s'il devait s'agir de dénommer circonstances exceptionnelles ce qui ne serait pas pour favoriser une accession au pouvoir du Parti, contrairement tel aux données du texte qu'il a été rédigé, le sous-amendement ne serait pas acceptable. Mais il va de soi qu'une formation comme la nôtre doit faire face aux événements, non pas que je retienne les termes des références que tu as énoncés, mais, camarades, s'il y avait des circonstances exceptionnelles, le Parti y répondrait par ses assises normales qui auraient à faire face à leurs responsabilités.
C'est pourquoi je demande à Chandernagor de retirer son amendement, car il ne ferait que compliquer les choses, alors qu'elles me paraissent parfaitement claires.
(Applaudissements)

André Chandernagor - Il y a des choses qui vont sans les dire, mais qui vont encore mieux en les disant ; par conséquent, à partir du moment où cela a été dit et précisé nettement, où l'on a indiqué que l'hypothèse des circonstances exceptionnelles n'était pas éliminée et que le Parti apprécierait dans les assises capables au sens le plus étymologique d'apprécier, c'est très volontiers que je retire mon amendement.
(Applaudissements)

Collection Jean Jaurès

Le président - L'amendement étant retiré, c'est sur le texte de l'article 131.

Michel Fleury - Sur le texte 131, il y a un ajout de Letonturier, pour Paris.

Paul-Louis Letonturier

Il s'agit d'un additif au texte que vous venez d'entendre ; il vient de la fédération de Paris. J'ai personnellement participé à la sous-commission de la Commission 3 qui a mis au point le texte qui vous a été lu par le rapporteur.

Ce texte est sorti d'un débat duquel il apparaissait clairement qu'il était très difficile d'envisager effectivement, de manière précise, les différentes hypothèses possibles, et l'additif de la fédération de Paris tend simplement à contribuer à lever définitivement aux yeux des membres du Parti, comme aux yeux des travailleurs dans l'ensemble, ce que je me permettrai d'appeler l'hypothèque des hypothèses.

En effet, puisqu'il est dit, écrit et que vous allez le voter, que les réformes qui seront prises par le gouvernement auquel participeraient les Socialistes mettront en cause le système capitaliste, c'est-à-dire ouvriront la voie vers le point qu'on a appelé, l'expression vaut ce qu'elle vaut, le point de non retour, c'est-à-dire inaugureront la voie vers la société Socialiste, il est évidemment clair que nous rencontrerons une opposition des forces capitalistes, qui sera nécessairement une opposition qui prendra alors des formes illégales. Nous serons obligés de défendre la simple application de nos modestes réformes du plus minimum de nos programmes de gouvernement, et nous ne pourrons pas le faire simplement par des moyens parlementaires, réglementaires et gouvernementaux.

Nous ne voudrons pas le faire, parce que nous sommes des Socialistes, par les voies du style répressif classique, nous ne pourrons et ne voudrons pas le faire, parce que nous sommes Socialistes autrement que par l'action des travailleurs en tant que tels aux différents niveaux où ce sera nécessaire, pour veiller à l'application des réformes normalement voulues par le suffrage universel qui aura désigné le gouvernement auquel nous participerons.

C'est comme cela que le problème se posera et c'est pourquoi nous présentons l'additif suivant :

"du fait de l'opposition illégale qu'elles ne pourront pas ne pas rencontrer, les réformes entraîneront pour leur propre application des mesures d'accompagnement - c'est l'expression employée, je ne les énumère pas - c'est-à-dire que dans sa nécessaire volonté d'assurer les bases, puis le développement de la démocratie économique et politique, un tel gouvernement, celui dont il est parlé dans le texte qui vous a été lu par le rapporteur, devra s'appuyer sur la présence des travailleurs à tous les niveaux institutionnels et de ce fait les réformes portant en elles leur propre dépassement, l'exercice du pouvoir ne pourra pas ne pas conduire à une

transformation du pouvoir dans ses formes et dans sa nature."
Tel est l'additif présenté par la fédération de Paris, qui a été voté dans son congrès à l'unanimité, moins une voix contre et deux abstentions.

Le président - L'avis de Fleury ?

Michel Fleury - Je ne vois pas d'objection de fond au texte en question, mais cela ne me paraît pas très utile dans le débat ; je crois toutefois qu'on peut l'accepter, encore que ce style soit quelquefois confus.

Le président - Je ne retiens pas l'enthousiasme de la Commission, je retiens simplement qu'elle ne voit pas d'inconvénient à l'adoption de l'amendement.
Y a-t-il des oppositions à l'amendement ? Il n'y en a pas ? Une ? Je considère qu'il est adopté.
132 ?

Michel Fleury - Sur les articles suivants, articles 100 à 132, il y a une modification qui a été proposée au cours des discussions de la Commission, dont je ne connais pas le texte, sur laquelle par conséquent la Commission n'a pas pu se prononcer et qui présentée par l'Aisne.

Le président.- La parole est à la fédération de l' Aisne.

Le délégué de l'Aisne

Camarades, il ne s'agit pas d'un amendement de la fédération de l'Aisne, mais d'un amendement présenté à la commission n° 3 par un représentant des étudiants Socialistes.
Il ne s'agit pas d'un amendement, mais d'un additif à l'ensemble des textes portant sur le Parti Socialiste. Cet additif n'a pas été ronéoté pour des questions techniques, alors pour la bonne compréhension du texte, je vous renvoie au Bulletin intérieur n°11, page 9, deuxième partie.
Le texte comprend la page 9 en entier, non compris le 1er §, dont on a retenu la première ligne et non compris le dernier §, avec, en plus, une phrase qui sert de conclusion.
Si vous permettez, je vais vous le lire ainsi modifié :
"Le Parti Socialiste doit être présent au sein des luttes pour les impulser et les coordonner. Or cette présence suppose une réorganisation du Parti qui accorde la plus grande importance au développement des sections d'entreprise et à celui des sections d'université. "
Il y a ici deux lignes rayées.

Collection Fondation Jean Jaurès

"Il est en effet certain que le combat Socialiste se livre aujourd'hui à la fois sur le terrain de l'idéologie et sur celui de la réalité quotidienne de l'entreprise, de l'université et qu'être absent des luttes qui se livrent ici et là c'est accepter de limiter l'action politique à une action purement municipaliste qui sonnera le glas du Parti en tant que Parti Socialiste.
"Mais impulser une action pour un parti c'est être capable de mobiliser ses militants et ses sympathisants sur un thème d'action d'envergure nationale, ce qui suppose
de la part de la direction du parti l'aptitude à une analyse permanente des données mouvantes de la lutte des classes.
"Dans le moment présent, dénoncer la récession, se battre contre les effets de la concentration et ceux des reconversions.
"Dénoncer la limitation apportée aux droits démocratiques à protester et à manifester, se battre contre la répression qui frappe les délégués syndicaux dans les usines, les personnes non titulaires dans les entreprises d'Etat et dans la fonction publique et les étudiants dans l'Université.
"Dénoncer la politique française de vente d'armes comme sa politique néo-coloniale au Tchad.
"Voilà, entre autres, quelques-uns des thèmes d'une action permanente qui pourrait s'articuler en action parlementaire, questions orales, action dans les conseils généraux appuyées sur des manifestations de masse, prolongeant les grèves, débouchant sur un rassemblement national, préparé par une campagne de pétitions. Il appartiendrait, à l'inverse de ce qui se passe aujourd'hui, au PSU comme au PCF de se déterminer par rapport à notre action.
Et le dernier paragraphe étant supprimé, une phrase conclut le texte : "C'est dans ce sens que le Parti Socialiste est un Parti d'avant-garde".

Le président - La parole est à Cépède.

Denis Cépède - Camarades, je réinterviens pour le même motif que tout à l'heure, c'est pour sauvegarder la nature du Plan d'action Socialiste, car dans ce que nous venons d'entendre, il y a d'abord un commentaire de nos statuts et une proposition technique à court terme ; par conséquent, je demande au Congrès, pour la sauvegarde de l'ensemble du texte, et sans me prononcer sur le fond, de repousser les amendements proposés.

Le président - Bien.
Je vois qu'un camarade demande la parole, mais c'est impossible ; l'auteur de l'amendement a exposé ses raisons, la Commission aussi, nous mettons aux voix maintenant l'amendement. Sinon nous n'en sortirons pas !

Un délégué - Mais c'est moi qui ai proposé l'amendement !

Le président - Cela m'est égal, il a été défendu par quelqu'un, et les amendements ne peuvent être défendus qu'une fois. Le règlement est formel là-dessus.
Que ceux qui sont partisans d'adopter l'amendement lèvent la main.
Avis contraires ?
Abstentions ?
L'amendement est repoussé.
Y a-t-il d'autres amendements à l'article 132 ?

Michel Fleury - Il y a une proposition de modification, plus exactement d'ajout. Les camarades ont proposé dans la Commission que l'on reprenne dans le texte de Quilliot le paragraphe 100 du document de travail que je vous rappelle :
"Le Parti Socialiste appelle tous les citoyens qui souscrivent à sa déclaration de principe... à adhérer à la seule organisation politique dont les statuts garantissent le fonctionnement démocratique".
La Commission n'a pas repoussé cet ajout, mais il y a deux possibilités : une première possibilité, c'est d'inclure cet article dans l'article 135 du document Quilliot, après le mot "cadre". Je vous lis la phrase : "il doit être possible à tous ceux qui visent le même objectif de travailler dans un même cadre". Là on ajouterait : "le Parti Socialiste appelle tous les citoyens qui souscrivent à sa déclaration de principe..." etc. l'essentiel étant de faire référence à la déclaration de principe.
Il y a donc deux propositions sur lesquelles la Commission ne s'est pas prononcée. Inclure cette référence à la déclaration de principe dans l'article 135, ou ajouter l'article 100 du texte du document de travail en tête du paragraphe 5 sur le Parti Socialiste. L'essentiel est de faire référence, je le rappelle, à la déclaration de principe du Parti.

Le président - Mais quelle est la solution préconisée ?

Michel Fleury - La Commission ne s'est pas prononcée sur la solution la meilleure.

Un délégué - Je propose un amendement à l'amendement. La fédération de l'Isère, dans son congrès, à la quasi-unanimité a repoussé la partie de cet article initial relative à "la seule organisation". On n'a quand même pas le droit de dire que notre organisation est la seule organisation dont les statuts...", c'est porter un jugement peut-être prématuré sur le fonctionnement des autres organisations.
Je propose donc qu'on supprime les mots "la seule".

Cnl Fondation Jean Jaurès

Le président.- Le rapporteur a-t-il un mot à dire là-dessus ?

Michel Fleury - Sur ce point la Commission n'a pas été saisie, par conséquent je ne peux pas me prononcer.

Le président.- Alors nous allons commencer par la dernière proposition qui consiste à supprimer "la seule", s'appliquant à l'organisation Socialiste.
Ceux qui sont d'avis de supprimer ces mots sont priés de lever la main.
Avis contraires ?
L'amendement est accepté.
Sur le texte lui-même, réserve faite de sa place, y a-t-il des objections ?
Je vous suggère simplement de retenir la dernière proposition faite par le rapporteur, c'est-à-dire d'inclure le texte dans l'article 135 où il parait avoir tout naturellement sa place. Mais c'est une question de détail. Pas d'objection ? Adopté.
Sur l'article 134 il y a deux propositions d'amendement; un amendement de Letonturier...

Paul-Louis Letonturier - Moi ? J'ai proposé un amendement ?

Michel Fleury - Tu le retires, par conséquent.

Paul-Louis Letonturier - Je ne le retire pas, je ne le reconnais pas !

Le président - Alors l'amendement qui n'a pas été déposé est retiré !

Michel Fleury - Il y a un amendement Peyrassol.

Lucien Peyrassol

Camarades, dire que le "Parti Socialiste doit multiplier les efforts pour prendre la place qui lui revient dans la presse hebdomadaire et quotidienne" n'est qu'un vœu pieux dont l'expérience a, hélas, confirmé durant ces dernières années le caractère illusoire. C'est pourquoi je propose l'amendement suivant, inspiré d'ailleurs de ce qui était inscrit dans de nombreux programmes antérieurs de la SFIO, et sur la forme duquel j'accepte volontiers toutes les améliorations que pourrait proposer la Commission ad hoc.
Voici donc cet amendement :
"Le Parti Socialiste doit multiplier les efforts pour obtenir de la puissance publique les subventions légales proportionnelles au nombre de voix obtenues par les Partis

Fondation Jean Jaurès

au premier tour de chaque élection législative, pour leur permettre de disposer d'une presse hebdomadaire et quotidienne indépendante des puissances d'argent".

Michel Fleury - La Commission n'avait pas connaissance de cette dernière rédaction ; elle avait connaissance d'une rédaction plus courte que vous avez sans doute sur vos tables. Elle ne s'est pas prononcée sur ce texte, mais je ne crois pas qu'elle fasse opposition.

Le président - Alors nous acceptons cet amendement.
L'article 134 ainsi complété soulève-t-il des objections ?
Il est adopté.
Y a-t-il des observations sur les articles 135 et 136 ?

Michel Fleury - Aucune.

Le président - Pas d'amendement dans la salle sur les articles 135 et 36 ? Pas d'opposition ? Ils sont acceptés. Nous en avons ainsi terminé avec le rapport de la 3ème Commission, et il nous reste le rapport de la 2ème Commission.
Je pense que les textes ont été ronéotés et distribués. Taddéi a la parole pour donner des explications et faire son rapport.

Dominique Taddéi

Camarades, je n'en ai pas pris conscience ce matin, mais il y a une sorte de miracle dans notre Congrès, car au sein de la 2ème Commission il y a des camarades qui ont travaillé pendant 4 heures et demi, qui avaient travaillé d'ailleurs avant de venir, qui sont intervenus, qui ont discuté démocratiquement, et qui, je crois, dans la clarté ont réussi à adopter un certain nombre de positions que nous allons vous soumettre, compte tenu du fait bien évidemment que des positions minoritaires s'exprimeront.
Depuis ce matin aussi, avec nos camarades Boulloche et Quilliot, nous avons essayé d'écouter, de canaliser, de recueillir, de rédiger une trentaine d'amendements.
A l'heure actuelle tous ces amendements ont été donnés à la frappe, ils sont ronéotypés et en cours de distribution. Par conséquent vous avez certainement les premières pages qui sont déjà distribuées ; il n'est pas sûr que vous ayez les dernières, mais compte tenu de l'importance des amendements, je pense que vous les aurez au fur et à mesure et qu'il vaut mieux éviter de perdre plus de temps, si du moins le Bureau en est d'accord.
Mais bien sûr, camarades, comme nous sommes entre Socialistes, nous savons qu'en réalité les miracles n'existent pas, et c'est pourquoi je vous demande dès

Fondation Jean-Jaurès

l'abord, pour clarifier la suite de nos débats, de tenir compte du fait qu'il y a nécessairement des erreurs de forme qui se sont glissées soit dans les travaux de la Commission, soit au niveau de la frappe ensuite. Nous essaierons autant que possible de les redresser au fur et à mesure.
Enfin je ne suis même pas certain, je tiens à le dire très nettement dès le départ, pour éviter toute impression de manœuvre subreptice, que certains amendements, pas les plus importants bien sûr, mais que certains petits amendements de forme n'aient pas été oubliés. Je prie par avance les camarades de m'en excuser, et c'est bien volontiers que je leur céderai la place pour rectifier les erreurs qui auraient pu être commises, car nous avons travaillé dans des conditions extrêmement difficiles, malgré l'aide que nous ont apportée toutes les personnes du secrétariat.
Je dois dire tout d'abord que la 2ème Commission a émis à l'unanimité un vœu qui est de voir la déclaration de principe figurer en tête du plan d'action Socialiste.
Ceci, camarades, a une importance politique, puisque nous avons accompli un acte politique en adoptant l'an passé la Déclaration de Principe, et qu'il est important de ne pas revenir dessus.
Mais ceci est aussi une commodité de forme, car nous nous sommes aperçus que pour au moins la moitié des articles, il y aurait des camarades qui auraient souhaité apporter des précisions qui se trouvaient dans la déclaration de principe.
Autrement dit, le travail du président de la Commission, Boulloche, et mon travail de rapporteur, a consisté autant que possible à vérifier qu'aucun point n'est en contradiction avec la déclaration de principe.
Pour éviter les redites, nous pensons, et je crois qu'il faudrait d'abord que le Congrès se prononce là dessus, que la déclaration de principe soit en quelque sorte fournie en tête du plan d'action Socialiste.

Le président - Je mets cette proposition aux voix. Je pense qu'il n'y a pas d'objection, au contraire ?
Adopté. La Charte sera publiée en même temps que le Plan d'action.

Dominique Taddéi - Camarades, la numérotation des paragraphes, compte tenu de ce qui a pu être ajouté, et même parfois enlevé, a perdu un peu de sa signification. Mais pour simplifier les choses, je propose que nous gardions la même, à charge ensuite pour le secrétariat de refaire cette numérotation.
Si nous en restons à l'ancienne numérotation, il n'y a aucun amendement au paragraphe 60 présenté en Commission. Le premier amendement figure à la fin du par. 61.
Il s'agit d'ajouter un dernier alinéa au paragraphe 61, alinéa qui précise :
"Seul l'appui majoritaire des masses laborieuses constitue une garantie réelle de démocratie individuelle et collective. Elles ne l'apporteront que si leur bien-être se

trouve amélioré et écarté tout risque de retour à une économie de pénurie."

Le président - Voilà l'amendement qui figure dans votre papier, dernier alinéa du paragraphe 61; y a-t-il des oppositions ?
Adopté.

Dominique Taddéi - Une toute petite modification est proposée au paragraphe 62. Dans la liste des garanties formelles contre l'arbitraire qui est fournie, un certain nombre de camarades ont fait observer à juste titre devant la Commission unanime qu'il fallait ajouter la laïcité de l'Etat. Je doute que cela soulève beaucoup de difficultés dans ce Congrès.

La président - Pas d'objection ? Accepté.

Dominique Taddéi - Paragraphe 63 : une simple petite modification de forme. Quand on parle de l'autonomie des collectivités locales et syndicales, il faut lire : "l'autonomie des collectivités locales et des organisations syndicales", le terme "collectivité syndicale" étant peu chargé en contenu sémantique".

Le président - D'accord.

Dominique Taddéi - camarades, je ne sais pas si vous avez reçu la fin du paragraphe 64 où un amendement est proposé.

Le président - Nous sommes à la page 15 du document, qui se réfère à la page 16 du texte Quilliot.

Dominique Taddéi - Nous proposons de remplacer le paragraphe sur les collectivités locales, où il est écrit : "et accorder aux collectivités régionales les moyens d'action réglementaires et les ressources financières nécessaires à une gestion autonome ", par le paragraphe suivant :
"Valoriser les collectivités locales et créer de véritables centres de décision démocratiques au niveau régional, pour approcher le citoyen du pouvoir et accroître ainsi sa participation directe au pouvoir".
Camarades, je crois que la modification n'appelle pas tellement de remarques, si ce n'est une affirmation beaucoup plus nette en faveur de la création d'un centre de décision régional. C'est simplement dans cet esprit que la Commission a été amenée à modifier le texte antérieur.

Cerl Fondation Jean-Jaurès

Le président - Nous sommes d'accord ?
Adopté.

Dominique Taddéi - Je précise qu'au paragraphe 65 on a proposé la suppression de la dernière phrase, parce que certains camarades trouvaient la formule peu claire, et ceux qui la trouvaient claire la trouvaient fausse ! C'est dans ces conditions que la Commission a proposé la suppression de cette phrase.

Le président - La suppression est-elle acceptée ?
Adopté.

Dominique Taddéi - Il n'y a pas eu de proposition faite concernant le paragraphe 66.
Par contre, au par. 67, nous sommes en présence de modifications demandées au nom des femmes Socialistes par notre camarade Jeannette Brutelle.
Il s'agit tout d'abord de remplacer "la promotion des hommes" par "la promotion de l'homme".
Il s'agit ensuite et surtout d'ajouter une dernière phrase : "la femme doit en particulier obtenir sa pleine reconnaissance en tant qu'individu responsable".

Le président - Pas d'objection ?
Accepté.

Dominique Taddéi - A l'article 68, on propose également de rajouter une phrase - car il était difficile dans cette Commission d'empêcher de rallonger les paragraphes ! - à la fin du texte, ce sont nos camarades de l'Isère qui font cette proposition :
"...de se préparer au métier qui corresponde à son choix ou à ses aptitudes, et de faire l'apprentissage de la démocratie politique et économique".

Le président - La Commission a accepté cette proposition ?

Dominique Taddéi - Absolument.

Le président - Y a-t-il des oppositions ?
Adopté.

Dominique Taddéi - Pas de modification proposée à l'article 69, non plus qu'à l'article 70.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Le président.- Nous les considérons comme adoptés.

Dominique Taddéi – 71, avant-dernier alinéa : notre camarade Dubois, au nom de la direction des études Socialistes, a proposé une modification qui a recueilli l'accord de la Commission, dans la mesure où je crois que cela améliore du point de vue de la technique fiscale le texte, et qui consiste à dire :
"l'exonération de l'impôt sur le revenu pour les petits et moyens revenus et l'épargne annuellement investie dans une limite déterminée."

Un délégué - J'ai un amendement.

Dominique Taddéi - président, je voudrais savoir, pour l'ordre de la discussion jusqu'à la fin, s'il est possible de déposer des amendements qui n'ont pas été soumis à la Commission.

Le président - Le règlement ne l'interdisant pas, je ne peux pas l'interdire.

Le délégué

Je serai très bref. Je m'excuse de n'avoir pu présenter mon amendement à la Commission 2, mais j'étais à la Commission 3.
A l'article 71, on propose diverses réformes fiscales. Je propose d'en ajouter une qu'on pourrait rédiger à peu près ainsi :
"une diminution de la part des recettes de l'Etat provenant des taxes sur la consommation, et une augmentation de la part des recettes en provenance des impôts directs et progressifs".
Je veux donner un mot d'explication. Dans notre pays, les impôts sur la consommation assurent à l'Etat 63% des recettes fiscales, soit près de quatre fois ce que procure à l'Etat l'impôt sur le revenu. Or l'impôt sur le revenu et les impôts directs sont progressifs, c'est-à-dire qu'il y a un élément de justice fiscale dans l'impôt sur le revenu, alors que les taxes sur la consommation sont acquittées par chacun de façon égalitaire, quel que soit son revenu.
Il me semble donc dans la logique à la fois des Socialistes, et par conséquent du Plan d'action Socialiste, de proposer que la part des recettes de l'Etat provenant des impôts progressifs augmente, et que la part des recettes de l'Etat en provenance des impôts qui ne sont pas progressifs diminue.

Dominique Taddéi

Camarades, le camarade Inkerman vient de soulever un problème de technique fiscale qui est classique, en matière d'équité, éventuellement d'efficacité

Collection Jean-Jaurès

économique, et serait un très beau sujet d'agrégation sur les mérites comparés de la fiscalité directe et de la fiscalité indirecte. Je crois que ce problème est vraiment de nature technique, et j'emploie le mot "technique" pour ne pas employer un mot moins obligeant, mais je ne pense pas qu'un Congrès Socialiste puisse se prononcer là-dessus. Il va de soi qu'on peut avoir un très large débat, et que l'on peut dire notamment que si la progressivité est insuffisante, et si par contre il y a une différenciation des taxes en matière de consommation, la justice sociale n'est pas nécessairement du côté de l'impôt direct. C'est un problème vraiment de nature technique, et si nous commençons à faire ceci, en matière de Sécurité sociale ou en d'autres domaines, nous serons amenés à avoir un flot d'amendement que nous ne contrôlerons plus et qui mettra notre texte à niveau de technicité, et non plus au niveau politique où nous souhaitions le maintenir. C'est pourquoi je te demande de retirer ton amendement.

Le président - Je demande à l'auteur de l'amendement s'il est convaincu par ce quia été dit, et s'il consent à retirer son texte.... Il le maintient.
Je le mets aux voix. Que ceux qui sont partisans de l'amendement d'Inkerman - qui a été retiré par Taddéi pour les raisons que celui-ci vous a expliquées - le manifestent en levant la main ?
Avis contraires ?
Abstentions ?
L'amendement est repoussé.
Y a-t-il d'autres modifications au même article ?

Dominique Taddéi - Non.
Ensuite : 72 : nous proposons, au nom de la Commission d'ajouter, en fin de texte de l'article 72, deux points supplémentaires :
En ce qui concerne les efforts à effectuer pour diminuer la formation inégalitaire des revenus, il s'agit de rajouter, tout à fait à la fin :
"pour réduire les disparités régionales en matière de salaire".
Un alinéa supplémentaire, et encore un autre alinéa : "Pour égaliser, à qualification identique, les rémunérations masculines et féminines".
C'est notre camarade Durieux, des Yvelines, qui avait proposé cela à la Commission, qui l'avait accepté volontiers, compte tenu du fait que cela ne se situe pas à un niveau technique, mais de principe, bien évidemment.

Le président - Pas d'objection à ces deux additifs?,.,,. Ils sont adoptés.

Dominique Taddéi - Il n'y a pas de modification proposée au § 73.
Par contre, au § 74, nous avons cherché à tenir compte d'une objection de notre

Fondation Jean Jaurès

camarade Jeannette Brutelle, seulement observation qui consiste à rajouter, non pas les jeunes, - encore que dans le cas de notre camarade Jeannette Brutelle ce n'est pas étonnant que l'on ait confondu la féminité et la jeunesse -, mais les femmes ; il s'agit de dire :
"les femmes restent victimes d'une discrimination séculaire".
C'est le point que la Commission propose de rajouter.
Le président.- Tout le monde est d'accord ?…Oui.
Alors, les § 73 et 74 sont adoptés ? Adopté.
J'en profite pour inviter les camarades à continuer, comme ils l'ont fait jusqu'à présent, un sérieux effort d'attention, de manière que nous en terminions à une heure raisonnable. Et j'invite les camarades qui voudraient déposer des amendements qui ne sont pas indispensables au texte et qui surtout n'ont pas été examinés en Commission, à renoncer à leur désir.

Dominique Taddéi - Camarades, il n'y a pas c e modification au § 75.
Par contre le § 76 traite d'une politique rurale et a retenu plus particulièrement notre attention.
Nous avons d'abord retenu avec beaucoup d'intérêt une annexe proposée par la fédération de l'Aude, et après discussion les camarades de l'Aude seraient d'accord pour que cela fasse l'objet d'une annexe au Plan d'action Socialiste. Je ne sais pas quelle est pour l'instant la jurisprudence du Congrès en matière d'annexé, mais disons que la Commission propose très chaudement de retenir comme annexe l'amendement et le texte de la fédération de l'Aude.

Le président - le Congrès fait sien ce vœu ?

Dominique Taddéi - Il y a une autre modification, plutôt un autre rajout qui est proposé, qui consiste à dire, tout à fait en tête cette fois, du § 76 :
"Les Socialistes dénoncent l'exploitation du thème d'une soi-disant unité paysanne (que l'on pourrait mettre entre guillemets), comme instrument politique de liquidation des petits et moyens exploitants ; ainsi la lutte de classe trouve sa traduction jusque dans les campagnes".
Oui, en effet, "le ainsi" n'est peut-être pas très correct, mais l'idée est que la lutte de classe trouve sa traduction jusque dans les campagnes.

Le président - Pas d'objection ? Adopté.

Dominique Taddéi - Au § 77, nous proposons une simple modification de forme, en remplacement, en remplaçant, dans le passage souligné, "la municipalisation des sols", par celle des "terrains à bâtir". Je n'ai pas besoin de vous dire que ce n'est

pas tout à fait la même chose quand au fond, mais c'est certainement infiniment plus correct par rapport à la pensée socialiste, du moins telle qu'elle s'est généralement exprimer sur ce sujet récemment.

Le président - Tout le monde est d'accord sur cette précision ? Adoptée.

Dominique Taddéi - Il y a un manque qui a été ressenti par la Commission, sur la suggestion de la fédération de l'Aude. Il manque en effet, a-t-on fait observer dans le texte proposé, l'énoncé de principes quant à une politique des loisirs et de la culture. Aussi la Commission a-t-elle fait sienne la proposition de la fédération de l'Aude, qui proposerait donc d'ajouter un paragraphe, pour l'instant non numéroté, si vous voulez bien, qui dirait :
"Face à l'accélération prévisible de la réduction "du temps de travail, d'une part, à l'exploitation capitalisme touchant les branches d'activité, d'autre part, le Parti Socialiste estime indispensable une politique des loisirs et de la culture que Léon Blum et Léo Lagrange avaient définie les premiers dès 1936".

Le président - Pas d'objection ? Adopté.

Dominique Taddéi - Au paragraphe 78, il s'agirait de rajouter à l'énumération qui est faite des critères d'un budget de la santé, après "des besoins réels ou imaginaires", également "des progrès de l'éducation". Il est bien clair que l'éducation, en matière de santé, est un besoin supplémentaire.

Le président - D'accord?... Oui.

Dominique Taddéi - Au paragraphe 79, il s'agirait de modifier le texte, et cela sur la proposition de la Commission du Parti spécialisée dans les problèmes de la santé. On aurait alors un texte qui ne correspond pas exactement - je ne sais pas, il y a eu une petite erreur sans doute - à ce qui vous a été remis. Je me permets donc de lire ce que j'ai noté en tant que rapporteur, mais je crois que cela ne pose pas le problème de fond ; il s'agirait de lire, § 9 :
"Il est indispensable d'en évaluer honnêtement le coût, de mesurer l'expansion, et de faire disparaître les rentes de situation".
On lirait ensuite : "ce qui suppose une politique globale de la santé, assortie d'un budget correspondant".
Sans modification ensuite.
Et, à l'alinéa suivant :
"le contrôle collectif des industries pharmaceutiques, et ce pour une réduction de leurs frais de publicité et de conditionnement, et celui de la distribution des

Fondation Jean-Jaurès

produits de ces industries".
Enfin : "le développement du plein temps hospitalier et de la médecine de groupe".
Camarades, il y a là des modifications qui sont importantes pour ceux qui suivent de près les problèmes de la santé. Et précisément, ceux qui suivent cela de près, ce sont des camarades, au sein des Commissions spécialisées, et c'est pourquoi il a semblé, à la Commission qui avait une portée plus générale, souhaitable de retenir ce qu'avaient demandé, dans le fond, nos experts, au meilleur sens du terme.

Le président - Pas d'objection ? Adopté.

Dominique Taddéi - Pas de modification proposée au § 80.

Le président - Pas d'opposition ? Adopté.

Dominique Taddéi - Au § 81, il faudrait dire :
"Il importe d'abord de clarifier un système de retraite complexe jusqu'à l'absurdité", et ne pas se prononcer, pour les mêmes raisons que j'indiquais tout à l'heure, sur les modalités précises qui pourraient être apportées, et donc de supprimer la fin de la phrase.

Le président - D'accord ?... Adopté.

Dominique Taddéi - Le paragraphe 82 n'a pas fait l'objet de demande d'amendement au sein de la Commission, non plus que les paragraphes 85 et 84.

Le président -Sur les 1 82, 83, 84, pas d'opposition ? Ils sont adoptés.

Dominique Taddéi - Nous abordons le 3ème chapitre, Socialiser l'Economie, et bien évidemment, là, il y aura beaucoup plus de problèmes.
Le § 85, quant à lui, n'en pose pas.
Le 1 86 voit simplement une incidence rajoutée à l'avant-dernière ligne :
"elle n'est plus aujourd'hui, et encore très imparfaitement, qu'un organisme de solidarité interprofessionnelle et salariale".

Le président - Pas d'observation ?
Ce sont des modifications de détail au texte Quilliot.
Les § 85, 86, sont donc adoptés.

Dominique Taddéi.- Au § 87, il n'y a pas de modification.

Fondation Jean-Jaurès

Par contre, au § 88, des camarades se sont émus de "la croissance des véhicules". Il est apparu préférable de parler de "la croissance de la circulation".

Le président - Bien ! On n'y voit pas d'inconvénient ? Non.

Dominique Taddéi - Au § 89, notre camarade Durieux, des Yvelines, a proposé un amendement. Il y a eu également, de la part de nos camarades de l'Hérault et des fédérations de l'Ouest un certain nombre d'amendements. Je dois dire que la Commission ne s'est pas prononcée sur un texte précis, elle a demandé à la Sous-Commission rédactionnelle composée de Quilliot, Bloch et moi-même, d'essayer de rajouter quelque chose au § 89. C'est pourquoi nous nous sommes contentés de rajouter, entre le 2ème et le 3ème alinéa, un nouvel alinéa qui indiquerait :
"les assemblées élues, habilitées à élaborer un plan "régional, élément de la planification nationale".
C'est, je crois, surtout nos camarades des fédérations de l'ouest qui avait insisté sur ce point.

Le président - Elles ont donc satisfaction. Et le reste du Congrès aussi ?... Bien.

Dominique Taddéi - Il y a un camarade de l'Hérault qui souhaiterait intervenir sur ce point.

Le président - C'est pour un amendement ?

Le délégué de l'Hérault - Les amendements de l'Hérault l'Isère, la Gironde… les Pyrénées Atlantique, du Loiret... (inaudible)... sont composé de deux amendements subsidiaires aux § 89 et 90. Cela a été adopté à l'unanimité en Commission.

Le président - Il faut venir t'expliquer à la tribune, sans cela personne n'entendra.

Dominique Taddéi - De ce point de vue il n'y avait pas eu d'objection de fond, au sein de la Commission, nous sommes d'accord. Nous avions adopté, sur les § 89 et 90, l'idée en formules, malheureusement des termes très différents, par un certain nombre de fédérations, et ça n'avait pas abouti à un texte unique.
Je propose, de ce point de vue, une petite rédaction. Le § 89, je vous l'ai lu ; le § 90, je vais vous le lire, et le camarade de l'Hérault, qui n'est pas content de la rédaction, pourra très largement intervenir pour proposer sa propre rédaction, qui ne peut, bien évidemment, qu'améliorer le texte.
Il s'agirait donc, au § 89, de rajouter l'alinéa que je vous ai mentionné au 90 - je cite pour mémoire, une modification du 3ème alinéa, à la demande de Garel qui

Fondation Jean Jaurès

consisterait à dire :
"la reprise par la collectivité des circuits financiers",
au lieu de dire : "le contrôle par la nation".
Et enfin, le dernier alinéa de ce § 90 devrait être lu de la manière suivante :
"la décentralisation d'une bonne partie des décisions, "au niveau des grandes régions économiques cohérentes, et "d'unités de production relativement autonomes".
Cela, je crois, avait recueilli l'accord des camarades des Fédérations de l'Ouest, qui ne demandent plus autre chose.
Et un dernier paragraphe indiquant :
"l'existence d'organes régionaux du Plan aptes à en assurer l'exécution sous le contrôle des assemblées représentatives".

Le président - C'est là-dessus qu'un amendement a été déposé ? Le camarade de l'Hérault a la parole pour expliquer sa proposition.

Le délégué de l'Hérault

J'espère qu'il ne s'agit que d'un problème de forme, mais il y a une légère différence avec ce que dit le rapporteur. Voici ce dont il s'agit. Il s'agit de la régionalisation du Plan. Huit fédérations, je l'ai déjà dit, l'Hérault, l'Isère, la Loire, la Gironde, l'Assemblée des fédérations de l'Ouest, les Pyrénées-Atlantiques, le Loiret, et d'autres, ont proposé, après la réunion d'une sous-Commission, un texte extrêmement précis. Ce texte a été voté à l'unanimité de la Commission 2, et personnellement je ne retrouve pas ce texte dans les deux amendements présentés.
C'est-à-dire qu'à l'article 89, paragraphe 5, nous avions proposé et voté : "des assemblées démocratiquement élues, habilitées à élaborer des Plans régionaux coordonnés au niveau national".
Et surtout, ce qui à mon avis est plus grave, au § 90, au lieu de la rédaction qui a été tapée, nous avions retenu le paragraphe 6 à ajouter, qui n'est pas ce qu'il est là, mais "l'existence d'organes régionaux du plan, aptes à en assurer l'exécution", avec en ajout : "par la mise en œuvre de moyens financiers tant nationaux que régionaux, sous le contrôle des assemblées précitées".
Il s'agit des assemblées du paragraphe précédent, c'est-à-dire que les assemblées régionales sont habilitées à participer à l'élaboration du plan national, à l'exécution de ce plan, ce qui n'exclut nullement un contrôle au niveau national» Mais il est bien entendu que ces assemblées régionales, si elles ne sont pas habilitées à exécuter le plan au niveau régional et à en assurer le contrôle, seront des assemblées bidon, ce qui revient à enlever tout le contenu de notre amendement.
C'est pourquoi je demande que soit voté le texte initial voté à l'unanimité par la

Commission 2, et je demande que ceci soit décidé sur le texte manuscrit donné au rapporteur.

Le président - La parole est à Taddéi.

Dominique Taddéi

Camarades, sur l'explication qu'a donnée le camarade de l'Hérault, je ne répondrai pas, car la Commission a été unanime, effectivement, sur ce point. Je lui ferai simplement une ou deux observations d e détail :
Il y a bien indiqué, dans le texte "les assemblées", § 89 ; par conséquent il n'y a pas de difficulté sur ce point. "Elément de la planification nationale", ça correspond bien à son idée de coordination au plan global.
Enfin, il nous dit, au § 90, qu'il préférerait "des assemblées précitées"... Effectivement nous avons pensé bon - sans songer que cela soulèverait une difficulté -de mettre "des assemblées représentatives", car, comme c'est précité douze lignes auparavant, cela demande un effort au lecteur moyen qui me parait difficile à supporter. En ayant dit dix lignes plus haut qu'elles étaient élues, il nous a semblé que c'était suffisant. Je ne suis pas sûr que le Congrès pourrait perdre beaucoup de temps sur de tels sujets.

Le président - Est-ce que le camarade est d'accord avec ces explications ?

Le délégué de l'Hérault - Le passage concernant les moyens financiers au service de l'exécution du Plan, qui est dans le texte, est un texte où il nous faut aller au fond, parce que ce ne sont pas des changements de forme, mais de fond.

Dominique Taddéi - Je réponds sur ce point. Je crois que là aussi il faut éviter d'entrer dans les techniques. Or, si vous décidez de la compétence financière qui ne sera jamais totale et toujours partielle, vous entres dans un degré de technicité en matière de régionalisation, alors que vous en posez les principes, et ça me parait… (protestations)

Le président - Il y a une question de fait. Est-ce que le texte qui a été lu tout à l'heure par notre camarade de l'Hérault a été accepté par la Commission 2 ?
(Affirmations dans l'assemblée)

Dominique Taddéi - Je dois dire que le texte qui a été adopté était à la fois le texte de l'Hérault et notre texte, et qu'on a composé les deux textes. Je ne me souviens pas qu'il y en ait eu un seul adopté, il y en avait deux, maintenant, si tu affirmes qu'il n'y en a qu'un, je suis d'accord, mais j'avais noté qu'il y avait a la fois celui

Cercle Education Jean-Jaurès

de l'Ouest et celui de l'Hérault, mais je suis d'accord si tu me dis qu'il n'y en avait qu'un seul.

Dominique Taddéi - Je dois dire que le texte qui a été adopté était à la fois le texte de l'Hérault et notre texte, et qu'on a composé les deux textes. Je ne me souviens pas qu'il y en ait eu un seul adopté, il y en avait deux, maintenant, si tu affirmes qu'il n'y en a qu'un, je suis d'accord, mais j'avais noté qu'il y avait a la fois celui de l'Ouest et celui de l'Hérault, mais je suis d'accord si tu me dis qu'il n'y en avait qu'un seul.

Délégué de l'Hérault - Le texte que j'ai lu, c'est le texte de la sous-Commission et des huit fédérations qui l'ont proposé, et le texte que je défends n'est pas celui de l'Hérault, c'est celui de la sous-Commission de la Commission II, voté à l'unanimité par cette Commission II. C'est clair.
(Applaudissements)

Dominique Taddéi - Bon, d'accord.

Le président - Donc, il y a accord entre les auteurs de l'amendement et la Commission ; je suppose que le Congrès est d'accord aussi ? Bien, terminé pour cette question.

Dominique Taddéi - Un paragraphe était antérieurement le 90, il faut lire :
90 bis pour le pas le confondre avec le précédent : on demande d'ajouter l'idée qui vise à éliminer les gaspillages et les inégalités, à favoriser l'innovation.
La Commission a estimé que c'était une précaution utile de l'ajouter au texte.

Le président - Bien, adopté.

Dominique Taddéi - Le § 91 n'a pas soulevé de difficulté en commission.

Le président - pas de difficulté pour le 91 ? Il est adopté.

Dominique Taddéi - Au paragraphe deux modifications en milieu de texte ; il a paru préférable de mettre en incidente "contre les nationalisations trop rigides" et là je crois qu'il y avait une suggestion de la fédération du Rhône, pensant qu'il ne fallait pas faite trop d'honneur au général de Gaulle et au Parti Communiste en les citant ici, où ils n'avaient pas leur place.

Le président - D'accord ? Bon, adopté.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Dominique Taddéi - Enfin, il s'agirait de rajouter un membre de phrase à la fin du § 92, qui préciserait cette conception de l'autogestion mentionnée comme dernier mot du paragraphe en indiquant :
"ce que nous visons est l'autogestion qui encadrée par la planification démocratique, constitue un des traits distinctifs de l'économie Socialiste."

Le président - Pas de question non plus ? Adopté. Alinéa suivant ?

Dominique Taddéi - Au § 93, il y a un certain nombre d'amendements demandés et ça ne fait qu'annoncer ce qui va se passer pour le § 94...
Au § 93, on propose en premier lieu de supprimer, à la première ligne "et sans équivoque".
On propose ensuite, à la troisième ligne, d'écrire : "...ne saurait toucher la possession des biens de consommation..." de façon qu'on ne croie pas que cela signifie qu'on ne nationalisera jamais les industries de biens de consommation.
Il s'agirait enfin d'ajouter notamment sur la suggestion de notre camarade Fabre et d'autres, je m'excuse de ne pas les citer, une dernière phrase disant : "Dans ces secteurs, toutes les expériences volontaires de socialisation, notamment coopératives, seront encouragées."

Le président -Vous êtes d'accord ? Adopté.

Dominique Taddéi - Le § 93 est adopté. Il y a eu tellement de discussions au niveau du § 94 que si vous le voulez bien, il vaudrait mieux discuter alinéa par alinéa ; autrement, les amendements seraient trop nombreux.

Le président - Entendu, ce sera plus clair.

Dominique Taddéi - En premier lieu, 1ère ligne, on pourrait lire : "Disons encore qu'une série d'étapes, clairement définies..." ça ne devrait pas soulever de difficulté.

Le président - Pas de difficulté sur les virgules ? Bien...

Dominique Taddéi - Au 2ème alinéa, "les entreprises nationales : collectivités autres que l'Etat", car s'il s'agit de l'Etat, il va de soi qu'il représente une nationalisation de type classique, pour ne pas dire bureaucratique.
Il y a ensuite une troisième proposition qui vise à supprimer un membre de phrase ; après le ";" on supprimerai : "Elle frappera celles qui refuseraient les impératifs du Plan purement et simplement."

Coll. Fondation Jean Jaurès

Le président - Bien. D'accord sur ces modifications ? Adopté.

Dominique Taddéi - Il y aurait un alinéa supplémentaire ajouté à la demande de notre camarade Denecker. Je précise qu'il y a eu un amendement du Finistère en la matière, qu'on a rejeté au paragraphe 100 et je demande aux camarades du Finistère de ne pas s'en offusquer ou en prendre ombrage... car il nous a paru que dans la cohérence du texte c'était une amélioration technique de le mettre là. Cet alinéa supplémentaire consisterait a dire :
"Cette extension - qui prendra des formes variées - vise également à la mise en place de grandes unités industrielles capables de contrôler les pôles essentiels de domination économique, particulièrement dans les secteurs de pointe."

Le président - D'accord avec cette adjonction ? Elle est adoptée.

Dominique Taddéi - Au paragraphe suivant, il suffirait de dire (c'est un détail) "elle" au lieu de "cette extension", puisqu'on vient de le signaler.
Il y aura ensuite un amendement de notre camarade Durieux ; mais il y a eu avant, et j'appelle l'attention du Congrès à ce propos, une proposition d'amendement faite par notre camarade Jacques Piette, en son nom mais aussi au nom d'un certain nombre d'autres camarades, ceux de la fédération du Pas-de-Calais notamment. Cet amendement a été repoussé je dois dire que c'est en partie pour des raisons de forme plus que de fond.
Il y avait à ce moment là - comme en ce moment d'ailleurs - beaucoup de confusion qui régnait dans l'Assemblée, et c'est pourquoi je crois qu'il faut donner la parole à un de ces camarades pour exposer leur proposition en ce qui concerne cet alinéa, de façon a ce que le Congrès se prononce de manière claire sur cette question, importante tout de même.

Le président - La parole est à Guy Mollet pour défendre cet amendement.

Guy Mollet

L'amendement est très court, encore que nous avons l'audace de penser que son importance est assez grande.
Dans le § 94 tel qu'il vous a maintenant été distribué, page 24, premier alinéa : "La socialisation que nous préconisons se distingue de la nationalisation."
C'est cette phrase que nous proposons de modifier légèrement en ajoutant trois mots, l'un de ces trois mots et barbare parce que c'est un néologisme et c'est ce qui fait qu'il a été repoussé. Nous proposons de dire ceci :
"La dépropriation et la socialisation que nous préconisons se distinguent

Fondation Jean Jaurès

(évidemment su pluriel) de la nationalisation."
Que voulons-nous dire ? Je sais bien qu'il y a un néologisme, c'est vrai, mais il yen a d'autres, depuis 15 jours toute la presse est pleine de la "privatisation"... c'est un néologisme et on doit commencer à savoir ce que cela veut dire. Le gouvernement est à l'heure actuelle en train d'essayer de rendre au privé ce qui était devenue propriété nationale, et l'idée y est.
C'est qu'en fait, depuis quelques années, ce qui est fondamental, ce n'est pas l'appropriation collective, ce n'est pas l'expropriation des capitalistes et l'appropriation collective, ce qui est fondamental, c'est la manière dont sont gérés ces biens qu'on a arrachés aux capitalistes.
Si bien que la notion réelle est de faire disparaître la propriété, de "déproprier", et de socialiser... C'est la raison pour laquelle nous suggérons la dépropriation et la socialisation...
Je demande aux maires, qui sont nombreux dans le Parti Socialiste, s'ils considèrent qu'ils sont propriétaires de leurs rues ? Non, ils les gèrent, ils les gèrent de manière démocratique,
Il faut faire passer ça, même dans les anciennes nationalisations, parce qu'actuellement, dans l'esprit du public, la nationalisation est devenue l'Etatisation, et c'est devenu une bureaucratisation, et c'est comme ça qu'on a dû tuer l'idée même de dépropriation. Si bien qu'à ce petit vocable que je vous suggère, nous nous permettons d'attacher une assez grande importance.

Dominique Taddéi

Mes camarades, sur ce point la majorité de la Commission avait repoussé cet amendement pour deux motifs principaux : outre, encore une fois, le manque de clarté dans lequel se plaçait le débat, tout d'abord parce que certains camarades ont estimé qu'il y avait toujours propriété, malgré tout, et que le terme de "dépropriation" signifierait que la propriété n'existe plus du tout ; or, certains ont estimé qu'une société dans laquelle il n'y a plus de propriété du tout est inconcevable, d'un point de vue théorique, conceptuel...
Seconde observation qui est plus au niveau du néologisme et qui consiste à dire que le terme socialisation nue nous introduisons de plus en plus souvent dans nos écrits, commence à faire son chemin, commence à être connu par un nombre croissant de citoyens, qui veulent s'informer et que remplacer un terme qui commence à être connu exactement par un terme qui n'existe pas, cela soulève des difficultés.
Je le dis d'autant plus volontiers que sur le fond de l'intervention de Guy Mollet, un certain nombre de camarades nui ont repoussé cet amendement sont d'accord sur le fond. Je demande donc au Congrès de se prononcer.

Guy Mollet - Nous ne faisons pas disparaître socialisation.

Dominique Taddéi - Non. Je dis seulement qu'ajouter une précision à un mot qui commence à être connu a paru à certains pas forcément très heureux. Ceci étant, je crois que pour un certain nombre de camarades de la Commission, qui ont repoussé cet amendement, ils sont d'accord sur le fond et à la limite ils proposeront à M. Lebidois de vous départager.

Le président - On ne va pas voter sur une question de grammaire. Je pense qu'il est possible de laisser les deux termes. Le mot socialisation, et le mot de propriation si l'on veut... (applaudissements)... D'accord ? Adopté, Pas de vote grammatical. Bon.

Dominique Taddéi - Camarades, il y a encore, au § 94, d'autres propositions. Notamment, on propose - j'ai oublié de le mentionner, je m'en suis excusé, car sur mes notes personnelles ce n'était pas à la même place - un rajout, qui est le suivant :
"Les directions générales des entreprises seront confiées collectivement à des collèges dont les membres seront élus par un électorat qualifié, qui fixera son choix sur des listes d'aptitude.
"L'élection aux autres échelons de la hiérarchie sera progressivement réalisée."
Autre alinéa :
"Les dispositions seront prises pour éviter la confiscation du pouvoir par une technocratie responsable, notamment celle qui se sert de la puissance de l'Etat, étant entendu que le refus de la technocratie n'est pas plus le refus de la compétence technique, que la mise en cause de la monarchie patronale n'est la négation d'une autorité légitime disposant d'une durée suffisante pour être efficace."
Camarades, ce texte a et notamment suggéré par notre camarade Garel, qui a bien voulu souligner le fait que cela ne signifiait pas que le Parti se prononçait sur une collégialité absolue, ou sur l'existence ; certains avaient dit "d'un Premier Secrétaire", disons d'un président directeur général ou président du Conseil d'administration.
Par conséquent, ceci n'est pas en cause. Il s'agit d'éviter une confusion.
Dans ces conditions, la Commission a adopté l'amendement proposé par notre camarade Garel à l'unanimité, moins 3 voix.

Le président - Y a-t-il des amendements ?... Quelqu'un reprend-il ce texte ?... Je ne vois personne demander la parole...
C'est d'accord.

Cercle Fondation Jean-Jaurès

Dominique Taddéi - Il s'agirait d'ajouter encore à ce § 94 qu'il faudra évidemment couper, car il est en train de devenir une sorte de cancer dans l'action Socialiste, il s'agirait d'ajouter un dernier alinéa.
La suggestion a été faite par le camarade Durieux des Yvelines, plusieurs fois cité au tableau d'Honneur. Je voudrais lire l'alinéa de la manière suivante :
"L'activité du secteur privé devra s'insérer dans le cadre du Plan. A cet effet, la distribution du crédit, la répartition des commandes publiques, l'aménagement des structures d'accueil, seront favorisés et favoriseront le développement régional, ainsi que la conclusion de contrats à long terme avec la puissance publique, orientant la marche des entreprises."
Camarades, la Commission s'est en fait aperçue, notamment les membres de la Commission Centrale, qu'après avoir travaillé tellement de temps sur ce problème, on avait fini par gommer tout ce qui concernait les incitations au Secteur privé, dans un cadre de planification démocratique.
C'est avec beaucoup de soulagement que nous avons accepté l'amendement de notre camarade Durieux.

Le président - Adopté.

Dominique Taddéi - Le paragraphe 95 va encore mieux, puisqu'on a proposé purement et simplement sa suppression, compte tenu du fait que - je vous l'ai indiqué tout à l'heure - à la première du phrase du paragraphe 94, on a simplement rajoute "des étapes purement définies".

Le président - C'est le bon sens même...

Dominique Taddéi - Au paragraphe 96, il faudrait ajouter un second alinéa libellé ainsi :
"Ce contrôle des salariés de l'entreprise doit porter en particulier sur la connaissance exacte de son résultat économique, en distinguant le résultat de l'exploitation du résultat patrimonial"

Le président - D'accord sur ces précisions ?... Adopté.

Dominique Taddéi - Au paragraphe 97, de même, il faudrait ajouter un second alinéa :
"Les travailleurs devront disposer pleinement des droits de proposition et de recours."

Le président - D'accord ? Bien.

Cdt Fondation Jean Jaurès

Dominique Taddéi - Dans le même esprit, au § 98, il faudrait dire qu*une information honnête et claire"
Je dois dire que des camarades ont proposé une série assez impressionnante d'adjectifs, et la Commission est tombée d'accord pour les limiter au nombre de 2.

Le président - Pas d'amendement sur des adjectifs complémentaires ? Très bien.

Dominique Taddéi - Au paragraphe 99, pas d'amendement proposé.

Le président - Le 99 est accepté ? Bien.

Dominique Taddéi - Au paragraphe 100, il n'y en avait pas mais il m'a semblé préférable d'ajouter un alinéa supplémentaire accepté par la Commission, sur la suggestion de la fédération du Finistère ; cet alinéa serait libellé ainsi :
"Dans le même esprit, il convient d'élaborer un modèle Socialiste de développement régional (notamment en matière d'investissements industriels, commerciaux et agricoles)."

Le président - Bien, entendu.
Avant d'aborder l'article 101, j'ai reçu une demande d article supplémentaire après l'article 100, de Christiane Mora de la Gironde., en accord avec la fédération de l'Aude.

Dominique Taddéi - Je précise que c'est en accord avec la Commission que la fédération de la Gironde devait intervenir sur ce point.

Christiane Mora

Chers camarades, je voudrais vous faire une proposition que la Commission a retenue effectivement, et qui n'entrait pas dans le rapport parce qu'elle ne s'inclut pas dans le Plan d'action Socialiste.
Je vais vous la lire, elle est courte, mais elle est suffisamment claire pour que je ne fasse pas de commentaire.
"Le Parti Socialiste prépare et convoque dans l'année qui vient une instance nationale consacrée aux problèmes paysans, et destinée à l'élaboration d'un plan d'action en milieu rural."
J'explique simplement que nous avons voulu mettre "milieu rural", et non pas "plan d'action en matière agricole", car la Commission a considéré que désormais l'examen du problème agricole sur le plan purement économique était insuffisant.
Voilà la proposition que je voulais faire.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)

Dominique Taddéi - Camarades, il n'y a aucune difficulté de fond à la Commission sur ce problème. Si nous n'avons pas inclus le texte, c'est qu'il nous a paru que c'était là une résolution de congrès qui s'inscrivait en dehors de la rédaction du texte, et que vous pourriez peut-être adopter sans que nous l'inscrivions dans le Plan d'action Socialiste, puisqu'il s'agit de réunir une instance du Parti. Ce n'est pas tellement le lieu d'en parler, au sein même du texte du Plan d'action Socialiste. Vous pourriez peut-être prendre la décision sans le mettre à l'intérieur du texte.
Les fédérations de la Gironde et de l'Aude pourraient en être d'accord ?

Le président - Si le Congrès suit cette proposition, le texte lu par notre camarade Mora est adopté, mais ne fait pas partie du Plan d'action Socialiste. C'est une motion du Congrès.
Il n'y a pas d'objection ?
Adopté.

Dominique Taddéi - Nous abordons maintenant le dernier chapitre de cette deuxième partie. Il n'y aura plus tellement de problèmes d'amélioration technique, mais il y aura quelques grands problèmes. C'est, vous le savez, le problème du Pacte atlantique et des pactes militaires. C'est aussi le problème de l'Europe et, ou du Socialisme. J'emploie volontiers cette expression.
Toutefois, si le président en était d'accord, on pourrait peut-être examiner en premier lieu une proposition de l'Isère, qui n'a pas fait l'objet d'un clivage politique au sein de la Commission, et qui concerne le problème du tiers-monde.
La fédération de l'Isère a proposé une nouvelle rédaction, que la Commission a estimé préférable à l'actuelle rédaction du paragraphe 105.
Si vous en étiez d'accord, on pourrait en discuter avant d'aborder les deux derniers grands problèmes qui sont d'une portée politique nettement supérieure.

Le président - Alors, on aborde tout de suite 104 et 105.
Sur le 104, il n'y a pas de proposition de modification au texte Quilliot. Donc, on l'adopte. Et 105 va être discuté.

Dominique Taddéi - Je vais vous lire les notes de mon camarade Jaubert. Vous avez tous maintenant le texte sous les yeux. Je ne sais pas s'il est utile que je vous le relise car il est d'une demi-page. La Commission a estimé qu'il se substituait avantageusement à l'ancienne rédaction. L'ancien texte se situait largement au niveau technique. Il proposait un certain nombre de recettes en matière de lutte

contre le sous-développement. On a préféré substituer à ces recettes dont certaines sont intéressantes, dont certaines sont probablement justes et dont certainement probablement plus discutables et mériteraient d'être discutées par les Instances supérieures du Parti plutôt que de rentrer dans de pareilles discussions techniques, par exemple, sur la réforme des terres internationales, ou sur la stabilisation des cours des matières premières, qui sont des problèmes d'analyse et d'étude théorique, je crois que le Parti n'est peut-être pas tout à fait assez mûr pour trancher aujourd'hui, puisqu'il n'y a pas eu une étude complète de faite en la matière, on a préféré, dis-je, recentrer ces paragraphes 104 et 105 sur un certain nombre de positions de principe qui n'ont pas fait l'objet de difficultés au sein de la Commission, et que notre camarade Joubert, de l'Isère avait rédigées. Je ne crois pas utile de relire cela entièrement.

Le président - Vous avez sous les yeux les articles nouveaux 104 et 105 sur le tiers-monde. Il n'y a pas d'objections ? Pas davantage dans le Congrès qu'il n'y en a eu à la Commission ?
Bien. Ils sont acceptés.

Dominique Taddéi – Sauf erreur de ma part, et il est possible que, dans la confusion de la fin de nos travaux, j'aie oublié un ou deux amendements ; je prierai à ce moment-là les camarades de me le signaler tout de suite ; il ne nous reste plus qu'à traiter les problèmes - et ce n'est pas rien - les problèmes du Pacte atlantique et européen.
Je vous signale tout de suite qu'au sein de la Commission, il y a eu une discussion fort savante pour savoir s'il fallait parler de l'Europe avant le Pacte atlantique ou du Pacte atlantique avant l'Europe. Disons que les arguments ayant paru également convaincants dans les deux sens, on a maintenu la discussion dans l'ordre du texte initial.

Le président - On ne va pas voter là-dessus !

Dominique Taddéi - J'espère que le Congrès voudra bien en faire autant.
En matière du Pacte Atlantique, la Commission a discuté assez peu. Elle a discuté finalement de ce paragraphe 103, car sur ce point, tous les camarades avaient été alertés par des réactions déjà différentes, rédigées depuis longtemps. Il a paru dérisoire d'essayer de se convaincre les uns, les autres, et la discussion s'est limitée à des modifications de texte, et non pas à un débat de fond.

Le président - 102 est accepté ?

Dominique Taddéi – Oui. Il n'y a rien eu ; pas d'amendement.

Le président - On peut le considérer comme à proposer à ce Congrès ?

Dominique Taddéi - Je vais y revenir. Je suis obligé d'expliquer les choses dans un autre ordre, si curieux que cela puisse paraître.
Au paragraphe 103, une première remarque a été faite consistant à dire que, dans la deuxième version, le 2-1, et le 2-2 pouvaient soit être pris comme alternative, soit être considérés comme complémentaires. Tant et si bien que la Commission a préféré avoir déjà un premier vote indicatif, pour savoir les camarades qui étaient du côté de la première version, et les camarades qui étaient du côté de la deuxième version, de façon à pouvoir ensuite améliorer le texte majoritaire, d'un côté, et le texte minoritaire, de l'autre.
Et bien ! Nous nous sommes trouvés dans cette position étrange qu'il n'y a eu ni majorité, ni minorité, ce qui ne signifie pas qu'il y a eu unanimité, mais ce qui signifie qu'il y a eu 37 voix d'un côté, et 37 voix de l'autre. Dans ces conditions, nous avons adopté la méthode de travail qui nous a paru la seule possible. On a demandé la réunion de deux sous-commissions pour les camarades qui avaient préféré la rédaction 1, et de l'autre, pour les camarades qui avaient préféré la rédaction 2.
Sauf erreur de ma part, et changement de dernière minute, c'est au camarade Pontillon, d'un côté, et au camarade de la fédération de Paris, de l'autre, qu'il appartiendra de soutenir deux nouveaux textes dont ils ont entrepris une nouvelle rédaction en sous-commissions.
Cela aura l'avantage de permettre aux différentes positions de s'exprimer sur un texte sans doute amélioré. Cela permettra aussi au Rapporteur de se reposer pendant quelques minutes !
(Applaudissements)

Le président - Avec mes vifs remerciements !
La parole est à Pontillon pour défendre son amendement.

Dans la salle - Et le texte ?

Le président - C'est celui que vous avez, sous le titre "103 - 1".

Pontillon

Le texte a été distribué.
Je ne vais pas, à cette heure tardive, reprendre une démonstration qui a déjà été faite à plusieurs reprises devant le Congrès. Nous avons pour autant le souci de ne

pas nous laisser enfermer dans une sorte de clivage artificiel et dogmatique, entre ceux d'entre nous qui, par hypothèse, seraient partisans du Pacte Atlantique, et ceux d'entre nous, plus purs sans doute, qui ne le seraient pas. Le problème n'est pas là, puisqu'aussi bien, dans une hypothèse comme dans l'autre, le processus qui est ouvert tend à la disparition des pactes actuels et à leur substituer un nouveau système de sécurité collectif et européen, en la circonstance, en matière d'application, libre de toute hégémonie étrangère, c'est-à-dire autant américaine que soviétique.

Le seul problème est donc de savoir comment on peut le mieux, parvenir à la réalisation de cet objectif.

Pour notre part, nous considérons que le retrait préalable et unilatéral de la France du Pacte Atlantique ne résout rien. Nous croyons, en effet, que ce retrait ne peut être que l'aboutissement d'un processus de négociation internationale qui sera nécessairement long, laborieux et complexe, car il passe obligatoirement par une série d'étapes, de démarches politiques, de démarches diplomatiques, qui sont d'abord la réunion d'une conférence européenne de sécurité, qui sont ensuite la définition, l'étude la négociation et finalement la mise en œuvre d'expériences de dégagement partiel fondé sur la neutralisation militaire de zones géographiques déterminées en Europe selon le Plan évoqué par Rapatsky, au Moyen-Orient, en Asie si possible.

Enfin, dernière considération, le retrait préalable et unilatéral qu'on nous propose serait non seulement illusoire, mais de notre point de vue encore dangereux, car il compromettrait finalement la réalisation de l'objectif poursuivi. Il nous priverait, d'autre part, des moyens de notre propre sécurité avant même que soit mis en place un système de rechange spécifiquement européen, et il laisserait enfin, ce qui n'est pas négligeable, subsister à l'Est de l'Europe le réseau complexe, serré et efficace d'alliances bilatérales par lesquelles l'URSS vise non seulement à défendre sa sécurité propre, mais le cas échéant, ainsi qu'un exemple récent l'a démontré, a assurer la primauté de la thèse Brejnev, de la souveraineté limitée.

Et alors, camarades, pour une satisfaction formelle, allons-nous nous priver de tous moyens de tous arguments dans la négociation internationale sur laquelle, semble-t-il, nous sommes tous d'accord ? et qui doit aboutir à la suppression simultanément, et équilibrée, du système actuel des alliances militaires, et préparer ainsi une amorce réelle de désarmement.

C'est pour l'ensemble de ces considérations que nous vous proposons, ainsi que le Rapporteur l'a expliqué, la rédaction suivante, qui viendrait après les quatre premières lignes du Préambule de l'article 103.

"Quels que soient les dangers de cette situation, les pactes constituent dans l'état actuel des choses un élément provisoire d'équilibre.

"Le Parti Socialiste se prononce pour la dissolution simultanée du Pacte de

l'atlantique et du Pacte de Varsovie, ainsi que des alliances militaires bilatérales nouées au sein de chacun de ces blocs.
"Il estime que cette dissolution devrait être facilitée par la réunion d'une conférence sur la sécurité européenne. Celle-ci aurait notamment pour objet d'envisager une expérience de réduction progressive et équilibrée des forces militaires en Europe et de contrôle international de cette réduction.
"Celle-ci pourrait constituer le premier exemple donné au monde d'un accord de réduction des armements et de création d'une zone de désengagement militaire".
(Applaudissements)

Le président - Qui défend l'autre amendement, pour Paris ? Guillard.

Guillard

Je crains, mes camarades, que la proposition d'une dissolution simultanée des deux blocs, telle qu'elle vient de nous être proposée par Pontillon, ne reste un vœu pieux. En effet, les choses étant ce qu'elles sont, si aucune initiative nouvelle ne vient changer profondément les conditions des rapports internationaux, il est vain de croire qu'une conférence internationale quelconque puisse, d'un coup, dissoudre ces deux blocs. Ceux-ci traduisent, dans le monde actuel, un réseau de force trop puissant pour disparaître sans combat.
C'est pourquoi c'est d'abord à partir de la situation française qu'il nous faut définir notre position. C'est à partir d'un geste, et d'un geste éclatant des Socialistes français que nous pourrons modifier le contexte international.
Les camarades de la Commission 2 se sont, comme vous l'a dit tout à l'heure Taddéi, divisés par moitié, et 87 camarades ont estimé que, dans le texte Quilliot, les positions 2-1 et 2-2 n'étaient pas des positions contradictoires mais des positions complémentaires, et à partir de là, nous avons rédigé un texte qui vient de vous être distribué… (protestations)… Mais si ! Il a été distribué par erreur sous le titre "Article 106.

Le président - Comme tout le monde ne l'a pas reçu tu le lis lentement.

Dans la salle – Il est important. Il faut une distribution du texte.

Guillard - Je le lis lentement.
"Les Socialistes dénoncent la politique des blocs, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est.
"En ce qui les concerne, ils lutteront pour que la France quitte le Pacte atlantique, qui est une des formes de la domination du capital américain en Europe. Ils considèrent, en effet, contradictoire, l'appartenance à un système militaire dirigé

Fondation Jean-Jaurès

par la première puissance capitaliste du monde, et le développement d'une expérience Socialiste dans notre pays.
"Cette position permettra d'exiger du Parti Communiste français qu'il s'engage à agir au sein du mouvement communiste international, pour le retrait des troupes du Pacte de Varsovie des démocraties populaires, notamment en Tchécoslovaquie.
"Dans le cadre d'une expérience Socialiste française, elle permettrait de proposer l'ouverture immédiate de négociations pour étudier les conditions d'un Pacte de sécurité européenne, hors de l'hégémonie américaine ou soviétique"
(Quelques applaudissements)
Notre but, à nous, Socialistes, c'est d'assurer la paix dans le monde, mais la paix dans le monde ne veut pas dire oublier, tant qu'il y aura le capitalisme, l'existence des conflits sociaux, l'existence de la dimension internationale de ces conflits sociaux.
Il est vrai que, depuis vingt- cinq ans, une paix précaire règne en Europe, grâce à l'équilibre de la terreur. Nous ne pouvons pas oublier, nous autres, Socialistes, que cette paix précaire en Europe est payée par une guerre à lieu près permanente depuis vingt-cinq ans aussi sur les autres continents.
(Quelques applaudissements)
C'est pourquoi, voulant que chacun puisse choisir sa voie vers le Socialisme, par une discussion démocratique et par la confrontation publique des idées, nous devons partir d'un fait que nous appartenons, pour l'instant, que nous le voulions ou non, au Pacte Atlantique. C'est un des piliers de partage du monde entre deux hégémonies. Il est de notre responsabilité de Socialistes authentiques, agissant en France, de dire que nous ne pouvons pas rester dans le système de partage du monde, et que nous entendons détruire le système des blocs inféodée à deux impérialismes, c'est-à-dire en ce qui nous concerne que nous entendons quitter le Pacte atlantique.
Mais cela ne suffit pas, car une expérience Socialiste où qu'elle se passe ne peut s'isoler du contexte international. Des expériences ont été faites récemment bien différentes en Tchécoslovaquie, au Vietnam, à Cuba, en Afrique. A chaque fois, il y a eu intervention extérieure.
L'existence du Pacte de Varsovie, plus récemment le drame tchécoslovaque peuvent paraître des justifications au maintien du Pacte atlantique. Notre interrogation trouve a l'est son écho.
Les événements en Tchécoslovaquie, les événements en Roumanie, ce qui vient de se passer plus récemment encore en Albanie dans un autre domaine en sont la preuve.
Chez nous, en France, la remise en question de l'hégémonie de l'URSS dans le camp Communiste a été atténuée, à demi étouffée, mais à un moment elle s'est manifestée publiquement au sein du Parti communiste et cela est un fait politique

Cour Fondation Jean Jaurès

d'une importance extraordinaire pour nous.
C'est ce fait qui justifie pour une bonne part notre expérience de pouvoir Socialiste à participation communiste importante en France. Aujourd'hui, avec le durcissement relatif du Parti Communiste sur ce plan, une prise de position sans ambiguïté du Parti Socialiste est notre seul moyen d'exiger publiquement de nos camarades Communistes qu'ils prennent une position parallèle en ce qui les concerne, c'est-à-dire que dans l'immédiat ils agissent publiquement pour le retrait des forces du Pacte de Varsovie qui stationnent en particulier en Tchécoslovaquie.
(Applaudissements)
A partir de cette double prise de position, qui est une des conditions profondes de notre accord fondamental, à partir de cette double prise de position, un gouvernement Socialiste et communiste en France aurait une autorité extraordinaire pour proposer l'ouverture immédiate de négociations susceptibles de mener à un pacte de sécurité européen.
Il est vain de penser qu'un pacte de sécurité européen peut sortir d'une table ronde en ce moment ; il faut que des initiatives soient prises et ceux qui les prendront pourront proposer les pactes de sécurité, ainsi seraient possibles aussi bien l'action permanente pour la paix dans le monde et le développement dans la sécurité de notre propre création du Socialisme vécu.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, nous sommes donc saisis de deux textes. Ils vous ont été clairement exposés l'un et l'autre. Il faut voter.
Les camarades de plusieurs Fédérations ont souhaité un vote par mandat. Je dois dire que le Congrès n'a pas abusé du tout de la procédure du vote par mandats et que pour une question importante de ce genre, elle se justifie parfaitement.
Néanmoins, pour rester dans le cadre des statuts, je veux m'assurer, conformément au règlement du Congrès, qu'un dixième des délégués au moins demande le vote par mandats. Que ceux qui le souhaitent lèvent donc la main ?
Avis contraires ?
Le vote des mandats est de droit. Les fédérations vont être appelées à voter à l'appel de leur nom et du nombre de leurs mandats.
Pour la commodité des choses, on va voter sur le nom des deux rapporteurs : Pontillon et Guillard.
Vous en êtes d'accord ? Il en est ainsi décidé.
Nous passons au vote.
(Il est procédé au vote par mandats)

Le président - La séance est reprise ; voici les résultats du scrutin qui vient d'avoir lieu.

Nombre de mandats : 2 996.
Texte rapporté par Pontillon : 2 409.
Texte rapporté par Guillard : 432.
Refus de vote : 7.
Abstentions : 26.
Absents : 122.
Donc, le texte présenté par Pontillon est adopté.
On va maintenant en terminer par les articles 106, 107 et 108 concernant l'Europe.
La parole est à Taddéi.

Dominique Taddéi - Camarades, sur le problème de l'Europe, la Commission était en présence de 3 textes : elle a eu tout d'abord à choisir un texte de base et elle a fait un choix très largement majoritaire en faveur du texte B, ne donnant aucune voix au texte A, et en donnant une minorité au texte C.
Je précise immédiatement que le sens de ce vote, car il y a eu un petit débat à la Commission, a été que la première question à se poser était de savoir si construction européenne d'un côté et construction Socialiste en France de l'autre était incompatible. Il a semblé que le texte B répondait : oui, il y a incompatibilité, que le texte A disait : oui, il faut choisir l'Europe en premier et que le texte C semblait dire : non il n'y a pas incompatibilité.
C'est dans ce sens que la Commission s'est tout d'abord prononcée.
Mais, camarades, il y a eu ensuite un amendement qui a été déposé par nos camarades des Bouches-du-Rhône, amendement qui a été adopté à une très large majorité par la Commission, pour vous donner un ordre de grandeur, je vous citerai de mémoire 56 contre 15, en disant à peu près ceci :
"si le développement de la construction européenne devait freiner l'évolution vers le Socialisme, le Parti Socialiste ne renoncerait pas à faire prévaloir les solutions Socialistes".
Camarades, cet amendement a donc été accepté d'une façon majoritaire par la Commission.
Ce qui s'est passé, c'est qu'ensuite, comme la Commission était très en retard dans ses travaux, les principaux protagonistes de cet amendement se sont réunis et ont adopté la rédaction finale que je viens de vous lire. Cela peut paraître surprenant au Congrès, mais je crois que le plus simple est que notre camarade Verdier fournisse quelques explications complémentaires en ce domaine.

Le président - La parole est à Verdier.

Robert Verdier

Camarades, en effet, comme vient de vous le dire Taddéi, il n'y avait au sein de la

commission débat qu'entre les textes B et C ; le texte A n'a été défendu par personne au sein de la Commission.
Mais à partir du dépôt de l'amendement présenté par les Bouches du Rhône, qui n'était pas tout à fait à l'origine le texte que vient de vous lire Taddéi, il y a eu une discussion en sous-commission entre ceux qui soutenaient le texte B et un certain nombre d'entre nous, au nom de la majorité de la Commission, qui avions soutenu le texte B.
Les camarades qui soutenaient le texte C nous ont alors dit que si nous acceptions à partir du texte présenté par les Bouches-du-Rhône de faire une simple addition au texte B le texte C serait retiré.
Et c'est dans le désir de dégager une aussi large majorité que possible sur les thèses formulées à la fois dans le premier paragraphe de l'article 106 qui était accepté par tout le monde et sur les idées contenues dans le texte B que nous avons accepté, en effet, cette addition du texte que je vous relis, bien que Taddéi l'ait déjà fait, mais il n'a pas été diffusé par suite de je ne sais quel accident de transposition pour lequel je dégage ma responsabilité et aussi celle de Taddéi.
"Si le développement de la construction européenne devait un jour freiner l'évolution vers le Socialisme, le Parti Socialiste ne renoncerait pas à faire prévaloir des solutions Socialistes".
Voilà l'amendement proposé en commun finalement par les défenseurs du texte B les auteurs de la motion des Bouches-du-Rhône et les défenseurs du texte C.
Je dis qu'à partir du moment où les camarades défenseurs du texte C ont satisfaction avec cette sorte de clause de sauvegarde et où demeurent dans le texte les idées fondamentales du texte B, concernant notre engagement européen nous avons accepté cette addition avec l'espoir d'une très large majorité, peut-être, qui sait, l'unanimité, puisque personne n'a défendu le texte A´ qui se manifesterait au sein du Congrès sur ce paragraphe 106 ainsi présenté maintenant.
(Applaudissements)

Le président - Sur le § 106, y'a -t-il des amendements ?
La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Je demande à la présidence et au congrès d'accepter l'idée qu'il y ait - je ne vais pas développer l'amendement sur le fond, mais sur la façon de voter - deux votes : un vote sur l'amendement des Bouches-du-Rhône et un vote sur l'ensemble du texte, et je veux dire pourquoi :
Nous, dans le Pas-de-Calais, nous voterons le texte, mais nous voterons contre l'amendement en question, car il nous paraît invraisemblable que l'on puisse présenter comme une hypothèse celle où la construction de l'Europe serait en

opposition avec l'installation du Socialisme en France, parce qu'à contrario, cela veut dire qu'on pourrait bâtir le Socialisme dans un pays seul comme la France, ce qui est faux. Si je suis européen, je ne choisis pas entre Socialisme et être européen, je suis européen, parce que Socialiste et parce que je ne crois pas à la construction du Socialisme dans un seul pays, parce que depuis qu'on m'a appris à être Socialiste, je sais que c'est pas possible. Alors, il n'y a pas antinomie entre les deux idées, alors que là on les oppose.
C'est la raison pour laquelle je demande très simplement qu'il y ait deux votes : un vote sur l'amendement un vote sur le texte et, en ce qui nous concerne, nous voterons contre l'amendement pour le texte.

Un délégué des Bouches-du-Rhône - Il n'y a pas d'amendement des Bouches-du-Rhône, on est tombé d'accord sur un texte, c'est différent.

Le président - Moi, je crois que les votes doivent Être émis de façon claire afin que chacun puisse, par son vote, exprimer son opinion.
Si le vote par division est demandé, il est tout à fait normal d'y procéder.

Dominique Taddéi - Je crois qu'il faut voter dans la clarté et il me semble que le texte, y compris le paragraphe demandé par les Bouches-du-Rhône, suivi par la majorité de la Commission, constitue le texte de base ; je propose donc que ce soit Guy Mollet qui présente l'amendement qui consiste à supprimer l'amendement ; c'est la même chose sur le fond et c'est juridiquement plus correct.

Guy Mollet - Le président décidera, en fonction du règlement, de la manière de voter, mais il peut y en avoir plusieurs ; je ne tiens pas à ce que ce soit un amendement, vous pouvez peut-être voter par paragraphe, cela n'a pas d'importance, mais ce sur quoi j'insiste, c'est que nous puissions voter en faveur de ce qui nous plait, contre ce qui ne nous plait pas, et qu'on ne nous demande pas d'avaler le tout.

Le président - Je préfère qu'on vote par division, ce sera plus clair, et c'est la meilleure façon pour chacun de donner son opinion.
Je demande au rapporteur de lire le texte dans ses parties qui ne sont pas soumises à discussion ou à contradiction ; ensuite nous aurons un vote spécial sur la partie controversée.

Verdier - Je reprends, mais vous l'avez tous reçu par ailleurs, l'ensemble de l'article 106 tel qu'il était présenté page 27 du texte Quilliot, et je précise que cet ensemble n'a pas été modifié.

Fondation Jean-Jaurès

Il y a - et si nous ne sommes pas d'accord, je ferai une lecture - un premier paragraphe qui commence ainsi : "l'internationalisme est autre chose que l'esprit de coalition ou de solidarité, etc." jusqu'à : "…dans une Europe résolue à demeurer capitaliste ?"
Personne n'a refusé ce texte en Commission.

Le président - Sur ce texte, jusqu'au point d'interrogation, est-ce qu'il y a des amendements ? Est-ce qu'il y a des objections ? Non ? Alors, cette partie là est adoptée par le Congrès.

Verdier - Ensuite, le texte continuerait par ce qui est dans la première colonne de la page 27 intitulée A - B. "La voix d'une France solidaire...". Ensuite, vous tournez la page et on continue par la deuxième colonne B, jusqu'à : "qui ne compromettraient pas cette marge".
Sur tout ceci il y avait à la Commission unanimité.
Je précise bien pour ne pas risquer de dénaturer la pensée des camarades qui avaient soutenu le texte C, que cette unanimité ne serait maintenue que s'il y avait l'addition, et c'est à partir de là qu'il y a désaccord.

Le président - Pour exprimer la volonté de chacun, on a voté sur la première partie, on va voter sur la deuxième, puis sur la troisième et il y aura un vote d'ensemble.
Deuxième partie, pas d'amendement, pas d'opposition non plus ?
Elle est acceptée.

Verdier - Tout ceci est accepté à l'unanimité, et c'est ici qu'il y a ce qu'on peut appeler un amendement Guy Mollet, qui est une demande de suppression, je relis le texte qui vous a déjà été lu par Taddéi et par moi-même :
"Si le développement de la construction européenne devait un jour freiner l'évolution vers le Socialisme, le Parti Socialiste ne renoncerait pas à faire prévaloir des solutions Socialistes".
Alors, il y a là un amendement qui consiste à demander la suppression de ce texte.

Le président - Ou plutôt il y a des camarades qui demandent à voter contre. Donc, je vais mettre cet alinéa aux voix : que ceux qui sont partisans du texte que Verdier a lu, le manifestent en levant la main ?
Avis contraires ?
Abstentions ?
Le texte est adopté.
Je vais maintenant mettre aux voix l'ensemble composé des trois paragraphes adoptés séparément.

Fondation Jean Jaurès

Que ceux qui sont partisans d'adopter l'ensemble, veuillent bien lever la main ?
Avis contraires ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
Donc, ce texte est adopté.
Y a-t-il dans ce document d'autres textes ?
Dans ces conditions, je vais mettre aux voix rapidement l'ensemble du texte tel qu'il résulte de nos débats.
Que ceux qui sont partisans d'adopter ce plan d'action veuillent bien lever la main.
Avis contraires ?
Abstentions ? 8.
Je vous remercie.
Il nous reste maintenant à examiner une proposition de la fédération de Paris.
La parole est à Sarre.

Georges Sarre

Camarades, tout à l'heure je vous ai donné connaissance d'une motion, et je vais maintenant essayer d'expliquer et de développer les raisons pour lesquelles nous déposons ce texte.
Tout le monde est d'accord pour déplorer la division des Socialistes. Il faut bien reconnaître que c'est un peu la tarte à la crème, qu'on en parle, mais qu'en fait tout se passe comme si nous étions à l'Opéra, comme si nous entendions des sortes de chœurs chantant en permanence "Marchons, marchons !", et qui bien entendu, comme au théâtre, restent sur place !
Quels sont les inconvénients - et je n'insisterai pas longtemps car ils sont bien connus - de la division des Socialistes ? Eh bien quand il y a des élections, imaginez un peu la difficulté pour les électeurs du courant Socialiste, quand ils ont à se déterminer pour un Parti Socialiste, pour un candidat de la Convention, et pour un candidat du PSU. Cela aboutit au fait que régulièrement, et là en particulier où les Socialistes ne sont pas très forts, nos pourcentages sont réduits inéluctablement.
En même temps, et pour notre Parti, tout le monde a pu le constater, il progresse, il est maintenant dans la bonne voie. Mais il est évident que le Parti regroupé, réunifié, marcherait bien mieux et plus vite, car souvenez-vous les uns et les autres du courant profond d'adhésion et de l'intérêt qui s'est manifesté dans la population pour la création du Parti Socialiste avant les élections présidentielles.
Hier, et depuis bientôt un an, on pouvait penser que si à un certain niveau, si à la base on discutait, aucun événement ne se produisait.
Faisant suite à l'invitation du Comité directeur et du Bureau du Parti, proposition reprise et améliorée par le Conseil national, nous avons accueilli fraternellement nos camarades de la Convention, et François Mitterrand a pu s'exprimer à cette

Fondation Jean-Jaurès

tribune. Et bien je crois que nous avons assisté à un dégel, la situation est à nouveau en marche. Il faut en profiter !
Hier, François Mitterrand disait : maintenant, tout est possible. Et bien il s'agit de le croire, camarades, il s'agit effectivement d'aller vite pour que rapidement on puisse mettre fin à cette division. Et comme l'opinion publique, et peut-être a-t-elle raison, pense que ce sont les Socialistes les plus puissants, les plus nombreux, je crois que nous avons intérêt à être unitaires pour deux.
C'est pourquoi quand nous disons dans notre motion que je vais vous relire, qu'il faut mandater le Comité directeur pour que le prochain Congrès national soit le Congrès de la réunification, j'espère qu'ainsi nous donnerons au pays, au courant Socialiste, un parti puissant et dynamique.
Camarades, je vous donne lecture à nouveau du texte de tout à l'heure :
"Etant donné qu'il n'y a aucune raison pour que subsiste la division des organisations qui s'étaient mises d'accord sur notre déclaration de principe, la réunification des forces Socialistes doit intervenir sans tarder.
"Le Congrès donne mandat au Comité directeur de tout mettre en œuvre pour que le prochain Congrès ordinaire soit le congrès de réunification des Socialistes, conformément à l'esprit et à la lettre d'Issy-les-Moulineaux."
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Savary.

Alain Savary

Camarades, si nous faisions du jurisme, je devrais demander au président de séance de considérer cette proposition comme non recevable, car elle ne peut pas faire partie du Plan d'action Socialiste.
Mais comme le Congrès a manifesté la plus grande discipline et fait le plus grand effort pour respecter les règles de nos congrès, je ne demanderai pas cela au président de séance. Simplement je demanderai que ce soit pris comme un vœu du Congrès, car sinon il y aurait double emploi. Dans ce domaine, le Congrès d'Issy-les-Moulineaux nous a tracé une voie que nous avons suivie.
D'autre part je crois qu'en cette fin de congrès il était bon qu'il y ait un élément un peu pittoresque, car ce qu'a proposé notre camarade Sarre, et qui correspond, je crois, à un sentiment très profond, on aurait peut-être pu le voir traduit en termes concrets lorsque c'était à la mesure de la fédération de Paris, lors des dernières élections partielles du 12ème arrondissement.
(Quelques applaudissements)
Donc je souscris à l'esprit de ce qui a été proposé, et je demande au président ce séance de bien vouloir considérer que c'est un vœu déposé auprès du bureau de l'Assemblée. Je précise que les responsables du Parti, Comité directeur, bureau et

secrétariat, continueront d'œuvrer comme ils l'ont fait, dans le sérieux et la volonté et la démocratie, pour parvenir à l'unité de tous les Socialistes.
(Applaudissements)

Georges Sarre - Tout simplement, et si tu permets, je voudrais dire qu'il serait quand même logique et normal de soumettre i: texte au vote.

Le président - Je serai obligé de consulter le Congrès sur la recevabilité de ce texte. Epargne-moi cette procédure, après la réponse qui a été faite.
Je crois donc que l'on doit considérer ce texte qui a été commenté dans les termes que vous avez entendus, par le Premier Secrétaire du Parti, comme un vœu que le Congrès renouvelle auprès de ses organismes directeurs.
Le camarade Roinette, de Seine-et-Marne, a demandé a dire un mot concernant le programme.

Roinette - C'est très court, je pense qu'il n'y a pas de problème d'ailleurs. C'est une motion qui vient tout naturellement à la fin de nos travaux, et que je demande au nom de ma fédération qu'elle soit prise en considération.
La voici :
"Les organismes centraux du Parti mettront en place immédiatement une commission chargée de rédiger, dans le respect des objectifs fixés par le Plan d'action Socialiste, un programme de gouvernement détaillé et précis.
"Cette Commission rendra compte de ses travaux avant la fin de l'année".
Il s'agit de répondre à la préoccupation de nos camarades qui estiment nécessaire d'entrer maintenant dans le détail et d'avoir un instrument de travail à la base,
C'est tout.

Le président - Camarades, je crois que nous pouvons considérer que c'est aussi un vœu qui est transmis au Comité directeur du Parti.
Quelques mots de conclusions.
D'abord, je crois que tout le Congrès voudra remercier nos camarades d'Epinay de l'effort très remarquable qu'ils ont fait pour nous accueillir dans les meilleures conditions.
(Vifs applaudissements)
Notre Camarade Bonne, maire d'Epinay-sur-Seine, et dont vous avez connu, au début de ce Congrès, l'accident, je puis vous le dire, par les nouvelles que nous recevons de lui, est dans un état aussi satisfaisant que possible, et les vœux du Congrès contribueront à son rétablissement.
(Applaudissements)
Un dernier mot sur nos travaux :

Fondation Jean-Jaurès

La méthode que nous avons suivie pour l'élaboration de ce plan d'action, si elle n'était certes pas parfaite, est tout de même, incontestablement, un modèle de démocratie,

Un texte a été préparé par des organismes dirigeants, et des spécialistes qui y ont consacré de longues soirées. Il a été envoyé à toutes les sections et discuté par elles, discuté par les fédérations, soumis au Congrès. Et c'est grâce au travail des Commissions qui se sont réunies aujourd'hui que les débats ont pu être aussi ordonnées et aussi efficaces que j'ai plaisir à le constater maintenant.

Mes camarades, il n'y a aucune organisation, il n'y a aucun programme, il n'y a aucun plan d'action, en France, qui aient été établis dans des conditions de si parfaite démocratie.

(Applaudissements)

Et maintenant que le travail est fait, et qu'il est bien fait, il nous reste à le populariser, à consacrer tous nos efforts pour le commenter, pour l'expliquer, pour convaincre, et ensuite nos efforts ne seront pas terminés, il nous faudra aussi le faire passer dans les faits.

Le Congrès est terminé. Merci à tous.

(Applaudissements)

(L'Assemblée, debout, chante l'Internationale).

Coll. Fondation Jean-Jaurès